Atlas historique du Québec

Le pays laurentien au XIXe siècle

Les morphologies de base

SERGE COURVILLE
JEAN-CLAUDE ROBERT
NORMAND SÉGUIN

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

ATLAS historique du Québec

Le pays Larentien au XIX^e siècle

Les morphologies de base

Serge Courville
Jean-Claude Robert
Normand Séguin

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
Sainte-Foy 1995

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et du ministère de la Culture et des Communications du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Données de catalogage avant publication (Canada)

Courville, Serge, 1943- .

Atlas historique du Québec: le pays laurentien au XIX^e siècle: les morphologies de base

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 2-7637-7376-1

1. Québec (Province) - Géographie historique - Atlas. 2. Québec (Province) - Conditions économiques - 19^e siècle. 3. Québec (Province) - Commerce - Histoire - 19^e siècle. 4. Industrie - Québec (Province) - Histoire - 19^e siècle. 5. Agriculture - Québec (Province) - Histoire - 19^e siècle. I. Robert, Jean-Claude, 1943- . II. Séguin, Normand, 1944- . III. Titre.

FC 2911.C68 1995 911'.714 C95-941460-6 F1052.95.C68 1995

Conception de la page couverture :

Norman Dupuis

Photos en page couverture :

EXTRAIT DE LA CARTE DE BOUCHETTE DE 1831
Joseph Bouchette,
Archives nationales du Canada, Ottawa, NMC 17998 1/6.

VUE DU PORT DE MONTRÉAL, 1890.
Anonyme, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-4898.

© Les Presses de l'Université Laval 1995
Tous droits réservés. Imprimé au Canada.
Dépôt légal (Québec et Canada), 4^e trimestre 1995
ISBN 2-7637-7376-1

Distribution de livres Univers
845, rue Marie-Victorin
Saint-Nicolas (Québec)
Canada G0S 3L0

Tél. : (418) 831-7474
1 800 859-7474
Téléc. : (418) 831-4021

Table des matières

Remerciements xi

Introduction

Explorer le XIX^e siècle québécois 1

CHAPITRE 1 : POPULATION ET HABITAT 7

1. La poussée démographique de l'axe 7
2. De nouveaux courants migratoires 9
   a) Le mouvement centrifuge 10
   b) Le mouvement centripète 10
3. Les faits de répartition et de croissance 12
4. Des densités humaines relativement faibles 13
5. La diversité locale et régionale 14
   a) Les maisonnées moyennes 15
   b) Les concentrations d'âge et de sexe 15
   c) L'état matrimonial 16
6. Les singularités de l'axe 17
   a) Les contrastes régionaux 17
   b) Les contrastes locaux 17
7. Un espace démographiquement cohésif 20

Encart cartographique :
La poussée démographique du XIX^e siècle 21

L'augmentation de la population 22

Pourtant, des densités humaines relativement faibles 24

La diversité spatiale 26

CHAPITRE 2 : LES BASES MATÉRIELLES DE L'ÉCHANGE 29

1. Les routes 29
2. Le cadre juridique 30
3. Les grands traits du réseau routier et de son évolution 32
4. La navigation 35
5. Le chemin de fer 37

Encart cartographique :
Accélération des communications et ramification des réseaux de transport 41

L'extension du réseau routier 42

Consolidation et amélioration des infrastructures de navigation 44

Chemin de fer et télégraphe 46

CHAPITRE 3 : L'ESPACE AGRAIRE 49

1. L'extension des terroirs 49
2. L'expansion de l'agriculture 52
3. Du blé vers l'élevage 54
   a) L'abandon du blé 54
   b) La montée de l'élevage 54
4. Les hiérarchies de production 56
   a) Céréales, fourrages et produits laitiers 56
      Les très petits déclarants 57
      Les véritables producteurs 58
   b) L'élevage ovin 59
5. Un monde ouvert aux échanges 61

Encart cartographique :
Les transformations de l'agriculture 65

L'expansion de l'agriculture 66

Du blé vers l'élevage 68

Les grandes cultures 70

Les produits de l'élevage 72

Des rendements qui reflètent les conditions du milieu 74

CHAPITRE 4 : LA POUSSÉE INDUSTRIELLE 77

1. La première moitié du XIX^e siècle 78
   a) Les premières approximations 78
   b) Le pays réel 82
   c) Une importante source d'emploi 84
   d) Une composante importante de la socioéconomie locale 85

2. Vers une plus grande densité industrielle : la situation en 1871 86
   a) Les signes d'une croissance 86
   b) Un appareil de production diversifié et hiérarchisé 87
      Le partage des équipements : le foisonnement rural 87
      Le partage de la main-d'œuvre : primauté urbaine et centralité montréalaise 88
   c) Le contraste nord / sud : un développement rural à deux régimes 90

Encart cartographique : La poussée industrielle 93

La poussée de 1831-1871 94

Le foisonnement des années 1851-1871 96

Une importante source d'emploi et de centralité : l'exemple de 1871 98

CHAPITRE 5 : LES DISPOSITIFS DE L'ÉCHANGE 101

1. Le monde du commerce et de l'hébergement en 1831 101
   a) Les marchands et les commerçants 101
   b) L'hébergement 103

2. Le monde du commerce et de l'hébergement en 1851 104
   a) Le panorama du commerce bas-canadien 104
   b) Les marchands et les commerçants de l'axe laurentien 105
   c) L'hébergement 106

3. Le monde du commerce et de l'hébergement en 1871 107
   a) Le profil québécois du commerce 107
   b) Le commerce dans le corridor laurentien 108
   c) Le monde marchand et l'agriculture 111
   d) Les boulangers et les bouchers 113
   e) L'hébergement 114

Encart cartographique : Marchands et hébergement : les relais de l'échange 117

L'extension du maillage marchand 118

De l'auberge à l'hôtel 120

Les marchands et l'agriculture 122

Conclusion
Pour un nouveau regard sur la socioéconomie du XIX^e siècle 125

Notes 129

Aspects méthodologiques de l'étude 133

Bibliographie 163

Liste des figures 169

Liste des tableaux 171

Remerciements

La réalisation de cet ouvrage a bénéficié du soutien financier du Fonds FCAR, du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, de l'Université Laval, de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université du Québec à Trois-Rivières et de l'Université du Québec (corporation centrale). Nous leur exprimons notre sincère reconnaissance.

Nous remercions également de leur collaboration très étroite au projet les professionnels de recherche rattachés au Centre interuniversitaire d'études québécoises, le personnel de secrétariat du Centre, les assistants-étudiants qui, depuis 1986-1987, ont consacré plusieurs milliers d'heures à la saisie des données et à la constitution de nos bases de données informatiques, notre collègue Claude Bellavance qui a été associé au début des travaux, ainsi que nos collaborateurs à l'édition et à la représentation graphique.

Professionnels de recherche

Conception et gestion des fichiers informatiques et cartographie assistée par ordinateur, Université Laval

Philippe Desaulniers

Conception et gestion des fichiers informatiques, Université du Québec à Trois-Rivières

François Guérard

Chargé de dossier

Philippe Desaulniers, Université Laval

Représentation graphique

Direction artistique et grille typographique

Norman Dupuis

Conception graphique et infographie

Emmanuel Gagnon, Université Laval

Collaborateurs à la représentation scientifique

Sherry Olson, Université McGill

Jean Raveneau, Université Laval

Révision linguistique

Geneviève Laplante

Personnel de secrétariat

Ginette Gagnon, Université Laval

Angèle Montour, Université du Québec à Trois-Rivières

Pauline Tremblay, Université du Québec à Trois-Rivières

Assistants de recherche

Université Laval

Louise Blouin
Michel Boisvert
Guy Dagnault
Guy Dorval
Édith James
Johanne Lachance
Jean Martin
Johanne Noël
François Plamondon
Maryse Poudrier
Pierre Poulin
Lynda Villeneuve

Université du Québec à Montréal

Céline Bouchard
Louise Bouchard
Brigitte Couture
France Gagnon
Nathalie Gélinas
Peter Gossage
Patrice Régimbald
Robert Tremblay

Université du Québec à Trois-Rivières

Nathalie Deshaies
Hélène Desnoyers
Lise Lafontaine
André Légaré
Mireille Lehoux
Jocelyn Morneau
France Normand

Introduction

Explorer le XIXe siècle québécois

Les relations complexes qu'entretiennent les individus et les groupes humains dans un milieu donné et les productions territoriales qui en découlent sont une dimension essentielle de l'histoire des sociétés. C'est pourquoi on a l'habitude de dire que la connaissance d'un pays progresse avec sa géographie. Au Québec, cette connaissance a d'abord commencé par le fleuve. Depuis le début de l'aventure coloniale française, la grande voie d'eau y est demeurée une des références cardinales de la vie collective. Pourtant, si grâce à certains travaux scientifiques on commence à mieux comprendre le rôle du Saint-Laurent comme axe de peuplement et de pénétration du continent[1], on connaît bien mal encore l'organisation de la vie qui, historiquement, s'est déployée autour de celui-ci. Or, cette ignorance empêche de dégager une vue d'ensemble satisfaisante de l'évolution de la société et du territoire durant une longue période.

Cet ouvrage se présente justement comme la première étape d'une géographie historique de l'axe laurentien au XIXe siècle. L'idée de cette entreprise a germé au milieu des années 1980 de nos réflexions communes sur les acquis et les tendances de l'historiographie du Québec. Le chemin parcouru par la recherche nous apparaissait considérable, notamment sur le XIXe siècle à l'exploration duquel tous trois nous consacrions le gros de nos efforts : Courville sur l'aire seigneuriale et, plus particulièrement encore, sur la partie rurale de la grande région de Montréal, Robert sur le phénomène urbain à Montréal et les rapports ville-campagne, et Séguin sur la dynamique de la transformation de la socioéconomie en Mauricie.

1. REPÈRES HISTORIOGRAPHIQUES : REPRÉSENTATIONS DU PASSÉ ET DÉBATS

Quelle vision d'ensemble pouvions-nous dégager du XIXe siècle québécois, surtout de la socioéconomie et de l'organisation du territoire, deux dimensions qui retenaient notre attention au premier chef ? En dépit de travaux éclairants sur maints aspects, en dépit aussi d'efforts de synthèse qui, à différents moments, avaient tenté de retracer des continuités et des ruptures pour marquer le sens d'une évolution, c'est une image encore floue, imprécise, que projetait l'historiographie de la société québécoise au siècle dernier. Manifestement, on comprenait encore mal le jeu d'ensemble de ses dynamismes internes.

a) La perspective blanchardienne : la dialectique du temps et de l'espace et un certain particularisme

Cette prise de distance critique à l'endroit de l'historiographie nous ramenait aussi loin qu'à l'œuvre québécoise du géographe français Raoul Blanchard, lequel, au cours des années 1930 et 1940, avait élaboré une vaste fresque représentant pour la première fois l'expérience historique québécoise basée sur les rapports au territoire.

Conçue à une époque où la pratique de l'histoire au Québec n'avait pas encore opéré la transition de la chronique mémorielle vers la discipline scientifique, l'œuvre québécoise de Blanchard a contribué à la fonder. L'auteur l'a écrite d'une manière autonome, sans véritables perspectives historiographiques qui eussent permis de rapprocher l'expérience historique du Québec de celle d'autres sociétés.

Sous la plume brillante de Blanchard, chez qui le temps et l'espace étaient indissolublement liés dans l'exploration des sociétés, de vastes régions humaines, plus ou moins adaptées aux grandes caractéristiques naturelles, devenaient, chacune, le cadre d'une aventure de peuplement et de mise en valeur du milieu, les paysages ruraux et urbains naissant et évoluant sous l'influence de différents facteurs physiques et humains entremêlés. Des faits d'implantation humaine retracés depuis le début de la colonisation française, Blanchard dégageait l'identité d'un peuple. Son approche, qui prend ici l'allure d'une démarche génétique, donne à cette fresque toute la profondeur d'une authentique géographie régionale du Québec. L'œuvre demeure néanmoins d'inspiration particulariste. Chaque région y est abordée comme une entité spatiale en elle-même, et c'est l'assemblage de cette mosaïque régionale qui permet au lecteur de dégager un portrait d'ensemble du Québec étudié par Blanchard. Nous estimions qu'il manquait à l'œuvre québécoise du géographe français une réflexion qui eût permis d'entrevoir ce qui lie ces grandes régions dans un même ensemble et donne à celui-ci son unité et sa cohérence. En cela, Blanchard avait sous-estimé le rôle structurant et dynamisant du fleuve et du

grand axe laurentien. De même, à nos yeux, tout fasciné qu'il était par la vitalité du monde rural en quoi il voyait le porteur d'une civilisation française et catholique, il avait sous-estimé, et de beaucoup, l'essentielle fonction organisatrice de la ville sur le territoire, cette ville qu'il eut trop tendance à camper à l'extérieur de l'expérience historique des Canadiens français dont il retraçait le destin[2].

Le contenu de l'œuvre québécoise de Blanchard a vieilli, depuis les années 1960 surtout. L'investigation de nouveaux matériaux d'enquête, la réappropriation de sources déjà connues, de profonds chambardements épistémologiques et méthodologiques, l'éclosion de nouvelles sensibilités ont contribué au renouvellement des questionnements et enrichi grandement de connaissances et de références inédites l'histoire du XIX^e^ siècle québécois.

Au moment de lancer notre enquête en 1986, après les travaux fondateurs de Blanchard, un second grand mouvement d'exploration du Québec historique à partir de ses composantes territoriales progressait depuis déjà une quinzaine d'années. D'ailleurs, nos travaux passés nous associaient intimement à cet élan de régionalisation de l'histoire du Québec, qui continuait de s'approfondir et de s'élargir, grâce en particulier à l'appui de l'Institut québécois de recherche sur la culture dont l'ambition était de doter les grandes régions du Québec de travaux de synthèse qui en retraceraient la formation et l'évolution jusqu'à aujourd'hui. Et si, par ailleurs, il est vrai que l'histoire des villes avait connu de significatifs développements, c'est surtout l'entité urbaine proprement dite qui avait retenu l'attention, de même que ses liens avec les métropoles externes et les grands espaces économiques et culturels. Somme toute, on avait encore très peu analysé les rapports de la ville avec son *hinterland* régional et, plus globalement, avec l'espace du Québec central.

Or, il nous apparaissait de plus en plus nettement qu'on ne pourrait, sans risque grave de déformation, tenter de dresser un portrait d'ensemble de l'expérience historique du Québec au siècle dernier sur la base de ces explorations du territoire, très disparates quant aux objectifs, aux méthodes et aux résultats et qui, de surcroît, contribuaient à mettre en perspective davantage les nouvelles marges que les anciens foyers de peuplement du Québec de base. Nous dirons que la situation de la recherche récente sur le Québec du siècle dernier nous posait un problème de perspective analogue à celui que nous avions reconnu dans l'œuvre de Blanchard : l'idée du tout nous était rendue par la découverte de ses parties, une à une, et selon des objectifs et des méthodes d'enquête très variables. Ces efforts scientifiques qui, ensemble, représentent une contribution majeure et une démarche nécessaire au progrès de la recherche sur le Québec, réactualisaient d'une certaine manière l'approche particulariste de Blanchard[3].

Si, par la dialectique du temps et de l'espace, nous étions en filiation avec la génétique de Blanchard, il nous importait cependant de nous démarquer de son approche particulariste, par une saisie des faits et des phénomènes que nous voulions d'emblée englobante, selon le principe qu'une société ou un territoire se révèle plus complexe et, partant, substantiellement différent de la somme de ses composantes. Mais sous quel angle précis allions-nous nous livrer à ce nouvel examen de l'évolution du Québec au siècle dernier ? Et quel rapport à l'historiographie aurait notre démarche ?

b) De la vision durhamienne à la perspective ouellettiste : le prisme d'un certain culturalisme

Par son enracinement et son poids massif dans son environnement immédiat, par ses structures formelles et ses cohérences socioculturelles aussi bien que socioéconomiques, la population franco-canadienne, installée sur les rives du Saint-Laurent depuis le XVII^e^ siècle, constitue une entité nationale : une nationalité si on préfère. Et c'est ainsi qu'en règle générale, dans les œuvres à portée historique, on la considère depuis la Conquête à tout le moins.

Pendant longtemps, on l'a dépeinte comme une société repliée sur ses terres, cramponnée à une agriculture traditionnelle et, de plus, soumise au leadership de ses prêtres. On l'imaginait peu sensible aux courants de modernité qui transformaient le continent nord-américain, subissant passivement, comme obligée, son intégration à l'économie de marché et l'urbanisation de son territoire. En somme, on la voyait comme une société dont l'évolution avait été commandée par des forces externes et qui se manifestait surtout par ses formes de résistance aux pressions exercées sur elle.

Cette image de société passive et empêtrée dans des structures archaïques s'étale d'abord comme l'un des arguments centraux du fameux rapport Durham, dressé peu après la répression du mouvement insurrectionnel de 1837-1838[4]. La première histoire de la société franco-canadienne, celle de Garneau, a d'ailleurs vu le jour, comme on sait, durant les années 1840, en réaction au rapport. Depuis lors, plusieurs auteurs se sont efforcés de situer l'expérience historique du Québec dans le contexte canadien. Notre propos n'est évidemment pas de soumettre l'historiographie québécoise et canadienne à un examen des substrats idéologiques qui teintent les visions et les perspectives d'analyse. Il y a là un vaste registre d'opinions et de points de vue qui adoptent de multiples nuances. Nous cherchons simplement à montrer comment l'introduction d'un préconstruit, sous la forme de jugements, a dans le passé embrouillé la saisie de l'expérience historique du Québec. Nous ne nous attarderons pour cela qu'à quelques œuvres clés qui, dans notre optique, ont particulièrement marqué les courants historiographiques.

Revenons au rapport Durham. Ce document est l'œuvre de personnes résolument attachées à une conception libérale de l'économie et de l'organisation des sociétés. Aussi se montrent-elles soucieuses que soient surmontés les obstacles qui pourraient gêner la croissance économique et l'affirmation d'une grande société ayant un héritage britannique au nord des États-Unis. De ce point de vue, la société franco-canadienne, assimilée à une survivance attardée de l'Ancien Régime français, cadre mal avec le vaste mouvement économique et démographique qui unifie et homogénéise toute l'Amérique du Nord. De plus, ces Franco-Canadiens, implantés dans un segment stratégique du fleuve, grande voie de pénétration et de mise en valeur du continent, constituent une source potentielle de perturbations. Mais, pense-t-on, submergés par le nombre et contraints par l'expansion de l'économie, ils sont voués à l'assimilation. Dès lors, on se croit légitimé de suggérer la mise en place de nouvelles structures politiques qui, tout en respectant les droits individuels, consacrent leur disparition prochaine en tant que collectivité. Dissous collectivement mais libérés individuellement des entraves que faisaient peser sur eux les vieilles structures d'encadrement, les Franco-Canadiens deviendront, selon Durham, d'authentiques sujets britanniques vivant en harmonie avec un univers économique et social où dominent les valeurs libérales, celles justement qui permettent à la civilisation anglo-saxonne de faire triompher le progrès dans le monde. À la condition de faire abstraction de l'appel à l'assimilation qui, aujourd'hui, gêne le regard rétrospectif qu'on peut porter sur ce document historique, le rapport Durham ressort tel qu'il est : une œuvre de visionnaire, fondatrice de l'identité canadienne.

La perspective durhamienne revêt pour nous une double signification qu'il est utile d'expliciter pour mieux faire ressortir notre propre démarche. Il s'agit d'abord d'une vision extravertie de la société franco-canadienne, dans la mesure où elle est abordée moins en elle-même avec ses dynamismes propres qu'au regard du monde externe où d'emblée on situe les facteurs décisifs de son évolution et de sa transformation. Priment ici, et pour cause, les échanges qui se déroulent dans le cadre impérial britannique. Cette vision développementiste, non sociétale, aboutit à une représentation parfaitement dichotomisée de deux univers économiques sans contact aucun au sein du Bas-Canada : d'un côté le monde seigneurial, de l'autre les implantations anglophones, surtout celles des villes perçues comme les bases essentielles des échanges avec l'Empire. L'introduction d'un biais résolument culturaliste dans l'analyse proposée de la situation bas-canadienne est la seconde signification de la perspective durhamienne qui débouche sur une interprétation exclusivement ethnique du blocage économique et social. Dans le jugement de valeur porté sur la société bas-canadienne, la notion clé est celle de progrès et l'argument se développe comme la transcription négative d'un éloge enthousiaste de la modernité. En dissociant le grand commerce du reste de la socioéconomie, cette vision marginalise les autres composantes de la dynamique sociale et économique, et oblitère les rapports entre les divers acteurs sociaux eux-mêmes. De plus, et cela nous semble d'une égale importance, elle nie ou marginalise à l'excès la capacité de la société ancienne, non encore bouleversée par la grande industrie, d'entretenir une croissance. La perspective durhamienne nous apparaît pour cela aussi réductrice que déformante.

L'économie politique du rapport Durham continue de nous intéresser parce qu'il a suggéré un angle de vue et donné l'impulsion à une interrogation sur le Canada, qui pendant longtemps a marqué l'imaginaire social et le développement de l'historiographie canadienne. En effet, l'analyse de la formation et de l'évolution du Canada sous l'angle de ses rapports au monde externe en a été jusqu'à récemment l'orientation dominante. Et l'approche dite du *staple* ou du produit générateur, qui centre l'analyse sur les effets structurants d'activités liées au commerce d'exportation d'un ou de plusieurs produits (fourrure, bois, blé, par exemple), demeure la contribution la plus imposante de ce courant de pensée. Elle a fourni l'occasion d'un effort remarquable de conceptualisation et d'interprétation de l'expérience historique du Canada[5]. C'est d'ailleurs dans ce sillage que se dessine avec Donald G. Creighton une vision englobante de l'histoire canadienne. On a donné un nom évocateur au courant intellectuel qui en émergea : la thèse laurentienne. Dans l'ouvrage qu'il publie en 1937, *The Commercial Empire of the St. Lawrence, 1760-1850*[6], D.G. Creighton retrace la formation de l'espace canadien à partir du rôle prêté au fleuve comme base d'un système transcontinental à la fois commercial et politique, axé sur les échanges avec les métropoles européennes. La thèse laurentienne a un net caractère déterministe ; elle postule que le Saint-Laurent est l'assise géographique qui fonde l'unité canadienne. Dans l'univers laurentien de Creighton, les Franco-Canadiens figurent en toile de fond comme des spectateurs récalcitrants, sinon intrigués par l'action des acteurs principaux que sont les gros marchands anglophones, lesquels opèrent principalement à partir de Montréal.

Plus près de nous, l'héritage durhamien transparaît d'une manière franchement provocante cette fois chez un Fernand Ouellet au style direct et percutant, et dont les travaux sur l'histoire économique et sociale du Québec entre 1760 et 1850 ont par ailleurs vigoureusement marqué le renouveau de la pratique de l'histoire au Québec au cours des années 1960[7]. Ouellet reste fidèle à la vision de Creighton. Dans une suite d'écrits qui n'allaient pas démentir sa thèse principale de départ, l'œuvre de Ouellet s'articule pour une large part autour des idées de crise agricole profonde, d'encombrement démographique, de retard et de résistance des mentalités. La vision qui s'en dégage fait apparaître un commerce colonial

détaché d'une agriculture repliée sur elle-même. Nombreux sont ceux qui ont adopté la vision de Ouellet, souvent implicitement, comme la clé de l'interprétation du XIX^e siècle québécois, réactualisant ainsi la perspective durhamienne, tel le géographe français Jean-Claude Lasserre. Dans un imposant ouvrage publié en 1980[8], renouant lui aussi avec la vision de Creighton, Lasserre campait les francophones québécois dans un rôle historique de spectateurs passifs, vivant le dos tourné au grand fleuve.

La thèse principale de Ouellet a fait l'objet d'un vif et long débat sur le sens à donner à l'évolution de la société québécoise au siècle dernier, Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet occupant pendant plusieurs années les premières positions de l'offensive contre le ouellettisme. Les premières ripostes de ces chercheurs contestaient l'interprétation que donnait Ouellet du commerce colonial bas-canadien et de ses effets sur l'économie interne, en particulier l'avènement hâtif, au début du XIX^e siècle, d'une crise agricole de type structurel. En fait, ce débat invitait à s'interroger sur les dynamismes internes qui avaient cours dans la colonie. À la rigidité et au blocage décrits par Ouellet, Wallot et Paquet opposaient une thèse audacieuse qui mettait de l'avant l'idée d'une modernisation des structures dès les premières décennies du siècle dernier. Ils proposaient un modèle d'analyse qui intégrerait la dimension internationale et les conditions internes de la colonie[9]. Ils ont réaffirmé cette thèse en 1988, en insistant sur la discontinuité majeure que représente pour eux la période 1791-1812 et sur le processus d'intégration de la socioéconomie qui accompagne la montée du marché[10]. Ensuite, c'est vers la découverte des conditions internes que ces auteurs orienteront principalement leur exploration de la socioéconomie bas-canadienne, à partir principalement d'indicateurs de la culture matérielle, établis à l'aide des inventaires après décès[11].

Il est intéressant de constater ici que la position de Wallot et Paquet, à la charnière des années 1960 et 1970, ne s'éloigne pas formellement de l'approche du *staple,* transposée dans leur modèle qu'ils veulent d'emblée englobant. En effet, le schéma interprétatif qu'ils proposent rejoint, pour une part du moins, la version modernisée de l'approche du *staple* érigée en modèle d'analyse de la croissance. Car ils essaient de voir comment le processus de dynamisation enclenché de l'extérieur par le commerce de produits clés se diffuse dans l'économie coloniale (parmi ces produits, le bois retient surtout leur attention, parce qu'il est dominant, tant par son ampleur que par la puissance de ses effets). Mais avant tout, puisque leur lecture se veut porteuse d'une vision d'ensemble de la socioéconomie bas-canadienne, grâce aux facteurs exogènes et endogènes, c'est finalement l'attention portée aux dynamismes internes dans un système intégré qui distingue leur mode d'appréhension de la réalité bas-canadienne et qui marque une charnière historiographique. Disons autrement que Wallot et Paquet cherchaient à établir un modèle d'équilibre dynamique entre les facteurs externes et internes. Et ce schéma d'intégration des composantes et de dynamisation de l'ensemble qu'ils proposaient venait heurter de front la représentation dichotomisée de l'espace et de la société bas-canadienne héritée de Durham et transposée jusque dans l'œuvre de Ouellet.

La riposte de celui-ci a consisté à mettre en cause justement la thèse de la modernisation qu'il assimila à une vision du passé déformée par le nationalisme. Contre le schéma de la modernisation, il opposa celui de la ruralisation de la population francophone et insista à nouveau sur son inertie et ses résistances aux nouvelles réalités économiques. Plus tard, Ouellet étendra sa critique à d'autres auteurs qu'il assimilera à l'approche nationaliste et dont les travaux portent sur des périodes différentes de celle que couvrent ses premiers travaux, c'est-à-dire les années 1760-1850. Quant à la période contemporaine, celle qu'on fait généralement débuter au milieu du siècle dernier, Ouellet insistera sur les lenteurs de la population francophone à adopter le pas de l'urbanisation et sur les faiblesses de son entreprenariat[12].

Ni le schéma explicatif de Ouellet, articulé sur le blocage interne et l'approfondissement de la longue crise agricole au cours des premières décennies du XIX^e siècle, ni la thèse de la modernisation avancée par Wallot et Paquet n'ont été réappropriés tels quels par d'autres auteurs comme bases exploratoires des premières décennies du siècle dernier. Néanmoins, ce débat a eu d'importantes répercussions sur l'historiographie en développement, notamment celle d'inscrire profondément la dimension nationale dans l'étude des transformations de la socioéconomie. Mais, sans conteste, l'effet le plus important de cet affrontement aura été de contribuer très fortement au centrage des analyses sur les dynamismes internes de la société bas-canadienne et québécoise. Et sans doute ce débat aura-t-il inspiré quelques leçons, en particulier : 1) que l'évolution de la socioéconomie bas-canadienne ne peut se déduire de l'observation des chiffres relatifs au commerce international ; 2) que sont bien fragiles et, dans une bonne mesure, désinformants les schémas généraux d'interprétation, incomplètement ou trop peu étayés par les faits, comme cette longue crise structurelle de l'agriculture dont Serge Courville a bien montré, au début et à la fin des années 1980, l'absence de fondement[13].

Certes, le débat autour de la thèse principale de Ouellet ne polarise plus comme jadis la réflexion sur la socioéconomie du siècle dernier. Comme nous le disions plus tôt, des générations montantes de chercheurs ont pris place dans l'historiographie avec leurs propres préoccupations, de nouveaux matériaux et d'autres manières d'investiguer le passé. Et, en règle générale, la communauté scientifique s'entend aujourd'hui pour présenter avec plus de nuances et,

surtout, plus de prudence le XIX^e siècle québécois. Cette prudence, comme nous venons de le signaler, tient au déplacement de la perspective d'analyse vers les dynamismes internes, mouvement qui a gagné rapidement le milieu de la recherche au Québec.

On retrace un mouvement analogue dans l'historiographie canadienne, qui s'accompagne chez certains auteurs d'une remise en cause de l'approche du *staple*. En effet, elle entraînerait des interprétations trop fortement axées sur la dominance des rapports externes. Par conséquent, l'éclairage qui en découle aboutit à une vision trop univoque, déformante, de la construction et de l'évolution de l'espace canadien, ainsi que du rôle historique des forces internes du pays dans l'ensemble de son processus de développement. En ce qui concerne le XIX^e siècle, parmi les auteurs qui ont remis en cause certaines interprétations inspirées de l'approche du *staple,* deux noms s'imposent d'emblée à notre esprit, ceux de l'économiste historien Marvin McInnis et de l'historien Douglas McCalla. L'un et l'autre, dans des travaux pénétrants, ont pour ainsi dire amenuisé le rôle emblématique dévolu antérieurement au commerce d'exportation du blé, entrevu comme secteur moteur de l'extension de l'écoumène et de la transformation de l'économie agraire et de la socioéconomie ontarienne de la première moitié du XIX^e siècle[14].

Pour notre part, nous tenons une position nuancée quant à l'approche du *staple* que nous évitons de récuser en bloc. En dépit d'un certain déterminisme, à la fois économique et géographique, qui la caractérise, elle reste pour nous un angle et une manière d'entrevoir un type de rapports à l'espace et des mécanismes économiques qui sont une dimension de l'expérience historique canadienne. Nous faisons une nette distinction entre les possibilités heuristiques de cette approche et les interprétations concrètes, déterminées, auxquelles sont parvenus les auteurs qui la fondaient ou s'en réclamaient. D'ailleurs, l'examen critique des travaux de ces auteurs fait ressortir d'importantes différences de conceptions et d'objectifs. Nous serons toujours plus près d'un Harold A. Innis à la conceptualité subtile et à la sensibilité aiguë au processus d'adaptation au milieu, que d'un Creighton dont l'ambition première est de construire les fondements d'une identité politique, le Canada. Cela dit, l'approche du *staple* reste pour nous une voie étroite et ne peut mener, au mieux, qu'à une exploration incomplète.

Nous tâchons plutôt d'en incorporer certains éléments dans un mode de lecture qui permet d'intégrer les facteurs externes et internes en un même mouvement de la pensée, et qui cherche à saisir les interactions de ceux-ci comme un jeu dynamique, sans postuler la subordination des seconds aux premiers.

2. LA PORTÉE DU PRÉSENT OUVRAGE

Les synthèses d'histoire du Québec élaborées depuis les années 1970 ont eu une importante fonction exploratoire. Leur grand mérite est d'avoir tenté, sans pouvoir prendre appui sur des indicateurs révélant les traits d'ensemble de la socioéconomie, de donner un sens aux transformations survenues au siècle dernier. Rompant avec le paradigme durhamien et la vision ouellettiste, elles ont surtout insisté sur la diversité des situations et les progrès de la socioéconomie au siècle dernier. Mais on doit pouvoir rendre compte plus directement de cette diversité et de ce progrès. C'est précisément à cette tâche que nous avons consacré nos efforts depuis le milieu des années 1980, en constituant un référentiel de base sur les morphologies de l'axe laurentien.

a) Une approche relationnelle

Nous nous servons du fait d'échange comme révélateur de la dynamique d'une socioéconomie : notre approche est relationnelle. Nous nous efforçons de restituer la cohérence spatiale des faits sociaux afin de mieux comprendre les processus qui lient les diverses composantes du territoire, selon des modes, des niveaux et des intensités variables, aussi bien dans l'espace que dans le temps. Dans une sorte de symbiose fondée sur la complémentarité des échanges, et ce, à travers d'évidentes contradictions, la socioéconomie se présente comme un ensemble unifié par ce qu'il est convenu d'appeler une harmonisation des pratiques économiques et des espaces vécus.

b) L'axe fluvial comme espace central : une hypothèse

Nous nous intéressons à l'axe laurentien en tant qu'espace matriciel, c'est-à-dire comme foyer autour duquel s'articule et s'organise le territoire québécois. Cet espace central correspond plus ou moins aux anciennes paroisses riveraines de l'aire seigneuriale, depuis l'amont immédiat de Montréal jusqu'à La Malbaie sur la rive nord du Saint-Laurent et Mitis sur la rive sud. Pour nous, sa centralité tient avant tout au rôle unificateur que joue le corridor fluvial dans la formation de l'écoumène et l'évolution de la socioéconomie. C'est sur lui que s'articulent, en effet, les nouveaux espaces qui prennent forme, de plus en plus éloignés du Saint-Laurent, sous la poussée du peuplement colonisateur amorcé sous le Régime français.

Notre point de départ est de considérer cet espace comme fortement structuré par une armature de villes et de villages, façonnée et évoluant grâce à des réseaux très diversifiés d'échanges de toute nature et qui rattachent la vallée du Saint-Laurent à des ensembles plus vastes. Cet espace n'est pas homogène ; il existe des clivages manifestes, de part et d'autre du

fleuve et le long de son axe. Mais si, à un certain point de vue, le fleuve « divise », il « unit » par ailleurs. Et, reportés sur une vaste échelle, nous croyons que les éléments de cohésion dominent. C'est que le phénomène de polarisation et de structuration ne tient pas uniquement au fleuve lui-même, mais aux rapports qui lient la voie d'eau au territoire mis en valeur.

c) Le référentiel de base

Nous entendons par référentiel de base un ensemble d'indicateurs confectionnés autour d'une sélection de variables clés qui permettent de saisir, au moyen de diverses configurations, des traits d'ensemble de la socioéconomie à différents moments. Nous avons décidé de faire porter d'abord nos efforts sur la construction d'un tel instrument pour combler une importante lacune contre laquelle butent toutes les tentatives d'interprétation de l'évolution du Québec au siècle dernier : l'absence de données validées et indicatives des principales dimensions de la socioéconomie.

Ce référentiel se présente comme une série de constats regroupés en cinq chapitres thématiques : population et habitat, les bases matérielles de l'échange (les infrastructures de communication), l'espace agraire, la poussée industrielle et les dispositifs de l'échange (le commerce et l'hébergement).

d) La strate temporelle d'enquête

Nous proposons trois portraits généraux de l'axe laurentien en 1831, 1851 et 1871, portraits que nous nous appliquons à mettre en relation pour comprendre le sens des transformations de la socioéconomie. Deux raisons expliquent ce découpage temporel. Premièrement, notre volonté étant de dégager des traits d'ensemble, l'état des sources accessibles limitait nos explorations avant et après cette strate de 40 ans. À cet égard, notre choix reflète les déterminants de notre principale source, les recensements décennaux. Deuxièmement, comme notre mode d'investigation repose sur le relevé systématique de données extrêmement nombreuses et variées, nous estimions que l'exploitation de trois recensements constituait un fardeau limite quant à notre capacité de saisie et de traitement des informations. L'année 1851 a été retenue comme point milieu de cette période de 40 ans, période qui pour nous s'avère fortement imprégnée du sens que prennent les transformations de la socioéconomie au siècle dernier.

e) Les sources

En plus des recensements qui ont fourni l'armature principale des informations et contribué à tracer les limites temporelles de l'enquête, notre recherche s'est appuyée sur quatre autres catégories sources : 1) les récits de voyageurs, les répertoires commerciaux et les ouvrages topographiques d'époque ; 2) la documentation officielle du Bas-Canada, du Canada-Uni, du Canada et du Québec (imprimée et archivistique, conservée aux Archives nationales du Canada et aux Archives nationales du Québec) ; 3) les archives municipales et religieuses, surtout diocésaines ; 4) le matériel cartographique et iconographique ancien, conservé dans différents fonds d'archives, tant publics que privés.

f) Les traitements

Notre démarche a privilégié la collecte de données nominatives des recensements. Mais, vu l'absence de nombreuses listes, nous avons également eu recours, particulièrement pour 1831 et 1851, aux informations contenues dans les tableaux publiés des recensements, de manière à obtenir des dossiers aussi complets que possible. Toutes ces données ont été géocodées, validées, regroupées, mises en séries et, finalement, cartographiées. La cartographie aura surtout été utile pour révéler la logique spatiale des faits retracés et, d'une manière plus générale, les rapports à l'espace. On trouvera à la fin de l'ouvrage, à la section « Aspects méthodologiques de l'étude », des précisions concernant les représentations graphiques et cartographiques et des notes qui complètent chacun des chapitres (clarification et présentation de données).

Nous avons divisé le territoire de l'axe en trois régions, celles de Québec, de Trois-Rivières et de Montréal. Ces trois régions, qui recoupent les limites des gouvernements du Régime français, ont été à leur tour, pour les besoins de l'enquête, subdivisées en secteurs géographiques.

Nous avons tenu compte des noyaux villageois et de la montée des nouvelles entités urbaines dans cette étude des morphologies de base du territoire laurentien. Toutefois, pour simplifier l'exposé des faits, dans plusieurs de nos démonstrations nous avons restreint arbitrairement l'observation du monde urbain aux trois villes principales de l'axe, Québec, Montréal et Trois-Rivières, le reste du territoire étant assimilé au monde rural.

C'est le résultat de cette enquête que nous livrons ici, sous la forme d'un ouvrage qui allie les vertus de l'écrit et de l'image. Appuyée sur trois portraits d'ensemble du territoire de l'axe, en 1831, 1851 et 1871, l'analyse aborde tour à tour les faits de population, les infrastructures de communication, l'agriculture, l'industrie et le monde marchand. Aidée en cela par une cartographie évocatrice, elle nous révèle un monde passablement différent des habituelles représentations : plus contrasté et changeant, plus structuré et cohésif aussi.

I

Population et habitat

L'une des principales caractéristiques de la société laurentienne au XIX^e siècle est la vigueur de sa croissance démographique. C'est le premier révélateur des phénomènes qui ont cours dans la vallée du Saint-Laurent et qui en assurent la cohésion. Cette croissance se reflète dans l'évolution des structures d'habitat et des infrastructures de circulation et d'échange. Elle est également illustrée par l'évolution des activités économiques : leurs transformations sont rythmées en bonne partie par le fait démographique, qui rend compte également de leur spécificité et de leur diversité.

L'historiographie a vu dans cette augmentation de la population un facteur explicatif majeur de la survie du fait français en Amérique du Nord. Elle y a vu également un frein au développement économique : l'encombrement du territoire aurait été un facteur important de la crise profonde qui, dès les premières décennies du XIX^e siècle, ébranle la socioéconomie bas-canadienne. Toutefois, c'est surtout en fonction de ses traits généraux que le phénomène a été pris en compte, sans avoir été analysé selon ses bases spatiales.

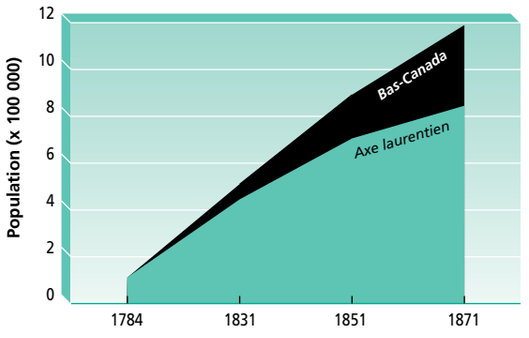
Dans ce chapitre, nous nous proposons de réinsérer la dimension démographique dans son contexte territorial, de manière à saisir, par et dans l'espace, les particularités de cette croissance. La démarche est développée à différentes échelles, depuis la région et ses composantes jusqu'à la localité, où s'exprime également le vécu démographique de l'axe. Elle prend appui sur les recensements de la période, dont les faiblesses sont connues, mais dont les données, une fois cartographiées, permettent d'intéressantes observations.

1. LA POUSSÉE DÉMOGRAPHIQUE DE L'AXE

Dès la seconde moitié du XVIII^e siècle, une importante poussée démographique s'amorce dans la vallée du Saint-Laurent, qui porte sa population de moins de 113 000 habitants en 1784 (plus de 161 000 en 1790) à huit fois plus en 1871 (figure 1)[1].

Les transformations les plus notables surviennent après 1815, date à laquelle on compte environ 335 000 habitants au Bas-Canada. En 1831, on en dénombre déjà près de 511 000, dont un peu plus de 445 000 résident sur le territoire laurentien. Vingt ans plus tard, la population dépasse 890 000 habitants, dont plus de 79 % sont recensés sur ce territoire. En 1871, la province compte près de 1,2 million d'habitants, dont 71 % se répartissent encore sur le territoire de l'axe qui se déleste cependant d'une partie de sa population.

FIGURE 1
Croissance démographique au XIX^e siècle

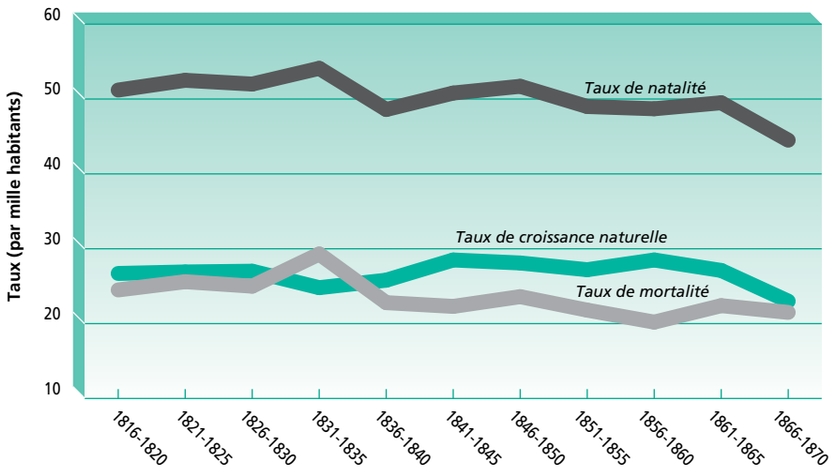


Plusieurs facteurs rendent compte de cette augmentation. L'un d'entre eux est le régime démographique de la population[2]. Par exemple, en ce qui a trait au taux moyen de natalité (figure 2), le milieu du siècle fait charnière. Observé pour l'ensemble de la population catholique de la province, il gravite de plus ou moins 50 par mille jusqu'en 1850, pour baisser progressivement par la suite jusqu'à moins de 45 par mille à la fin de la période. Quant au taux moyen de mortalité, il atteint son maximum entre 1831 et 1835, soit environ 29,30 par mille habitants, pour ensuite diminuer par à-coups jusqu'à la fin des années 1860, où il n'atteint plus que 21,5 par mille habitants.

Cet écart entre les deux taux laisse un excédent naturel moyen d'environ 27 ou 28 par mille habitants pendant presque toute la période, sauf entre 1830 et 1840, moment où il s'abaisse à environ 25 par mille, et à la fin des années 1860, où il chute à 23 par mille.

FIGURE 2

Évolution des taux de natalité, de mortalité et de croissance naturelle au Bas-Canada, 1816-1870



Ce taux relativement élevé de croissance a laissé croire en une surfécondité de la population québécoise. Des recherches récentes ont cependant montré qu'il est inférieur à celui du Canada et qu'il se rapproche de celui des États-Unis (tableau 1)[3]. Bien sûr, cette évaluation se rapporte à l'ensemble de la population, quelle que soit son origine, francophone ou autre, ce qui a pour effet d'atténuer les écarts entre les deux groupes. Toutefois, comme au Québec la population francophone est plus nombreuse, et de loin, que la population anglophone, et que la comparaison est faite avec des milieux majoritairement anglophones, le calcul reste valable.

TABLEAU 1

Taux comparés de fécondité et de natalité au Québec et dans les régions voisines

	Taux de natalité			Taux de fécondité		
	Québec	Ailleurs au Canada	États-Unis	Québec	Ailleurs au Canada	États-Unis
1851	42,21	48,40	43,30	196	203	194
1861	43,02	45,93	41,40	187	193	184
1871	42,00	46,51	38,30	180	189	167

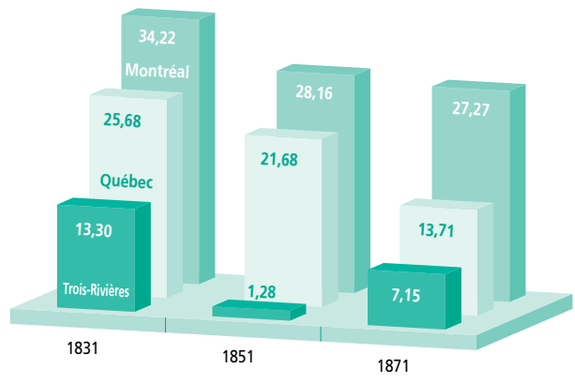
De son côté, l'immigration européenne amène également des conséquences. Essentiellement britannique, elle ajoute à la population francophone plusieurs dizaines de milliers d'habitants, dont une partie, les Irlandais surtout, se mêlent plus ou moin s à la population locale. Ainsi, uniquement entre 1829 et 1850, plus de 650 000 personnes débarquent au port de Québec. La plupart d'entre elles se dirigent vers le Haut-Canada et les États-Unis, mais une partie s'installe aussi au Bas-Canada, dans les villes notamment, surtout à Montréal et à Québec, ainsi que dans les cantons où les dirigent les autorités coloniales. Une portion plus faible, quoique non négligeable, s'établit également sur le territoire seigneurial, soit dans les vieilles paroisses agricoles où elle se procure des terres, soit sur les fronts pionniers, où elle est souvent prise en charge par les communautés religieuses.

C'est ce qu'indiquent les données de recensement relatives aux non-catholiques, corroborées par celles des nationalités. Bien sûr, cette information ne tient pas compte de la population irlandaise, confondue avec la population catholique dans les recensements, mais, quelle que soit l'année d'observation, on constate que l'élément allogène se répartit dans les villes et en périphérie du territoire, avec ici et là une présence plus ou moins marquée selon le lieu dans les vieilles paroisses riveraines. On observe également qu'en dépit du nombre accru de personnes et de confessions religieuses la part relative des non-catholiques diminue au cours du siècle, avec des baisses plus ou moins accentuées selon les endroits, dans les villes notamment.

Ainsi, en 1831, les non-catholiques comptent pour environ 9,2 % de la population laurentienne. En 1851, ils ne représentent plus que 8,8 %, par rapport à 8,2 % en 1871. Les chutes les plus spectaculaires ont lieu dans les villes (figure 3), celles de Québec et de Trois-Rivières notamment, où leur part ne représente plus, en 1871, que la moitié de ce qu'elle était 40 ans auparavant. Dans la ville de Montréal, la baisse est moins prononcée, de 34 % à 27 % entre 1831 et 1871, en raison d'un triplement de la population au cours de la période. Toutefois, ils maintiennent leur position relative dans l'île de Montréal, au contraire de l'île Jésus où ils ne représentent que moins de 1 % de l'effectif en 1871, après avoir atteint près de 5 % en 1851.

FIGURE 3

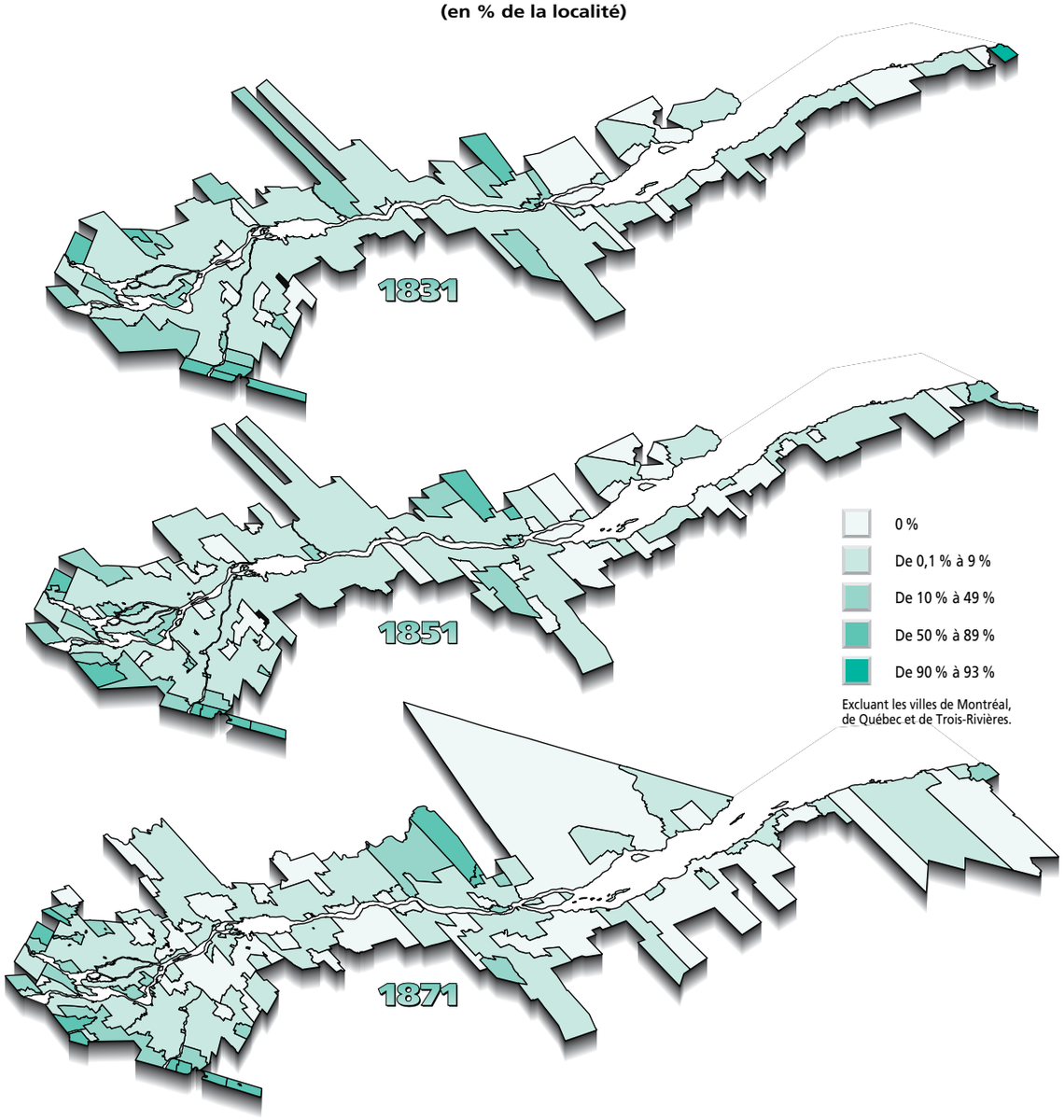
Évolution de la proportion des non-catholiques dans les principales villes de l'axe laurentien (en % de la sous-région)



Ailleurs, le panorama est à peine différent. Après avoir connu presque partout une légère croissance, la part relative des non-catholiques diminue, pour, au mieux, se stabiliser autour du seuil de 1831 – c'est le cas, entre autres, sur la Rive-Nord de Montréal – ou, au pire, ne plus représenter qu'une fraction de ce dernier, comme sur la Rive-Sud de Trois-Rivières (figure 4).

FIGURE 4

Évolution de la proportion de non-catholiques
(en % de la localité)



Cette présence d'un élément allogène sur le territoire de l'axe fait ressortir le rôle joué désormais par l'immigration dans la stabilisation de l'effectif démographique des basses terres. Car, n'eût été de cet apport, le délestage de population observé dans la vallée du Saint-Laurent dans la seconde moitié du siècle aurait sans doute été plus accentué. Elle rend compte également des mouvements qui animent la population francophone. En effet, celle-ci migre à l'intérieur du territoire – contrairement à la population anglophone qui occupe plus ou moins le même espace tout au long du siècle –, ce qui suggère une forme d'ajustement, par l'espace et dans l'espace, aux pressions démographiques internes.

Cet ajustement territorial s'exprime par des logiques très variables, dont l'une favorise le transfert des excédents non seulement vers l'extérieur de l'axe et éventuellement vers l'extérieur du Québec[4], mais aussi d'un lieu à l'autre à l'intérieur de celui-ci. Et c'est bien ce que révèle la cartographie du fait démographique. Elle montre l'existence, depuis la fin du XVIII[e] siècle jusqu'aux années 1870, de nouveaux courants migratoires qui transforment en profondeur le paysage humanisé de l'axe.

2. DE NOUVEAUX COURANTS MIGRATOIRES

En effet, ce qui ressort le plus de la spatialisation des données de recensement, c'est l'extraordinaire mobilité de la population laurentienne et la direction de ses mouvements dans l'espace. On en distingue de deux ordres, qui modifient périodiquement la configuration de l'écoumène : les mouvements centrifuges

Vue de Montréal, 1784.
James Peachey, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-2002.

et les mouvements centripètes, qui expulsent ou, au contraire, concentrent l'effectif sur le territoire.

Loin d'être opposés ou contradictoires, ces mouvements se conjuguent pour définir une variété de contextes qui apparaissent comme autant de lieux de résolution des difficultés suscitées par le taux élevé de reproduction paysanne. Ils définissent la logique du peuplement en même temps que ses paramètres de croissance.

a) Le mouvement centrifuge

Le premier mouvement est historique. Reconnu déjà depuis longtemps par les chercheurs, il se traduit par une diffusion progressive de l'effectif dans l'espace, depuis la région de Québec jusqu'à celle de Montréal – c'est la migration aval-amont, amorcée sous le Régime français et qui s'achève au XIX^e^ siècle –, et depuis les rives du fleuve et de ses principaux affluents jusqu'aux marges du territoire.

Dès le premier tiers du XIX^e^ siècle, un équilibre est atteint, qui se traduit par des concentrations nouvelles de population dans la partie sud-ouest du territoire. À elle seule, la région de Montréal concentre plus de la moitié de l'effectif, par rapport au tiers environ dans celle de Québec et environ 10 % dans celle de Trois-Rivières, le secteur le plus peuplé demeurant la Rive-Sud de Montréal où se rassemble bientôt plus du quart de l'effectif.

D'abord limité aux vieilles paroisses riveraines, l'épanchement progresse par étapes, pour rejoindre l'intérieur des terres et, de là, la périphérie de l'axe, qu'il finit par déborder plus ou moins largement par endroits. En 1830, il s'étire déjà jusqu'aux contreforts des Laurentides et des Appalaches, ce qui provoque partout l'apparition de nouvelles côtes et l'arpentage des vieilles seigneuries. Quelques années encore et les basses terres seigneuriales sont à peu près toutes occupées. Le peuplement pénètre alors loin à l'intérieur des terres, en direction des vallées laurentidiennes et appalachiennes, notamment du côté de l'Estrie, du Saguenay et de l'Outaouais. En 1871, il aura encore essaimé. De toutes les régions dites périphériques, le Témiscamingue et l'Abitibi seulement restent hors d'atteinte. Le territoire de l'axe se déleste d'une partie importante de son effectif, au profit des cantons et des États-Unis.

Cette pulsion du peuplement a des effets notables dans le paysage, qui perd alors les traits qu'il avait sous le Régime français. À la longue suite d'établissements riverains caractéristique encore de la fin du XVIII^e^ siècle et du début du XX^e^ succède une organisation plus nodale du territoire, qui montre que l'expansion démographique n'est que partiellement liée à l'extension des défrichements.

b) Le mouvement centripète

En effet, au moment même où se produit cette expansion spatiale de la population, on assiste à une concentration nouvelle de l'effectif dans l'espace. Amorcé dès la fin du XVIII^e^ siècle, ce mouvement s'amplifie après 1815 dans trois directions principales et complémentaires. À l'échelle locale, on assiste en effet à la mise en place de toute une armature de hameaux et de villages qui devient bientôt l'un des points d'appui importants de la croissance de l'effectif rural. À l'échelle régionale, le tournant des années 1840-1850 confirme la montée de gros bourgs urbains qui synthétisent à leur niveau les rapports ville-campagne et qui deviennent autant d'intermédiaires entre les grands centres. À l'échelle de l'axe, ce réseau est dominé par deux agglomérations qui le polarisent aux extrêmes : Québec et Montréal sont les véritables clés des systèmes de relation du Bas-Canada. Elles aussi connaissent une expansion accélérée, stimulée par une croissance démographique locale et une immigration de plus en plus régionale[5].

Au lendemain de la guerre anglo-américaine de 1812-1814, on ne compte encore qu'une cinquantaine de bourgs sur le territoire des vieilles seigneuries. Une quinzaine d'années plus tard, en 1830, on en dénombre plus de 200, qui accueillent plus de 46 000 habitants. Le village devient alors l'un des points d'appui importants de la croissance de l'effectif du monde rural. Les années qui suivent confirment cette nouvelle réalité. Dès 1850, on recense un peu plus de 300 bourgs, qui regroupent plus de 86 000 résidents, dans des proportions qui peuvent atteindre par endroits jusqu'à 30 %, voire 40 %, parfois plus, de la population locale. En 1871, ils seront plus nombreux

encore, insérant dans le tissu rural tout un réseau de pôles intermédiaires qui synthétisent à leur niveau les rapports ville-campagne. Ce ne sont déjà plus des villages, mais de véritables petites villes, comme le confirme le statut octroyé à plusieurs centres[6].

Parallèlement à cette croissance, le mouvement urbain prend de l'ampleur, ce qui entraîne partout l'apparition de nouveaux quartiers et l'absorption des anciens faubourgs. En 1784, par exemple, les agglomérations de Montréal et de Québec ne comptent que quelque 5 000 ou 6 000 habitants, à l'avantage encore de Québec. Quarante ans plus tard, vers 1815-1820, elles en comptent chacune environ 15 000. Puis, brusquement, le mouvement s'accélère : en 1831, la population de Québec atteint 26 000 habitants et celle de Montréal, un peu plus de 27 000. En 1851, la population cumulée des deux villes est de 100 000 habitants, dont 57 700 résident à Montréal. En 1871, elle sera de 151 000 habitants, dont 107 000 sont à Montréal. Québec est alors définitivement passée au second rang ; sans sa banlieue, celle-ci compte à peine 44 500 habitants. Quant à Trois-Rivières, qui n'accueille que 800 habitants environ en 1784, son effectif progresse d'un peu plus de 3 000 habitants en 1831 (incluant la population institutionnelle) à 4 900 en 1851, puis à 7 600 en 1871, ce qui la range dans une catégorie à part[7].

Plus que les chiffres bruts de population, les rythmes de croissance attestent, tout en les nuançant, les changements qui surviennent alors dans la population des villes (figure 5). Élevés jusqu'au milieu du siècle à Québec, où se concentre l'administration publique, les plus forts taux de croissance se rencontrent en effet principalement à Montréal, où ils progressent de façon marquée jusqu'au début des années 1850, avant d'amorcer un léger mouvement à la baisse, et à Trois-Rivières, où ils diminuent constamment dans le siècle, mais de façon moins marquée qu'à Québec. Comparée à Trois-Rivières, Québec semble en effet plus défavorisée par le rayonnement de Montréal, dont la croissance repose autant sur les rapports avec l'extérieur qu'avec sa région et même avec l'ensemble de la province.

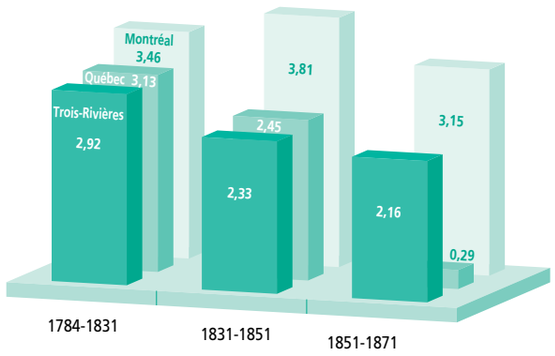
Cela dit, l'augmentation brute de population dans les deux villes principales reflète leur position privilégiée au sein de l'axe laurentien. Porte d'entrée et de sortie de la vallée du Saint-Laurent, Québec s'affiche comme la principale ville du Canada, tournée vers le commerce nord-atlantique. Pour sa part, Montréal est une tête de pont vers l'ouest, avantagée de plus par sa position au cœur d'une vaste région agricole qui lui fournira bientôt d'importants contingents de ruraux.

Pourtant, ce n'est pas avant le début du XIX^e^ siècle que cette transition s'effectue. Tributaire, comme sous le Régime français, d'une économie basée sur un *staple* – la fourrure – que rien n'était venu jusque-là relayer[8], Montréal reste une ville-comptoir, dont l'*hinterland* est toutefois amputé de la région sud des Grands Lacs par le Traité de Jay en 1794, avant de s'étendre jusqu'aux Rocheuses, grâce aux explorations d'Alexander MacKenzie. Ce sera à la fois sa force et sa faiblesse, car, avec l'extension de ses lignes de communication et la concurrence féroce qui s'engage entre la Compagnie du Nord-Ouest et la Compagnie de la Baie d'Hudson, Montréal finira par perdre ses avantages dans le commerce des fourrures[9]. Mais, comme elle compte une importante bourgeoisie d'affaires, anglophone surtout, qui cherche à diversifier ses activités, elle deviendra vite la plaque tournante des échanges entre les Grands Lacs et l'Europe, grâce à des investissements massifs dans les infrastructures de transport, les banques, le commerce et, bientôt, l'industrie.

Quant à la ville de Québec, elle connaîtra une autre évolution. Intégrée à l'Empire britannique depuis la Conquête, elle devient le siège de l'autorité impériale et de sa garnison. Toutefois, ce sont les échanges commerciaux, protégés par les lois sur la navigation, qui forment ses vrais liens avec l'Angleterre. Favorisés par la situation géographique de la ville comme porte d'entrée du Saint-Laurent, ils donneront à Québec un avantage indéniable, qui se maintiendra jusque dans le premier tiers du XIX^e^ siècle. Par la suite, et même si Québec continue pendant un temps de jouer un rôle actif, notamment dans les expéditions de bois, la centralité de Montréal s'affirme[10], entraînant dans son sillage la région de Trois-Rivières qui paraît participer de plus en plus de la socioéconomie de la grande région montréalaise.

FIGURE 5

Évolution du taux de croissance annuel moyen dans les principales villes de l'axe laurentien, 1784-1871



Les faits de répartition et de croissance de la population sont une expression de ce dynamisme. Ils nuancent l'impression laissée par la poussée démographique d'un espace plein qui ne peut croître que par de nouvelles concentrations internes, contrairement aux mécanismes antérieurs de régulation qui trouvaient dans la diffusion de l'effectif rural des solutions à la pression démographique. En effet, si on ne tenait compte que de la croissance brute de la population de 1831 à 1871, on serait porté à conclure à un phénomène d'encombrement démographique de l'axe, dont les effets se seraient fait sentir tout au

long du siècle. En réalité, c'est là une notion toute relative que corrige la cartographie des données de recensement. Elle montre que la croissance démographique de l'axe ne peut être liée uniquement à la disponibilité de terres neuves. Au contraire, elle tire sa signification de tout un contexte économique et social qui aide à mieux saisir les rapports entre la population et l'espace.

3. LES FAITS DE RÉPARTITION ET DE CROISSANCE

Quiconque observe durant une longue période le mouvement de la population dans la vallée du Saint-Laurent se rend vite compte des changements qui surviennent au cours du XIX^e siècle (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Un premier a trait à la répartition de la population sur le territoire de l'axe aux dates des trois recensements exploités. Un second, à sa concentration dans certains secteurs géographiques, qui singularisent localement et régionalement le territoire.

À cet égard, deux constats s'imposent : d'une part, on assiste à l'individualisation de deux grands ensembles aux profils et aux rythmes d'évolution très différenciés, ceux de Montréal et de Québec ; d'autre part, dans chacun de ces ensembles, à l'émergence de deux sous-ensembles aux visages également très distincts, la rive nord et la rive sud du fleuve, au sein desquels se profilent encore bien d'autres situations[11].

En 1784, par exemple, la région de Montréal n'accueille encore que 55 000 habitants, soit environ 49 % de la population totale de l'axe. En 1831, elle en compte plus de 250 000, qui représentent alors 56 % de l'effectif. Vingt ans plus tard, ces seuils s'élèvent à 391 000 habitants et à 58 % de la population. En 1871, ils seront plus élevés encore : près de un demi-million d'habitants, qui ne comptent plus cependant que pour 54 % de l'ensemble. Inversement, la région de Québec voit sa part relative diminuer, puis se relever progressivement. En chiffres absolus, cependant, les gains y sont tout aussi imposants. De 44 500 habitants en 1784, sa population passe à quelque 147 000 en 1831, puis à 235 000 en 1851, soit le tiers de l'ensemble. En 1871, elle atteint 292 000 habitants, qui représentent alors environ 34,5 % de l'ensemble. Quant à la région de Trois-Rivières, sa part relative reste stable, avec environ 11 % de l'ensemble, et ce, en dépit d'une progression notable de son effectif. D'abord limité à 13 000 en 1784, il s'élève à 48 000 en 1831, puis à près de 79 000 en 1851 et, enfin, à 97 600 en 1871, ce qui, compte tenu de la superficie du territoire habitable, reste tout de même important.

De tous les secteurs géographiques de l'axe, la rive sud du fleuve connaît les gains les plus substantiels. De 1784 à 1871, la population y passe d'un peu plus de 50 000 habitants à 390 000, par rapport à une progression de 33 000 à près de 224 000 sur la rive nord. Encore là, cependant, des différences marquées séparent les trois grandes régions. D'abord relativement comparables, les données de population révèlent un poids démographique supérieur dans la région de Montréal, et ce, tout au long du XIX^e siècle, et tant sur la rive nord que sur la rive sud du fleuve. Par contre, observées sous l'angle des taux annuels moyens de croissance, elles font voir un déplacement de l'ouest vers l'est et du sud vers le nord, notamment après les années 1850. Ce mouvement est dû, pour l'essentiel, à l'ouverture de nouveaux fronts pionniers dans l'arrière-pays de Trois-Rivières et de Québec. Il correspond à un mouvement similaire dans la plaine de Montréal où, depuis 1830, l'effectif se porte progressivement des rives du fleuve jusqu'aux marges du territoire.

Cette variation dans les taux de croissance s'exprime aussi sur une autre échelle. Ainsi, de 1784 à 1831 par exemple, les plus forts pourcentages de croissance sont observés à l'ouest de Montréal, dans Vaudreuil-Soulanges (figure 6), où la moyenne dépasse 3,7 %. Après 1831 et jusqu'en 1871, le mouvement se déplace vers la ville et l'archipel de Montréal, tandis qu'il s'estompe sur la rive nord et la rive sud du fleuve. Ailleurs, dans la région de Québec par exemple, l'augmentation est plus uniforme ; partout élevée jusqu'en 1850, elle ne progresse plus par la suite que sur la rive nord et sur la rive sud du fleuve, la ville de

FIGURE 6

Évolution du taux de croissance annuel moyen dans les 13 secteurs de l'axe laurentien, 1784-1871

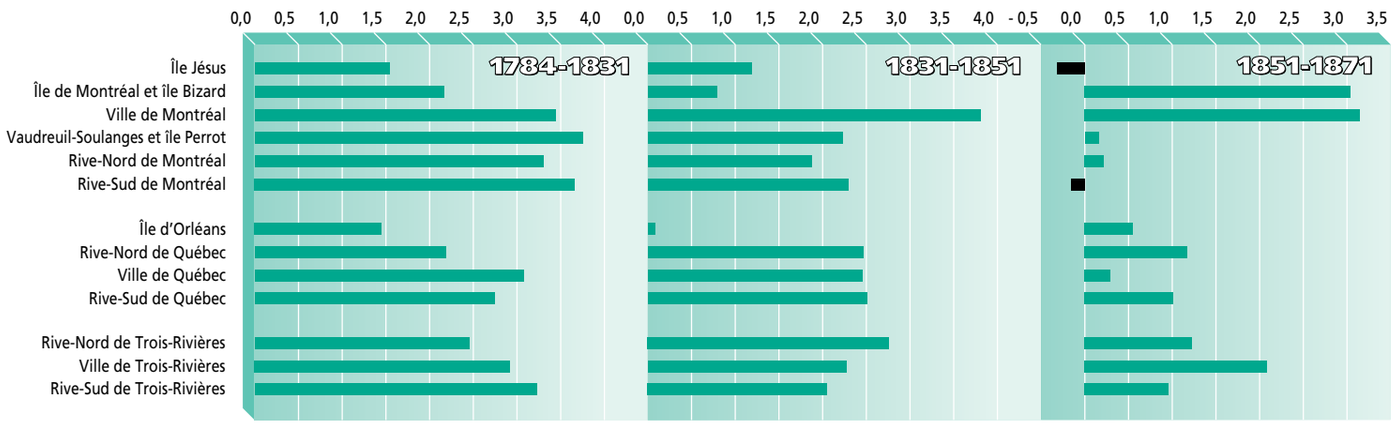
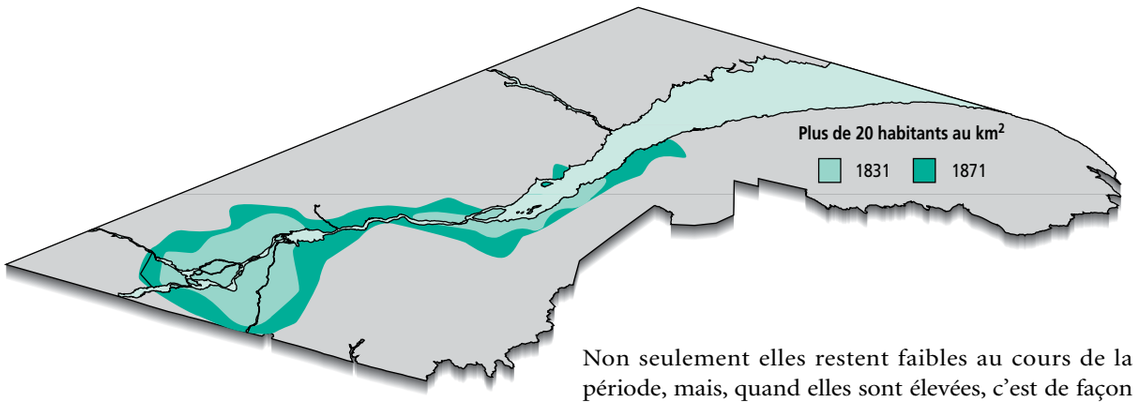


FIGURE 7

Expansion de la population laurentienne, 1831-1871



Québec voyant même son taux annuel moyen de croissance diminuer jusqu'à moins de 0,30 %. Dans la région de Trois-Rivières, on observe une évolution similaire : d'abord une forte poussée partout sur le territoire, puis, après 1850, seulement dans la ville, où le taux de croissance annuel moyen est le double de celui de la Rive-Nord et le quadruple de celui de la Rive-Sud, dont la progression n'atteint plus que le tiers ou même le quart de ce qu'il était dans la première moitié du siècle.

Cette prédominance de la région de Montréal par rapport aux autres régions peut laisser croire en des pressions démographiques plus élevées dans cette partie du territoire, confirmées par l'importance des données brutes de population. Pourtant, ce qu'il importe ici de constater, ce ne sont pas tant ces faits de répartition en eux-mêmes que la dynamique qui les sous-tend : non seulement celle-ci varie dans le temps mais aussi dans l'espace, ce qui module les poids démographiques locaux et leur incidence d'un recensement à l'autre. Et c'est bien ce que révèle la cartographie des données de population par localités (voir l'encart cartographique en fin de chapitre) : à une première concentration près du fleuve succède, à partir de 1830, un déplacement des fronts de peuplement en direction des Laurentides et des Appalaches, qui repousse toujours plus loin les bandes de terroirs pleins. Elle révèle également, au sein des territoires ainsi délestés, des aires de plus grande concentration humaine qui correspondent aux lieux d'implantation des villes et des villages et qui allègent d'autant le poids démographique des terroirs plus anciennement occupés (figure 7).

En témoignent les taux de croissance de la population rurale (figure 8), une fois défalquées les populations villageoises. Calculés pour 1831 et 1851, et comparés aux taux de croissance de la population totale, ils laissent voir des secteurs entiers où ce poids s'abaisse, notamment dans l'île et sur la Rive-Sud de Montréal, et sur la Rive-Sud des régions de Trois-Rivières et de Québec.

Cette chute a des incidences directes sur les densités rurales, qui sont loin de correspondre à l'image de congestion laissée par la littérature scientifique. Non seulement elles restent faibles au cours de la période, mais, quand elles sont élevées, c'est de façon très localisée, ce qui interdit d'en faire un critère absolu de lecture et d'interprétation des campagnes.

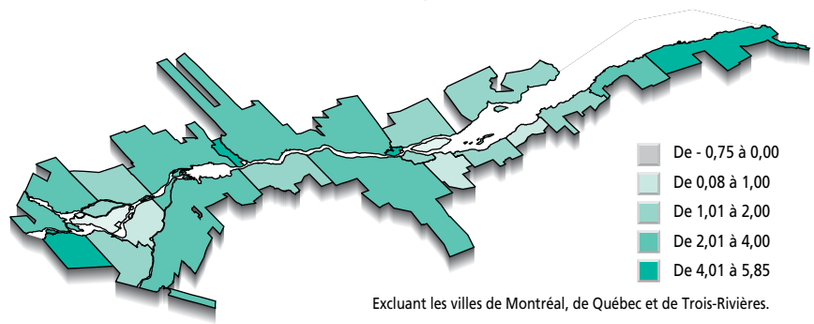
4. DES DENSITÉS HUMAINES RELATIVEMENT FAIBLES

La référence aux tensions démographiques du Bas-Canada, notamment sur le territoire seigneurial, n'est pas nouvelle dans l'historiographie (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Formulée dès la fin du siècle dernier, elle a défini les grands axes d'une problématique qui a alimenté par la suite la plupart des travaux sur le Québec, sans qu'il en résulte de démonstration claire quant aux propositions qui ont conduit à déduire l'influence du nombre sur le processus de croissance du Bas-Canada. Seule a été prise en compte l'augmentation de la population, comme si les caractéristiques du territoire occupé, les stratégies individuelles et familiales, les comportements collectifs, le type et le niveau de développement du territoire ou les ajustements de la socioéconomie locale importaient peu.

Dans l'état actuel des connaissances, on commence à peine à pénétrer l'influence de ces facteurs dans les mécanismes de croissance de la socioéconomie. Ce qu'on sait, par contre, grâce aux résultats récents de la recherche, c'est qu'on a sous-estimé les adaptations du secteur agraire dans ses rapports au marché. Par ailleurs, en adoptant une perspective d'analyse économique exclusivement centrée sur la question agraire, on a également sous-estimé l'importance des activités non agricoles dans l'économie rurale et, partant, les capacités des socioéconomies locales et régionales d'absorber, dans les aires de forte densité, une part importante des volumes de crois-

FIGURE 8

Taux de croissance de la population rurale sans les populations villageoises, 1831-1851



Excluant les villes de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières.

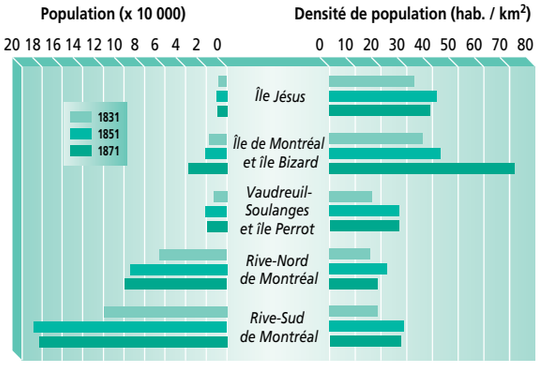
sance de la population. Enfin, on a oublié que les notions de tensions ou de pressions démographiques ne peuvent être relatives qu'à une situation donnée, en un lieu et à un moment précis.

Le calcul des densités humaines sur le territoire de l'axe est assez révélateur des réalités nouvelles qui caractérisent cet espace. Considérant l'accroissement des densités brutes de population (voir l'encart cartographique en fin de chapitre), on constate que si, dans certains secteurs – par exemple au sud de Montréal, au nord-ouest du lac Saint-Pierre et autour de Québec –, la poussée démographique se répercute sur les densités, celles-ci restent faibles ailleurs, en dépit d'une augmentation parfois substantielle de l'effectif. On peut y voir, dans le premier cas, un accroissement sur place de la population qui entraîne une augmentation des densités locales et, dans le second, une disponibilité de terres qui permet d'absorber les surplus démographiques.

Ce qui frappe aussi dans ce calcul, c'est la place qu'occupe la région de Montréal dans ce panorama (figure 9). En effet, compte tenu du volume de population qui y réside, on aurait pu s'attendre à de forts taux de densité. Or, la réalité est tout autre, laissant voir encore là un déplacement du centre vers la périphérie, avec une exception notable cependant, l'île de Montréal, où ces données progressent nettement de 1831 à 1871. Ailleurs, ces taux sont beaucoup plus faibles, laissant voir la progression, d'un recensement à l'autre, des fronts pionniers où la population, pourtant, est très visiblement croissante.

FIGURE 9

Population et densité dans la région de Montréal, 1831-1871



Viennent également nuancer ce panorama les densités qu'on a pu mesurer en excluant les populations villageoises. Comme l'indique la cartographie des données de 1831 et de 1851, seules dates pour lesquelles on dispose d'une information complète sur la population des bourgs, même quand les taux sont plus élevés, les densités paraissent modérées, ce qui amène à rejeter l'idée que la réponse à la pression démographique de l'axe aurait été trouvée dans le morcellement généralisé de la propriété. Des études montrent au contraire que, dans les terroirs de vieille occupation, la tendance est au maintien et même à l'agrandissement des exploitations, en raison d'une vieille pratique paysanne d'exclusion des enfants au moment de leur mariage[12], qui propulse hors des vieux terroirs et à chaque génération une partie des excédents démographiques locaux.

Ces données posent le problème des densités agraires dont on a souvent dit qu'elles étaient élevées à l'époque, trop pour permettre une agriculture de qualité. Sans débattre ici de l'évolution de cette activité, il nous faut constater que la réalité est plus nuancée. Calculées pour 1831, soit au plus fort de la prétendue crise agricole, et uniquement pour la population des ménages qui déclarent une telle activité[13], les données indiquent de fortes variations dans l'espace, qui épousent le dessin des densités brutes de population. Sauf dans certaines localités riveraines mieux insérées dans les circuits du blé ou favorisées par les possibilités de transport, où elles sont supérieures à 25 habitants au kilomètre carré, partout ailleurs elles chutent pour atteindre moins de 8,5 habitants au kilomètre carré sur les fronts pionniers et varier de 8,6 à 25,2 dans les localités de la zone intermédiaire.

On est donc loin ici de l'impression laissée par la littérature scientifique ancienne, d'autant que, si les densités brutes de population augmentent de 1831 à 1851 – et encore, de façon relative –, elles s'abaissent considérablement de 1851 à 1871, sauf dans le voisinage des villes et dans les lieux d'exploitation forestière, par exemple au nord-est de Trois-Rivières. Quant aux taux d'augmentation des densités agricoles (populations villageoises exclues) que nous avons pu calculer pour la période 1831-1851, ils offrent un profil similaire, en laissant voir nombre de localités où ceux-ci sont faibles et même négatifs, notamment dans l'île de Montréal et au sud-est de Trois-Rivières. C'est qu'au mouvement d'expansion de la population dans l'espace qui déleste d'une partie de ses excédents le territoire agraire s'ajoute cet autre mouvement vers la ville et le village, qui contribue lui aussi au maintien d'un certain équilibre.

Ces mouvements ont des conséquences directes sur le panorama démographique de l'axe. Loin de présenter partout les mêmes traits, celui-ci se différencie considérablement dans l'espace et laisse entrevoir les lieux de transformation et de structuration du territoire, ainsi que la relative harmonie qui existe entre les différentes composantes de la socioéconomie.

5. LA DIVERSITÉ LOCALE ET RÉGIONALE

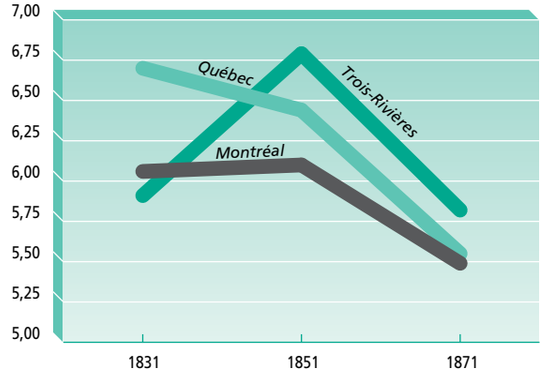
Ce qui frappe le plus dans le paysage démographique de l'axe au XIX^e siècle, c'est l'extraordinaire diversité de situations révélées par les recensements. Aux contrastes observés dans les faits de densité, de répartition

et de croissance de la population s'ajoutent des panoramas familiaux différents, ainsi que des particularismes locaux liés aux concentrations d'âge et de sexe, et au statut matrimonial de l'effectif. Cette diversité n'est pas aléatoire : elle correspond plutôt aux conditions de vie nouvelles introduites par les changements socioéconomiques de la période.

a) Les maisonnées moyennes

L'un des facteurs qui contribue le plus au maintien de faibles densités sur le territoire de l'axe est la taille des ménages (figure 10). De 1831 à 1851, celle-ci s'élève à un peu plus de 6 membres en moyenne, contre environ 5,5 en 1871. En zone rurale, ces proportions s'abaissent à près de 6 en 1831, pour augmenter légèrement par la suite et diminuer de nouveau. Sauf dans la région de Trois-Rivières, où les gains sont plus substantiels, partout ailleurs ils se limitent à moins de 0,2 %. Après 1851, toutefois, la baisse est partout notable.

FIGURE 10
Nombre moyen de personnes par maison habitée par régions, 1831-1871



Exception faite des villes où la taille moyenne des ménages chute tout au long de la période, sauf à Trois-Rivières où elle se maintient jusqu'en 1851, c'est dans l'archipel de Montréal, la Rive-Nord de Trois-Rivières, l'île d'Orléans et la Rive-Sud de Québec qu'elle est d'abord plus élevée. Dès 1851, cependant, les maisonnées moyennes se déplacent vers Vaudreuil-Soulanges, la Rive-Sud de Trois-Rivières et la Rive-Nord de Québec, qui ne sera égalée par la Rive-Sud qu'en 1871.

Observées à l'échelle de chacune des localités et pour les trois années de recensement, les données sont encore plus éloquentes. D'abord plus élevées dans l'est du territoire et sur les rives du fleuve, elles augmentent ensuite progressivement sur la rive nord du Saint-Laurent et dans les localités de l'intérieur des terres, pour enfin s'élever en périphérie de l'axe et dans quelques paroisses riveraines du sud du lac Saint-Pierre et de l'amont de Québec.

Cette répartition témoigne du mode de colonisation dans la vallée du Saint-Laurent : des terroirs les plus anciennement occupés, on migre vers de nouveaux emplacements qui, une fois occupés, deviennent à leur tour des pôles d'émission de nouveaux migrants. Elle rend compte également du mode de reproduction familiale, qui impose à chaque génération d'aller s'établir sur de nouvelles terres, souvent déjà acquises par la génération précédente.

Le résultat de tout ce processus est visible à la fois dans l'espace et dans la toponymie locale (rang des Caron, rang des Matte, etc.), et laisse l'impression d'une organisation « en pelure » du territoire, où se succèdent, des rives du fleuve vers l'intérieur des terres, des épaisseurs marquées par des tailles familiales différentes.

Loin d'être uniformes, ces sous-ensembles sont eux-mêmes différenciés par des maisonnées moyennes tantôt plus faibles, tantôt plus élevées, qui laissent entrevoir également le rôle que joue la montée des échanges dans les économies locales. C'est le cas, entre autres, de certaines localités riveraines, où les activités fluviales semblent favoriser de plus fortes maisonnées, et dans certaines localités situées en périphérie de l'axe ou en zone intermédiaire, où l'exploitation forestière, l'agriculture et l'industrie rurale semblent également jouer ce rôle. En témoigne la structure des ménages, qui ne présente pas partout les mêmes traits.

b) Les concentrations d'âge et de sexe

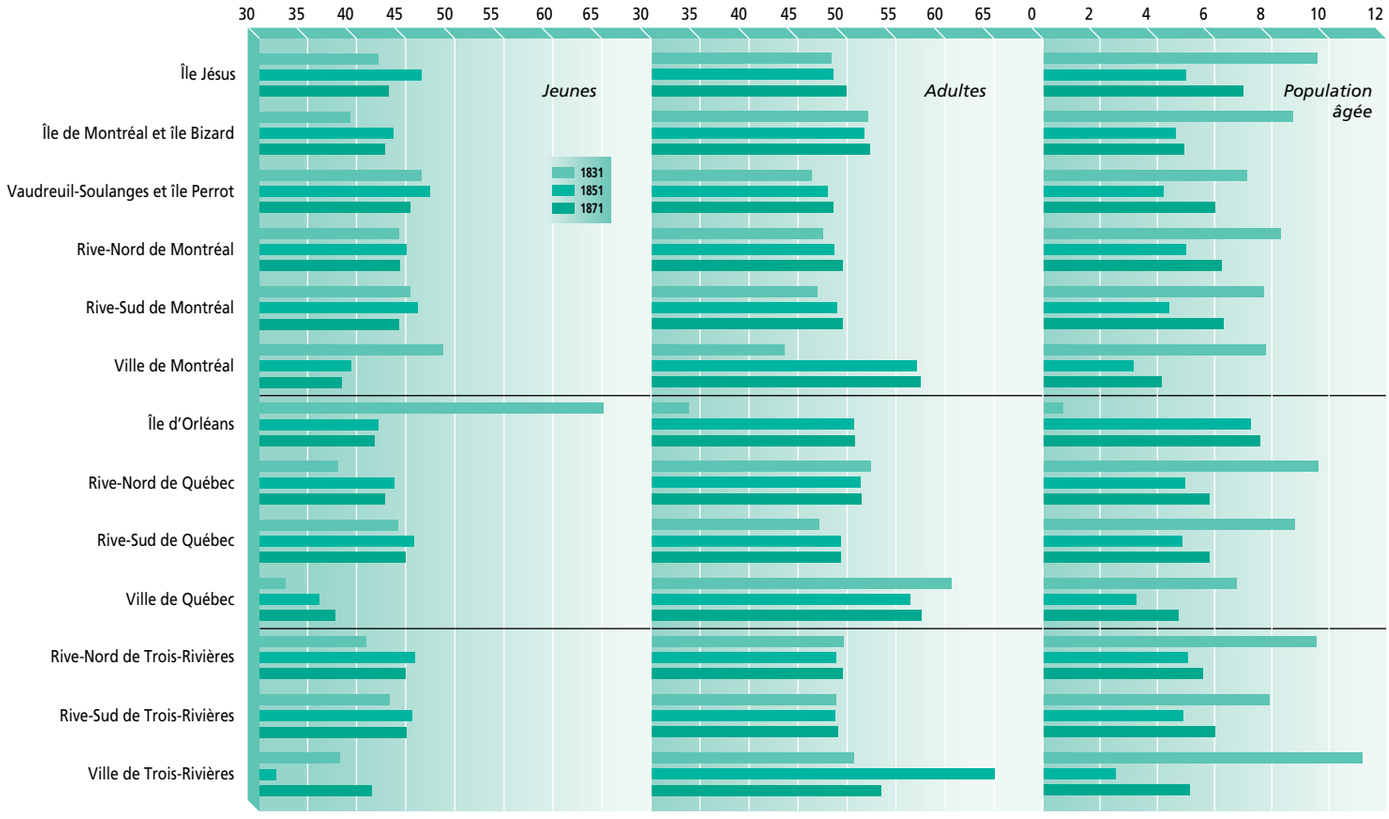
En regroupant la population en trois catégories simples, jeunes, adultes et personnes âgées (figure 11)[14], et en comparant celles-ci à l'ensemble de la population qui réside dans chacun des secteurs géographiques de l'axe, on constate des différences significatives dans la répartition spatiale de l'effectif humain, que révèlent les données extrêmes des distributions (voir l'encart cartographique en fin de chapitre).

Ainsi, quelle que soit l'année d'observation, les jeunes, par exemple, représentent en moyenne entre 40 % et 45 % de la population locale, sauf dans les villes où cette part est nettement moins imposante, même à Montréal après 1831. Ils se trouvent surtout en périphérie de l'axe, sur les fronts pionniers ou dans les localités de la zone intermédiaire, où la population paraît beaucoup plus jeune que dans les paroisses riveraines. Les seules exceptions concernent l'île d'Orléans et la ville de Montréal en 1831 : là, le rapport augmente jusqu'à 65 % et à 48 % de l'effectif local, pour redescendre ensuite à environ 42 % et 39 %.

Inversement, les personnes âgées, qui représentent entre 7 % et 10 % de la population locale en 1831 (11 % dans la ville de Trois-Rivières), et seulement de 4 % à 7 % par la suite, parfois moins, se regroupent surtout dans les localités riveraines, le voisinage des villes et les localités agraires de l'axe, mais avec des distinctions plus ou moins marquées selon le sexe et l'année d'observation. En 1831, par exemple, les hommes dominent dans l'est du territoire et sur la rive nord du

FIGURE 11

Structure de la population laurentienne, 1831-1871 (en % de l'axe)



Note : L'échelle de la population âgée diffère de celle des deux autres groupes afin de mieux faire ressortir les contrastes.

fleuve, contrairement aux femmes qui ont plutôt tendance à rechercher le voisinage des villes. En 1851, le panorama est inversé : la distribution des hommes s'élargit et celle des femmes se concentre. En 1871, la situation est plus équilibrée : hommes et femmes épousent une distribution similaire.

Quant à la population adulte, elle se distribue en fonction d'autres critères. Ainsi, contrairement à la répartition des femmes qui paraît toujours plus concentrée dans le voisinage des villes et des gros bourgs urbains, et ce, quelle que soit l'année d'observation – sauf dans la ville de Montréal en 1851, où le pourcentage d'hommes est légèrement supérieur –, celle des hommes paraît plus liée aux cycles de la vie économique. D'abord proportionnellement plus nombreuse près du fleuve et des lieux d'échange, la main-d'œuvre masculine se déplace ensuite progressivement vers les marges du territoire, puis vers les paroisses industrielles de l'intérieur. En 1871, elle paraît plus stabilisée : on l'observe tant dans la partie méridionale que septentrionale du territoire, où elle se partage entre l'agriculture, l'exploitation forestière et le travail en atelier et en fabrique.

Encore là, cependant, des distinctions s'imposent entre célibataires et gens mariés, qui montrent les changements à la fois qualitatifs et quantitatifs observés dans l'économie laurentienne. Si ces distinctions influencent les répartitions locales et régionales, elles contribuent également à la cohésion du tissu démographique de l'axe, en favorisant le maintien sur place d'une partie des excédents de la campagne.

c) L'état matrimonial

En 1831, un peu plus de 60 % de la population adulte se déclare mariée, par rapport à environ 55 % en 1851 et en 1871. Inversement, la part des veufs et des célibataires s'accroît : de moins de 40 % en 1831, elle passe à près de 45 % en 1871, et même à 47 % dans la région de Québec, où on observe une proportion toujours plus élevée de personnes non mariées.

Plus que les données brutes de population, la répartition de cet effectif confirme les contrastes observés dans la vallée du Saint-Laurent. Tandis que les gens mariés se partagent entre les fronts pionniers et les lieux d'échange, confirmant ainsi l'effet des forces centrifuges et centripètes qui animent la population, les célibataires se partagent encore plus nettement entre les deux, avec des distinctions en outre plus marquées selon le sexe. Ainsi, contrairement aux hommes célibataires, qui dominent d'abord en territoire riverain et autour des villes, puis dans les lieux d'exploitation forestière, les femmes recherchent surtout les rives du fleuve et les aires urbaines et villageoises, à l'exception du milieu insulaire où elles se maintiennent plus longtemps que les hommes. Fait notable, on en trouve proportionnellement très peu sur les franges pionnières, qui semblent plutôt un univers masculin.

En 1871, les hommes auront reconquis la plaine, tout en restant aussi très présents sur le front pionnier. Quant aux femmes, elles resteront fidèles à leurs répartitions premières. Mais, tandis que dans la région de Montréal s'affirment les effets de la montée

industrielle et urbaine de la fin du siècle, au-delà du lac Saint-Pierre et dans la région de Québec, la socio-économie paraît encore étroitement liée à l'exploitation des ressources, tant agricoles que forestières. Et c'est bien ce que suggère la répartition des hommes célibataires qui, au contraire de celle des femmes, s'étire alors encore loin vers l'intérieur des terres.

Un contraste profond apparaît entre le nord-est et le sud-ouest du territoire, qui laisse entrevoir les processus en cours au XIX^e^ siècle. Ceux-ci sont multiples : en même temps qu'on observe des phénomènes de regroupement et de concentration de la population dans l'espace, on découvre ses déplacements dans le siècle, ce qui entraîne localement des croissances, des stabilisations et même des régressions.

6. LES SINGULARITÉS DE L'AXE

En classant la population selon la taille, la structure d'âge et l'état matrimonial, on peut distinguer trois types de localités sur le territoire de l'axe. Leur répartition montre des différences majeures entre le centre et la périphérie de l'axe, la rive nord et la rive sud du fleuve, le nord-est et le sud-ouest de la vallée du Saint-Laurent, la zone rurale et les environs des villes et, à la campagne, entre le territoire agricole et l'aire villageoise. D'autres particularités apparaissent également entre les localités et à l'intérieur même de celles-ci.

a) Les contrastes régionaux

En 1831, les localités les plus dynamiques démographiquement se situent toutes à l'est et en périphérie de l'axe, à l'exception de quelques-unes d'entre elles, situées au sud-est de Montréal, en bordure du fleuve et du Richelieu. En 1851, on les trouve en périphérie de la plaine de Montréal, au nord de la région de Trois-Rivières et au sud-ouest de la rivière Chaudière. En 1871, elles se sont déplacées vers l'est, mais dominent encore dans le centre de l'axe, en périphérie du territoire.

Au contraire des précédentes, les localités plus stables démographiquement se situent pour la plupart en bordure du fleuve et dans les environs des villes, position qu'elles occupent durant toute la première moitié du XIX^e^ siècle. En 1871, par contre, on les observe tant à l'intérieur qu'en périphérie de l'axe, et autant au centre qu'à l'est du territoire.

Quant aux localités où se dessine une forte proportion de célibataires, hommes ou femmes, elles se situent d'abord toutes en bordure du fleuve et aux environs des villes, à l'exception de la seigneurie de Saint-Armand, le long de la baie Missisquoi. Par la suite, on les trouve plus vers l'est, ainsi que dans certains secteurs de la plaine de Montréal, en bordure du lac Saint-Pierre.

Cet écart entre la partie septentrionale et méridionale de la vallée du Saint-Laurent est visible également dans la répartition des populations villageoises, qui paraissent toujours plus importantes dans la plaine de Montréal que partout ailleurs sur le territoire. Mi-rural, mi-urbain, le village concentre un effectif au comportement démographique singulier, différent de celui de la ville et de la pleine campagne, qui pondère en quelque sorte celui des localités où il s'inscrit. De même, s'il accueille une importante main-d'œuvre, celle-ci reste encore bien en deçà des seuils observés dans les localités plus rurales.

SOREL, 1810.
John Lambert, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-1459.

Ce panorama laisse l'impression de deux milieux différents, l'un plus urbanisé et plus stable démographiquement dans la partie méridionale du territoire, l'autre plus rural et plus dynamique dans la partie septentrionale, où se libèrent, année après année, de plus forts contingents de main-d'œuvre. Les mouvements qu'on y décèle sont à l'image des activités de production et d'échange. Outre qu'elles s'intensifient et se diversifient dans le temps, elles se consolident ou se déplacent dans l'espace, ce qui entraîne une transformation périodique des panoramas démographiques locaux et régionaux. Et c'est ainsi qu'aux mouvements de population liés à la production d'espace agraire s'ajoutent ceux qui se rapportent à la production d'espace forestier et d'espace villageois, ce qui, pour la population, représente autant de solutions à ses problèmes démographiques. Et ce qui est vrai sur le plan collectif l'est également à l'échelle des communautés locales, comme en témoignent les quelques exemples suivants de localités, choisies dans différents secteurs de l'axe et qui ont toutes fait l'objet d'un dépouillement exhaustif dans les listes nominatives de recensement.

b) Les contrastes locaux

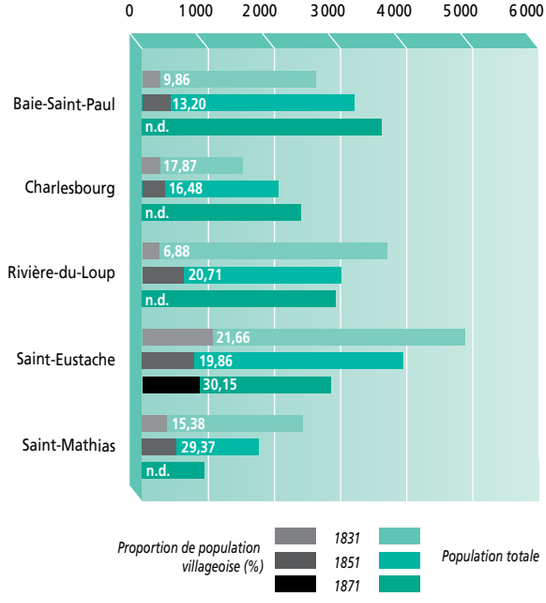
Des cinq localités retenues pour une observation plus directe, deux se situent dans la région de Québec (Baie-Saint-Paul et Charlesbourg), une dans celle de Trois-Rivières (Louiseville, d'abord appelée Rivière-du-Loup ou Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup), et deux dans celle de Montréal (Saint-Eustache et Saint-Mathias). Toutes comprennent une population majoritairement catholique. En 1831, ces localités cumulent entre 1 500 et 4 800 habitants, soit un écart

de quelque 3 300 habitants. En 1851, elles n'en comptent plus qu'entre 1 700 et 3 900, soit une différence de 2 200 habitants. En 1871, la moins peuplée abrite 900 habitants, la plus populeuse, 3 600. Quant au pourcentage de personnes qui déclarent une religion autre que catholique, il est plus élevé dans le village, dans la partie sud-ouest du territoire et dans la partie septentrionale de la paroisse.

De 1831 à 1871, la population de Charlesbourg et de Baie-Saint-Paul augmente régulièrement (figure 12), contrairement à celle de Rivière-du-Loup, qui semble se stabiliser à partir de 1851, et celles de Saint-Eustache et de Saint-Mathias, qui diminuent plus franchement après cette date. Autrement dit, à la croissance démographique des localités situées plus à l'est correspondent une relative stabilisation de l'effectif local au centre et une diminution au sud-ouest, qui s'accélère après 1851. Toutefois, comme les limites administratives de ces localités changent entre les différents recensements, il est difficile d'apprécier la signification de ces mouvements autrement que par leur incidence sur les maisonnées moyennes et les densités locales.

FIGURE 12

Population totale et proportion de population non villageoise dans les cinq localités de l'échantillon



Par exemple, en ce qui a trait aux maisonnées moyennes (tableau 2), elles oscillent de 4,6 à 6,9 membres par ménage en 1831, de 5,3 à 7,1 en 1851 et de 5,1 à 8 en 1871, ce qui suggère une augmentation notable de la taille des ménages au cours de la période. Considérées, cependant, au regard de la population villageoise et de la position des localités dans l'espace, elles diminuent à Baie-Saint-Paul, augmentent puis s'abaissent à Charlesbourg, à Rivière-du-Loup et à Saint-Eustache, diminuent puis augmentent à Saint-Mathias. En outre, elles sont presque toujours plus faibles dans les bourgs que dans le reste de la paroisse, sauf à Rivière-du-Loup et à Saint-Mathias en 1851.

TABLEAU 2

Maisonnées moyennes

Localité	1831	1851	1871
Baie-Saint-Paul (paroisse)	6,5	6,0	n.d.
Baie-Saint-Paul (village)	4,6	5,4	n.d.
Baie-Saint-Paul (total)	6,3	6,0	5,7
Charlesbourg (paroisse)	6,2	7,1	n.d.
Charlesbourg (village)	5,9	5,6	n.d.
Charlesbourg (total)	6,1	6,8	5,9
Rivière-du-Loup (paroisse)	6,5	6,9	n.d.
Rivière-du-Loup (village)	5,6	6,9	n.d.
Rivière-du-Loup (total)	6,4	6,9	5,1
Saint-Eustache (paroisse)	5,8	6,9	5,8
Saint-Eustache (village)	5,4	5,3	5,2
Saint-Eustache (total)	5,7	6,5	5,6
Saint-Mathias (paroisse)	6,9	6,5	n.d.
Saint-Mathias (village)	6,7	6,7	n.d.
Saint-Mathias (total)	6,8	6,5	8,0

Bien plus, c'est également dans le village qu'on trouve le plus grand nombre de personnes qui se déclarent non-membres d'une famille (tableau 3), ce qui confirme son caractère particulier. Au milieu du XIX^{e} siècle, par exemple, celui-ci comprend toujours plus d'hommes que le reste de la paroisse. Par contre, plus on va vers le centre et le nord-est du territoire, plus le nombre de femmes et de jeunes filles s'accroît, pour dépasser celui des côtes.

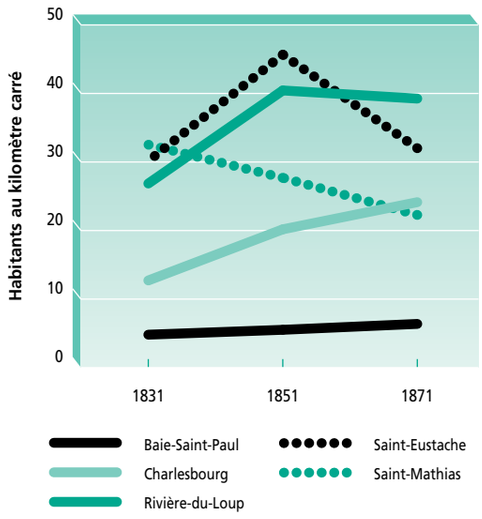
TABLEAU 3

Non-membres d'une famille, 1851

	Hommes de 15 ans ou plus non membres		Femmes de 15 ans ou plus non membres	
Localité	N	%	N	%
Baie-Saint-Paul (paroisse)	345	12,38	371	13,31
Baie-Saint-Paul (village)	58	13,68	53	12,50
Baie-Saint-Paul (total)	403	12,55	424	13,20
Charlesbourg (paroisse)	80	4,64	71	4,12
Charlesbourg (village)	17	5,00	8	2,35
Charlesbourg (total)	97	4,70	79	3,83
Rivière-du-Loup (paroisse)	56	2,35	59	2,47
Rivière-du-Loup (village)	25	4,01	29	4,65
Rivière-du-Loup (total)	81	2,69	88	2,93
Saint-Eustache (paroisse)	39	1,23	39	1,23
Saint-Eustache (village)	52	6,63	61	7,78
Saint-Eustache (total)	91	2,31	100	2,53
Saint-Mathias (paroisse)	27	2,18	16	1,29
Saint-Mathias (village)	25	4,84	20	3,88
Saint-Mathias (total)	52	2,96	36	2,05

Quant aux densités locales (figure 13), elles subissent elles aussi l'influence du bourg. Calculées pour chaque localité, elles indiquent un différentiel densité brute / densité nette pouvant aller jusqu'à 7 % en 1831 et 9 % en 1851, seules dates pour lesquelles les données permettent ce calcul. Toutefois, à en juger par la situation de Saint-Eustache en 1871, il semble que le village concentre de plus en plus de population dans le siècle, ce qui réduit d'autant le poids démographique des côtes.

FIGURE 13
Évolution de la densité brute de population, 1831-1871



Cette évolution avantage le centre et le sud-ouest du territoire. Elle confirme le rôle du village dans le délestage démographique des campagnes. Elle atteste également la capacité des communautés locales de résoudre les difficultés posées par les trop fortes augmentations de population. Les communautés trouvent la solution dans une relation fonctionnelle avec l'espace, qui les amène à libérer périodiquement une partie de leur effectif au profit des fronts pionniers, de la ville ou de l'extérieur de l'axe.

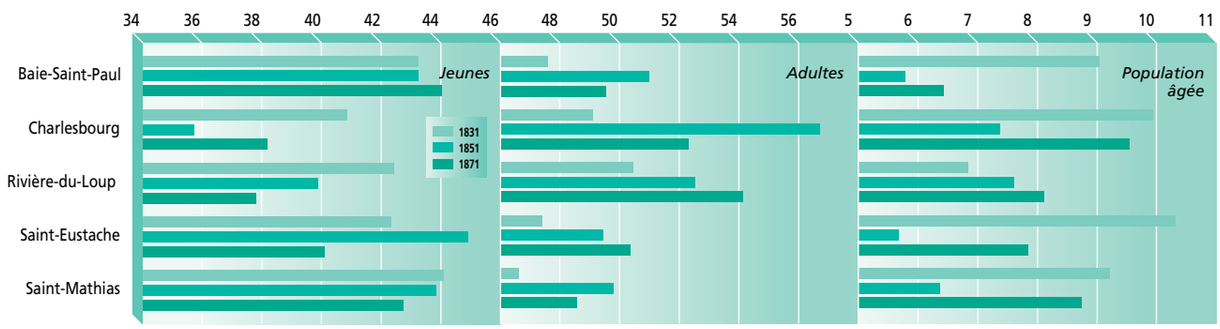
Cette évolution trouve écho dans la structure locale de la population (figure 14), qui accueille presque toujours plus de jeunes aux extrémités du territoire que dans les secteurs plus centraux, et plus d'adultes à l'est et au centre qu'en périphérie de l'axe, situation qui perdure tout au long du siècle. Quant à la part de personnes âgées, elle est d'abord plus faible au centre, puis plus élevée au centre et à l'ouest du territoire. Comparées aux populations villageoises, celles des côtes comprennent presque toujours plus de jeunes que le village, moins d'adultes et une proportion plus variable de personnes âgées, qui ont tendance cependant à devenir plus nombreuses au centre et au nord de Québec après 1831.

La répartition par sexe offre un autre indice des changements qui surviennent dans la population des localités. Calculées uniquement pour la population de 15 ans ou plus, les données montrent que, de 1831 à 1871, on assiste presque partout à une augmentation de la présence féminine (tableau 4). Dans le cas des hommes, elles indiquent une diminution suivie d'une augmentation de leur effectif, dans au moins trois localités sur cinq, toutes situées au centre et à l'ouest du territoire. Les données ventilées localement affichent proportionnellement plus d'hommes dans les côtes qu'au village, mais moins de femmes, sauf à

TABLEAU 4
Importance de la population féminine (en % de l'axe)

	% femmes		
Localité	1831	1851	1871
Baie-Saint-Paul (paroisse)	49,33	50,83	n.d.
Baie-Saint-Paul (village)	49,02	49,03	n.d.
Baie-Saint-Paul (total)	49,29	50,58	50,96
Charlesbourg (paroisse)	52,84	51,50	n.d.
Charlesbourg (village)	55,03	53,88	n.d.
Charlesbourg (total)	53,25	51,89	52,29
Rivière-du-Loup (paroisse)	50,74	53,64	n.d.
Rivière-du-Loup (village)	50,88	54,86	n.d.
Rivière-du-Loup (total)	50,75	53,90	50,99
Saint-Eustache (paroisse)	49,17	50,09	50,94
Saint-Eustache (village)	53,40	54,69	54,58
Saint-Eustache (total)	50,14	51,13	51,99
Saint-Mathias (paroisse)	48,60	51,56	n.d.
Saint-Mathias (village)	49,77	51,58	n.d.
Saint-Mathias (total)	48,78	51,57	49,07

FIGURE 14
Structure des ménages (en % de l'axe)



Note : L'échelle de la population âgée diffère de celle des deux autres groupes afin de mieux faire ressortir les contrastes.

Baie-Saint-Paul en 1851. Quant à la situation de 1871, elle est plus difficile à apprécier. À Saint-Eustache, cependant, le village compte relativement plus de femmes que d'hommes.

Le statut matrimonial confirme également ces écarts. Ainsi, contrairement aux personnes mariées âgées de 15 ans ou plus, dont le pourcentage diminue presque partout dans le siècle et qui sont pour ainsi dire toujours proportionnellement plus nombreuses dans les villages de l'est du territoire, les gens non mariés (veufs et célibataires) voient leur part relative augmenter à peu près partout et plus particulièrement dans les villages du centre et de l'ouest.

Réparties par sexe, les données indiquent que les hommes mariés sont d'abord plus nombreux dans les villages de la périphérie, puis de l'est et du centre du territoire, contrairement aux femmes mariées qui sont d'abord plus nombreuses aux extrémités de l'axe, puis à l'est du territoire. Inversement, les veufs et les célibataires, qui sont d'abord moins nombreux dans le village, voient ensuite leur part relative augmenter dans les villages du centre et de l'ouest. Quant aux veuves et aux célibataires, dont la part est d'abord plus faible dans les villages situés en périphérie du territoire, elles voient celle-ci augmenter dans les villages du centre et de l'ouest après 1831.

Comme les données précédentes, celles-ci montrent le rôle différentiel du bourg dans le paysage démographique des campagnes. Elles indiquent également une différence marquée entre le cœur du pays laurentien et sa périphérie.

7. UN ESPACE DÉMOGRAPHIQUEMENT COHÉSIF

Aux visions classiques qui ont lié croissance démographique et surpeuplement rural, la cartographie des données de recensement oppose une réalité plus nuancée et aussi plus cohésive : celle d'une population qui trouve dans ses rapports avec l'espace une solution à ses problèmes démographiques. Aux mouvements qui, historiquement, la propulsent vers les terres neuves du territoire, d'abord de l'est vers l'ouest, puis des rives du fleuve vers l'intérieur des terres et à l'extérieur du vieux pays seigneurial s'ajoutent, dès les premières décennies du siècle, divers mouvements complémentaires vers le village et vers la ville, qui délestent d'autant le poids démographique des campagnes. Il en résulte des densités humaines relativement faibles, plus basses dans la partie occidentale et méridionale du territoire que dans sa partie orientale et septentrionale, la charnière entre les deux se situant autour du lac Saint-Pierre, qui paraît toujours plus inséré dans la réalité montréalaise que dans celle de Québec.

À la notion de surpeuplement il faut donc substituer celle de régulation, d'autant que les concentrations de population ne paraissent pas liées seulement au facteur démographique. Elles dépendent également de l'attrait qu'exercent désormais le village et le gros bourg urbain sur les populations locales. Conjugués au rôle que joue la ville auprès des populations régionales, ces facteurs font de la vallée du Saint-Laurent un milieu diversifié, où se dessinent plusieurs réponses aux pressions démographiques.

Pluriel, cet espace est donc partagé en deux grands ensembles aux traits contrastés, qui le font paraître plus « rural » à l'est, plus « urbanisé » à l'ouest et plus « stabilisé » le long des rives du fleuve qu'à l'intérieur des terres. Mais, comme il est partout traversé par les mêmes courants migratoires, tant internes qu'externes, qui reproduisent localement les phénomènes observés à l'échelle de l'axe, il apparaît aussi comme un espace structuré, d'autant qu'il est dominé par deux grands pôles urbains ouverts aux échanges et aux complémentarités régionales. Ces pôles s'imposent non seulement comme tête de réseau, dominant tout le maillage villageois, mais aussi comme plaque tournante des échanges, le point de départ et d'arrivée de tout le réseau de communication de l'axe, tant routier que fluvial.

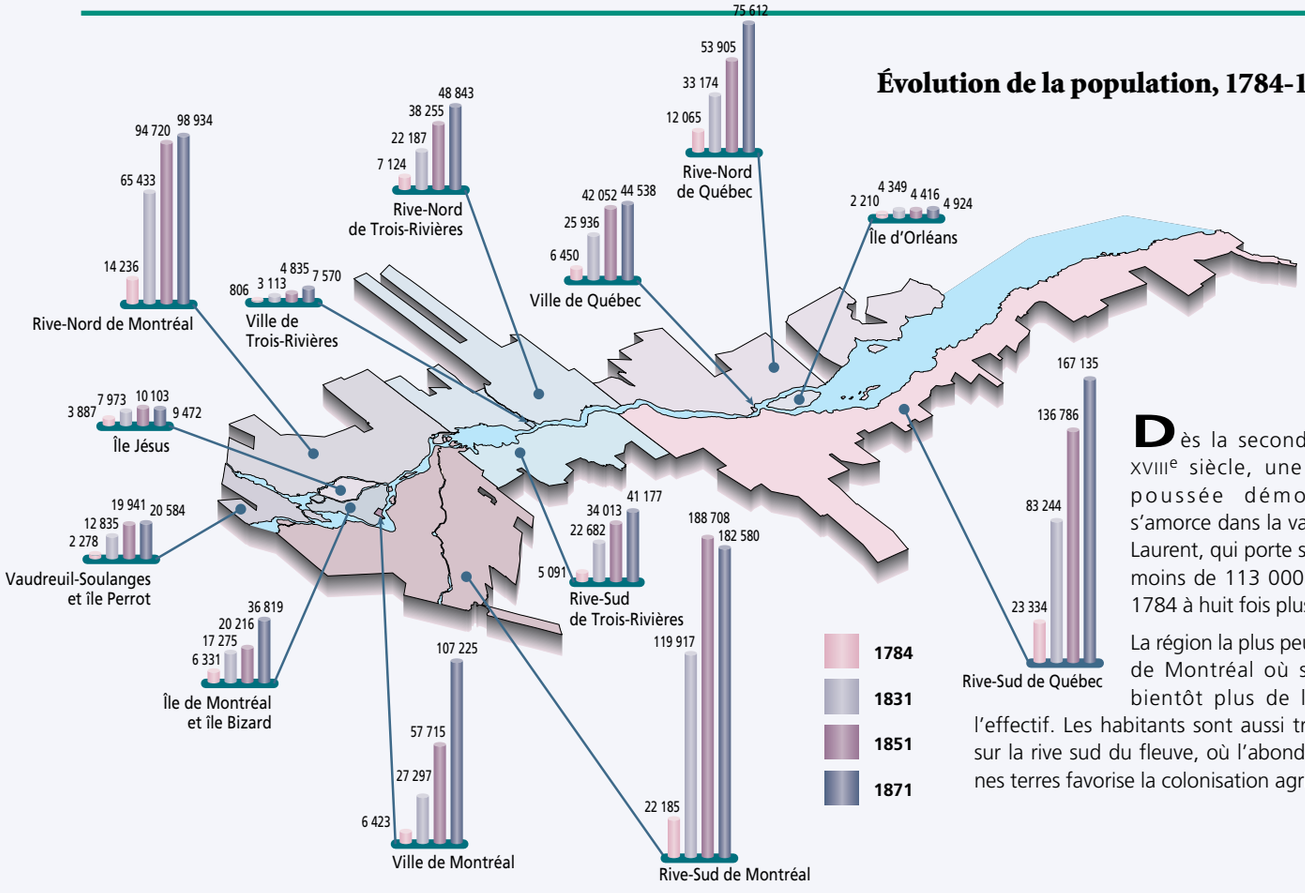
La poussée démographique du XIX^e siècle

Château-Richer, 1829.
James Pattison Cockburn, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-40026.

L'AUGMENTATION DE LA POPULATION

1 UNE POPULATION CROISSANTE

Évolution de la population, 1784-1871

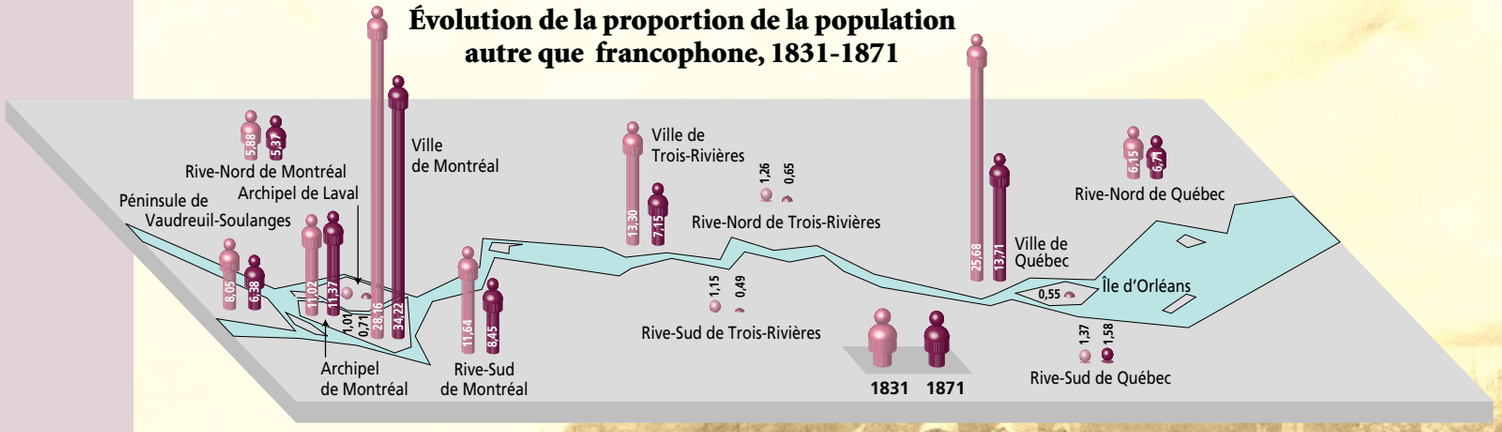


Dès la seconde moitié du XVIII[e] siècle, une importante poussée démographique s'amorce dans la vallée du Saint-Laurent, qui porte son effectif de moins de 113 000 habitants en 1784 à huit fois plus en 1871.

La région la plus peuplée est celle de Montréal où se concentre bientôt plus de la moitié de l'effectif. Les habitants sont aussi très nombreux sur la rive sud du fleuve, où l'abondance de bonnes terres favorise la colonisation agricole.

2 DE PLUS EN PLUS DIVERSIFIÉE

Évolution de la proportion de la population autre que francophone, 1831-1871



L'immigration européenne, essentiellement britannique, ajoute à la population francophone plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

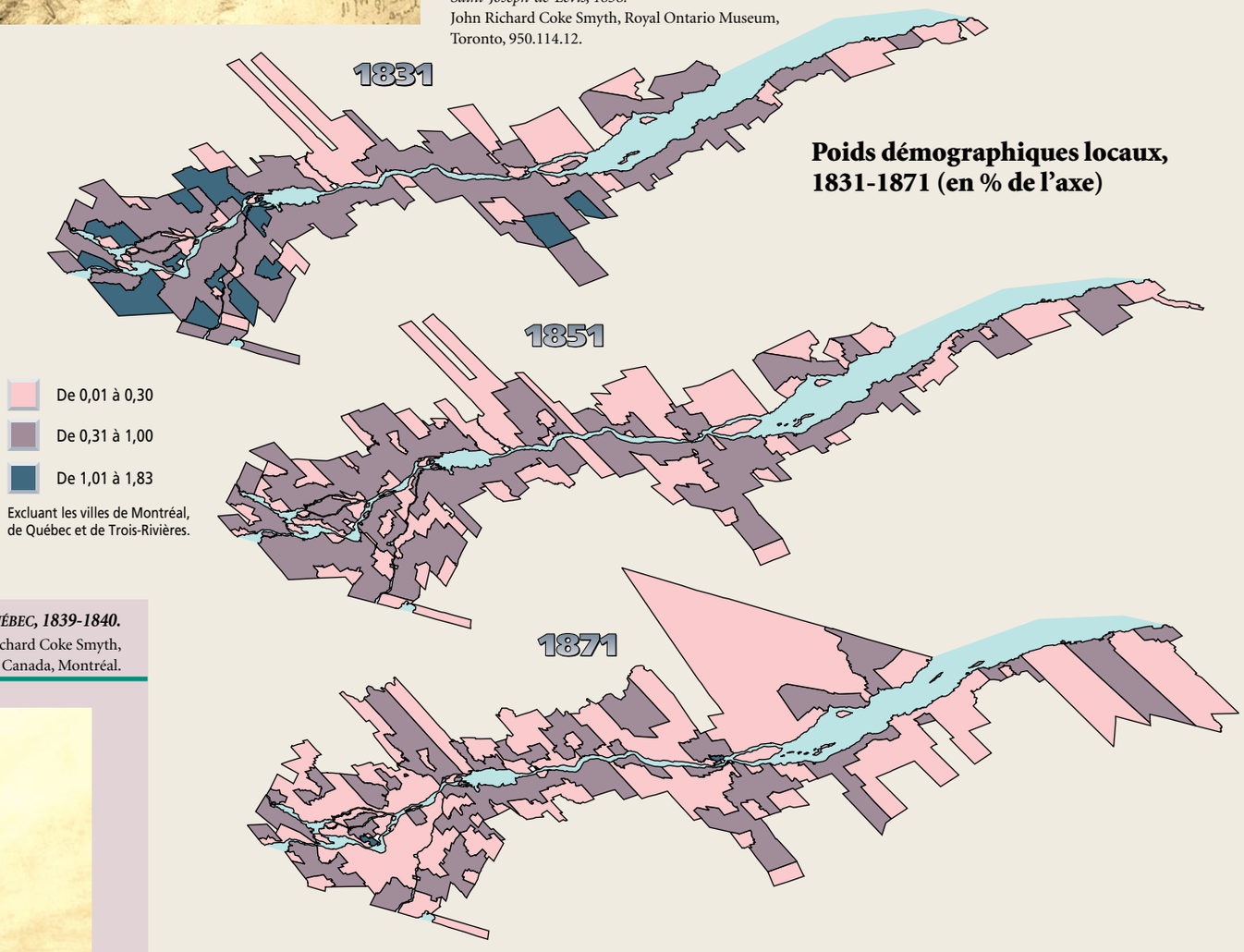
Plusieurs se dirigent vers le Haut-Canada et les États-Unis mais une partie s'installe au Bas-Canada, dans les villes notamment, surtout celles de Montréal et de Québec, ainsi que dans les cantons où les dirigent les autorités politiques.

3 Qui migre de l'est vers l'ouest et des rives du fleuve vers l'intérieur des terres

Ce qui ressort le plus de la spatialisation des données de recensement, c'est l'extraordinaire mobilité de la population laurentienne. Ces mouvements se présentent sous deux formes : un mouvement centrifuge, qui se traduit par une diffusion progresssive de l'effectif humain dans l'espace, depuis la région de Québec jusqu'à celle de Montréal, et un mouvement centripète qui, au même moment et à différentes échelles, suscite la mise en place de hameaux et de villages, puis de gros bourgs urbains, et l'affirmation de Québec et de Montréal comme grands pôles d'attraction. Il en résulte un allègement démographique des campagnes qu'expriment les cartes suivantes.

Du pays plein…
Saint-Joseph-de-Lévis, 1838.
John Richard Coke Smyth, Royal Ontario Museum, Toronto, 950.114.12.

Poids démographiques locaux, 1831-1871 (en % de l'axe)

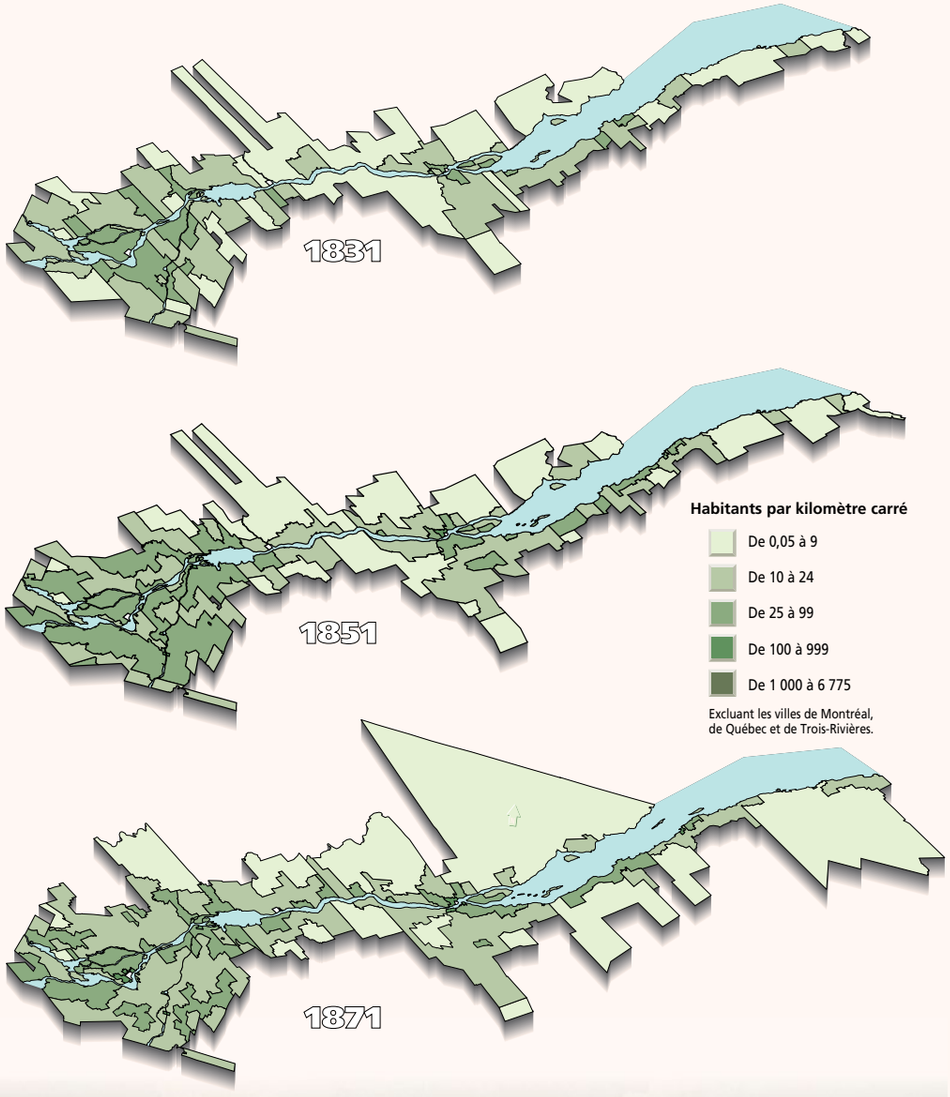


Vue de Québec, 1839-1840.
John Richard Coke Smyth, Power Corporation du Canada, Montréal.

…au pays de la colonisation.
Saint-Clément de Beauharnois, vers 1845.
James D. Duncan, Musée de l'Amérique française, Québec, Pf 985.37.

POURTANT, DES DENSITÉS HUMAINES RELATIVEMENT FAIBLES

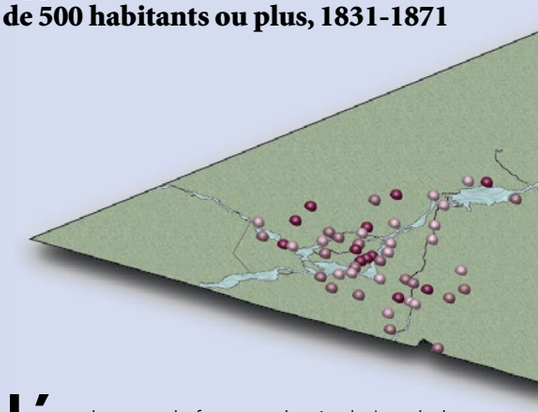
1 LES DENSITÉS BRUTES DE POPULATION



Établie au kilomètre carré, la population laurentienne affiche des taux de densité qui peuvent paraître élevés. Toutefois, si dans certaines parties du territoire la poussée démographique se répercute sur les densités locales, ailleurs, celles-ci restent faibles. En outre, elles varient considérablement dans le temps et dans l'espace, ce qui suggère des mécanismes d'adaptation aux contraintes démographiques locales.

2 LA POUSSÉE VILLAGEOISE

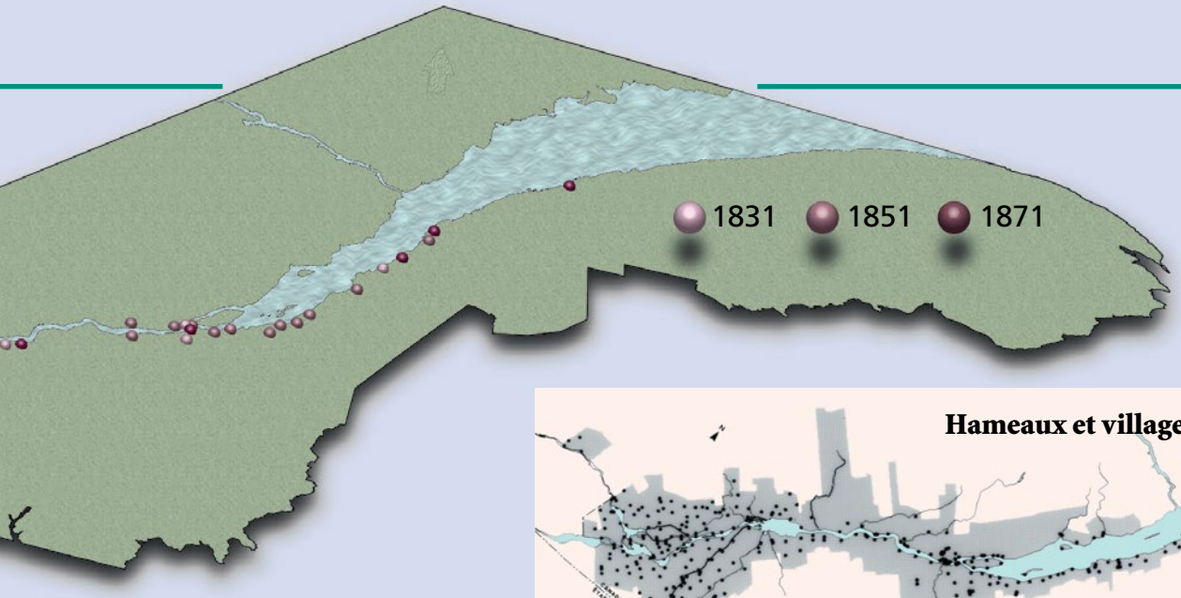
Agglomérations de 500 habitants ou plus, 1831-1871

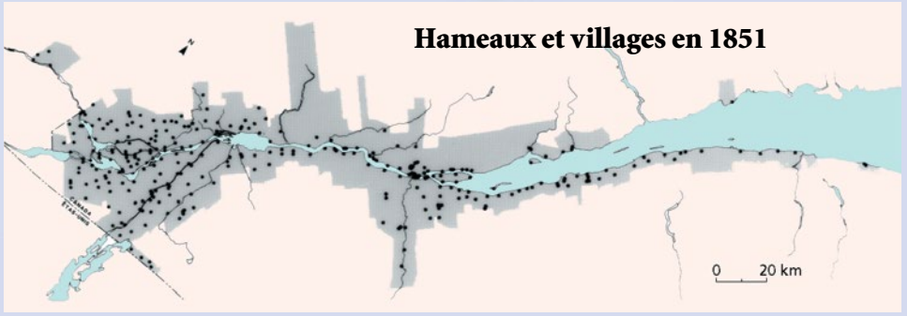


L'un des grands facteurs de régulation de la population laurentienne au XIX^e siècle réside dans la poussée de bourgs et de villages, qui accueillent une part croissante de la population locale. Certaines de ces agglomérations comptent plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'habitants, ce qui déleste d'autant le poids démographique des campagnes.

VUE DE L'HÔPITAL GÉNÉRAL, PRÈS DE QUÉBEC, 1818.
William Lynam Stretton, Musée du Québec, Québec, 59 79 D.

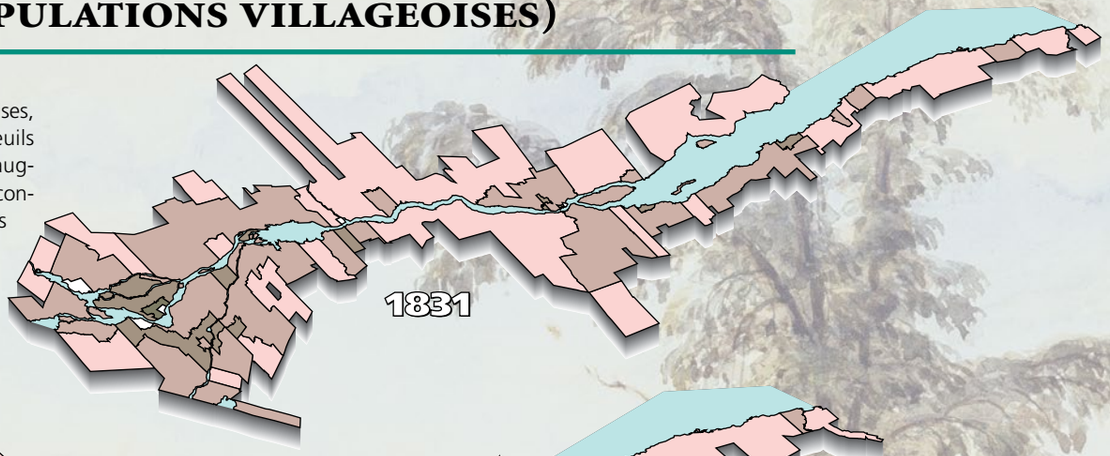
Saint-Hyacinthe, 1832.
Robert-Shore-Milnes Bouchette, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-10880.

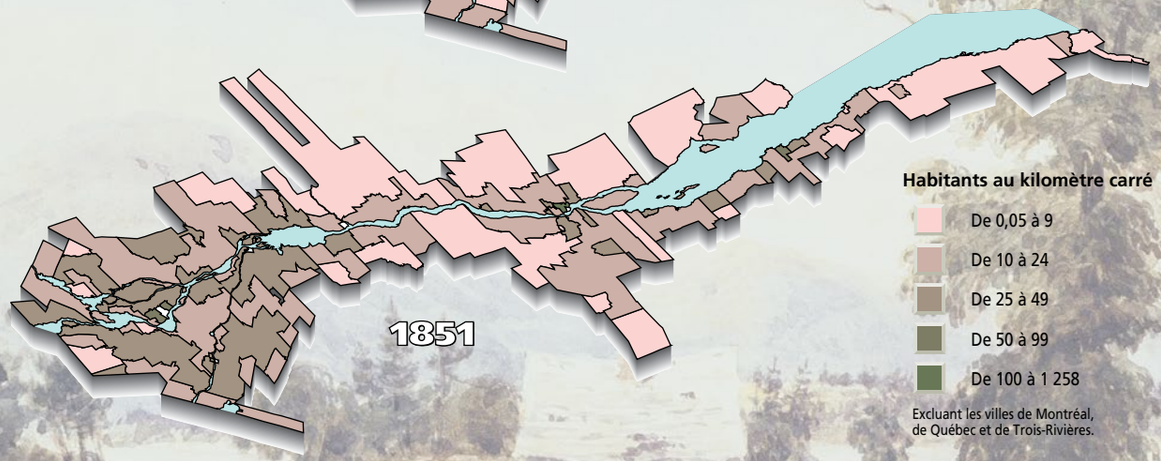




3 Les densités nettes (sans les populations villageoises)

Calculées sans les populations villageoises, les densités rurales s'abaissent à des seuils relativement faibles, compte tenu de l'augmentation brute de la population. Elles confirment le rôle du village dans les équilibres démographiques locaux. Dans certaines localités, celui-ci accueille jusqu'à 30 % et même 40 % de la population locale.





Habitants au kilomètre carré

- De 0,05 à 9
- De 10 à 24
- De 25 à 49
- De 50 à 99
- De 100 à 1 258

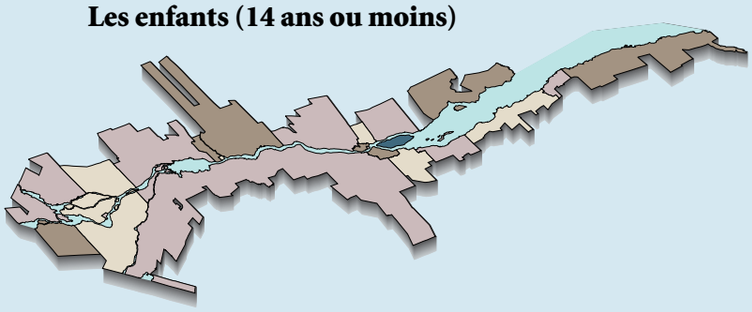
Excluant les villes de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières.

Ferme abandonnée à Grosse-Île en aval de Québec, 1838.
George Russell Dartnell, Musée du Québec, Québec, A 68.155-D.

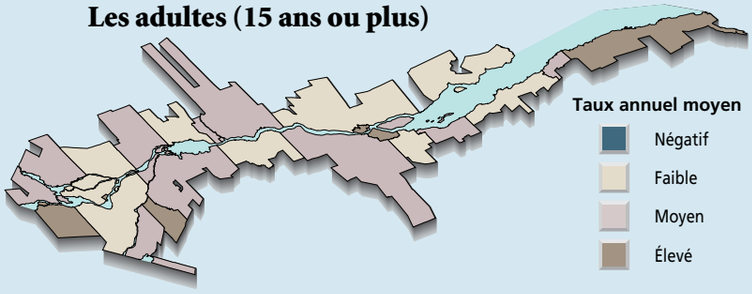
La diversité spatiale

2 Les jeunes et les adultes, 1831-1851

Les enfants (14 ans ou moins)

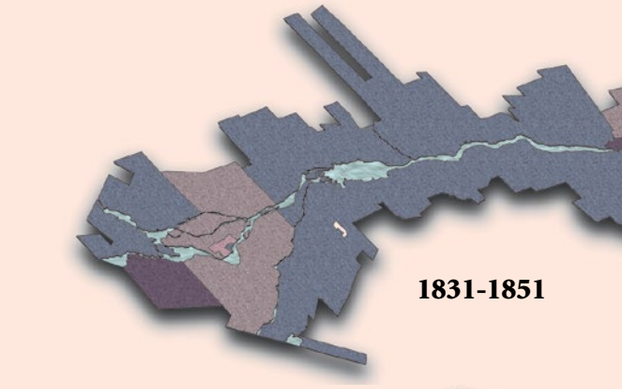


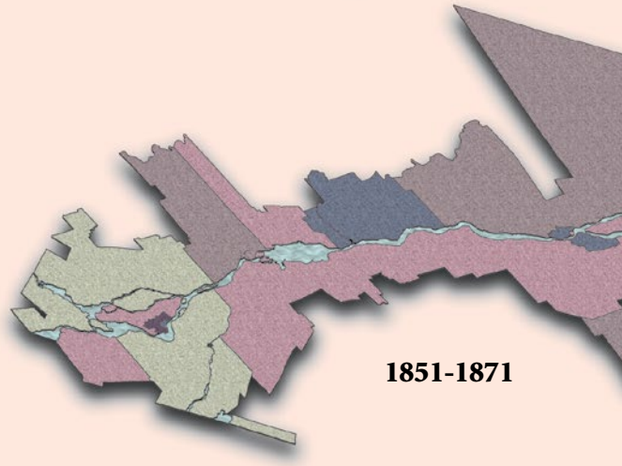
Les adultes (15 ans ou plus)



Par comparaison avec la population adulte, les enfants connaissent d'importants taux de croissance dans la première moitié du XIXe siècle. Ces taux paraissent cependant plus élevés sur la rive nord du fleuve et en périphérie de l'axe que dans la plaine de Montréal et au sud-est de Québec.

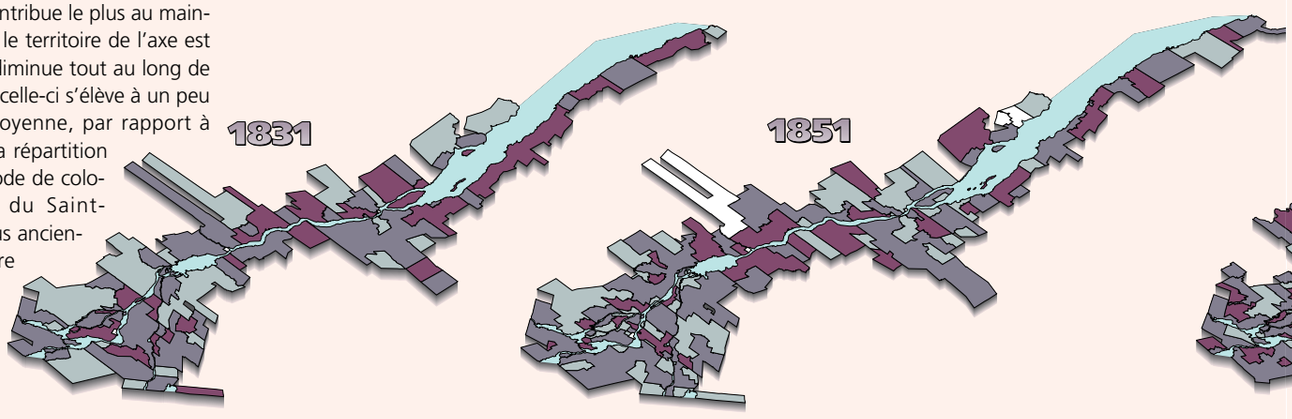
1 Des taux élevés de croissance qui chutent dans la seconde moitié du siècle





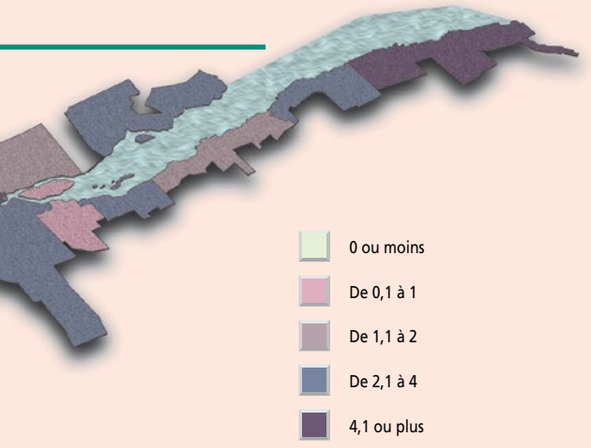
5 Le nombre moyen de personnes par ménage

L'un des facteurs qui contribue le plus au maintien de faibles densités sur le territoire de l'axe est la taille des ménages, qui diminue tout au long de la période. Jusqu'en 1851, celle-ci s'élève à un peu plus de 6 membres en moyenne, par rapport à environ 5,5 par la suite. La répartition des données atteste du mode de colonisation dans la vallée du Saint-Laurent : des terroirs les plus anciennement occupés on migre vers de nouveaux espaces qui, une fois occupés, deviennent à leur tour des pôles d'émission de nouveaux migrants.



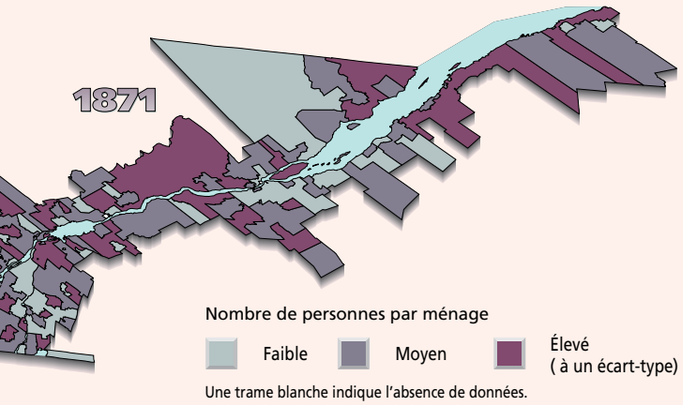
4 Les veufs et les célibataires

Contrairement aux hommes qui se regroupent surtout près des zones d'échange et d'exploitation forestière (environs du fleuve, chantiers urbains, chantiers forestiers, etc.), les femmes recherchent les environs des villes et des villages où elles s'emploient à des métiers divers liés à la fabrication, au commerce et aux services.



0 ou moins
De 0,1 à 1
De 1,1 à 2
De 2,1 à 4
4,1 ou plus

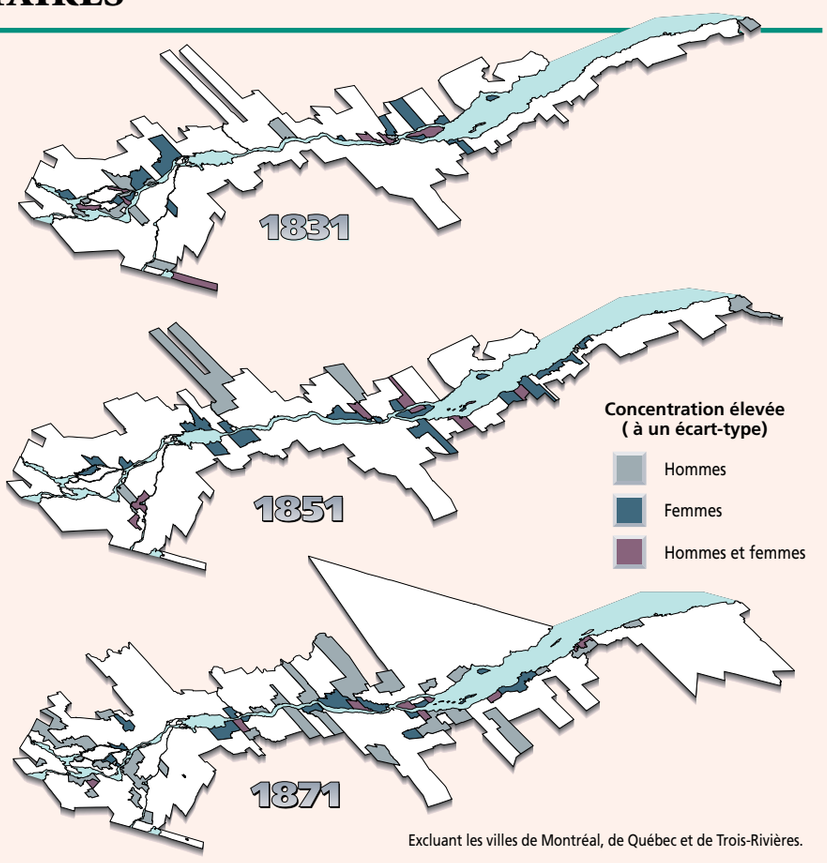
C'est au centre et en périphérie de l'axe que les taux de croissance de la population sont les plus élevés au XIXe siècle. Toutefois, cette augmentation est plus manifeste dans la première moitié du siècle que dans la seconde, quand s'accentuent les migrations vers la ville et vers la périphérie de l'axe qui en déborde plus ou moins largement par endroits. Il en résulte un paysage humain diversifié qu'expliquent des taux de croissance différenciés par groupes d'âge, et que nuancent les données relatives à la taille et à la structure des ménages.



Nombre de personnes par ménage

Faible Moyen Élevé (à un écart-type)

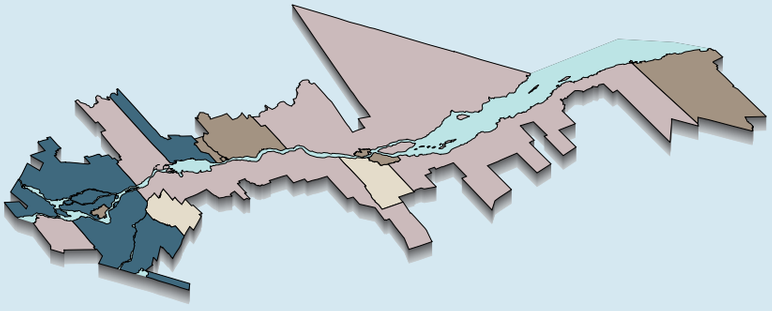
Une trame blanche indique l'absence de données.
Excluant les villes de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières.



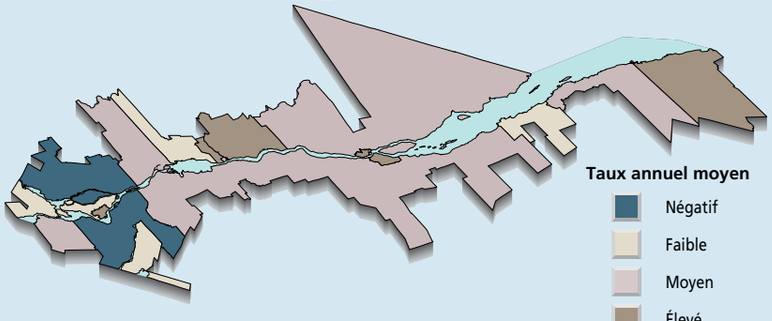
Excluant les villes de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières.

3 Les jeunes et les adultes, 1851-1871

Les enfants (14 ans ou moins)



Les adultes (15 ans ou plus)



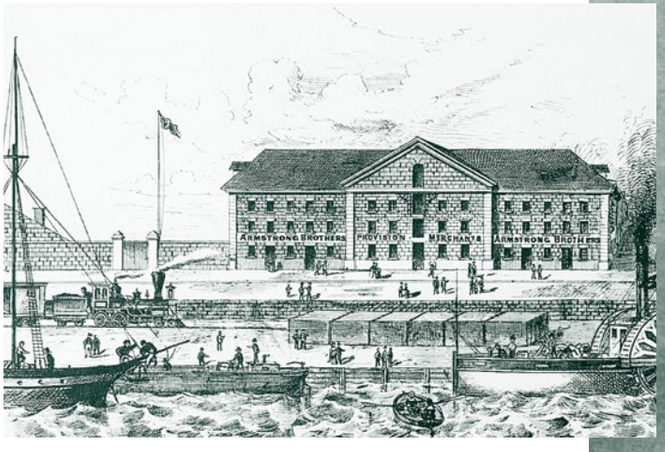
Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la croissance se poursuit au centre et au nord-est du territoire, mais elle devient négative dans la plaine de Montréal, qui accueille proportionnellement moins de jeunes et d'adultes qu'à la période précédente.

II

Les bases matérielles de l'échange

Le XIX^e siècle est une période bien connue pour les améliorations notables apportées au domaine des communications. On lui donne d'ailleurs régulièrement le nom de « révolution des transports ». On y connaît l'utilisation du macadam et la multiplication des routes à péage, le recours à la vapeur dans la navigation et la construction de canaux, ce dernier mouvement ayant débuté au XVIII^e siècle en Europe et, surtout, merveille du siècle, le chemin de fer, qui révolutionne les transports terrestres. Au Canada, il faut ajouter les grands travaux de cartographie du Saint-Laurent et son aménagement constant, surtout après 1840 (phares, bouées, amers et quais). De plus, la mise au point du télégraphe durant les années 1840 permet une accélération sans précédent des communications. Toutes ces transformations modifient les conditions de transport dans l'axe laurentien et sous-tendent l'essor des échanges de toute nature. Cependant, certains éléments des infrastructures de transport de base demeurent mal connus. D'une part, les historiens n'ont retenu du réseau routier que les critiques virulentes faites par les voyageurs étrangers et les marchands et, d'autre part, les promoteurs du chemin de fer ont mené une campagne très efficace pour établir la supériorité de ce moyen de transport en comparant sa vitesse, sa régularité et sa relative indépendance vis-à-vis des aléas climatiques, compte tenu de l'état exécrable de la majorité des routes durant quatre mois par année. Quelques noms de propagandistes du chemin de fer viennent à l'esprit, le plus connu étant l'ingénieur Thomas C. Keefer, qui publie en 1849 *The Philosophy of Railroads,* traduit en français en 1853 sous le titre de *Philosophie des chemins de fer*.

Mais en dépit de ces critiques, qui soulignent de réelles insuffisances, il existe un réseau de base, bien articulé au territoire et à la répartition de sa population dès la première moitié du siècle. En effet, la distribution spatiale de ces infrastructures fait ressortir l'importance des deux pôles urbains et, surtout, la centralité de Montréal, attestée par la densification des différents éléments des réseaux dans son voisinage. Ce chapitre examine tour à tour les routes, la navigation et le chemin de fer. L'objectif est de comprendre l'état et le fonctionnement des infrastructures et de suivre leur évolution.



L'ENTREPÔT ET LE QUAI DE LA ARMSTRONG PROVISION, 1874.
Canadian Illustrated News, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, Charles De Volpi, 1963, p. 216.

1. LES ROUTES

Les routes du début du XIX^e siècle avaient véritablement mauvaise presse, ce qui a laissé croire à leur insignifiance dans le développement de la socioéconomie. Pourtant, dès 1951, l'historien George Rogers Taylor écrivait que, pour la période 1800-1830, l'historiographie des États-Unis avait centré son attention sur les routes à péage *(turnpike roads)* et négligé d'examiner les chemins ruraux, pourtant beaucoup plus importants sur le plan économique. Il ajoutait que, en dépit du fait qu'elles étaient généralement courtes et mal tenues, les routes rurales répondaient fondamentalement aux besoins des cultivateurs, car ils pouvaient effectuer leurs transports au moment et à la saison qui leur convenaient le mieux. Il précisait également que les routes à péage étaient bien davantage utilisées par les voyageurs que par les marchandises et que leur incidence économique avait été limitée de ce fait. Cet état de choses est corroboré pour le Canada : les cultivateurs semblent satisfaits des routes rurales et ne désirent aucunement bénéficier des routes à péage[1].

Étudiant de plus près le cas du Haut-Canada avant le chemin de fer, Thomas F. McIlwraith constate que les plaintes émanent d'une petite fraction des usagers des routes. Ce sont les voyageurs, généralement

britanniques, habitués à des routes interurbaines bien entretenues, qui décrient les conditions de transport dans les colonies. Bien que ce point de vue ne soit pas à négliger et qu'il faille tenir compte du piètre état de la voirie, il cherche ensuite à connaître le rapport entre les cultivateurs, principaux usagers, et l'établissement des routes. Il trouve d'abord que la construction de la route est fonction de l'ouverture des terres à la culture. Même si la route n'est pas indispensable à la colonisation, elle l'est à l'agriculture, si bien que, peu de temps après le début de la colonisation dans une zone, les routes apparaissent. Cependant, et c'est là toute la différence, les cultivateurs n'ont pas de grandes exigences quant à la qualité de la voirie. Il leur suffit que le tracé soit dégagé d'arbres, même s'il reste des souches, pour qu'ils soient satisfaits. De plus, à cause de la pratique des routes d'hiver, dont le tracé peut être différent des routes en place, une partie importante des transports se font à cette saison. Évidemment, ce système routier est compatible avec la grande époque de la culture du blé dans le Haut-Canada et l'implantation d'un réseau de meilleure qualité, véritablement conçu pour servir en toutes saisons, viendra au moment où l'agriculture ontarienne abandonnera le blé pour s'adonner à la polyculture avec dominante laitière. Ainsi, le lien est fermement établi entre le type de production agricole et les besoins en matière de transport. Bien entendu, durant tout ce temps, les usagers à qui ce réseau ne convient pas doivent s'en contenter en maugréant, ce qu'ils ne manquent pas de faire, car les exigences des usagers non agriculteurs sont à l'opposé : les déplacements doivent se faire l'été, époque où les cultivateurs sont aux champs. Le Bas-Canada connaît les mêmes conditions avec cette nuance que les grands axes de son réseau remontent au XVIII^e siècle, mais la poussée de l'occupation de l'écoumène entraîne également une extension du réseau au XIX^e siècle.

L'utilisation continue et successive de moyens de transport variés constitue un trait fondamental. De fait, les transports terrestres se font généralement sur de courtes distances, tandis que le transport fluvial ou maritime est utilisé pour les moyens et longs parcours. Avant 1850, sauf autour des villes, la route aboutit souvent à un quai ou à un cours d'eau. Après, elle permet habituellement d'atteindre la gare la plus proche. Cette dimension de complémentarité et d'intégration des modes de transport en un véritable système constitue une donnée essentielle des infrastructures. Il y a toujours une combinaison de modes et les changements sont relatifs à l'intensité de l'utilisation d'une des composantes du système de transport.

2. LE CADRE JURIDIQUE

La voirie a toujours constitué une préoccupation pour les autorités, non seulement pour des raisons liées à l'amélioration des communications et à des fins militaires, mais également à cause des besoins des habitants. C'est pourquoi l'ouverture et l'entretien des routes sont régis par un cadre règlementaire relativement précis. Cependant, la caractéristique fondamentale de la mise en place des routes avant 1855 est que les riverains sont directement responsables de leur construction et de leur entretien. Le cadre juridique du Régime français rend compte de ces réalités. L'institution centrale est le poste de grand voyer. Responsable de la coordination des travaux de voirie, ce fonctionnaire doit faire ouvrir les chemins selon les règlements existants, établir le tracé avec les propriétaires riverains concernés, mener et superviser les travaux. Le premier grand voyer est nommé en 1657. Les règlements distinguent alors trois types de routes : les chemins du roi, les chemins de communication et les chemins de moulins. Les premiers mesurent 24 pieds de largeur et sont bordés de deux fossés, les deuxièmes, 18 pieds entre deux fossés également, et les troisièmes, 18 pieds aussi, mais sans fossé. Pour les chemins royaux et les chemins de communication, ce sont les riverains qui les construisent à la corvée et, par la suite, chaque propriétaire est responsable de l'entretien de la portion du chemin qui longe sa terre. Quant aux chemins de moulins, ils sont construits et entretenus par ceux qui les utilisent. Le travail du grand voyer donne lieu à la rédaction de procès-verbaux dans lesquels ses décisions concernant les tracés ou les travaux sont consignées.

Après la Conquête, l'institution du grand voyer est momentanément suspendue. Entre 1760 et 1764, ce sont les gouverneurs militaires qui émettent des ordonnances pour voir à l'entretien des chemins. Mais, en novembre 1765, François-Joseph Cugnet et René-Ovide Hertel de Rouville sont nommés inspecteurs des chemins, le premier pour la région de Québec et le second pour celle de Montréal. En 1766, une ordonnance précise les besoins « pour faire et réparer les chemins », mais la situation n'est guère satisfaisante si on en croit F.-J. Cugnet qui, dans son *Traité de la Police* de 1775, place en tête des 21 titres qui lui semblent importants les quatre articles touchant les chemins. Finalement, en 1777, on revient peu ou prou au système du Régime français avec une ordonnance qui rétablit la charge de grand voyer et qui distingue trois types de chemins, en les élargissant : chemins royaux ou de poste, les montées et les chemins de moulins. Les premiers ont dorénavant 30 pieds de largeur, les seconds, 20 pieds. D'après Ivanhoé Caron, de 1767 à 1782, la construction des routes est négligée.

Cependant, si le système des grands voyers était relativement satisfaisant dans le cadre d'une colonisation agricole progressant de façon continue sur le territoire, lorsqu'il s'agissait de traverser des étendues désertes encore en friche ou couvertes de forêt, la situation se compliquait parce qu'il n'y avait pas de riverains. L'intervention des pouvoirs publics devient alors nécessaire, qu'il s'agisse de celle du gouverneur

La route de Sainte-Anne entre Montmorency et Château-Richer, 1838.
George Russel Dartnell, Musée du Québec, Québec, A-67-232-D.

ou de l'Assemblée. Le cas se présente pour la première fois après l'indépendance des États-Unis, en 1783, quand le gouverneur cherche à déterminer une route postale qui soit en territoire britannique. Jusqu'alors, le courrier était acheminé par New York, mais l'indépendance des 13 colonies rend cette route moins attrayante. Le gouverneur Haldimand décide alors de faire construire la route du Témiscouata pour joindre Québec et Halifax. Commencés en 1783, les travaux se terminent en 1786.

En 1796, la loi sur les chemins est modifiée pour tenir compte de ce problème. Dorénavant, les habitants doivent faire les chemins du roi sur les terres de la couronne et contribuer en temps ou en argent. De plus, la loi institue des inspecteurs ou sous-voyers qui travaillent sous la direction du grand voyer. Après une période de vive résistance, la loi est généralement respectée.

Le début du XIX^e^ siècle est marqué par une intense activité d'ouverture de routes dans les vieilles paroisses, en particulier entre 1800 et 1815, et entre 1820 et 1831 : les procès-verbaux des grands voyers enregistrent alors une augmentation substantielle d'ouvertures de chemins. De plus, depuis 1805, une loi permet la formation de sociétés pour la construction de routes à péage (chemins à barrières), mais cet exemple n'est pas suivi et demeure limité au chemin entre Montréal et Lachine[2]. Cependant, les Cantons-de-l'Est, récemment ouverts à la colonisation, sont encore relativement isolés et la solution de continuité entre les zones riveraines du Saint-Laurent et celles des cantons entraîne des difficultés : qui paiera pour les chemins ? C'est dans ce contexte qu'en 1809 le gouverneur Craig avait fait construire par les troupes le « chemin Craig », qui unit le village de Saint-Gilles, près de Québec, à Shipton. Cette diagonale tente de mettre la nouvelle région de colonisation dans l'orbite de la ville de Québec, mais elle suscitera bien des récriminations. D'une part, on accuse l'Assemblée dominée par le Parti canadien de s'opposer à son établissement et, d'autre part, même en 1839, son piètre état est régulièrement dénoncé. Pourtant, plusieurs indices témoignent d'un intérêt public soutenu pour les chemins : l'augmentation du nombre de procès-verbaux des grands voyers au XIX^e^ siècle ainsi que celle du nombre de lois adoptées par la Chambre pour des éléments du réseau de communication (ponts, bacs, chemins, etc.). Un examen des énoncés de politique de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada entre 1828 et 1840 montre que les députés étaient généralement très sensibles aux besoins de transport, qu'ils proviennent des Cantons-de-l'Est ou d'ailleurs. Les contestations entre le Parti canadien / Parti patriote et leurs adversaires ont rarement complètement polarisé les débats sur les infrastructures de transport ; elles se cristallisaient plutôt sur d'autres sujets. Cependant, il y a eu de véritables conflits d'intérêts qui ont opposé, dans un cas, tenants de la route ou du chemin de fer et ceux des canaux à l'occasion des débats autour de la canalisation du Richelieu et, dans un autre, cultivateurs et promoteurs à l'occasion du projet d'une route à péage à Longue-Pointe, près de Montréal. Dans ce dernier cas, le conflit est plus classique : les besoins des cultivateurs ne correspondent pas à ceux des marchands urbains.

En 1815, l'Assemblée adopte une première loi pour financer les routes[3] et, l'année suivante, elle met sur pied un comité pour étudier les « communications intérieures ». Ce comité établit en 1817 quatre priorités quant à la voirie : 1) les grands chemins conduisant d'une province ou d'un chemin à l'autre ; 2) les grands chemins de poste ; 3) les chemins locaux ; 4) les ponts sur les grandes rivières. Une cinquième

priorité concerne la navigation intérieure sur le Saint-Laurent et les rivières ; elle évoque également la construction de canaux[4].

En 1832, le régime des grands voyers est modifié quand on leur retire leurs pouvoirs pour les confier à des « commissaires des chemins », élus annuellement dans chaque paroisse. Les grands voyers sont réduits à recevoir les procès-verbaux des commissaires et à n'intervenir que dans certains cas[5]. Ce régime ne dure guère et, en 1837, on revient au système des grands voyers.

La suspension de la constitution en 1838 et l'enquête systématique entreprise par lord Durham au lendemain des rébellions entraînent l'abolition du système vers 1841. Le rapport de Durham souligne entre autres les carences de l'administration publique locale et fait un constat de l'état déplorable des routes dans le Bas-Canada.

Le successeur de Durham comme gouverneur général, Charles Poulett Thomson, met sur pied le Bureau des travaux publics en 1839. La création de cette nouvelle institution marque la disparition du système des grands voyers et le commencement d'une période de transition qui durera jusqu'à l'adoption de la loi sur les municipalités et les chemins de 1855. La préoccupation principale est double ; d'un côté, on cherche à distinguer les aménagements d'intérêt local des aménagements d'intérêt général et, de l'autre, on vise à stimuler la prise en main de l'aménagement et de l'entretien des grandes routes dans le voisinage des villes – Montréal et Québec dans le cas du Canada-Est – par l'entreprise privée[6]. Le gouverneur Thomson, devenu lord Sydenham en 1840, s'attaque aussi au problème de la dégradation des chemins d'hiver en voulant réglementer la structure des carrioles ainsi que l'attelage des chevaux, ce qui cause une levée de boucliers et suscite une résistance farouche dans l'ancien Bas-Canada[7].

En 1846, après beaucoup de tiraillements, le Bureau des travaux publics est réorganisé et, cette fois, une loi précise les ouvrages qui relèvent de sa compétence. Le Bureau se charge d'une seule route intercoloniale, celle qui relie Québec à Sandwich sur la rivière Détroit, et abandonne toutes les autres aux districts municipaux[8]. Comme la mise en place des institutions municipales se fait difficilement avant la loi de 1855, les routes ne reçoivent pas toute l'attention des pouvoirs publics. La loi de 1855 divise la voirie en trois catégories : les chemins, ponts et autres ouvrages relevant du gouvernement du Canada-Uni, ceux qui appartiennent à un comté et, enfin, ceux qui dépendent d'une municipalité locale[9]. La loi distingue deux grandes catégories de routes, les chemins de front et les chemins de rang, et établit en outre une largeur minimale pour les chemins de front (36 pieds, mesure française) ainsi que pour les autres chemins, soit 26 pieds.

L'avènement de la Confédération ne modifie pas fondamentalement le cadre juridique de la création et de l'entretien des routes, sauf en ce qui concerne le nouveau palier gouvernemental provincial qui devient responsable des municipalités et de l'ensemble de la voirie provinciale.

3. LES GRANDS TRAITS DU RÉSEAU ROUTIER ET DE SON ÉVOLUTION

Divers auteurs ont tenté de montrer l'évolution du réseau routier au XIX^e^ siècle et, d'une manière plus générale, celle des infrastructures de transport. Toutefois, comme la plupart des travaux se limitent à l'armature de base de ce réseau, sans le détail de routes retrouvées à l'époque, ils ont laissé parfois l'impression d'une campagne privée de moyens devant la montée de l'économie de marché. Notre enquête a pour but de combler cette lacune, par la reconstitution détaillée de ce réseau à partir de la documentation cartographique retrouvée dans les archives. Cette source n'est pas sans défaut, mais, comme elle permet une vision prolongée du phénomène et couvre l'ensemble du territoire, elle donne une vue assez juste du maillage de routes observé dans la vallée du Saint-Laurent. Il existe d'autres sources disséminées dans les divers dépôts d'archives, mais elles sont souvent mal connues ou difficiles d'exploitation, par exemple les documents de la cour des grands voyers de la région de Montréal.

Sleighing in the country, Lower Canada, 1842.
Henry James Warre, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-31277.

La barrière à péage, 1861.
Cornelius Krieghoff,
Musée des beaux-arts du Canada,
Ottawa, 4349.

Trois grands traits caractérisent les infrastructures routières de la vallée du Saint-Laurent au XIX^e^ siècle : leur ancienneté d'abord, puis leur densité et, enfin, leur orientation générale qui respecte les directions imposées par l'histoire et les conditions physiques du milieu.

À la fin du XIX^e^ siècle, le réseau routier quadrille la majeure partie du territoire (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Constitué d'abord de simples bretelles parallèles au fleuve et à certains cours d'eau stratégiques, il s'est progressivement étendu pour finalement intégrer toutes les nouvelles aires de peuplement qu'il a même précédées dans certains cas. Cette pénétration du territoire s'est faite en plusieurs étapes, stimulée à la fois par une colonisation agricole qui progresse au rythme de la croissance démographique et par une exploitation forestière qui, à partir des années 1800, repousse de plus en plus loin les marges de l'écoumène. Dès les années 1820-1830, l'essentiel du réseau est en place, calqué sur les lignes de force dessinées par la France au début de son aventure coloniale. Par la suite, et jusqu'à la fin du XIX^e^ siècle, chaque avancée, chaque nouvel établissement entraînent presque immédiatement l'apparition d'un rameau de chemins dont les branches, souvent fort nombreuses, comblent les surfaces interstitielles. Il en découle une densité qui montre le rôle joué par le lien routier dans la conquête et la mise en valeur du territoire.

Là où on ne trouvait encore qu'une voie riveraine quelques décennies auparavant, on observe des chemins qui s'étendent sur un, deux et même trois kilomètres de profondeur un demi-siècle plus tard, tandis qu'ailleurs ces chiffres doivent être multipliés par dix. Ce mouvement continu, tout au long des années 1840-1870, entraîne partout la mise en place de nouveaux quadrillages au maillage plus ou moins serré selon les secteurs. Les lieux où l'évolution est la plus marquée sont situés dans la « péninsule » de Vaudreuil-Soulanges, sur la rive droite du Richelieu, au sud de Saint-Jean (Dorchester), sur le pourtour du

Scène sur la route, lac des Deux-Montagnes, vers 1863.
William Notman, Musée des beaux-arts du Canada, Ottawa, PSC70 : 148 :25.

lac Saint-Pierre, dans l'axe de la Chaudière et de l'Etchemin et sur la Côte-du-Sud, à l'est de Québec ; une croissance qui, à la fin de la période, débordera même largement l'aire seigneuriale.

Cette densité n'est pourtant pas égale partout. Plus lâche en aval de Québec où la topographie impose ses limites, le lien routier devient beaucoup plus dense au fur et à mesure qu'on se rapproche du lac Saint-Pierre et de la plaine de Montréal où il prend l'aspect d'une véritable toile d'araignée. À l'est de Québec, sur la rive nord du fleuve, un seul lien continu dessert la côte de Beaupré. Sur la rive sud, la liaison se fait par deux ou trois côtes. À vrai dire, ce n'est qu'au sud de Québec que le réseau routier

s'épaissit, dans la vallée de la Chaudière notamment, où chaque localité compte au moins deux ou trois rangs, parfois plus. Quant aux densités observées dans le centre et l'ouest du territoire, elles sanctionnent la qualité des terroirs et les avancées de la colonisation. Là, les chemins se croisent dans toutes les directions, favorisés par un relief de plaine que nuancent à peine les profils de terrasses et les plages de sable et de gravier, les secteurs les moins irrigués demeurant les Montérégiennes, au profil plus ou moins escarpé. L'espace au sud du Saint-Laurent, entre le bassin de la rivière Yamaska et celui de la Chaudière, indique une rupture de continuité remarquable, même à la fin du siècle. Les obstacles à la colonisation de la région des Bois-Francs et de la partie orientale des Cantons-de-l'Est l'expliquent.

Dans ce réseau de routes, la cartographie permet de reconnaître deux types de chemins, dont les fonctions sont complémentaires : les chemins de liaison, qui unissent les localités entre elles et permettent de voyager dans le sens du fleuve et de ses principaux affluents, et les chemins de pénétration et de desserte qui s'enfoncent à l'intérieur des terres. À l'origine, tous étaient des chemins de pénétration. Avec le temps, ils auront également une fonction de liaison. Et ce qui est manifeste dans l'ensemble du corridor laurentien vaut aussi à l'échelle de la localité où on observe les mêmes structures et les mêmes fonctions, remplies cette fois par le réseau local de chemins.

Les principaux chemins de liaison sont ceux qui bordent les rives du Saint-Laurent, dont le tracé remonte au début du XVIII^e^ siècle et les chemins de rang qui se prolongent parfois sur des distances respectables. Ensemble ils définissent un axe linéaire de parcours qui épaissit celui du fleuve. Les chemins de pénétration sont disposés perpendiculairement à la voie d'eau et sont représentés par les montées, les chemins forestiers et les routes militaires, qui unissent entre eux les chemins de rang. On en trouve partout qui épousent le tracé des rivières pour s'enfoncer toujours plus loin dans les terres. Mais c'est surtout au sud de Québec, sur le pourtour du lac Saint-Pierre et dans la plaine de Montréal qu'ils sont les plus nombreux, à l'assaut des Laurentides, de l'Outaouais et des Appalaches. Ils sont les voies par lesquelles s'effectue la conquête des marges pionnières et, pour les localités de l'intérieur, une fenêtre sur le fleuve. D'ailleurs, rares sont ceux qui n'aboutissent pas à un quai ou à un débarcadère.

Les cartes marines de l'époque témoignent de ces prolongements. C'est le cas, entre autres, de celles de Bayfield (séries de 1858-1859), dont nous avons déjà déterminé le contenu ainsi que les étapes de réalisation. Utilisées tout au long du XIX^e^ siècle, ces cartes ont déjà été critiquées par Jean Hamelin et Yves Roby dans leur *Histoire économique du Québec, 1851-1896,* qui en ont rappelé les imprécisions quant à l'emplacement des hauts-fonds. Leurs remarques portaient alors sur la première version de ces cartes, soit celle des années 1827-1834. Par la suite, les relevés se sont poursuivis et d'autres cartes ont paru, corrigeant en partie ces lacunes. Celles de 1858-1859 sont des plus intéressantes, moins à cause de leur présentation du chenal que par l'information fournie sur les infrastructures riveraines. À cet égard, on peut même dire qu'elles s'avèrent d'une richesse étonnante, indiquant quantité de secteurs où les routes aboutissent à des installations d'embarquement ou de débarquement, notamment au sud et au sud-est de Montréal, aux extrémités du lac Saint-Pierre et à l'est de Québec. Elles modifient notre vision du rôle qu'a pu jouer le fleuve dans les socioéconomies locales.

Dense, le réseau routier a pourtant ses faiblesses. En effet, çà et là, on peut repérer des endroits où les liens sont plus minces. Le tronçon compris entre Le Bic et Trois-Pistoles en est un exemple. Celui qui va du comté de Lotbinière à la rivière Yamaska en est un autre. Ces faiblesses traduisent des conditions topographiques et pédologiques particulières qui ralentissent le peuplement dans ces secteurs. Par contre, ce réseau a aussi ses points de force, comme dans le centre et le sud de la plaine de Montréal, où s'est développée la partie la plus riche du réseau routier québécois avec, en plus, des canaux et des chemins de fer qui en font le secteur le mieux desservi de la province en voies de communication. Mais ses atouts principaux lui viennent des villes de Montréal et de Québec vers où toutes les routes convergent et d'où partent les chemins en direction des régions qui les approvisionnent et qu'elles contribuent à organiser. En effet, sous l'angle du réseau routier, il est notable que chacune de ces agglomérations domine l'arrière-pays. Dans la région de Montréal, où la plus grande partie de l'espace coïncide avec la plaine du même nom, la ville est au cœur du réseau, qu'elle sillonne par des axes orientés vers le nord, l'ouest et le sud. Ce réseau prend la forme d'un vaste cercle au maillage serré, traversé de rayons qui l'intègrent, et étendu pratiquement à tout le territoire compris entre le lac Saint-Pierre, la frontière ontarienne et la frontière canado-américaine. Dans la région de Québec, où le territoire prend plutôt la forme d'un mince et long corridor étiré le long du fleuve et de la rivière Chaudière, la ville est à la tête du réseau qu'elle dessert par des axes orientés vers l'est et le sud, beaucoup moins vers le nord. L'ensemble prend la forme d'un vaste T couché, irrigué par de longues bretelles le long du fleuve. Quant au maillage local, il est beaucoup plus lâche, contraint à la fois par le relief et un peuplement qui mettra encore près d'un demi-siècle à conquérir son espace.

Ces particularités du réseau routier tiennent à la place qu'occupent les villes de Québec et de Montréal dans les structures d'habitat de l'axe laurentien.

Apparues dans la première moitié du XVII[e] siècle, ces villes ont été à la fois des comptoirs et des têtes de pont vers l'intérieur, commandant aussi bien l'économie que le peuplement, qui ont pu trouver là les marchés qui iront croissant dans le temps, bien desservis par le rôle qu'a joué chaque agglomération comme porte d'entrée et de sortie de la vallée du Saint-Laurent. On ne trouve aucun autre exemple d'un tel pouvoir structurant dans l'espace laurentien, ce qui ne veut pas dire que ces agglomérations sont les seules à pouvoir orienter le réseau routier. Mais, pour en juger, il faut changer d'échelle et observer les choses localement. On constate alors que bien d'autres centres ont cette capacité. C'est le cas notamment des gros bourgs urbains desquels partent souvent des chemins de pénétration vers l'intérieur. Mais comme il s'agit ici d'agglomérations situées le long de chemins de liaison, leur fonction réelle est globalement d'un autre ordre, celui de servir de relais sur le territoire de l'économie urbaine. Et, comme la plupart sont situées le long d'une voie d'eau, c'est autant d'acquis pour la compréhension du système de voies de communication mis en place dans la vallée du Saint-Laurent.

En effet, s'il est vrai que le fleuve reste « l'épine dorsale de l'organisation de l'espace au Québec[10] », il n'en demeure pas moins que sur cet axe viennent se greffer une série d'axes secondaires tous soutenus par le cours d'une ou de plusieurs rivières importantes et un ensemble plus ou moins dense de chemins qui les relient à l'axe principal. Fusiforme à cause de la présence à chaque extrémité de deux grandes agglomérations urbaines vers où toutes les routes convergent, le réseau routier du Saint-Laurent pénètre loin à l'intérieur des terres. Son étendue et sa densité font état du rôle qu'il joue dans l'évolution du peuplement et dans la montée de l'économie de marché. Complément de la voie d'eau, il est essentiel à la vie d'échange, par lequel l'arrière-pays a vue sur le fleuve.

Bien sûr, ces chemins souffrent à l'époque d'une construction déficiente pour certains tronçons, d'un mauvais entretien chronique et sont parfois mal reliés entre eux, faute de ponts ou de traverses. Ces lacunes ont été maintes fois constatées par les documents d'époque et repris par l'historiographie, notamment pour la première moitié du XIX[e] siècle. Toutefois, en dépit de ces lacunes, il reste que ce réseau est là, disponible, comme une solution de prolongement à la voie d'eau, avec laquelle il forme un ensemble intégré qui lie les activités fluviales à la socioéconomie locale.

C'est peut-être de cette façon qu'il faudra voir désormais le réseau routier dans la vallée du Saint-Laurent, à savoir comme un facteur de cohésion économique et sociale qui met en lumière les rapports qui existent entre le fleuve et les localités riveraines, et entre ces dernières et celles de l'intérieur. Certes, il reste encore beaucoup de travail à accomplir avant de pouvoir dresser un bilan de ces rapports. Mais, par son orientation, son étendue, sa densité, sa profondeur, ce réseau est un signe de la place qu'occupe la route dans le jeu de l'échange. Il l'est d'autant plus qu'il est porteur lui-même d'attributs qui n'ont de sens que dans cette perspective. En témoigne la quantité d'axes qui s'étirent perpendiculairement au fleuve. Ces axes sont des fenêtres sur l'extérieur, à mettre en rapport avec la vie du fleuve. C'est pourquoi on ne peut considérer ce réseau uniquement dans ses dimensions locales. Il s'agit d'un véritable ensemble que viendra bientôt consolider le rail et qu'il y a lieu de considérer comme tel, même avec ses faiblesses.

4. LA NAVIGATION

Depuis la publication de la relation des voyages de Jacques Cartier au XVI[e] siècle jusqu'aux travaux de D.G. Creighton à la fin des années 1930 et à ceux de Jean-Claude Lasserre au début des années 1980, le Saint-Laurent figure en bonne place pour expliquer non seulement la constitution de l'armature des transports, mais également pour fonder l'existence même du Canada. Cette constante est observable tout au long de l'histoire et au XIX[e] siècle, et les contemporains en étaient fort conscients comme en témoigne le volume publié par le Canada à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1855. L'analyse qui y est faite des voies de communication consacre l'essentiel de ses pages au fleuve pour démontrer que « la route du Saint-Laurent est sans rivale ». Durant presque tout le siècle, beaucoup d'énergies et de ressources, publiques et privées, seront consacrées à la connaissance et à l'aménagement de la voie d'eau. Le Saint-Laurent forme véritablement une artère de vie, non seulement pour ses riverains immédiats, mais aussi pour l'ensemble du pays.

A BATEAU DESCENDING THE LACHINE RAPIDS WITH THE MEMBERS OF THE 83RD REGIMENT AND THE MASCOT, A BEAR. MAY 24, 1843.
Henry Francis Ainsle, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-506.

Au XIX^e siècle, le fleuve devient de plus en plus fréquenté et utilisé. Une batellerie aussi variée que disparate fréquente ses eaux : au milieu du siècle, un vapeur océanique remontant vers Montréal croise régulièrement des radeaux ou « cages » de bois équarri, transportant parfois des barriques de potasse ou de farine ou encore du bois de chauffage, descendant par la force du courant vers les installations des grands exportateurs de bois de l'anse au Foulon. Il rencontrera également des goélettes, navires par excellence pour le cabotage intérieur ; il croisera aussi des bateaux plus petits, servant aux transports locaux, ainsi que les vapeurs assurant la liaison Montréal-Québec, dont l'aspect lourdaud, avec leur machinerie en partie apparente, frappe certains observateurs[11]. Une constante s'impose cependant, celle de l'augmentation régulière de la taille et de la vitesse des navires.

Québec, vers 1839.
Benjamin Beaufroy,
Musée du Québec, Québec, 78.376.

Dès le début du XIX^e siècle, l'accroissement du trafic sur le Saint-Laurent avait été remarquable. La mise en service du premier vapeur, l'*Accommodation,* construit pour John Molson l'ancien et lancé en 1809, avait déclenché une concurrence vive entre les intérêts de Montréal et ceux de Québec, et avait amené, durant les années 1830, une baisse des prix[12]. Au milieu du siècle, trois lignes express assurent le service quotidien avec arrêt à Trois-Rivières, à Port-Saint-François et à Sorel. À cela s'ajoutent des services de remorqueur pour amener les voiliers jusqu'à Montréal. Cette croissance des activités touche également la navigation locale avec le développement des dessertes sur certains affluents ; le cas le plus connu est l'entreprise de Jacques-Félix Sincennes, qui fonde avec des associés en région la Société de navigation du Richelieu en 1845, mais il y a plusieurs exemples de petites sociétés formées localement pour l'exploitation d'un seul navire. De la même façon, les liaisons entre Montréal et Kingston suscitent un vif intérêt.

Après 1850, l'accroissement des activités se poursuit avec encore plus de vigueur. Deux traits marquent alors la période : le développement de la navigation intérieure et l'émergence des premières lignes transocéaniques reliant Montréal et Québec aux ports européens. Mais derrière ceux-ci se profile la rivalité entre les deux systèmes fluviaux de l'Hudson et du Saint-Laurent. En effet, l'ouverture de l'intérieur nord-américain à la colonisation agricole, et ce, tant du côté des États-Unis que du Canada, crée un besoin de débouchés vers la mer. L'ouverture du canal Érié à la navigation en 1825 donne une longueur d'avance au port de New York. Les péniches peuvent transiter entre cette ville et les Grands Lacs relativement facilement. De plus, les atouts de New York comme port de mer lui accordent un avantage décisif. Cependant, divers intérêts canadiens se combinent pour donner à la voie laurentienne les moyens de soutenir la concurrence, du moins en ce qui concerne les produits provenant du Canada.

The* Chambly, *August 1894.
Anonyme, Archives nationales du Canada, Ottawa, PA 85964.

Dans ce contexte, l'aménagement du Saint-Laurent constitue une préoccupation constante durant le siècle. Il se fait au gré des besoins et en fonction des goulots d'étranglement sur le fleuve. Ce dernier peut être divisé en trois grandes sections : la première va de Kingston à Montréal et elle est entrecoupée de nombreux rapides, la deuxième va de Montréal à Québec, et la troisième, de Québec à la mer. Chacune des sections pose un problème de navigation différent et la solution survient au courant du siècle : la canalisation du Saint-Laurent en amont de Montréal est entreprise dès les années 1820, l'aménagement du chenal entre Montréal et Québec sera poursuivi avec vigueur durant la seconde moitié du siècle et, enfin, la navigation entre Québec et la mer sera facilitée par l'installation de phares, de bouées et de balises ainsi que par la réglementation du pilotage.

Mais, avant d'évoquer ces travaux, il faut signaler l'importante entreprise de reconnaissance hydrographique commandée par l'amirauté britannique.

L'officier de marine Henry Wolsey Bayfield (1795-1885) avait d'abord travaillé à faire des relevés sur les Grands Lacs. Au cours d'un séjour en Grande-Bretagne entre 1825 et 1827, il convainc les autorités d'entreprendre le relevé hydrographique du Saint-Laurent entre les Grands Lacs et la mer. Il se met à la tâche dès son retour à Québec en 1827 et y travaillera jusqu'à sa retraite en 1861. En 1841, son travail est terminé pour le Saint-Laurent en amont du golfe et il s'installe à Charlottetown pour entreprendre la suite. Les cartes qu'il a produites ont été revues et corrigées régulièrement depuis et certaines ont été utilisées jusqu'au milieu du XX^{e} siècle (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Elles consignent les profondeurs, les chenaux navigables, les aides à la navigation, les quais et autres installations portuaires. Elles serviront aussi pour l'équipement de la voie d'eau en bouées et autres aides à la navigation. Le relevé des quais qu'on y trouve illustre l'importance du transport fluvial pour la socioéconomie de l'axe laurentien.

La première phase de canalisation commence avec le premier chantier d'envergure, le percement du canal de Lachine, commencé en 1821 et terminé en 1824-1825. Il marque un début de solution au désenclavement de la région des Grands Lacs, dont les transports reposaient jusque-là sur les embarcations à fond plat : le bateau ou « batteau » traditionnel, effilé à chaque bout et d'une capacité de 5 tonnes, bientôt concurrencé et remplacé par le bateau « Durham », emprunté aux États-Unis en 1809 ou 1812 et qui peut contenir jusqu'à 50 tonnes. Ce projet de canal amène l'État à se substituer aux investisseurs privés, incapables de commencer les travaux par leurs propres moyens. Deux autres projets importants viennent s'ajouter. Pour passer de Montréal à Kingston, le gouvernement britannique choisit une solution de prudence et s'éloigne du Saint-Laurent pour le contourner par l'intérieur des terres en canalisant en partie la rivière Rideau. Entrepris en 1826, ce canal sera terminé en 1832. Du côté des Grands Lacs, le verrou des chutes du Niagara doit être brisé et le projet du canal Welland est mis en chantier en 1824 et terminé en 1833. Mais, dès les années 1840, il est devenu évident que le réseau ne suffit pas. Le gabarit du canal de Lachine n'est pas très grand et le canal Rideau n'a pas une forte utilité économique avec sa faible taille et les nombreuses écluses entre l'amont immédiat de Montréal et Kingston. La seconde phase de canalisation, entreprise à la fin des années 1840, est l'occasion d'une première tentative pour uniformiser les différents canaux. Le canal Rideau est délaissé au profit d'une série de canaux le long du Saint-Laurent, les canaux de Lachine et Welland sont agrandis et approfondis. Finalement, vers 1870, le gouvernement canadien entreprendra une troisième phase, cherchant toujours à agrandir les biefs et à les uniformiser d'un canal à l'autre. Ainsi, le canal de Lachine sera agrandi et creusé pour la troisième fois. Outre le Saint-Laurent, les rivières Richelieu et Outaouais font l'objet d'une canalisation sur une partie de leur parcours, mais le développement ferroviaire de la seconde moitié du siècle entraîne un redéploiement du trafic.

Une fois le canal de Lachine et les autres canaux du Saint-Laurent supérieur ouverts, le lac Saint-Pierre constitue le plus grand obstacle à la navigation jusqu'à Montréal. Les armateurs et les marchands montréalais se plaignent de devoir procéder au déchargement partiel des bateaux pour permettre le passage du lac car, une fois les hautes eaux du printemps écoulées, sa faible profondeur interdit le passage à tout navire ayant un tirant d'eau supérieur à 3 mètres. Cette opération entraîne des coûts supplémentaires car il faut payer la main-d'œuvre et les barges qu'il faut remorquer. Les travaux de Bayfield permettent une meilleure connaissance du lac et les premiers essais commencent en 1844, mais ne n'est que durant les années 1850 que le chenal navigable est creusé à 5,5 mètres pour permettre le passage des navires. Avec le chenal, la navigation océanique peut prendre de l'ampleur sur le fleuve, en amont de Québec. Le creusement du chenal est poursuivi durant la seconde moitié du siècle de manière à permettre à des bateaux de plus en plus gros de remonter le fleuve jusqu'à Montréal. Ainsi, en 1887, le chenal atteint la profondeur de 8,5 mètres. Enfin, durant tout le siècle, on se préoccupe de baliser le Saint-Laurent de phares, de bouées et d'amers. Cependant, cette dimension de l'aménagement s'effectue surtout après 1830, alors que, entre cette date et 1862, 21 phares sont édifiés.

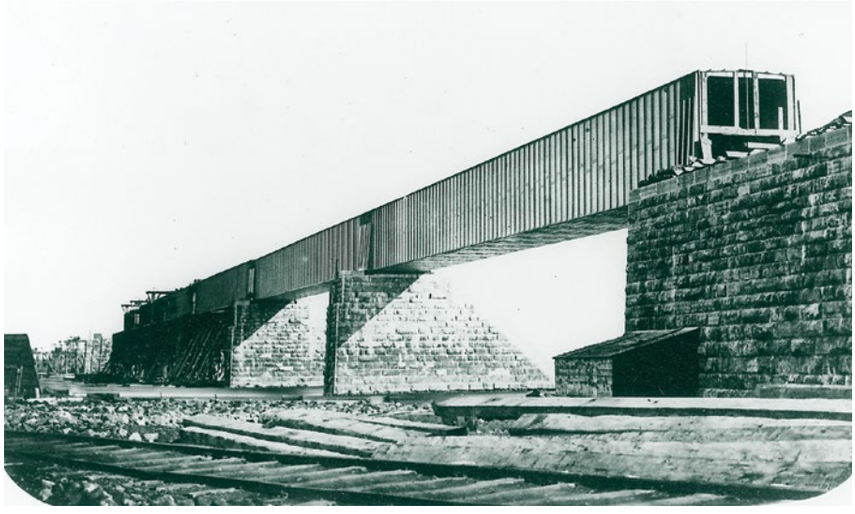
Entre 1840 et 1860, on note une croissance importante du nombre de quais. Avant 1840, ces installations sont relativement rares, sauf à Québec, à Trois-Rivières et à Montréal. Par la suite, plusieurs localités riveraines entre Montréal et Québec sont dotées de quais. Même si le nombre de quais diminue en aval de Québec, la demande semble vive car, vers 1849, le Bureau des travaux publics est inondé de requêtes de construction de ce genre de la part des paroisses en bas de Québec.

C'est donc durant notre période d'observation, entre 1815 et les années 1880, plus particulièrement entre 1810 et 1840, que le besoin d'organiser la navigation sur le Saint-Laurent s'impose. Vers 1880, la voie d'eau a été presque complètement réaménagée et occupe toujours la position centrale dans le réseau de communication. Elle polarise le réseau routier tout comme elle déterminera les grands axes du réseau ferroviaire.

5. LE CHEMIN DE FER

Grande nouveauté du siècle, les chemins de fer révolutionnent les transports terrestres. Très rapidement, on saisit toutes les possibilités de la nouvelle technologie. Toutefois, au début, les chemins de fer sont utilisés comme des adjuvants de la navigation et ils méritent bien leur nom de « chemins de fer de portage ».

Trois des premiers construits au Québec correspondent à cette fonction. Le *Saint-Laurent et Atlantique* joint Laprairie à Saint-Jean et permet d'éviter aux voyageurs la route de terre ou le long détour par Sorel sur le Saint-Laurent et le Richelieu. Dorénavant, après une traversée entre Montréal et Laprairie, le voyageur se trouve assez rapidement à Saint-Jean, d'où il peut prendre un bateau pour descendre jusqu'au bout du lac Champlain, étape vers New York. Le chemin de fer entre Montréal et Lachine vise à contourner les rapides du même nom. Quant au chemin de fer *Saint-Laurent et Industrie,* ouvert en 1850, il répond aux besoins de l'entreprise de bois d'œuvre dirigée par Barthélemy Joliette. Exportant son bois à partir de Québec, il doit le faire transiter par bateaux à fond plat sur la rivière L'Assomption en faisant un long détour vers Montréal, jusqu'à ce que la petite ligne ferroviaire réduise le parcours de plusieurs kilomètres.



From Below North Abutment, Victoria Bridge, Montreal, Quebec. October 25, 1858.
William Notman, Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, fonds Notman, 7528.

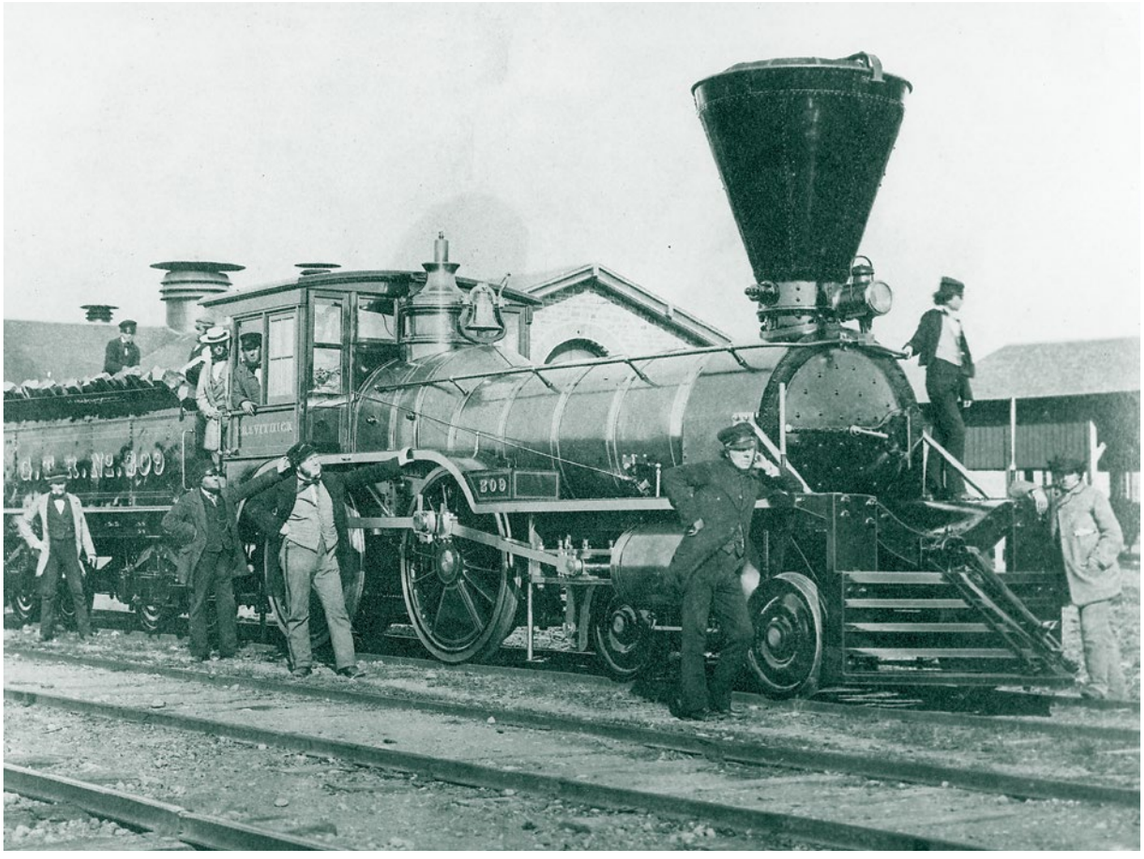
Très rapidement, la notion de ligne s'impose et on entreprend de doubler les voies navigables par le chemin de fer et de trouver un débouché ouvert sur la mer durant l'hiver. La compagnie du Grand Tronc, formée en 1853, projette une ligne entre Sarnia et Rivière-du-Loup, avec un embranchement vers Portland (Maine). Le franchissement du Saint-Laurent à Montréal entraîne la construction du pont Victoria, ouvert à la circulation en 1859.

Mais d'autres forces sont à l'œuvre car la constitution du réseau est inséparable du développement ferroviaire des États-Unis. Le chemin de fer ne prend en effet tout son sens que dans la mesure où il permet un désenclavement vers les États-Unis qui disposent de plusieurs grands ports sur la côte est.

Au Québec, l'équipement ferroviaire est plutôt limité au moment de la Confédération, si on le compare avec celui de l'Ontario. Il n'y a qu'une seule ligne importante, le Grand Tronc, ainsi que plusieurs petits chemins de fer autour de Montréal, la plupart servant de liaison avec des lignes américaines. Seule la rive sud du Saint-Laurent est desservie. Par la suite, les constructions s'accélèrent : en 1876, l'*Intercolonial* joint Rivière-du-Loup à Halifax, puis, en 1874, le gouvernement du Québec entreprend de combiner deux projets pour créer une ligne entre Québec et Hull, ce qui va permettre de lancer un embranchement vers Saint-Jérôme et de satisfaire aux demandes de la bourgeoisie de Québec qui désire une liaison directe avec Montréal et, surtout, l'Ouest canadien. Le *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* est terminé entre Hull et Montréal en 1877 et, entre Montréal et Québec, en 1879. Par la suite, on utilise le rail comme chemin de pénétration pour certaines régions, dont le Saguenay. Le réseau du Québec devient plus dense, assurant la desserte dans plusieurs régions. Durant les années 1870 et 1880, le chemin de fer a réussi à détrôner la route et apparaît comme la meilleure solution pour les déplacements sur une moyenne distance. Il arrive même à concurrencer et à remplacer le service de passagers par bateau sur le fleuve entre Montréal et Québec. La forme du réseau rend compte des lignes de force de la socioéconomie en soulignant la centralité du pôle montréalais. Avec le chemin de fer, en effet, Montréal devient le pivot des communications, non seulement pour le Québec mais aussi pour l'ensemble du Canada.

Deux autres composantes du réseau de communication, souvent d'ailleurs reliés au chemin de fer, sont à souligner : la poste et le télégraphe. Le service postal s'est développé depuis le dernier tiers du XVIII^{e} siècle comme composante du service impérial des postes. Le gouvernement britannique en remet la responsabilité aux gouvernements coloniaux en 1851. Ce service a toujours utilisé tous les moyens de transport disponibles et son rayon de desserte a régulièrement progressé vers l'intérieur en fonction de l'ouverture des routes. Très rapidement la poste a utilisé les vapeurs sur le Saint-Laurent et, dès 1840, des ententes sont signées avec les chemins de fer pour le transport du courrier. L'histoire du télégraphe commence au Québec en 1847, en même temps que s'ouvrent les deux premières lignes, celle de Toronto-Montréal et celle de Montréal-Québec. Le réseau se développe rapidement. Plusieurs entreprises se font concurrence, mais les chemins de fer sont particulièrement bien placés avec l'emprise de leurs voies qui permet l'installation et l'entretien régulier des équipements. Ces deux systèmes, à cause de leur caractère même, renforcent la centralité des pôles urbains de Québec et, surtout, de Montréal.

Le territoire de l'axe laurentien bénéficie durant tout le siècle d'un réseau de communication intégré et bien articulé. Ce système s'adapte graduellement aux changements et son développement est stimulé et conditionné par le triple essor des échanges interna-



First Locomotive built in Canada « Montreal shops ». May 1859.
William Notman, Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, fonds Notman.

tionaux, intercoloniaux et internes au Québec. Il connaît la même évolution qu'ailleurs : la route subit la concurrence du chemin de fer, mais elle conserve son importance pour les communications locales. Le fleuve joue toujours un rôle central dans ce système.

Cependant, au-delà de ces traits de base, le réseau de communication a subi une mutation complète. Les nouvelles techniques de transport et de communication entraînent l'accélération des échanges, l'augmentation de leur volume et transforment en profondeur les conditions d'exercice des activités commerciales. Signalons simplement la montée des professions d'agent et de commis-voyageur, inséparables du chemin de fer et du télégraphe. Au lieu d'amener le marchand une ou deux fois l'an vers la ville pour y faire ses achats, agents et commis-voyageurs sillonnent dorénavant le territoire, plaçant leurs commandes au fur et à mesure par télégraphe et faisant suivre la livraison par chemin de fer. En sens inverse, les produits du monde rural trouvent un débouché plus rapide et plus varié vers la ville et ses marchés. Bref, la complexification et la ramification des réseaux renforcent l'intégration du territoire de l'axe laurentien ainsi que son appui sur les deux pôles urbains principaux.

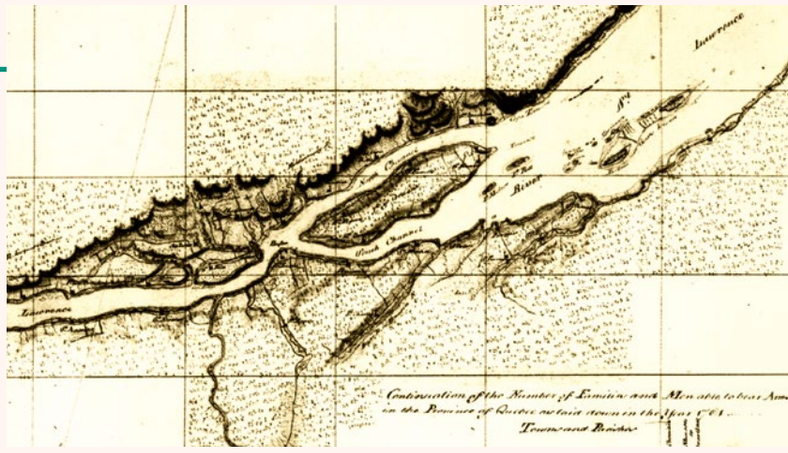
ACCÉLÉRATION DES COMMUNICATIONS ET RAMIFICATION DES RÉSEAUX DE TRANSPORT

VUE DU PORT DE MONTRÉAL, 1890.
Anonyme, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-4898.

L'EXTENSION DU RÉSEAU ROUTIER

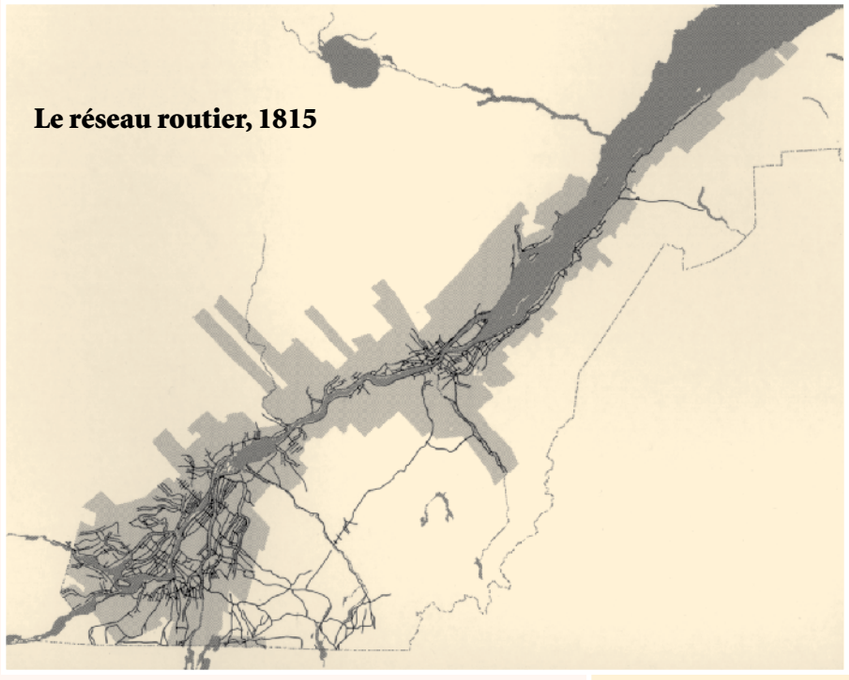
1 L'ARMATURE PREMIÈRE

Le fleuve et certaines rivières sont à la base du réseau des routes. Le chemin Québec-Montréal a été l'objet d'une intervention particulière des autorités, comme certaines routes le long du Richelieu et de la Chaudière. Dans ces derniers cas, l'objectif était de pouvoir mieux contrôler les routes d'invasion. Simultanément, divers chemins de pénétration et de liaison ont été ouverts dans la zone seigneuriale. L'état du réseau reflète celui de la colonisation, encore largement confinée à une faible distance de part et d'autre du Saint-Laurent. La complémentarité avec la voie d'eau est déterminante.

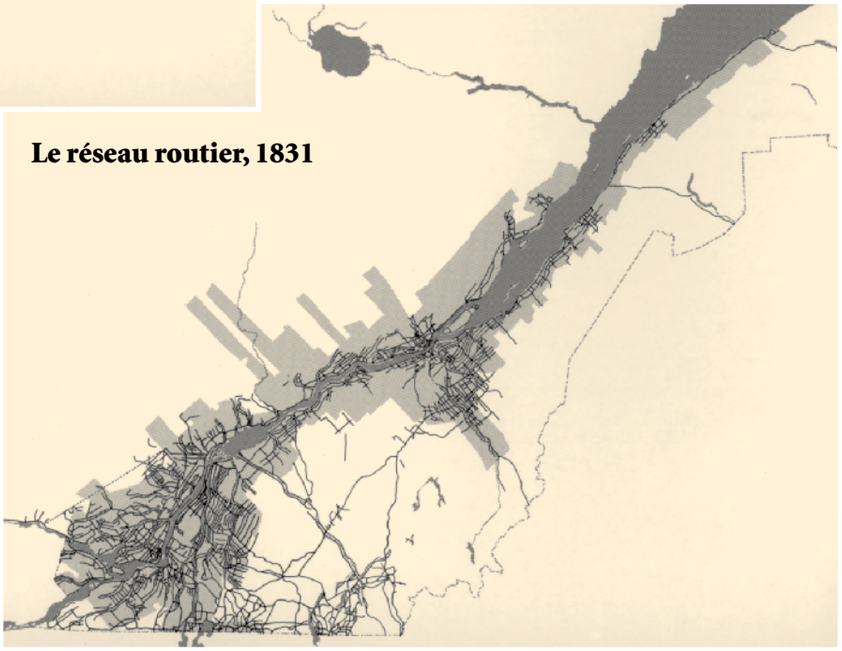


LA CARTE DÉTAILLÉE, DRESSÉE PAR LES SERVICES DU GÉNÉRAL MURRAY ENTRE 1761 ET 1764, PRÉSENTE UN INVENTAIRE DU RÉSEAU DE COMMUNICATION QUI RÉPOND À DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES ÉVIDENTS POUR LA NOUVELLE MÉTROPOLE.
James Murray, Archives nationales du Canada, Ottawa, NMC 10842 300/1761.

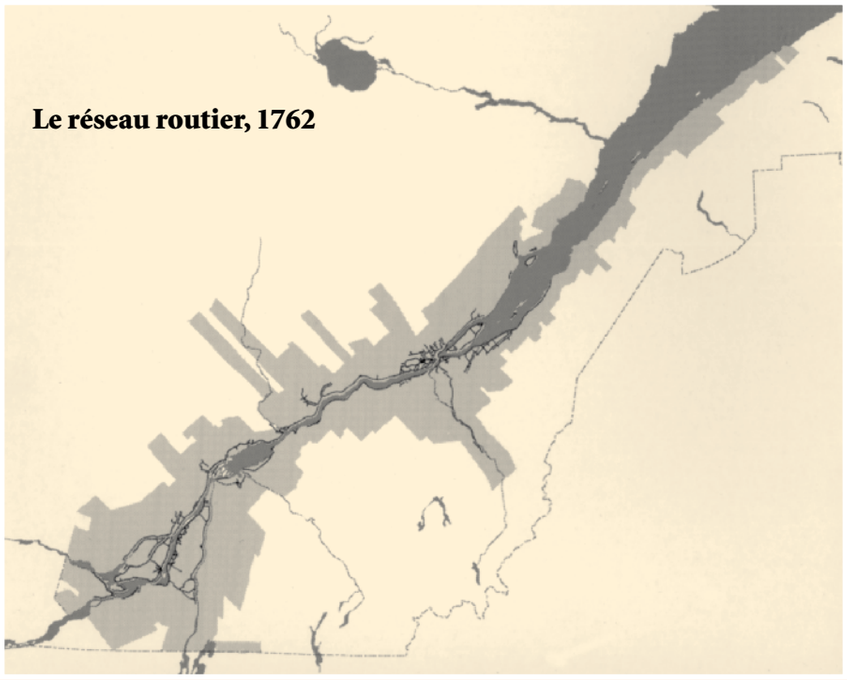
2 LA DENSIFICATION DU RÉSEAU



Le premier tiers du XIX^e siècle est marqué par une importante expansion de l'écoumène qui correspond au remplissage de la plus grande partie de l'aire seigneuriale. Cette colonisation agricole, qui ouvre concession après concession, nécessite des voies de pénétration et de liaison qui tissent bientôt un maillage assez serré dans certaines régions du Bas-Canada. L'importance du développement de la plaine de Montréal et des deux villes sont évidentes sur la carte, comme aussi l'émergence de la centralité de Montréal. La complémentarité avec la voie d'eau est toujours aussi importante et transparaît dans le nombre de chemins qui sont perpendiculaires au Saint-Laurent.



Le faubourg Saint-Roch, vers 1830.
James Pattison Cockburn,
Archives nationales du Canada, Ottawa, C-40021.



La carte dressée par Joseph Bouchette et publiée en 1831 donne le détail du réseau routier dans l'axe du Saint-Laurent. L'extrait illustré montre la ténuité du réseau entre Montréal et Québec, en partie expliquée par des caractères topographiques.
Joseph Bouchette,
Archives nationales du Canada,
Ottawa, NMC 17998 1/6.

3 La maturité

Avec la fin du siècle et la progression du mouvement de colonisation agricole qui déborde l'aire seigneuriale après 1850, le réseau de routes se ramifie et donne au territoire un maillage très serré qui fait ressortir la centralité de Montréal dans l'axe laurentien. La complémentarité avec la voie d'eau est toujours importante, mais le réseau ferroviaire offre de nouvelles possibilités d'articulation et de polarisation.

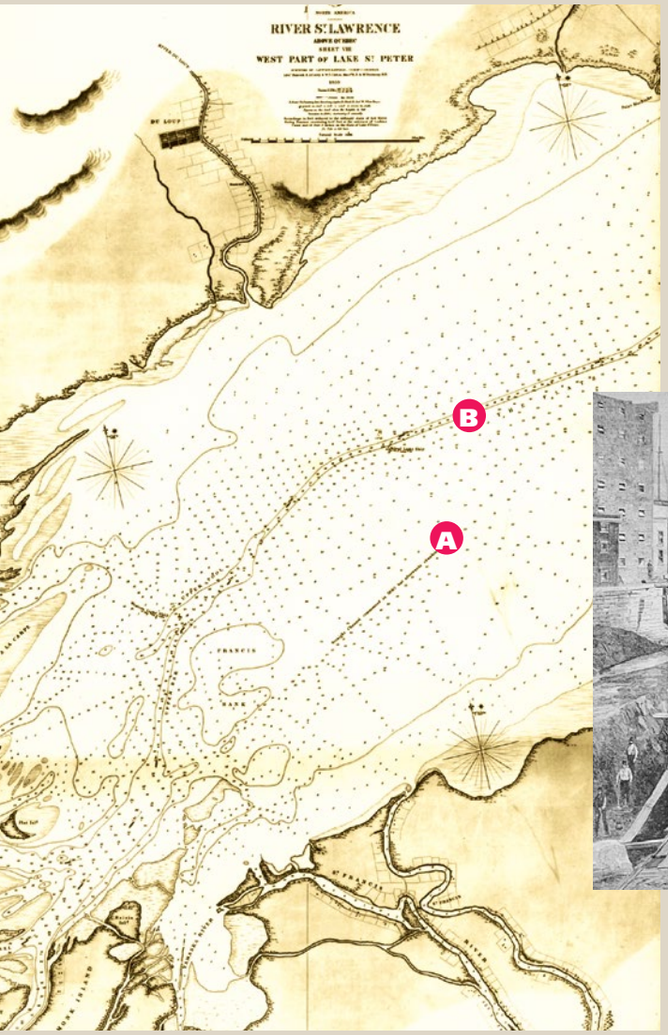
Consolidation et amélioration des infrastructures de navigation

1 Désenclaver l'amont

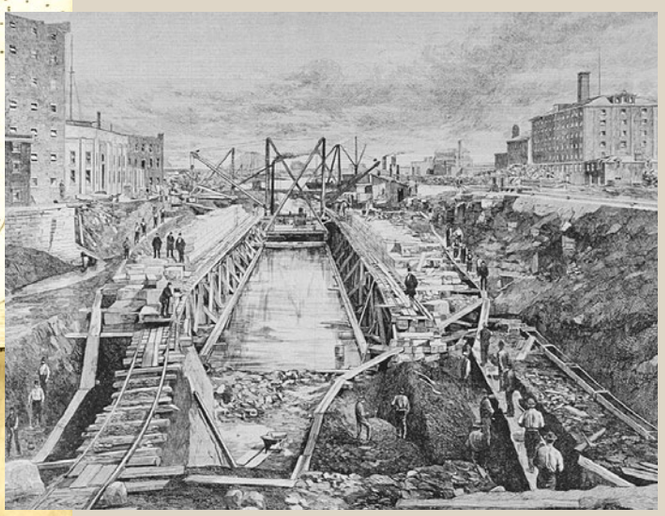
En amont de Québec, le Saint-Laurent présente deux obstacles à la navigation. La faible profondeur du lac Saint-Pierre empêche les navires d'une certaine taille de remonter le fleuve, tandis qu'entre Montréal et Kingston une série de rapides interrompent toute navigation, obligeant à une rupture de charge à Montréal. La question de la canalisation a d'abord attiré l'attention surtout après que l'expérience de la guerre de 1812 a démontré l'importance d'acheminer rapidement des renforts vers le Haut-Canada. Une première série de canaux sont mis en chantier durant les années 1820. Une fois terminés cependant, leur tracé pour le canal Rideau ou leur gabarit pour les autres s'avèrent nettement insuffisants et le système est refait durant les années 1840. Trente ans plus tard, devant l'augmentation de la taille des navires, les canaux doivent être à nouveau élargis et approfondis. Les travaux des décennies 1870-1879 et 1880-1889 entraîneront la mise au point d'un réseau plus homogène et efficace.

City of Montreal from the canal, 1839.
Cette vue est prise de l'entrée du canal, dont une écluse est visible au premier plan.
James D. Duncan et P. Christie, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-13328.

Vue depuis l'entrée du canal de Lachine, Montréal, vers 1845.
James D. Duncan, Musée des beaux-arts du Canada, Ottawa, 7286.



Extrait de *River St. Lawrence, above Quebec, West part of Lake St. Peter, 1859.*
Henry Wolsey Bayfield, Archives nationales du Canada, Ottawa, NMC 113317.

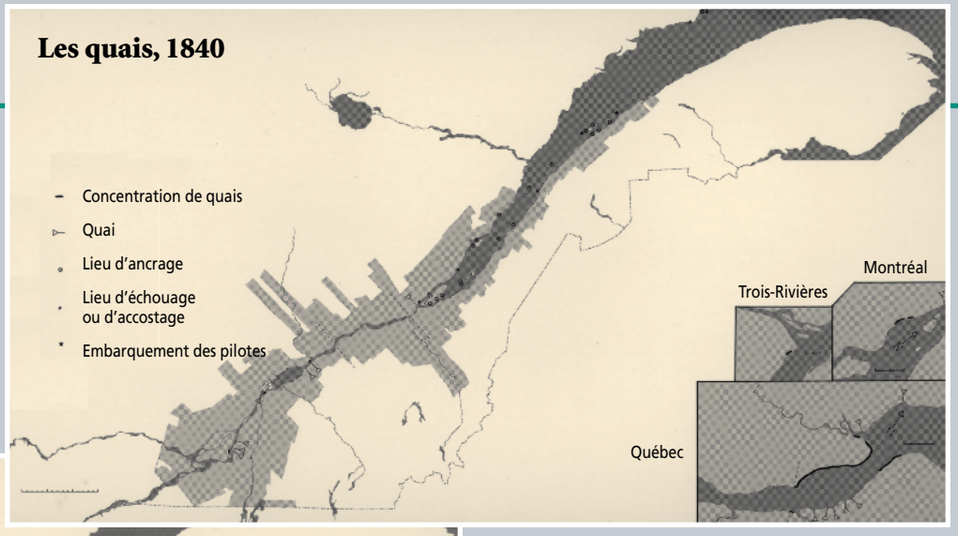


Lachine canal enlargement. Work at the St. Gabriel locks, under Messrs. Loss and McRae, 1877.
Canadian Illustrated News, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, fonds iconographie documentaire, C1.

La solution retenue pour le lac Saint-Pierre a été le creusement d'un chenal. Durant les années 1840, une première tentative de creuser un chenal rectiligne doit être abandonnée à cause de l'envasement trop rapide (voir A sur la carte). En 1850, les travaux sont repris mais, cette fois, en creusant le chenal naturel, qui demeure mieux dégagé à cause des courants marins existants (voir B sur la carte).

2 AMÉNAGER LES RIVES

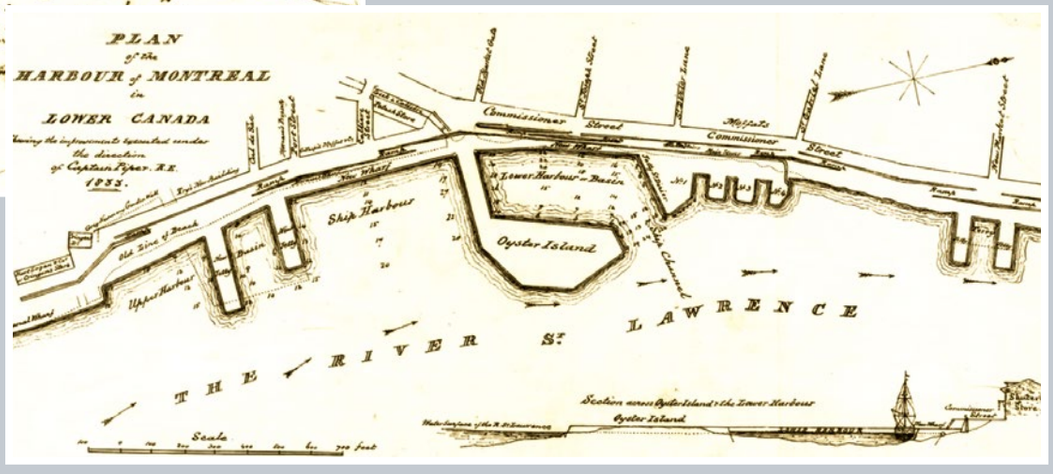
Entre 1840 et 1860, la progression du nombre de quais témoigne de l'importance de l'utilisation de la voie d'eau pour les transports. Par ailleurs, la taille des ports des deux villes principales augmente. Graduellement, on aménage le Saint-Laurent en aval et en amont de Québec en l'équipant de phares et de bouées.



Le port de Montréal

Au début du XIXe siècle, le port de Montréal est encore très rudimentaire, se réduisant à un mouillage à l'abri des courants et à quelques quais de bois construits par des marchands ; de fait, son allure n'a guère changé depuis la visite de Samuel de Champlain en 1611. Les récits de voyageurs signalent la grève boueuse et les difficultés de débarquement. En 1832, d'importants travaux sont entrepris qui changent la configuration du port. On construit des quais et des jetées et on sépare les différentes activités portuaires.

PLAN OF THE HARBOUR OF MONTREAL IN LOWER CANADA, 1833.
R.S. Piper, Archives nationales du Canada, Ottawa, NMC 1911.



EXTRAIT DE *TOWN OF MONTREAL WITH THE ROCKS SHOALS, SOUNDINGS IN THE HARBOUR*, 1815.
Joseph Bouchette, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-26452.

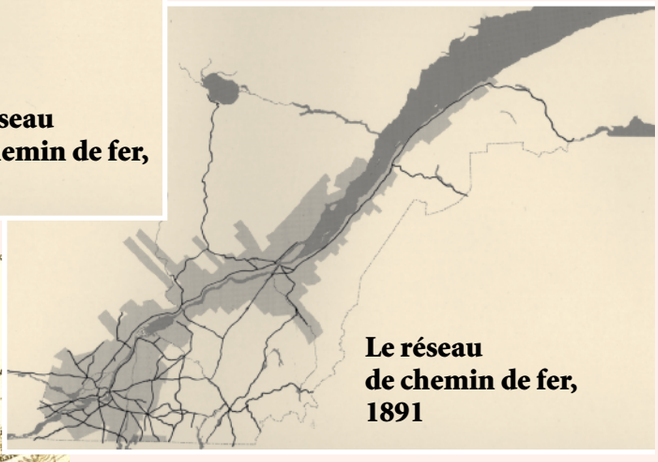
CHEMIN DE FER ET TÉLÉGRAPHE

1 DU CHEMIN DE FER DE PORTAGE AUX GRANDES LIGNES

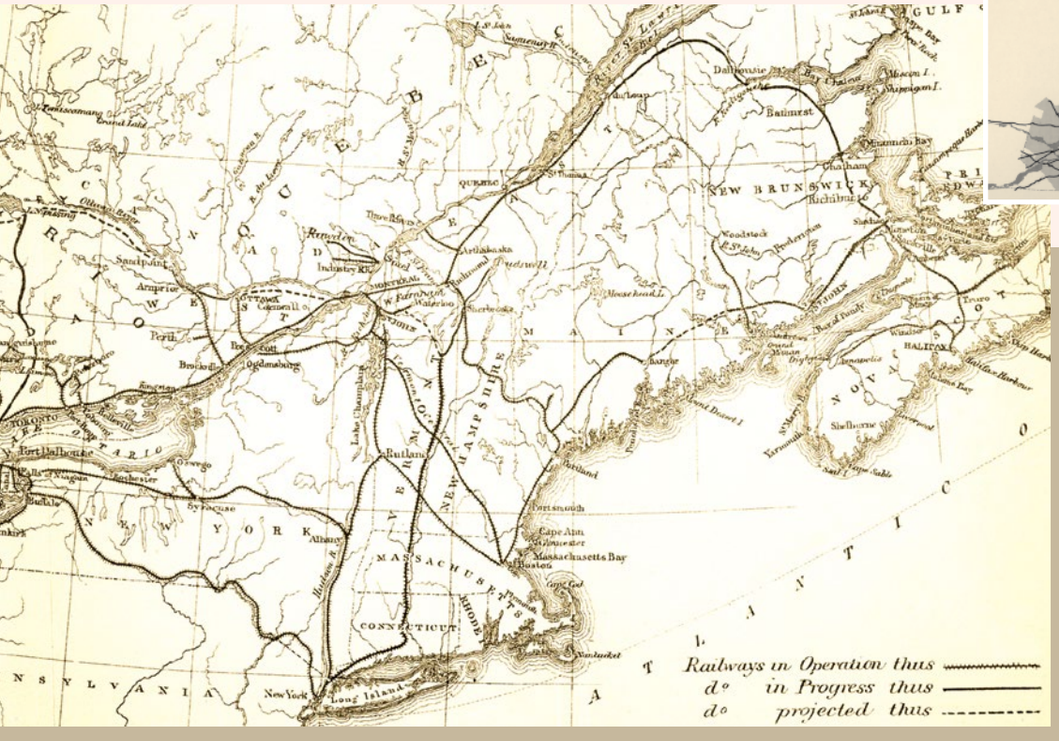
Le réseau de chemin de fer, 1851

La mise en place du réseau de chemin de fer marque la seconde moitié du siècle. Si, à l'origine, les tronçons sont très courts et servent de portage entre deux autres moyens de transport, l'avènement des grandes lignes entraîne l'instauration de trajets plus longs, desservant des villes plus éloignées. Le chemin de fer devient à la fois un complément et un véritable concurrent de la voie laurentienne. En effet, il permet d'atteindre des ports de la côte atlantique, d'abord aux États-Unis (Portland), puis au Canada (Halifax, St. John, etc.), et d'assurer ainsi aux marchands de l'intérieur une communication d'hiver. Mais, très rapidement, le chemin de fer cherche aussi à supplanter la navigation intérieure. Il renforce également la centralité de Montréal dans l'axe laurentien.

Le réseau de chemin de fer, 1861



Le réseau de chemin de fer, 1891



MAP OF THE DOMINION OF CANADA, SHEWING THE RAILWAYS AND THEIR PRINCIPAL CONNECTIONS, 1870.
Year Book and Almanach of Canada, 1867 to 1870,
Archives nationales du Québec, Québec, AY 412 Y39.

2 VERS LES ÉTATS-UNIS

La constitution du réseau canadien est incompréhensible sans tenir compte du réseau des États-Unis. L'ancienneté des liens entre Boston, New York et les autres villes américaines ainsi que la supériorité de leurs installations et de leurs réseaux amènent un flux de voyageurs important. Les deux réseaux seront donc en même temps complémentaires et concurrents.

3 Les intérêts régionaux

***Rivière-à-Pierre*, entre 1860 et 1900.**
Jules-Ernest Livernois,
Archives nationales du Québec, Québec,
Album Livernois, fol. 39, P560/N174-31.

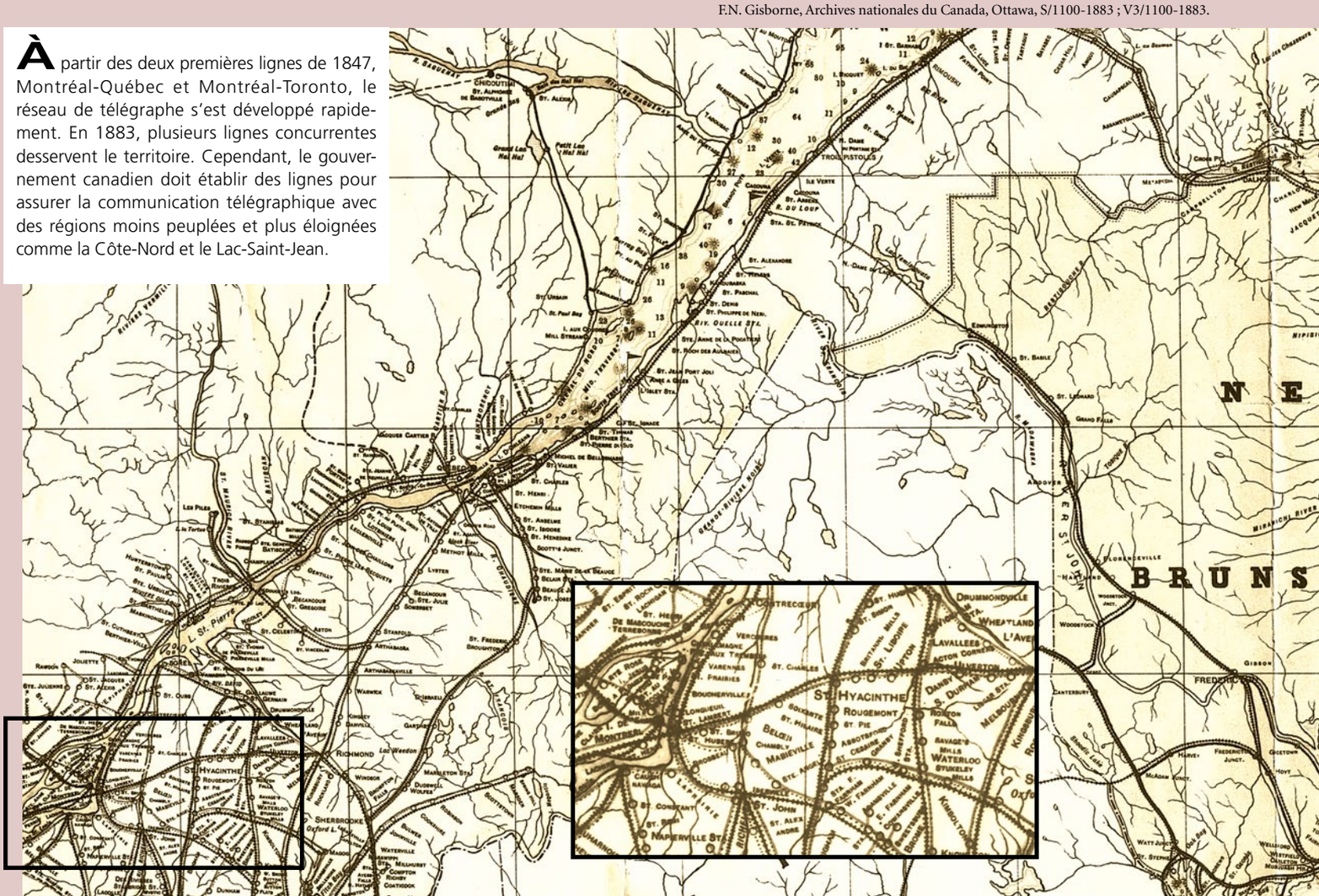
Les intérêts régionaux sont toujours importants. Au début, c'est le désir des marchands d'une ou deux localités qui donne naissance à un tronçon. Plus tard, au moment de la constitution des grandes lignes, le tracé devient l'enjeu de groupes de pression. Enfin, les marchands de certaines villes utilisent le chemin de fer soit pour échapper à la dépendance d'une autre région, soit pour polariser leur propre *hinterland*.

St. Lawrence and Atlantic R.R. Longueuil Station, 1855.
William Notman, Musée McCord
d'histoire canadienne, Montréal,
fonds Notman, MP031/84.

4 Le télégraphe

Section de *Dominion of Canada, telegraph and signal service. Map No. 1 (Eastern section), 1883.*
F.N. Gisborne, Archives nationales du Canada, Ottawa, S/1100-1883 ; V3/1100-1883.

À partir des deux premières lignes de 1847, Montréal-Québec et Montréal-Toronto, le réseau de télégraphe s'est développé rapidement. En 1883, plusieurs lignes concurrentes desservent le territoire. Cependant, le gouvernement canadien doit établir des lignes pour assurer la communication télégraphique avec des régions moins peuplées et plus éloignées comme la Côte-Nord et le Lac-Saint-Jean.



III

L'espace agraire

Au XIX^e siècle, il y a production constante d'espace agraire, ce qui se traduit dans le paysage par une extension notable de l'agriculture, depuis les rives du fleuve jusqu'aux marges du territoire, et par une expansion non moins impressionnante des productions agricoles. Cela ne veut pas dire que le territoire prend partout les mêmes traits. Au contraire, tout au long du XIX^e siècle, on observe une diversification des terroirs, liée aux transformations mêmes de l'agriculture.

En effet, de céréalière qu'elle était encore au début des années 1830, celle-ci s'oriente de plus en plus vers l'élevage et la production de fourrages, à un rythme qui varie cependant selon les différents recensements. En même temps, elle se répartit spatialement, pour devenir plus intensive par endroits et plus extensive dans d'autres. Il en résulte un paysage agraire différencié, marqué ici par une polyculture vivrière, là par une quasi-monoculture et, là encore, par des élevages ou des cultures plus ou moins spécialisés dont l'aire de distribution épouse celle des villes et des villages, ainsi que les lieux d'implantation d'industries rurales.

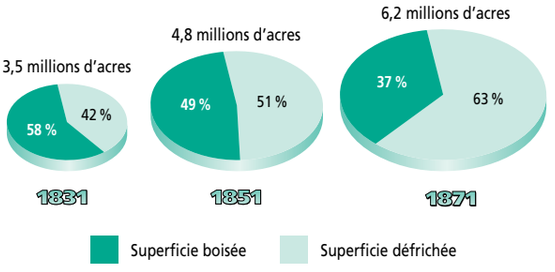
1. L'EXTENSION DES TERROIRS

De 1831 à 1871, on assiste, sur le territoire de l'axe, à une extension notable des défrichements, qui va de pair avec l'augmentation du nombre d'acres occupées ou possédées[1]. Tout n'est pas consacré à l'agriculture, bien sûr, mais comme celle-ci reste à l'époque grande consommatrice d'espace, c'est elle surtout qui commande cette progression.

Au début des années 1830, par exemple, la superficie des terres détenues dans les diverses localités de la vallée du Saint-Laurent s'élève à un peu moins de 3,5 millions d'acres, dont environ 42 % sont défrichées et 58 %, boisées. En 1851, la superficie exploitée s'élève à près de 5 millions d'acres, dont un peu plus de la moitié est mise en valeur. En 1871, elle atteint 6 millions d'acres, dont 36,6 % seulement sont encore boisées (figure 1).

FIGURE 1

Augmentation du nombre d'acres occupées ou possédées et extension des défrichements, 1831-1871



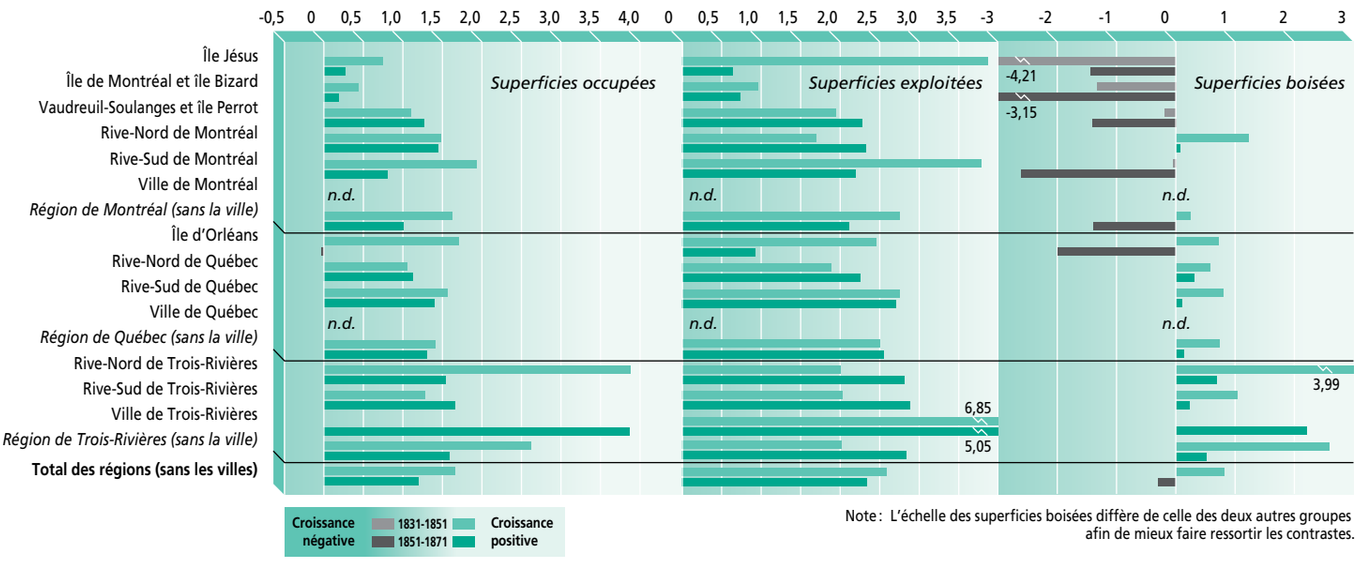
Les gains les plus substantiels ont lieu dans la première moitié du siècle. Au cours de cette période, les superficies occupées augmentent d'environ 1,6 % par année en moyenne, à l'avantage surtout de la région de Trois-Rivières, sur la Rive-Nord notamment, et de celle de Montréal, sur la Rive-Sud surtout (figure 2). Par la suite, elles progressent de 1,2 % en moyenne, mais au profit cette fois du centre et de l'est de la province, où le taux de croissance s'élève à 1,6 % et à 1,3 %. Dans la région de Montréal, seules la Rive-Nord et Vaudreuil-Soulanges connaissent de telles augmentations.

Comparées aux chiffres bruts de population, ces données indiquent une moyenne de 8,95 acres par habitant en 1831, de 8,07 en 1851 et de 8,97 en 1871, à l'avantage surtout des régions de Québec et de Trois-Rivières. Dans la région de Montréal, ce rapport est plus faible, mais s'élève sur la Rive-Nord où il atteint de 8 à 10 acres selon la date du recensement.

Les superficies exploitées offrent un panorama sensiblement similaire : les gains les plus substantiels ont d'abord lieu dans la première moitié du siècle, avec une croissance annuelle moyenne de 2,6 %, et dans la région de Montréal, où l'île Jésus domine avec 3,8 % ; par la suite, elle atteint 2,3 %, mais au profit cette fois de

FIGURE 2

Taux de croissance des superficies occupées, boisées et exploitées



Note : L'échelle des superficies boisées diffère de celle des deux autres groupes afin de mieux faire ressortir les contrastes.

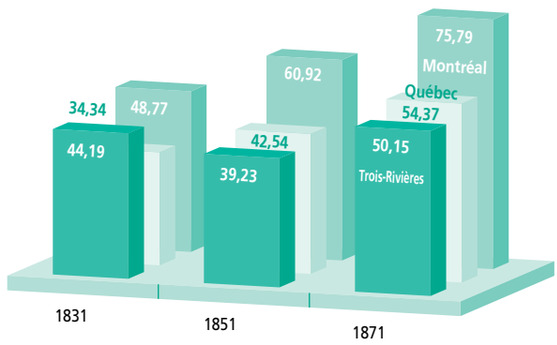
la Rive-Sud des régions de Trois-Rivières et de Québec. Quant aux superficies boisées, elles connaissent d'abord une augmentation de 0,8 %, puis une diminution de 0,3 %. Elles se trouvent surtout au centre et à l'est du territoire et sur la Rive-Nord de Montréal, où elles n'augmentent plus que de 0,07 % après 1851.

Par rapport aux autres secteurs géographiques de l'axe, la Rive-Sud paraît la plus agricole. Sauf dans la région de Trois-Rivières, c'est là qu'on observe le plus d'acres occupées et exploitées. C'est là également qu'on trouve le plus de surfaces boisées, ce qui n'est pas le cas de la région de Montréal en 1871 ni de celle de Trois-Rivières après 1851.

De même, considérée sous l'angle de la mise en valeur des terres, la région de Montréal domine, avec plus de 48 % de ses terroirs mis en valeur en 1831, près de 61 % en 1851 et plus de 75 % en 1871, suivie d'abord de celle de Trois-Rivières, puis de celle de Québec après les années 1830. Par contre, observé sous l'angle des disponibilités individuelles, le panorama s'inverse : en 1831, chaque habitant dispose de plus d'acres améliorées dans les régions de Québec et de Trois-Rivières ; en 1851, Montréal et Québec dominent et, en 1871, Montréal se distingue (figure 3).

FIGURE 3

Évolution de la proportion de terroirs mis en valeur dans les trois grandes régions de l'axe laurentien, 1831-1871 (en % de la superficie occupée)



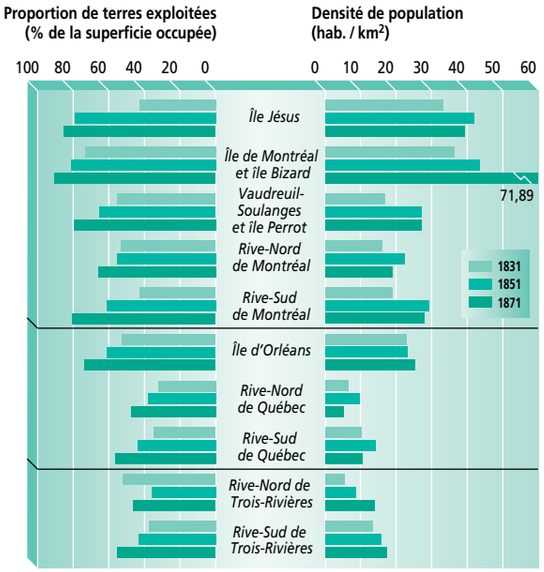
Observée durant une longue période et à l'échelle de l'axe, cette évolution semble conséquente avec le mouvement général de la population : en augmentant, celle-ci migre dans l'espace et reporte toujours plus loin les marges de l'écoumène. À l'échelle locale, cependant, la relation est moins nette et nombreuses sont les localités où les progrès de l'agriculture s'effectuent dans un contexte de faible densité humaine. C'est le cas, notamment, de plusieurs localités situées sur la Rive-Sud de Montréal, où les données agricoles indiquent une augmentation de la superficie occupée ou exploitée, mais où les données de population montrent une diminution relative de l'effectif rural (voir le chapitre 1). Bien plus, cette intensification de l'agriculture augmente dans le siècle, alors même que la charge humaine relative diminue. Ainsi, en 1871, plusieurs localités du sud de la plaine de Montréal affichent des densités brutes de population inférieures à 25 habitants au kilomètre carré ; pourtant, nombreuses sont celles où le pourcentage de terres mises en valeur dépasse 80 % (figure 4).

Autrement dit, vues spatialement et durant une longue période, la croissance démographique et la croissance agricole ne sont pas aussi étroitement liées qu'elles le paraissent à première vue. Elles le sont sans doute, mais dans des secteurs géographiques bien précis, autour des villes notamment, et avec des écarts qui augmentent de plus en plus. En outre, calculées sans les populations villageoises, les données indiquent des différences plus grandes encore, notables tant en milieu francophone qu'anglophone. Elles confirment l'état d'équilibre des campagnes, d'autant que, loin de diminuer, la taille du village de l'époque augmente.

Quant à l'évolution du nombre de fermes ou d'exploitations, elle est plus difficile à établir, faute de renseignements précis à ce sujet dans les volumes publiés des recensements. Ce n'est qu'à partir de 1851 qu'y sont indiquées les terres détenues par les déclarants. Avant cette date, il faut avoir recours aux enregistrements nominatifs pour l'apprécier, en cumulant les déclarations individuelles des chefs de ménage au

FIGURE 4

Proportion de terres exploitées et densité de population, 1831-1871



sujet d'une production agricole. Effectué pour la région de Montréal en 1831, le calcul indique quelque 25 000 producteurs sur environ 33 000 chefs de ménage que comptent alors les localités pour lesquelles on dispose d'une telle information. En ne retenant que les déclarations de superficie occupée de ces exploitants, on peut estimer à environ 93 arpents ou 78,6 acres la superficie moyenne des terres agricoles dans cette partie de l'axe laurentien, ce qui est une norme historique au Québec[2].

L'information manque pour apprécier ces ordres de grandeur dans les autres régions. Toutefois, en supposant que les terres y aient une superficie voisine de celles de la plaine de Montréal, on peut estimer à environ 44 500 le nombre d'exploitations agricoles sur le territoire de l'axe en 1831. En 1851, en excluant les lots de moins de 10 acres, on peut en compter autour de 58 000. En 1871, ce chiffre est de 64 500, ce qui représente une progression constante dans le siècle, mais plus rapide avant 1851 qu'après.

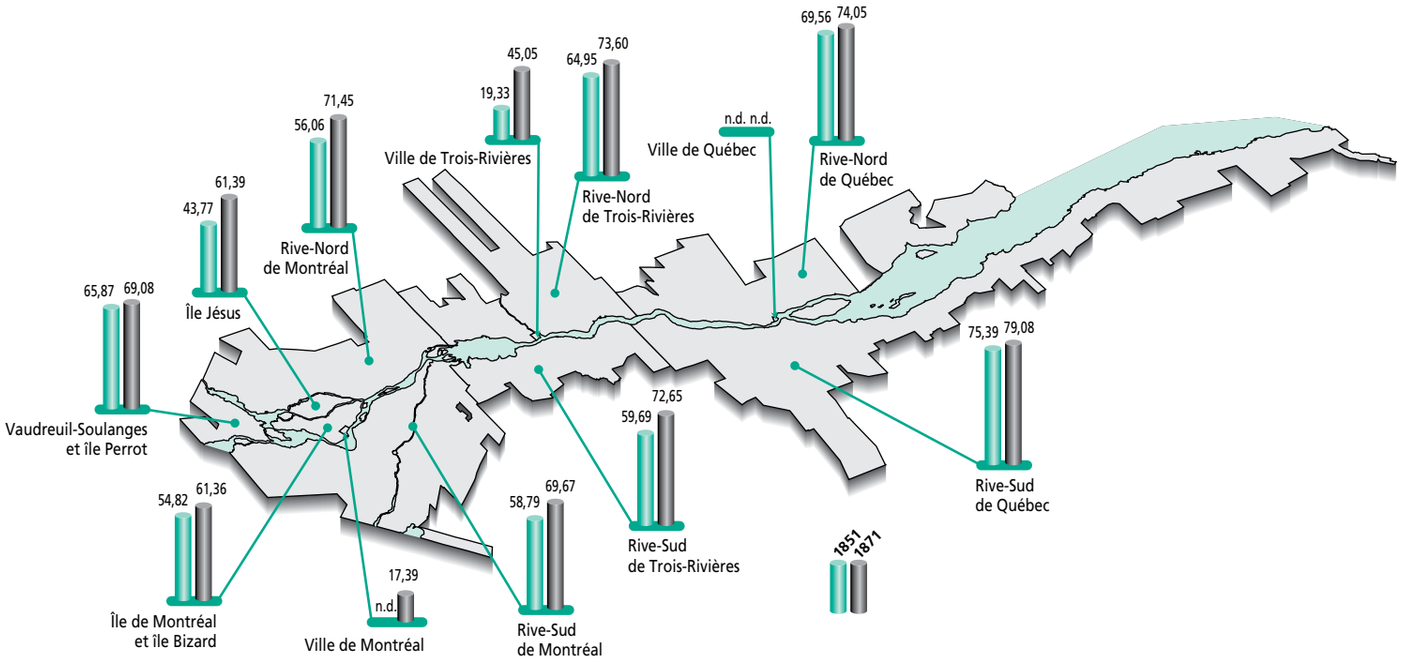
Les données les plus intéressantes, toutefois, sont celles qui permettent de ventiler ces superficies et de les comparer dans les différentes régions. En 1851, par exemple, environ 63 % des terres comptent plus de 50 acres (figure 5). En 1871, cette proportion s'élève à 73 %, grâce surtout aux terres de plus de 100 acres.

Les gains les plus substantiels ont cours dans les riches terroirs de l'ouest et du centre de la province, dans l'île Jésus d'abord et sur la Rive-Nord de Montréal, puis dans l'île d'Orléans, suivie de la Rive-Sud de Trois-Rivières et de la Rive-Sud de Montréal. Toutes proportions gardées, la région de Québec connaît des augmentations moindres, compte tenu de conditions naturelles moins favorables (relief plus accidenté, moins bons sols, etc.) qui privilégient de plus grandes exploitations. Là, le pourcentage de terres de 10 à 50 acres reste à peu près stable, contrairement aux autres régions où il diminue. Quant aux lots de moins de 10 acres, ils sont partout en régression. En 1851, une terre sur cinq dans la région de Montréal entre dans cette catégorie, par rapport à 14 % et à 13 % dans les autres régions. En 1871, on n'en compte plus que une sur huit, comparativement à 6 % et à 9 % dans le centre et l'est de la province.

Cette évolution confirme le statut particulier de la région de Montréal dans le paysage agricole de l'axe. À la masse de petites terres observées dans cette région correspond, en effet, un nombre non moins imposant de grandes exploitations, qui augmentent dans le siècle et dont la mise en valeur paraît de plus en plus intensive. De plus, cette poussée coïncide dans le temps avec une régression du nombre des petites terres, qui semblent absorbées par le tissu villageois

FIGURE 5

Proportion de terres de plus de 50 acres dans les 13 secteurs de l'axe laurentien, 1851-1871



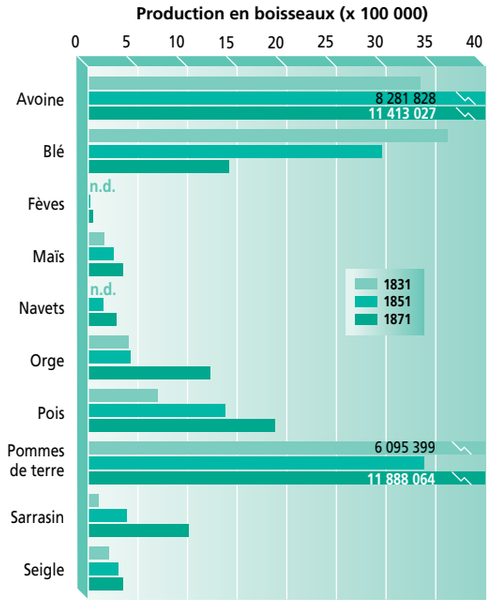
ou faire l'objet d'un remembrement. Enfin, elle se produit à un moment où la charge humaine relative diminue.

Conjugués aux avantages du milieu physique, ces facteurs expliquent en grande partie la fonction agricole de la plaine de Montréal. Ils rendent compte également du rôle que jouent les échanges dans les orientations de l'agriculture régionale.

2. L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE

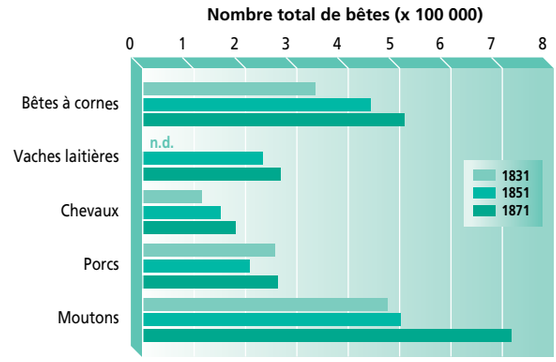
Au cours du XIX[e] siècle, l'agriculture laurentienne connaît un accroissement notable de ses volumes de production. Sauf dans le cas du blé, dont la culture décroît considérablement à l'époque, toutes les autres récoltes augmentent, dans des proportions parfois impressionnantes. Ainsi, de 3,3 millions de boisseaux en 1831, la récolte d'avoine passe à 11,4 millions en 1871, celle des pommes de terre, de 6,1 à 11,9 millions, après avoir connu une chute importante au milieu du siècle ; celle des pois, de 702 000 boisseaux à 1,8 million ; celle de l'orge, de 411 000 à 1,2 million ; celle du maïs, de 161 000 à plus de 345 000 ; celle du sarrasin, d'un peu moins de 100 000 à plus de un million, sans compter les gains observés dans le foin, les légumes et les fruits (figure 6).

FIGURE 6
Production des champs dans l'axe laurentien



Au même moment, l'élevage progresse (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). De 1831 à 1851, par exemple, le nombre de bêtes à cornes passe de 335 000 à 442 000 têtes ; celui des chevaux, de 115 000 à 151 000 têtes ; celui des moutons, de 476 000 à 502 000. De tous, seul le porc connaît une certaine diminution : de 256 000 à 207 000 têtes. En 1871, ces chiffres s'élèvent à 508 275 bêtes à cornes, en plus de 268 000 vaches laitières, à 180 000 chevaux, à 717 000 moutons et à 263 000 porcs, ce qui représente un gain encore substantiel, mais davantage dans l'élevage porcin et ovin que dans les autres, qui semblent alors se stabiliser (figure 7).

FIGURE 7
Élevage dans l'axe laurentien



Cette poussée confirme la fonction agricole de l'axe laurentien, qui demeure le cœur agraire du Québec. Mais comme, à l'époque, l'expansion vers les plateaux s'accélère, la production laurentienne voit sa part relative diminuer. De 1831 à 1871, celle-ci régresse de 20 % à 30 % dans le cas de l'avoine, du blé, du sarrasin, de l'orge, des pois et des pommes de terre. Le profil est le même dans l'élevage, dont la part relative diminue de 1831 à 1851, en dépit de la croissance brute des cheptels bovin, laitier, ovin et chevalin. Quant aux autres cultures, elles connaissent des destins plus nuancés : contrairement aux fèves, par exemple, dont la production relative s'accroît dans les basses terres, celle du foin et des navets diminue, celle du seigle et du maïs augmente puis diminue, tout en demeurant légèrement plus importante qu'en 1831 (tableau 1).

TABLEAU 1
Production agricole dans l'axe laurentien (en % de la province)

	1831	1851	1871
Avoine	93,74	84,28	75,15
Blé	95,62	86,35	68,82
Sarrasin	93,16	67,43	60,18
Fèves	–	61,45	63,89
Maïs	47,80	60,34	57,25
Navets	–	41,40	35,22
Orge	96,23	79,94	73,94
Pois	95,20	92,26	85,25
Pommes de terre	75,73	70,54	65,81
Seigle	74,18	81,40	75,47
Foin	–	72,24	63,12
Bêtes à cornes	85,35	75,03	64,68
Vaches laitières	–	79,22	65,33
Chevaux	92,01	82,25	71,19
Porcs	85,39	80,59	71,19
Moutons	86,73	77,25	69,76

Ces données montrent une activité en pleine expansion, qui tranche avec la croissance démographique de l'époque. En effet, loin de s'amenuiser avec le temps, le rapport entre le volume des récoltes et le nombre brut d'habitants progresse à un rythme qui, dans plusieurs cas, s'accélère au cours du siècle, dans des proportions qui parfois représentent le double et même le triple des seuils de 1831.

L'avoine en offre un exemple : en 1831, la production de cette denrée s'élève à une moyenne de 8,5 boisseaux par habitant et à un maximum de 30 boisseaux. En 1871, elle atteint une moyenne de 17 et un maximum de 59 boisseaux par habitant. La récolte de pommes de terre passe, pour sa part, d'une moyenne de 16 à 18 boisseaux et d'un maximum de 164 à 172 boisseaux par habitant durant la même période. Par contre, la production moyenne de blé chute : de près de 9 boisseaux par habitant en 1831 à un peu plus de 2 en 1871. Quant au maximum, il va de 28 à 12 entre les deux dates (tableau 2).

Plusieurs facteurs peuvent rendre compte de cette expansion : les défrichements, qui entraînent chaque année une extension croissante des surfaces en culture, et sans doute aussi l'amélioration des méthodes de travail, comme l'indique l'accroissement de certains rendements (tableau 3).

En effet, contrairement aux rendements du blé, par exemple, qui décroissent (de 9,5 boisseaux à l'acre en moyenne en 1851 à 7,9 en 1871) et qui se déplacent de l'ouest vers l'est durant la période, ceux de la pomme de terre progressent (de 78,4 à 145,9 boisseaux à l'acre), mais plus vite dans la région de Montréal que dans celle de Québec, où ils sont pourtant plus élevés. Quant aux rendements de l'avoine et du foin, qui ne nous sont connus que pour 1871, ils s'élèvent à 19,1 boisseaux et à 140,6 bottes à l'acre, avec des variations spatiales importantes qui avantagent, dans le cas de l'avoine, les régions de Trois-Rivières et de Montréal et, quant au foin, les régions de Trois-Rivières et de Québec.

Outre les facteurs ci-haut mentionnés, il semble que cette variation soit également attribuable au climat (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Plus humide à l'est qu'à l'ouest, il favorise la croissance des fourrages au détriment des grains, davantage au profit de l'avoine que du blé, dont les rendements n'augmentent plus que dans la région de Québec dans la seconde moitié du siècle. Mais il faut aussi compter avec la qualité des terres neuves, qui reportent souvent en périphérie le succès de certaines cultures, et la proximité de la ville qui influence également le volume et le rendement des récoltes.

La pomme de terre en offre un exemple : largement cultivée au début du siècle, elle a de plus en plus tendance à se concentrer autour des villes et sur les fronts pionniers, là où existe un marché à satisfaire, urbain dans un cas et forestier dans l'autre. Au-delà de ces secteurs bien définis, on la trouve partout, mais dans des proportions moindres qui interdisent de la considérer comme une culture de survivance, à la base de régimes alimentaires exclusifs.

Tout cela laisse d'importantes disponibilités individuelles, qui tracent la base des échanges. Mais ce n'est là qu'un aspect des changements que connaît alors l'agriculture. Un autre, tout aussi important, réside dans la redéfinition générale de ses activités, qui s'orientent alors vers l'élevage.

TABLEAU 2
Production par habitant (sans les extrêmes)

	1831		1851		1871	
	Moyenne	Maximum	Moyenne	Maximum	Moyenne	Maximum
Avoine	8,42	29,90	13,27	38,14	17,08	59,39
Blé	8,90	28,38	4,64	21,19	2,11	12,15
Sarrasin	0,25	2,36	0,60	3,96	1,50	7,97
Carottes			0,11	3,67		
Fèves			0,03	0,80	0,08	1,73
Foin			136,87	536,16	146,58	1 026,16
Houblon			0,12	11,45		
Lin et chanvre			1,76	6,93		
Maïs	0,39	7,60	0,40	11,08	0,53	7,71
Mangel Wurtzel			0,17	3,99		
Navets			0,26	6,56	0,39	10,42
Orge	1,02	5,64	0,77	14,83	1,92	13,37
Pommes de terre	16,15	164,62	6,14	63,31	18,58	172,55
Pois	1,80	16,95	2,28	16,45	2,80	33,85
Seigle	0,53	7,06	0,62	7,38	0,53	6,96
Tabac			0,67	9,40		
Trèfle, mil, graines, etc.			0,01	0,36	0,17	3,23
Autres racines					0,65	18,00

TABLEAU 3
Rendements agricoles

	1851	1871	Annuel moyen
Montréal			
Blé	9,72	7,27	-1,44
Avoine		19,10	
Foin		133,94	
Pommes de terre	66,39	133,64	3,56
Trois-Rivières			
Blé	11,00	8,02	-1,57
Avoine		21,63	
Foin		171,34	
Pommes de terre	72,38	128,13	2,90
Québec			
Blé	8,36	8,86	0,29
Avoine		17,87	
Foin		142,81	
Pommes de terre	97,03	166,82	2,75
Total			
Blé	9,55	7,90	-0,94
Avoine		19,09	
Foin		140,59	
Pommes de terre	78,38	145,88	3,15

3. DU BLÉ VERS L'ÉLEVAGE

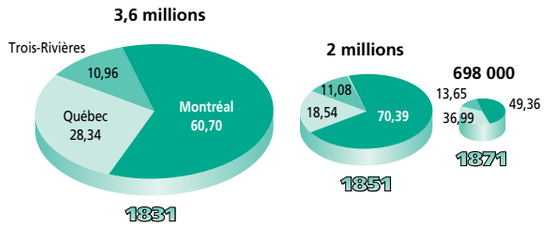
Au début du XIX^e siècle, l'agriculture laurentienne consacre encore une importante part de ses récoltes aux grains, ce qui en fait une activité à dominante céréalière, où l'élevage est aussi présent, mais dans des proportions qui sont encore loin de ce qu'elles deviendront plus tard dans le siècle. Décelable dès le début du siècle, grâce aux exportations notamment[3], la transition se précise dans les décennies suivantes et s'accélère après 1850. En 1871, elle est à peu près achevée, ce qui se traduit partout par une réduction des emblavures, qui sont alors remplacées par des prairies et des pâturages.

a) L'abandon du blé

Tout au long du XVIII^e siècle, le blé occupe une importante part du système de culture, pouvant aller jusqu'aux trois quarts des récoltes. Une partie sert à l'alimentation du ménage ou est écoulée localement, une autre est dirigée vers le marché extérieur[4].

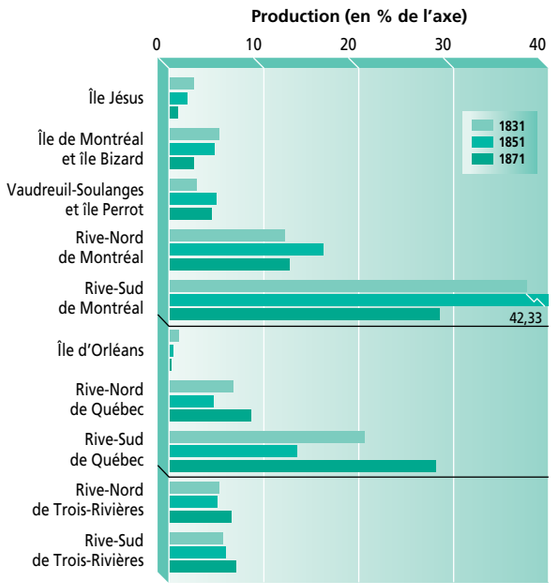
Cette situation change à partir des premières décennies du XIX^e siècle. Dès 1802, selon certains observateurs[5], la production de blé diminue, précipitée par les guerres napoléoniennes et les changements survenus dans les règles de navigation et d'exportation. En 1831, la meilleure année à cet égard, la récolte se chiffre à 3,6 millions de boisseaux dans la vallée du Saint-Laurent, dont 60 % sont produits dans la plaine de Montréal. En 1851, elle atteint encore 2 millions de boisseaux, dont 70 % sont récoltés dans cette région. En 1871, elle ne sera plus que de 698 000 boisseaux, dont 50 % seulement proviennent de cette partie des basses terres (figure 8). De toutes les régions, seule celle de Trois-Rivières maintient sa part de la production. Cependant, elle n'y représente plus que la moitié de ce qu'elle était en 1831.

FIGURE 8
Production totale de blé dans la vallée du Saint-Laurent (en boisseaux) et répartition par régions



De tous les secteurs géographiques de l'axe, la Rive-Sud de Montréal et la Rive-Sud de Québec sont les plus productifs. En dépit d'un long mouvement à la baisse, sensible dès 1831 dans la région de Québec, mais uniquement après 1851 dans celle de Montréal, ces deux secteurs cumulent à eux seuls de 55 % à 58 % de la récolte, suivis de la Rive-Nord de Montréal où sont produits de 12 % à 16 % de la récolte. Dans ce dernier secteur, on observe même une augmentation de la production, qui porte de plus de 441 000 à au-delà de 480 000 le nombre de boisseaux de 1831 à 1851. Vingt ans plus tard, elle n'atteint plus que 180 000 boisseaux (figure 9).

FIGURE 9
Production de blé dans l'axe laurentien



La même tendance à la baisse caractérise la région de Trois-Rivières, où la production de blé ne chute vraiment qu'après 1851, comme dans la plaine de Montréal. De 397 000 boisseaux, la récolte passe à 327 000, puis à 194 000 boisseaux, dont environ la moitié sont produits sur chaque rive. Quant au rythme de cette décroissance, il est plus rapide après 1851 qu'avant cette date, sauf dans la région de Québec où il atteint déjà de 2,8 % à 5,5 % par année en moyenne. Il est surtout sensible, cependant, dans la région de Montréal, où il oscille entre 4 % et 7 % par année en moyenne.

Dans l'espace, cela se traduit par des mouvements semblables à ceux de la population. Des rives du fleuve, la culture du blé progresse vers l'intérieur des terres, puis vers la périphérie de l'axe, tout en restant plus ou moins importante par endroits, au sud du lac Saint-Pierre notamment, et dans certaines localités de Charlevoix et de la Côte-du-Sud. Partout ailleurs, elle régresse, compensée par le progrès de l'élevage et des activités associées.

b) La montée de l'élevage

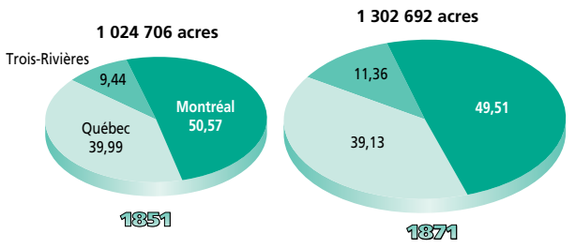
L'un des signes les plus tangibles de cette transition réside dans l'expansion des pâturages et la montée des cheptels, qui expliquent les transformations du système de culture, de plus en plus consacré aux fourrages. Cette poussée se fait partout sur le territoire, mais à des rythmes variables dans le temps, qui lais-

sent voir un certain déplacement dans l'espace, depuis les rives du fleuve et l'intérieur des terres jusqu'à la périphérie du territoire.

À elle seule, la plaine de Montréal cumule la moitié des superficies en pâturages de l'axe, suivie de la région de Québec avec près de 40 % (figure 10). À l'échelle sous-régionale, cependant, la Rive-Sud de Québec vient en tête, suivie de la Rive-Sud et de la Rive-Nord de Montréal.

FIGURE 10

Superficies en pâturages par régions (en % de l'axe)



Par rapport à la superficie occupée, les pâturages représentent en moyenne un peu plus de 21 %, soit le même taux que dans la région de Québec. Dans la région de Montréal, ce pourcentage s'élève à 22 %, puis à 23 %, par rapport à 14 % et à 16 % dans la région de Trois-Rivières. Il est plus élevé, cependant, autour des agglomérations urbaines qu'à l'intérieur des terres, sauf en Beauce et sur la rive nord du lac Saint-Pierre, et dans certaines localités, insulaires notamment, sans compter la part des villes.

En 1871, c'est près de 1,3 million d'acres que couvrent les superficies en pâturages dans la vallée du Saint-Laurent, ce qui représente un taux d'accroissement annuel moyen de 1,2 % par rapport à 1851. La croissance la plus rapide, toutefois, a lieu dans la région de Trois-Rivières, où ce taux dépasse 2 %.

Parallèlement, on observe une expansion considérable de la récolte d'avoine et de foin, notamment dans la plaine de Montréal qui fournit à elle seule plus de la moitié de la récolte. Les gains les plus imposants, toutefois, ont lieu dans les régions de Trois-Rivières et de Québec pour l'avoine, et dans la région de Québec pour le foin.

Enfin, sauf pour le porc, dont le troupeau perd 50 000 têtes de 1831 à 1851 mais qui dépasse ensuite son seuil de 1831 (voir figure 7), la taille de tous les cheptels augmente, dans des proportions qui varient de 14 % à 50 % durant le siècle.

La poussée la plus notable est celle des chevaux, qui sont de 65 % plus nombreux en 1871 qu'en 1831. En chiffres absolus, cependant, c'est l'élevage qui enregistre le moins de gains après le porc : de 1831 à 1871, ils ne représentent que 71 000 têtes, par rapport à 24 000 moutons et près de 173 000 bêtes à cornes. Même le troupeau laitier progresse plus rapidement, avec 33 000 têtes de plus en 1871 qu'en 1851, comparativement à 28 000 chevaux.

Cette augmentation a lieu sur tout le territoire, mais avec des déplacements parfois importants dans l'espace. Ventilées par sous-régions, les données avantagent d'abord la plaine de Montréal, où se concentrent plus de la moitié des cheptels. Avec le temps, cependant, et en dépit d'une augmentation parfois substantielle de la taille des troupeaux, sa part relative diminue, au profit du centre et de l'est du territoire (tableau 4).

TABLEAU 4

Élevage, 1831-1871 (en % de l'axe)

	Bêtes à cornes			Chevaux			Moutons			Porcs			Vaches laitières	
Secteur	1831	1851	1871	1831	1851	1871	1831	1851	1871	1831	1851	1871	1851	1871
Île Jésus	2,35	1,66	1,31	2,50	2,02	1,80	2,14	1,37	0,90	1,78	1,67	1,60	1,83	1,53
Île de Montréal et île Bizard	4,47	3,36	2,64	5,12	4,34	4,67	3,06	1,64	1,36	3,64	3,65	3,08	3,73	3,22
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	3,14	3,06	3,19	3,36	3,58	4,04	2,93	3,16	2,82	3,89	4,09	3,53	2,89	3,14
Rive-Nord de Montréal	16,46	16,13	16,40	17,80	17,78	16,77	16,56	15,17	16,73	17,07	16,71	16,69	16,82	17,14
Rive-Sud de Montréal	30,17	29,16	28,38	34,88	38,44	37,53	30,28	30,24	27,61	30,86	32,48	26,25	30,36	28,47
Région de Montréal	56,59	53,37	51,92	63,66	66,16	64,81	54,98	51,57	49,43	57,24	58,60	51,14	55,65	53,50
Île d'Orléans	1,29	1,25	0,98	0,71	0,57	0,44	1,11	1,27	0,73	0,86	0,72	0,66	1,00	0,68
Rive-Nord de Québec	9,69	8,48	8,48	6,64	6,13	6,75	7,21	7,53	7,36	8,21	6,51	7,19	7,41	8,00
Rive-Sud de Québec	20,71	23,67	25,24	17,73	15,96	16,51	23,90	25,59	26,97	20,77	21,25	26,23	22,53	25,06
Région de Québec	31,70	33,40	34,70	25,07	22,66	23,70	32,22	34,40	35,06	29,84	28,48	34,08	30,94	33,73
Rive-Nord de Trois-Rivières	6,03	6,57	7,26	5,91	5,81	6,19	6,46	6,73	8,78	6,74	7,46	8,52	6,62	7,12
Rive-Sud de Trois-Rivières	5,67	6,66	6,12	5,36	5,37	5,30	6,34	7,30	6,74	6,18	5,47	6,26	6,80	5,65
Région de Trois-Rivières	11,70	13,23	13,38	11,26	11,18	11,49	12,80	14,03	15,51	12,92	12,92	14,78	13,42	12,77
Total des régions	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

À l'échelle des localités, ces déplacements sont plus nets encore (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Des rives du fleuve, l'élevage progresse vers l'intérieur et la périphérie de l'axe, avec des concentrations plus ou moins marquées par endroits. L'élevage ovin, par exemple, le plus répandu à l'époque, domine à l'est de la plaine de Montréal, autour du lac Saint-Pierre et en Beauce, où il se déplace constamment vers le sud. L'élevage laitier, par contre, est particulièrement concentré près des villes, dans la partie sud de la plaine de Montréal, autour du lac Saint-Pierre, en Beauce et sur la Côte-du-Sud. Après 1851, il migre vers la périphérie du territoire, sur la Rive-Sud notamment, où se concentre de plus en plus le troupeau de bêtes à cornes.

L'élevage du porc suit un mouvement plus nuancé. Concentré d'abord au sud-ouest de la plaine de Montréal, autour du lac Saint-Pierre et dans Charlevoix, il s'accroît ensuite en périphérie nord et sud de la plaine de Montréal, puis autour du lac Saint-Pierre, dans les environs de Sorel notamment, au sud de Québec et à l'extrémité est du territoire. Quant aux chevaux, c'est un élevage essentiellement méridional, concentré aux trois quarts dans les régions de Montréal et de Trois-Rivières, et ce, quelle que soit l'année de recensement.

Ces variations sont aussi notables dans les produits de l'élevage, qui connaissent également des progressions (tableau 5). De 6,8 millions de livres de beurre en 1851, la production passe à plus de 15,6 millions en 1871, dont plus de la moitié proviennent des localités voisines de Montréal et du croissant ouest de la plaine de Montréal, et plus du tiers de la région de Québec, de la Rive-Sud notamment, qui en produit à elle seule environ 30 %. En même temps, la production textile progresse, dans des proportions qui impressionnent. Enfin, on remarque une importante production de viande de boucherie, que révèlent les données nominatives du recensement (voir l'encart cartographique en fin de chapitre).

TABLEAU 5
Produits dérivés (en % de l'axe)

	Beurre		Fromage		Laine		Étoffe		Toile	
Secteur	1851	1871	1851	1871	1851	1871	1851	1871	1851	1871
Île Jésus	1,54	1,64	0,24	1,21	1,43	1,02	1,28	1,12	1,15	1,19
Île de Montréal et île Bizard	4,96	2,69	16,81	3,51	1,96	1,61	1,63	1,21	0,18	0,35
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	3,15	3,07	3,33	9,15	3,36	3,25	3,27	2,71	0,33	0,52
Rive-Nord de Montréal	15,46	18,42	9,98	14,98	15,14	15,64	14,11	15,27	16,58	17,88
Rive-Sud de Montréal	29,65	27,54	65,45	63,12	31,06	31,41	28,53	26,16	18,09	18,79
Région de Montréal	54,76	53,36	95,81	91,98	52,95	52,92	48,82	46,48	36,33	38,72
Île d'Orléans	0,81	0,64	1,68	4,00	0,89	0,69	1,02	0,86	0,96	0,83
Rive-Nord de Québec	5,73	6,12	0,78	1,61	8,75	7,90	8,90	8,10	9,72	9,43
Rive-Sud de Québec	30,18	30,36	0,84	1,58	22,99	25,20	27,05	30,62	29,93	30,97
Région de Québec	36,72	37,12	3,31	7,20	32,63	33,79	36,97	39,58	40,61	41,23
Rive-Nord de Trois-Rivières	4,45	5,52	0,39	0,72	7,50	7,10	6,85	7,54	13,71	12,12
Rive-Sud de Trois-Rivières	4,08	4,00	0,49	0,10	6,92	6,19	7,36	6,40	9,36	7,93
Région de Trois-Rivières	8,53	9,52	0,89	0,82	14,42	13,29	14,21	13,94	23,06	20,05
Total des régions	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Inégaux dans l'espace, ces gains s'estompent dans plusieurs localités, de la Rive-Sud notamment, pour remonter sur la Rive-Nord et en périphérie sud et est du territoire. Ils se font en grande partie au détriment du fromage, dont la production diminue de 305 000 à 206 000 livres de 1851 à 1871. Encore là, cependant, la région de Montréal domine, avec plus de 95 % de la production de fromage en 1851 et encore près de 92 % en 1871.

L'aire la plus productive est située dans la partie sud de la plaine de Montréal. De là, la production s'étendra à l'extrémité nord du lac Saint-Pierre et à la région de Québec, où on observe des gains annuels moyens supérieurs à 10 % entre les deux dates. Nombreuses sont les localités, cependant, où ces gains se transforment en diminution, ce qui semble indiquer une certaine concentration des lieux de production, qui est aussi très visible dans le textile.

D'un million de livres environ en 1851, le volume de laine produit s'élève à 1,8 million en 1871 ; pendant ce temps, celui de l'étoffe passe de 0,6 million de verges à plus de 2,2 millions ; celui de la toile, de 0,9 million de verges à 1,3 million. Mais, contrairement à la production de laine et d'étoffe, plus élevée au sud et à l'ouest du territoire, celle de la toile est plus répandue au centre et à l'est, où la région de Québec voit aussi augmenter son volume d'étoffe.

À l'échelle des localités, ces déplacements sont encore plus impressionnants : des rives du fleuve et des terroirs intérieurs, la production migre vers l'arrière-pays laurentien et le nord-est du territoire, si bien qu'en 1871 le gros de la production provient de ces secteurs, avec une concentration marquée cependant en bordure de la plaine de Montréal, autour du lac Saint-Pierre, en Beauce, dans Charlevoix et sur la Côte-du-Sud. Seule la toile échappe en partie à ce profil, grâce à une distribution un peu plus équilibrée dans l'espace.

Il en résulte des paysages agraires renouvelés, qui contrastent avec ceux du début du siècle, et qui laissent voir toutes les transformations que connaît alors l'agriculture laurentienne. Car à cette augmentation globale de la production correspond aussi une hiérarchie nouvelle des producteurs, dont témoigne l'information disponible dans les listes nominatives de recensement.

4. LES HIÉRARCHIES DE PRODUCTION

Relevées pour l'ensemble des déclarants et pour certaines denrées ou quelques élevages clés qui peuvent être comparés dans le temps (avoine, blé, pommes de terre, foin, vaches laitières, beurre, fromage, moutons, laine, étoffe foulée, flanelle)[6], les données indiquent d'abord une progression notable du produit de la ferme, qui ne se maintient ou régresse que dans certains domaines bien précis. Elles révèlent également une masse importante et variable de très petits exploitants, dont la production se situe en deçà de la moyenne, et une part également fluctuante d'autres producteurs, dont le volume des récoltes et la taille des troupeaux se situent nettement au-dessus de la moyenne.

a) Céréales, fourrages et produits laitiers

Considérée pour l'ensemble des déclarants, urbains compris, la production moyenne d'avoine, de pommes de terre et de foin augmente, comme celle du beurre. Par contre, celle du blé et du fromage diminue. Quant au troupeau laitier, il se maintient.

Au même moment, le maximum de production par individu progresse (tableau 6 et figure 11) : de 1831 à 1871, la récolte d'avoine passe d'un maximum de 3 900 à 17 700 boisseaux ; celle du blé, de 10 000 à 20 700 boisseaux ; celle des pommes de terre, de 5 700 à 14 400 boisseaux. Parallèlement, celle du foin se multiplie par 2,5, de 100 000 bottes en 1851 à 250 000 bottes en 1871. Le troupeau laitier, qui s'élève à un maximum de 98 têtes au milieu du siècle, passe à 208 têtes. Et, si la production de fromage diminue, celle du beurre augmente.

TABLEAU 6

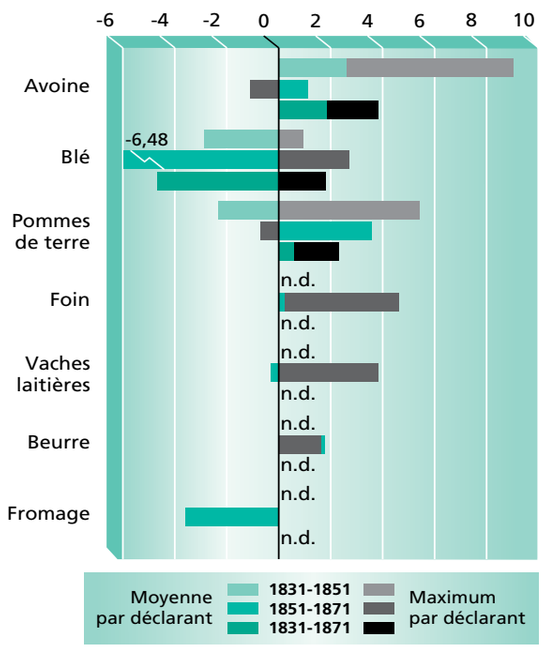
Moyenne et maximum par déclarant

	1831	1851	1871
Avoine (boisseaux)			
Moyenne par déclarant	93,9	156,4	196,3
Maximum déclaré	3 936,7	22 141,0	17 768,2
Blé (boisseaux)			
Moyenne par déclarant	102,6	57,5	15,1
Maximum déclaré	10 091,3	12 178,0	20 763,9
Pommes de terre (boisseaux)			
Moyenne par déclarant	125,1	78,3	157,9
Maximum déclaré	5 756,7	16 606,0	14 371,7
Foin (bottes)			
Moyenne par déclarant		1 521,4	1599,0
Maximum déclaré	–	100 000	250 000
Vaches laitières (nombre de bêtes)			
Moyenne par déclarant	–	3,6	3,4
Maximum déclaré	–	98	208
Beurre (livres)			
Moyenne par déclarant	–	152,1	216,5
Maximum déclaré	–	13 000	18 000
Fromage (livres)			
Moyenne par déclarant	–	249,3	120,0
Maximum déclaré	–	24 000	8 350

Ventilées par catégories, ces données indiquent l'existence de plusieurs types de producteurs, dont une partie, la majorité, serait de très petits exploitants, dont la moyenne et le maximum de production ou d'élevage se situent bien en deçà des seuils nécessaires pour être considérés comme de véritables producteurs. Une autre est constituée de plus gros déclarants, dont la moyenne ou le maximum de production ou d'élevage en font de véritables exploitants, plus franchement orientés vers l'échange.

FIGURE 11

Taux de croissance annuels moyens des producteurs



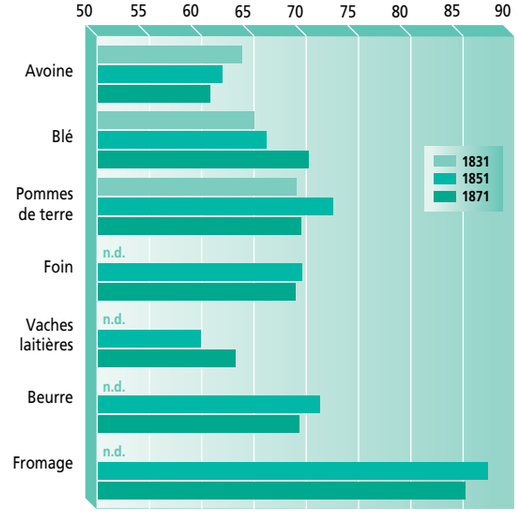
Loin de se répartir également sur le territoire, ces différents exploitants occupent des aires bien particulières, qui font ressortir tout à la fois l'état du peuplement et les conditions souvent très différentes de l'agriculture.

Les très petits déclarants

Au total, cette catégorie de producteurs représente de 60 % à 70 % des déclarants, parfois plus selon les variables et les années d'observation (figure 12), ce qui est énorme, compte tenu du profil général de l'agriculture à l'époque (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Toutes proportions gardées, ces très petits déclarants sont en général moins nombreux dans les denrées de base (blé, avoine, pommes de terre) et les cultures fourragères, et moins nombreux également dans l'élevage laitier que dans les produits dérivés (beurre et fromage). En outre, si leur part varie au cours du siècle, elle est à la hausse dans le blé et l'élevage laitier, à la baisse dans l'avoine, le foin, le beurre et le fromage, et se maintient à peu près dans les pommes de terre. Enfin, et même si leur production individuelle paraît bien mince, ils sont responsables de 25 % à 30 % de la récolte et possèdent environ le quart du troupeau laitier. Seul le blé, en 1871, chute à moins de 10 % de la récolte.

FIGURE 12

Proportion de très petits déclarants selon le type de production (en % de l'axe)



Quelle que soit l'année de recensement, on les observe davantage dans les régions de Trois-Rivières et de Québec que dans celle de Montréal. L'un des traits frappants de leur distribution, cependant, est d'être presque toujours excentrique par rapport au fleuve. En effet, contrairement aux autres producteurs, ceux-ci se concentrent surtout dans les localités de l'intérieur et de la périphérie de l'axe, sauf au sud du lac Saint-Pierre et dans la région de Montmagny, où la colonisation n'a pas encore gagné les hautes terres.

Cette répartition suggère une population plus jeune, dont l'établissement s'amorce. Toutefois, comme ces très petits déclarants sont aussi très nombreux autour des villes et dans les localités à forte concentration de population villageoise, cette distribution rend compte également d'un autre phénomène, plus lié celui-là aux pratiques de subsistance des ménages.

Plusieurs, en effet, cultivent tout juste un jardin ou élèvent quelques bêtes. Ce ne sont pas de véritables agriculteurs ni même des horticulteurs, souvent nombreux dans les villes et dans les banlieues, mais des représentants d'autres métiers qui font du jardinage et de l'élevage des activités d'appoint destinées surtout à combler une partie des besoins alimentaires du ménage. Et, de fait, ce qu'on appelle la ville ou le village à l'époque laisse place à ce genre d'activité, qu'on tentera d'ailleurs souvent de réglementer.

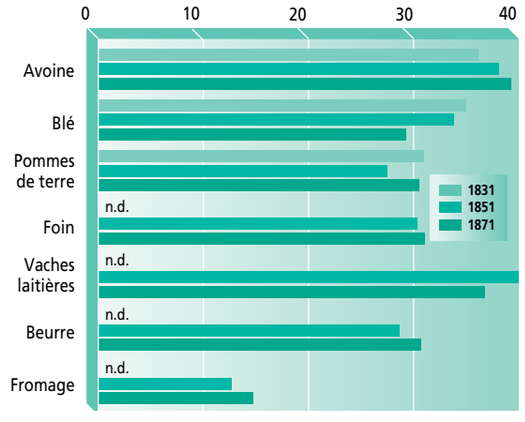
De ce groupe de producteurs, seule une partie doit être reliée à l'agriculture. Au total, ils peuvent représenter de 25 % à 45 % des déclarants, parfois plus, qui ne possèdent ainsi qu'une vache ou qui ne déclarent que quelques boisseaux de blé, d'avoine ou de pommes de terre, soit le minimum enregistré dans les listes de recensement.

Les véritables producteurs

Contrairement au précédent, ce groupe comprend un éventail large de répondants, dont les récoltes ou le troupeau sont de 2 à 50 fois supérieurs à ceux des très petits déclarants. Au total, ils représentent de 12 % à 40 % des producteurs (figure 13). Leur nombre est croissant dans l'avoine, les pommes de terre, le beurre et le foin, mais diminue dans le blé et les vaches laitières.

FIGURE 13

Proportion de déclarants au-dessus de la moyenne selon le type de production (en % de l'axe)



Fait notable, ces producteurs se répartissent surtout en bordure du fleuve et dans les localités de l'intérieur bien desservies en routes et en villages. Ce sont les véritables exploitants, qui ne se désignent pas toujours comme des cultivateurs dans les recensements – plusieurs sont marchands, seigneurs, entrepreneurs ou simplement journaliers –, mais qui sont responsables de 70 % à 75 % de la récolte totale de l'axe et qui déclarent autour de 40 % du troupeau laitier.

De 1831 à 1871, leur nombre double ou presque. On les trouve partout sur le territoire, mais selon des distributions qui avantagent tantôt l'une, tantôt l'autre des différentes régions et qui montrent, finalement, qui est responsable de telle ou telle production.

En effet, quand ils sont ventilés par catégories (petits, moyens, gros et très gros exploitants, définis selon l'écart-type), on constate que tous n'ont pas les mêmes stratégies de production. En outre, selon la variable retenue, leur position individuelle varie au cours du siècle (tableau 7).

TABLEAU 7

Répartition de la production dans l'axe laurentien par types de producteurs (en %)

	Très petits	Petits	Moyens	Gros	Très gros
Avoine					
1831	25,95	34,36	19,91	9,12	10,65
1851	25,21	45,79	16,06	5,49	7,45
1871	25,97	40,62	17,76	7,29	8,37
Blé					
1831	25,76	44,04	18,82	4,41	6,96
1851	29,20	42,44	18,87	3,99	5,49
1871	9,23	61,68	18,44	6,07	4,58
Pommes de terre					
1831	33,57	35,10	17,44	4,30	9,60
1851	28,53	38,65	12,92	7,39	12,51
1871	25,81	35,31	17,39	6,36	15,13
Foin					
1831	–	–	–	–	–
1851	30,12	34,76	18,18	5,33	11,60
1871	28,51	39,00	13,07	6,71	12,71
Vaches laitières					
1831	–	–	–	–	–
1851	29,96	37,09	18,28	8,47	6,21
1871	31,45	36,52	17,95	7,75	6,34
Beurre					
1831	–	–	–	–	–
1851	31,25	30,92	15,41	8,81	13,62
1871	30,97	28,74	20,57	7,24	12,47
Fromage					
1831	–	–	–	–	–
1851	22,07	18,63	11,94	10,16	37,20
1871	27,61	22,96	5,57	2,75	41,11

L'avoine, par exemple, est surtout une culture montréalaise et trifluvienne, mais selon un rapport qui s'inverse à partir des moyens producteurs : de la région de Montréal, la production glisse vers celle de Trois-Rivières après 1831. Le scénario est le même pour le blé, mais au profit cette fois de la région de Québec, où la part de véritables producteurs dépasse celle de la région de Montréal en 1871.

Les petits et les gros producteurs de pommes de terre se rencontrent surtout dans l'est du territoire, au contraire des moyens, qui sont plutôt dans la région de Montréal, comme les producteurs de foin. Quant à l'élevage laitier et à la production de beurre, le seuil est net : contrairement aux petits et aux moyens déclarants, qui se répartissent majoritairement dans l'est du territoire, les gros et les très gros se distribuent surtout dans la région de Montréal qui domine également la production de fromage, toutes catégories confondues.

Autrement dit, sauf dans l'avoine, où la région de Trois-Rivières est mieux représentée, tous les gros producteurs se répartissent dans la partie méridionale et septentrionale du territoire, là où sont situés les deux plus importants centres urbains de la province. C'est également là qu'on trouve les très gros exploitants, qui ne sont pas nombreux – de 0,1 % à 2 % de l'ensemble des déclarants, et de 1,9 % à 6,6 % des véritables producteurs –, mais qui, à eux seuls, détiennent plus de 6 % du troupeau laitier, outre qu'ils sont responsables de 5,5 % à 15 % de la récolte totale de l'axe.

Ces très gros producteurs se concentrent surtout dans la région de Montréal, où ils dominent la production de blé et de pommes de terre, ainsi que l'élevage laitier et la production de beurre et de fromage. On les trouve également dans celle de Trois-Rivières où, à partir de 1851, leur production d'avoine augmente, et dans celle de Québec, où ils sont aussi très nombreux dans le blé, les pommes de terre.

Vu sous l'angle des productions moyennes individuelles, le panorama est plus nuancé : dans l'avoine, les producteurs de la région de Montréal perdent peu à peu leur suprématie au profit de ceux des régions de Trois-Rivières et de Québec. Par contre, après 1851, ils l'acquièrent dans le blé et les pommes de terre, au détriment de ceux de la région de Québec, qui s'orientent plutôt vers le foin. Quant à l'élevage laitier et à la production de beurre, l'avantage revient aux producteurs montréalais, qui s'affichent également seuls producteurs de fromage en 1871.

Cette présence de très gros producteurs sur le territoire laurentien indique que l'agriculture, dans le troisième quart du XIX^e^ siècle, est parvenu à un seuil de relative maturité, notamment dans la région de Montréal, où la part de très petits exploitants est presque toujours inférieure à celle des autres régions. Sachant que c'est dans cette région que la croissance urbaine et villageoise est la plus vive, comment ne pas y voir l'influence du marché, d'autant que les véritables exploitants se situent presque tous dans les secteurs voisins des agglomérations ?

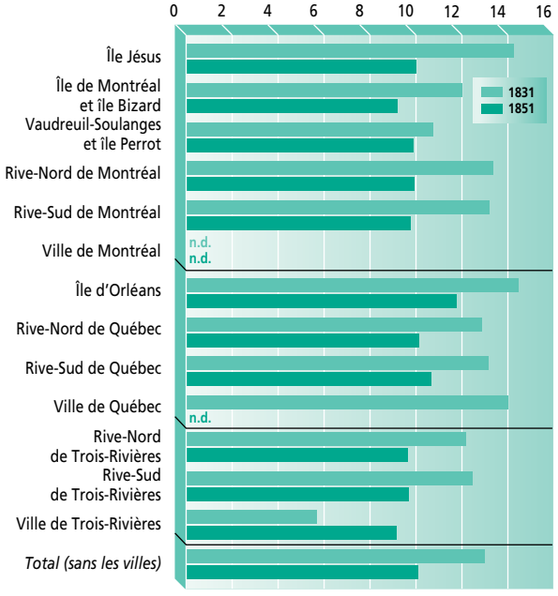
Cette répartition indique la nature des liens qui s'établissent dans l'espace entre le marché et l'agriculture. Elle indique également que si, au XIX^e^ siècle, les véritables fermes commerciales sont rares, nombreuses sont celles qui s'ouvrent aux échanges, même dans les denrées de base, telles les pommes de terre ou le blé, dont la production moyenne, cependant, n'augmente plus que chez les très gros exploitants.

b) L'élevage ovin

Des observations semblables peuvent être faites pour l'élevage de moutons. En effet, relevées, par exemple, pour la première moitié du XIX^e^ siècle, les listes nominatives de recensement indiquent un troupeau d'environ 13 têtes par déclarant en 1831, par rapport à une dizaine en 1851 (figure 14). Comme les agrégés de recensement indiquent une légère augmentation du cheptel total entre les deux dates, on aurait pu s'attendre à une progression similaire du troupeau individuel. En fait, il semble que le nombre de producteurs éleveurs de moutons ait lui aussi augmenté, ce que ne traduisent qu'imparfaitement les listes nominatives, dont plusieurs sont manquantes en 1851, mais ce qui ressort des calculs effectués sur l'échantillon (environ 36 200 déclarants en 1831 et 32 500 en 1851).

FIGURE 14

Nombre moyen de moutons par déclarant



Ainsi, il n'y a pas que le nombre moyen de moutons par déclarant qui diminue entre les deux dates, mais aussi le maximum de bêtes enregistrées par individu, qui passe de 1 250 en 1831 à 190 en 1851. Comme le nombre de gros troupeaux est plus élevé dans le premier tiers du siècle (13 éleveurs déclarent plus de 190 têtes en 1831), il faut bien admettre qu'un changement structurel se produit. Mais, comme les localités pour lesquelles les listes nominatives manquent en 1851 sont également celles où on observe le plus de gros exploitants en 1831, il faut apprécier ce changement à partir d'autres données, plus en rapport avec le type de producteurs rencontrés sur le territoire.

Ventilées par catégories, les informations disponibles indiquent une masse de très petits exploitants, autour de 60 % aux deux recensements, qui ne disent posséder que quelques bêtes (tableau 8). À ceux-ci s'ajoutent un nombre appréciable d'exploitants, environ 40 %, qui en déclarent plusieurs dizaines ou centaines. En outre, et indépendamment de la diminution de la taille moyenne des cheptels, on observe une augmentation relative des exploitants de catégorie supérieure (moyens, gros et très gros), au détriment des petits déclarants, comme si cet élevage avait tendance à se concentrer avec le temps chez les véritables éleveurs, qui paraissent toujours plus nombreux dans la région de Montréal qu'ailleurs, du moins dans les catégories supérieures.

TABLEAU 8
Élevage ovin, 1831-1851

	Taille des exploitants (en % du secteur)					
Secteurs	**Très petits**	**Petits**	**Moyens**	**Gros**	**Très gros**	**Total**
Île Jésus						
1831	56,56	34,56	7,10	0,96	0,82	100,00
1851	61,68	26,64	9,22	1,84	0,61	100,00
Île de Montréal et île Bizard						
1831	64,20	30,86	3,70	1,23	0,00	100,00
1851	67,65	23,45	7,09	1,03	0,77	100,00
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot						
1831	69,41	25,21	4,79	0,47	0,12	100,00
1851	63,19	22,65	11,65	1,80	0,71	100,00
Rive-Nord de Montréal						
1831	62,10	29,31	6,68	1,07	0,84	100,00
1851	63,66	23,01	9,66	2,29	1,37	100,00
Rive-Sud de Montréal						
1831	60,06	32,55	5,55	1,29	0,56	100,00
1851	63,74	24,97	8,68	1,66	0,95	100,00
Ville de Montréal						
1831	–	–	–	–	–	–
1851	–	–	–	–	–	–
Île d'Orléans						
1831	50,00	43,59	6,15	0,00	0,26	100,00
1851	39,90	46,04	13,04	0,77	0,26	100,00
Rive-Nord de Québec						
1831	56,48	37,49	5,59	0,31	0,12	100,00
1851	60,74	23,96	11,89	2,29	1,12	100,00
Rive-Sud de Québec						
1831	59,74	32,27	6,83	0,84	0,32	100,00
1851	58,66	24,94	11,75	3,29	1,36	100,00
Ville de Québec						
1831	50,00	50,00	0,00	0,00	0,00	100,00
1851	–	–	–	–	–	–
Rive-Nord de Trois-Rivières						
1831	61,74	32,03	5,36	0,71	0,16	100,00
1851	62,13	26,24	9,39	1,58	0,66	100,00
Rive-Sud de Trois-Rivières						
1831	62,31	30,64	5,53	1,07	0,45	100,00
1851	63,57	25,61	8,08	1,53	1,20	100,00
Ville de Trois-Rivières						
1831	86,67	13,33	0,00	0,00	0,00	100,00
1851	76,00	20,00	0,00	0,00	4,00	100,00
Total (villes seulement)	82,35	17,65	0,00	0,00	0,00	100,00

Encore là, cependant, des nuances s'imposent. En effet, réparties dans l'espace, les données indiquent un déplacement des moyens et des gros exploitants vers la région de Québec en 1851, tandis que les très gros continuent d'augmenter dans la plaine de Montréal. Toutefois, de tous les secteurs géographiques de l'axe, c'est sur la rive sud du fleuve, surtout, que domine cet élevage, sauf dans la région de Trois-Rivières et de Montréal où la rive nord paraît, à certains moments et pour certaines catégories d'éleveurs, plus avantagée.

Quant à la production de laine et d'étoffe, elle épouse sensiblement les mêmes traits. Calculée pour 1851, elle s'élève, en moyenne, à environ 25 livres de laine, 18 verges d'étoffe foulée et 21 verges de flanelle par déclarant. Les maximums enregistrés, cependant, sont beaucoup plus élevés : jusqu'à 600 livres de laine, 300 verges d'étoffe foulée et 1 000 verges de flanelle (tableau 9).

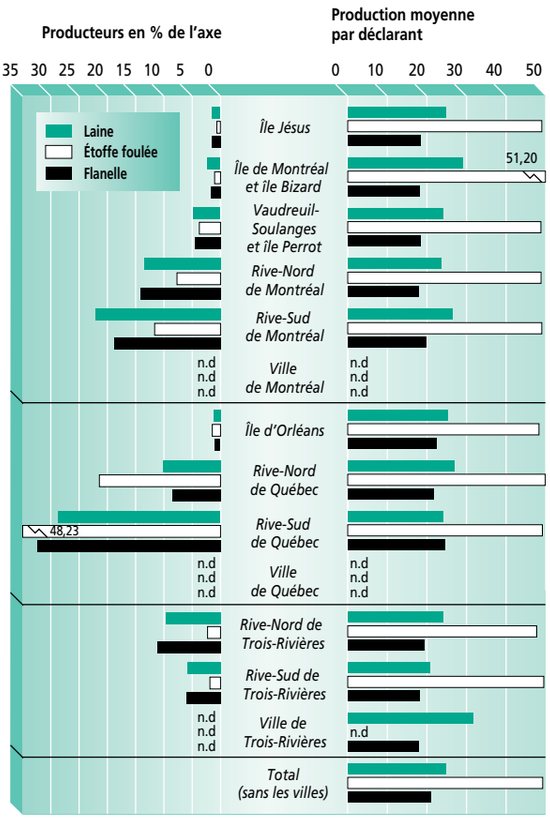
TABLEAU 9
Production de laine, d'étoffe foulée et de flanelle, 1851

	Moyenne par déclarant	Maximum déclaré
Laine (livres)	24,74	600
Étoffe foulée (verges)	17,95	300
Flanelle (verges)	20,92	1 000

Le secteur géographique le plus productif est la Rive-Sud de Québec, mais c'est dans la région de Montréal et, plus particulièrement, dans l'île de Montréal que les moyennes individuelles sont les plus élevées (figure 15). En outre, en comparant les données de production avec celles des exploitants et des cheptels, on constate des écarts parfois importants entre les lieux d'élevage et les lieux de production. Ils nuancent l'idée d'une activité entièrement autarcique, qui n'aurait servi qu'à satisfaire les besoins du ménage. Ils suggèrent au contraire l'existence d'échanges non seulement à l'intérieur du territoire agricole, entre les lieux d'élevage et les lieux de transformation, mais entre ceux-ci et les lieux de consommation. Il y en a plusieurs : les chantiers, le village, la ville et aussi l'extérieur de la province, les pays d'en haut notamment, qui sont aussi grands consommateurs d'étoffe du pays. Et, de fait, nombreux sont les observateurs qui font état de tels échanges, en soulignant le rôle qu'a joué cette industrie naissante du textile dans l'économie de certains villages.

FIGURE 15

Comparaison entre la production moyenne par déclarant et le nombre de producteurs de laine, d'étoffe foulée et de flanelle, 1851



5. UN MONDE OUVERT AUX ÉCHANGES

Comme pour la cartographie du fait démographique, celle du fait agricole montre deux mouvements complémentaires qui s'intègrent bien dans l'espace. L'un s'exprime par une expansion constante de l'agriculture sur le territoire de l'axe, depuis les rives du fleuve jusqu'aux marges des basses terres et même au-delà ; l'autre, par une concentration accrue des activités agricoles autour des villes et des aires villageoises.

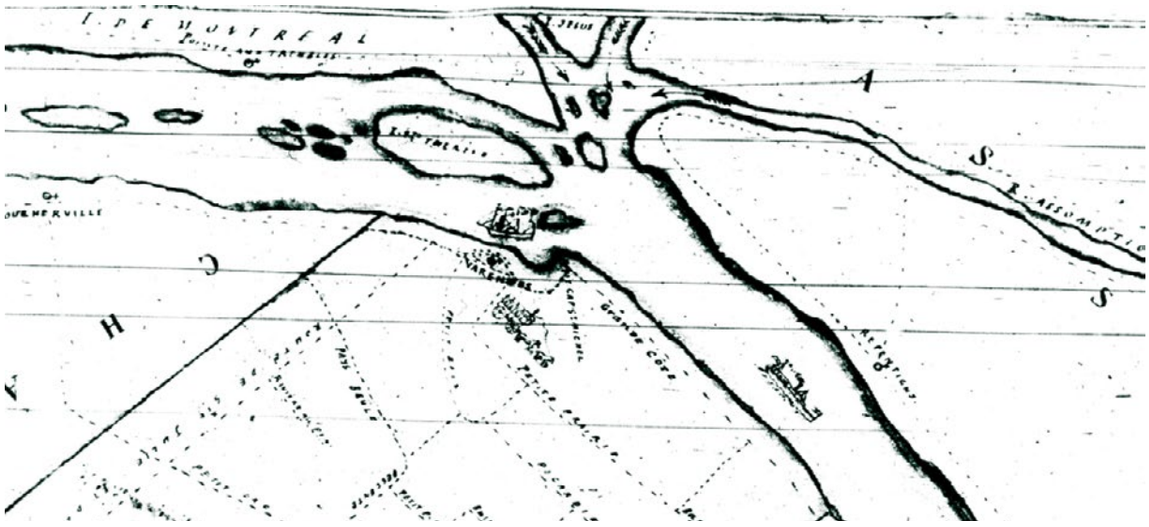
Un contexte s'achève pendant qu'un nouveau se met en place, en une série de transitions dont le paysage porte la marque. Jadis caractérisé par une dispersion linéaire du peuplement, il prend de plus en plus l'aspect d'un terroir plein dominé par le village, la ville et tout un réseau diversifié de voies de circulation qui désenclavent l'arrière-pays tout en créant de nouveaux fronts pionniers.

À l'image classique d'une campagne presque entièrement vouée à une petite agriculture de subsistance s'oppose ici celle d'un territoire caractérisé par une succession dynamique de paysages qui s'avèrent en outre très diversifiés, même en 1830. Autour des villes s'étale d'abord un anneau d'agriculture intensive, où la culture des céréales se conjugue aux cultures maraîchères et à l'élevage laitier pour satisfaire la demande citadine. Au-delà s'étend une zone d'agriculture plus extensive, presque entièrement consacrée aux productions végétales et, dans son prolongement plus ou moins immédiat, une zone consacrée à l'élevage, bovin surtout, et aux pommes de terre[7].

À l'échelle locale, les nuances deviennent plus riches encore, accentuées par la présence de bourgs ou d'industries. À une ceinture d'activités mixtes favorisées par la présence toute proche du marché succède une zone d'agriculture plus extensive où les champs l'emportent sur les pâturages et où la ferme peut atteindre des proportions respectables. Au-delà, l'agriculture redevient une activité mixte, pratiquée souvent en complémentarité avec les activités forestières toujours plus fréquentes en périphérie qu'au centre de la localité[8].

Bien sûr, il faudrait distinguer ici les localités bien établies et plus récemment mises en valeur, et celles où s'élève un très gros bourg ou qui n'accueillent qu'un hameau. Mais, même là où n'existe apparemment aucun marché local ou qu'un petit marché, des organisations se dessinent qui renvoient cependant à d'autres logiques : celle de la ville, notamment, qui commande souvent à un large espace ; celle des marchés internationaux, qui commande à un espace encore plus vaste ; et celle, moins connue mais non négligeable, des industries rurales, dont le bassin d'approvisionnement s'étend parfois à toute la localité et même au-delà. On en a un exemple avec les brasseries et les distilleries, dont la présence locale détermine souvent la production d'orge et de seigle. Les mêmes associations peuvent être observées avec les moulins à fouler et à carder, qui favorisent l'élevage du mouton, toujours plus important dans le voisinage des côtes où se trouvent ces moulins[9]. Aussi voit-on se dessiner, autour des grappes de bourgs et d'industries rurales, des aires d'échange, où population, agriculture, marché et industries entretiennent des liens très divers.

Ces aires sont les lignes de force du monde rural, les axes par lesquels s'effectuent les échanges et où entrent en contact l'univers des producteurs et celui des consommateurs. Lieux de densité, ce sont aussi des lieux d'intensité, marqués par une plus grande monétarisation des rapports humains. Là, la population est toujours plus nombreuse, la propriété, plus « bourgeoise » et l'agriculture, plus intensive. Au-delà, dans les secteurs moins nantis en villages et en industries rurales, la campagne est moins pleine et les terroirs sont moins fragmentés. Mais, comme l'agriculture alors se pratique sur des terres dont l'intégrité est maintenue par des pratiques d'exclusion des enfants au moment du mariage, ces secteurs deviennent vite des bassins de main-d'œuvre pour les zones les plus peuplées. En même temps, ils sont vivifiés par elles, en trouvant là un marché qui supplée au marché citadin. Et, pendant que se nouent ainsi des



Carte du comté de Verchères. Recensement des Canadas 1860-1861.
Archives nationales du Canada, Ottawa, bobine C-1330, fol. 253.

rapports de réciprocité entre ces deux mondes, de nouveaux établissements sont créés, bientôt insérés dans le faisceau de relations des premiers[10].

Cela suggère une importante vie de relation, d'autant plus animée que certains exploitants produisent plus que les moyennes locale ou régionale. Cette évolution est en bonne partie attribuable à l'accès aux grands marchés. Le marché américain d'abord, en particulier celui de la Nouvelle-Angleterre, s'ouvre avec le traité de réciprocité de 1854-1866 et la guerre civile américaine. Il aura des effets stimulants à la fois sur les cultures et sur l'élevage, d'autant plus que son ouverture coïncide avec la mise en service de liaisons ferroviaires avec New York et Portland, à travers le Vermont central[11]. Quand ce marché se referme après la guerre civile, un deuxième grand marché se dessine, celui de la Grande-Bretagne dont la demande en beurre et en fromage stimule les activités laitières et la montée des beurreries et des fromageries, mais seulement après 1873-1879. Enfin s'ajoutent la demande locale, celle des villages entre autres, dont le nombre continue d'augmenter, puis celle des villes, dont la population s'accroît considérablement à l'époque et, enfin, celle des industries rurales dont l'essor se poursuit également, tant sur les fronts pionniers où elles sont liées à l'exploitation des ressources, que dans les zones mieux partagées où elles fleurissent sous des formes diverses. Tous ces marchés favorisent l'agriculture qui trouve là de nouveaux débouchés.

Pourtant, si les changements sont notables, les cas de figures restent nombreux et divers problèmes continuent de peser sur le développement de l'agriculture. Quand prend fin le traité de réciprocité avec les États-Unis, le marché de la Nouvelle-Angleterre devient plus difficile, en raison d'une intensification de ses échanges avec l'Ouest. En même temps, un autre producteur apparaît, l'Ouest canadien, dont la culture extensive des céréales s'amorce. Enfin, les producteurs ontariens, privés eux aussi du marché américain, se tournent vers le Québec. Aussi faudra-t-il un certain temps avant qu'on puisse réagir et s'adapter aux nouveaux marchés. En 1867, on ne compte encore que 17 fabriques de fromage au Québec, d'une capacité de un million et demi de livres. À la même époque, on en compte 180 en Ontario, d'une capacité de 12 millions de livres[12].

Par ailleurs, bien des cultivateurs cherchent moins à améliorer leur productivité qu'à augmenter leurs superficies. De plus, si les techniques d'assolement s'améliorent, en beaucoup d'endroits la rotation reste trop longue et la charge animale trop faible pour assurer une fumaison convenable des terres. En outre, si certaines techniques d'amendement se répandent, tels le chaulage ou le glaisage des sols sablonneux, les revenus limités des paysans empêchent leur usage régulier et extensif. Enfin, aux problèmes d'égouttement posés par les sols lourds s'ajoute la médiocre qualité du cheptel, dont le rendement ne s'améliore que plus tard au xx^{e} siècle.

Cela crée des difficultés qui accentuent les contrastes dans l'espace. Aux régions plus excentriques, où la mise en valeur agricole souffre autant de l'éloignement que de la jeunesse du peuplement, s'oppose la grande région de Montréal qui continue de s'affirmer comme le véritable cœur de l'espace agraire laurentien et même québécois. Mieux nantie sur le plan du climat et des sols, elle est aussi la mieux desservie en villes et en villages et la plus sensible aux manifestations du marché. L'agriculture y est plus intensive, plus mécanisée et, surtout, mieux organisée. Dès 1850, elle cumule plus de la moitié de l'espace cultivé de la province, près de 45 % des exploitations, et assure de 50 % à 65 % des récoltes, sauf pour les pommes de terre, plus répandues dans l'est du Québec. De plus, elle retient environ la moitié des porcs et des vaches laitières. Seul l'élevage du bœuf y semble moins important, en raison de son abandon comme animal de trait. Mais, pour ce qui est des chevaux, elle en accueille plus de 60 %, ce qui semble l'indice d'une plus grande aisance.

Cette importance de l'élevage, et plus particulièrement de l'élevage ovin et laitier, témoigne des changements que connaît alors l'agriculture laurentienne. En effet, loin d'être limité aux secteurs proches des cantons, réputés pour cette orientation, cet élevage s'étend aux localités riveraines du fleuve et de ses principaux affluents. Ce tournant va de pair avec les transformations que connaît la campagne, notamment dans la plaine de Montréal et sur le pourtour du lac Saint-Pierre où villes et villages créent un marché pour les produits laitiers. Il se reflète aussi dans la géographie, qui s'ordonne désormais en une série d'espaces imbriqués les uns dans les autres et répartis en auréoles autour des grands centres urbains et, d'une manière plus générale, autour de l'axe fluvial.

Pourtant, que de contrastes à l'intérieur même de ce territoire, entre la Rive-Nord et la Rive-Sud de Montréal notamment, où de plus en plus d'exploitants se tournent vers cet élevage ! Tandis que la première voit diminuer progressivement le nombre de ses exploitants, la seconde le voit augmenter en raison d'une plus grande surface argileuse et d'une plus grande disponibilité de terres sur les fronts pionniers. Que d'écarts aussi entre les localités et les rangs d'une même localité, malgré le remembrement des terres et l'extension des cultures fourragères ! Ils traduisent autant les inégales potentialités des terroirs que leurs temporalités différentes. C'est pourquoi l'éventail de situations reste large, certainement autant que les fortunes, toujours très variables au sein de la paysannerie.

LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE

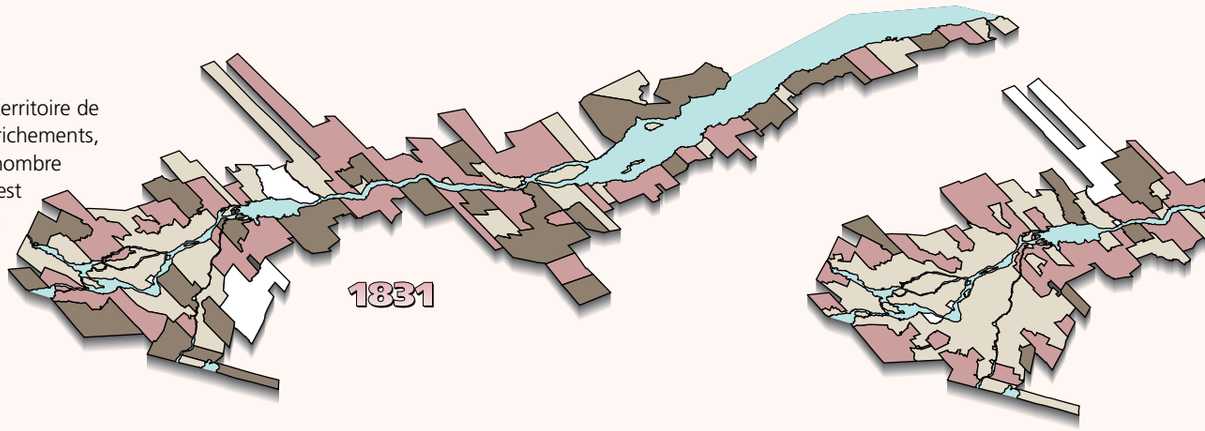
QUEBEC FROM THE OPPOSITE SHORE OF THE SAINT LAWRENCE, 1840.
W.H. Bartlett et J. Cousen, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, 044.

L'EXPANSION DE L'AGRICULTURE

1 L'EXTENSION DES DÉFRICHEMENTS

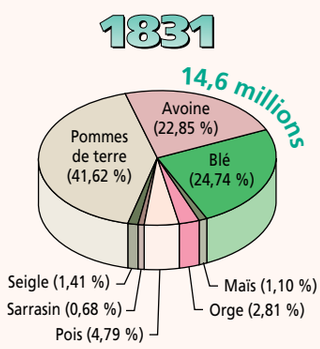
Les superficies boisées

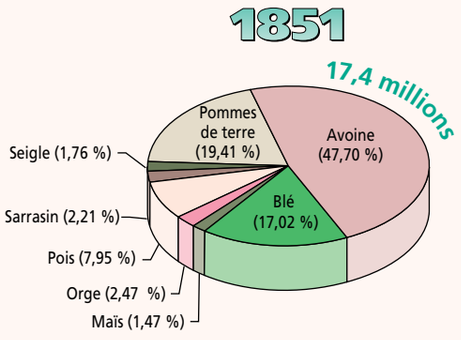
De 1831 à 1871, on assiste, sur le territoire de l'axe, à une extension notable des défrichements, qui va de pair avec l'augmentation du nombre d'acres occupées ou possédées. Tout n'est pas consacré à l'agriculture, bien sûr, mais comme celle-ci reste à l'époque une activité grande consommatrice d'espace, c'est elle surtout qui commande cette progression.

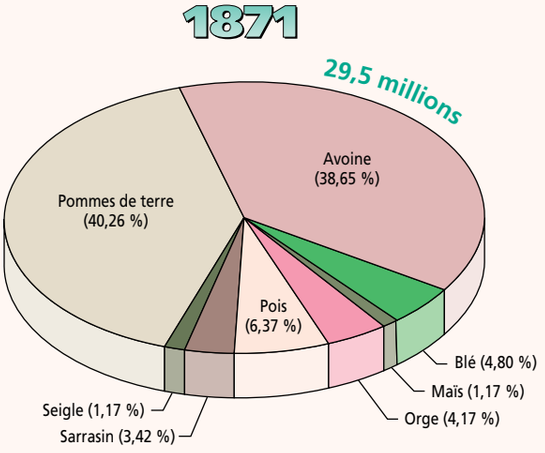


2 LES VOLUMES DE PRODUCTION AUGMENTENT

Les produits des champs (volume total de la production en boisseaux)



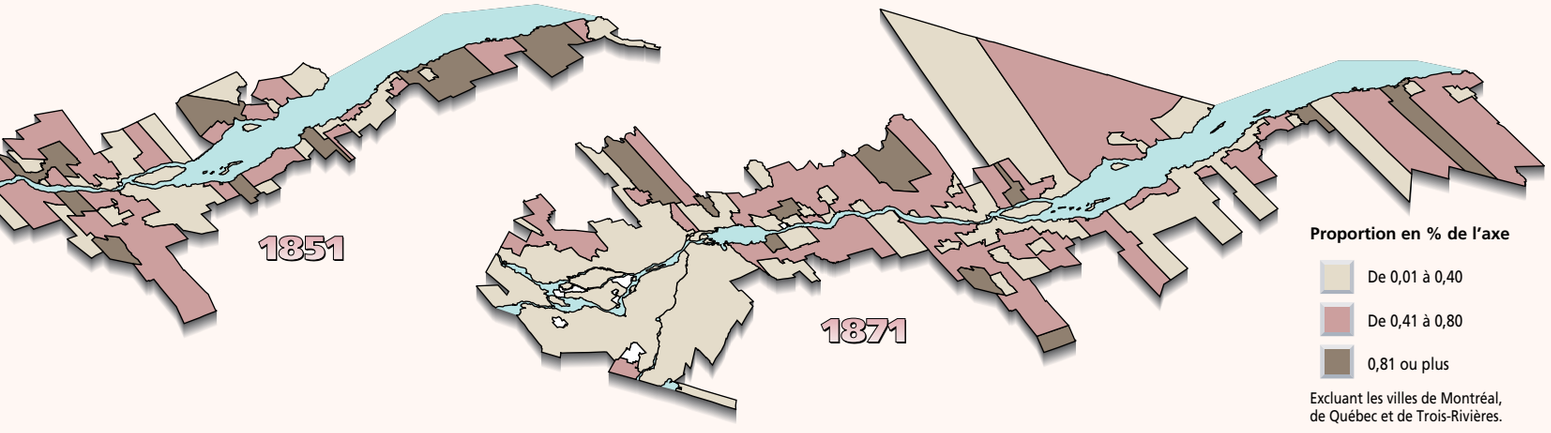




Au cours du XIXe siècle, l'agriculture laurentienne connaît un accroissement notable de ses volumes de production. Sauf dans le cas du blé, dont la culture décroît considérablement à l'époque, toutes les autres récoltes augmentent, dans des proportions parfois impressionnantes. Cette poussée confirme la fonction agricole de l'axe laurentien, qui demeure le cœur agraire du Québec.

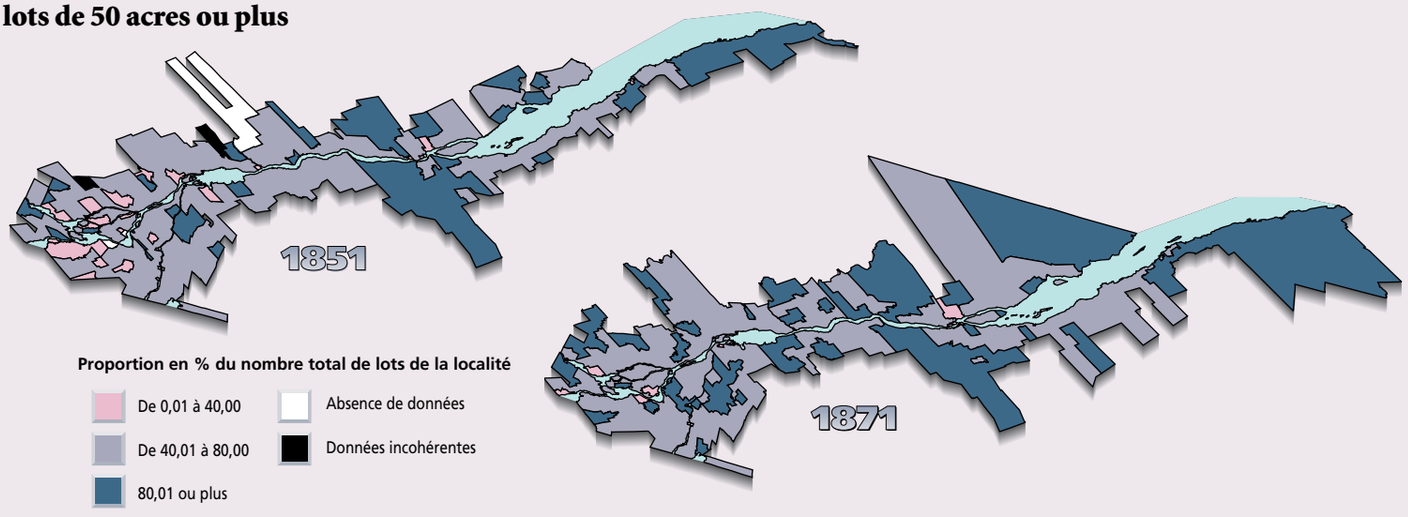
RETOUR DES CHAMPS, 1903.
Marc-Aurèle de Foy Suzor-Côté,
Musée des beaux-arts du Canada, Ottawa, 98.

Making a clearance near Lake Beauport, Lower Canada, c. 1836.
B., Archives nationales du Canada, Ottawa, C-40316.



3 Les terres s'agrandissent

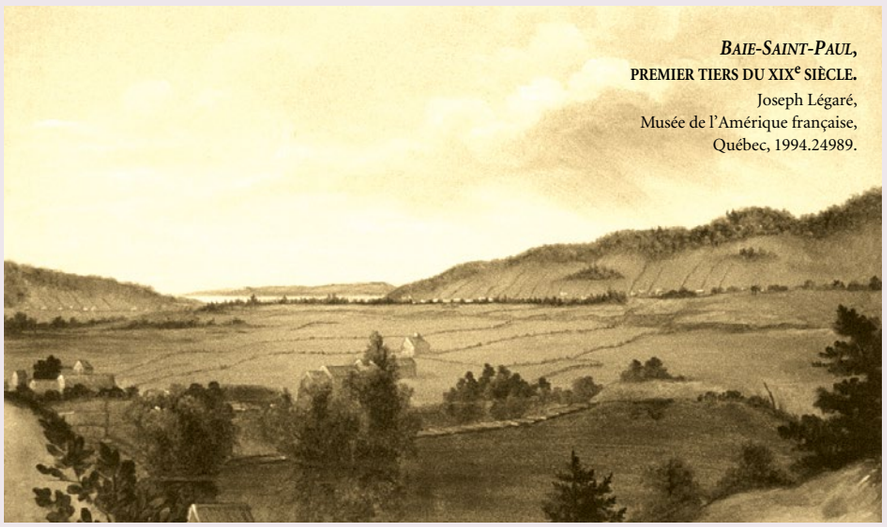
Les lots de 50 acres ou plus



En 1851, environ 63 % des terres comptent plus de 50 acres. En 1871, cette proportion s'élève à 73 %, au profit surtout des terres de plus de 100 acres.

Les gains les plus substantiels ont cours dans les riches terroirs de l'ouest et du centre de la province, dans l'île Jésus d'abord et sur la Rive-Nord de Montréal, puis dans l'île d'Orléans, suivie de la Rive-Sud de Trois-Rivières et de la Rive-Sud de Montréal.

Cette évolution confirme le statut particulier de la région de Montréal dans le paysage agricole de l'axe. À la masse de petites terres rencontrées dans cette région correspond, en effet, un nombre non moins imposant de grandes exploitations, qui augmentent au cours du siècle et dont la mise en valeur paraît de plus en plus intensive.



Baie-Saint-Paul,
premier tiers du XIXe siècle.
Joseph Légaré,
Musée de l'Amérique française,
Québec, 1994.24989.

Du blé vers l'élevage

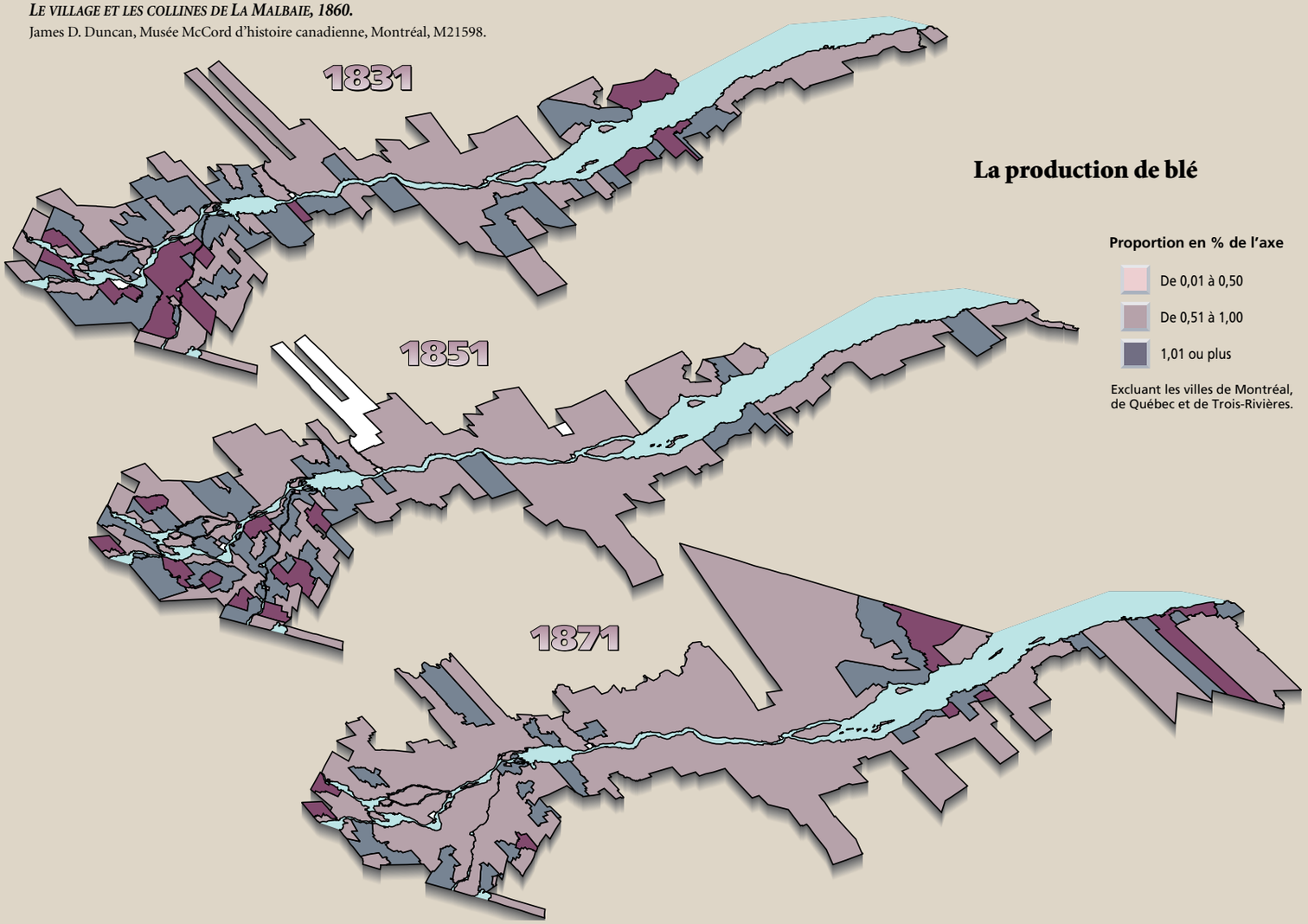
1 L'abandon du blé

Le village et les collines de La Malbaie, 1860.
James D. Duncan, Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, M21598.

Tout au long du XVIIIe siècle, le blé occupe une importante part du système de culture, pouvant aller jusqu'aux trois quarts de la récolte.

Cette situation change à partir des premières décennies du XIXe siècle. Dès 1802, la production de blé diminue, précipitée par les guerres napoléoniennes et les changements survenus dans les règles de navigation et d'exportation. En 1831, la récolte se chiffre à 3,6 millions de boisseaux dans la vallée du Saint-Laurent, pour ensuite passer à 2 millions de boisseaux en 1851 et à 698 000 boisseaux en 1871.

Dans l'espace, cela se traduit par des mouvements semblables à ceux de la population. Des rives du fleuve, la culture du blé progresse vers l'intérieur des terres, puis vers la périphérie de l'axe, tout en restant plus ou moins importante par endroits, au sud du lac Saint-Pierre notamment, et dans certaines localités de Charlevoix et de la Côte-du-Sud. Partout ailleurs elle régresse, compensée par le progrès de l'élevage et des activités associées.



2 La montée de l'élevage

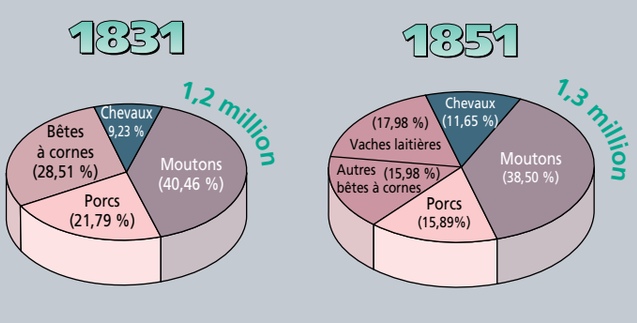
L'un des signes les plus tangibles de cette transition réside dans l'expansion des pâturages et la montée des cheptels, qui expliquent les transformations du système de culture, de plus en plus consacré aux fourrages. Cette poussée se fait partout sur le territoire, mais à des rythmes variables dans le temps, et qui laissent voir un certain déplacement dans l'espace, depuis les rives du fleuve et l'intérieur des terres jusqu'à la périphérie du territoire.

Site du combat de la Grange, 25 septembre 1775. Au ruisseau des Sœurs, paroisse de Longue-Pointe, île de Montréal, 1839.
Louise-Amélie Panet-Berczy,
Bibliothèque centrale de la Ville de Montréal,
souvenirs canadiens dit Album Viger, pl. 272.

Les superficies en pâturages

Excluant les villes de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières.

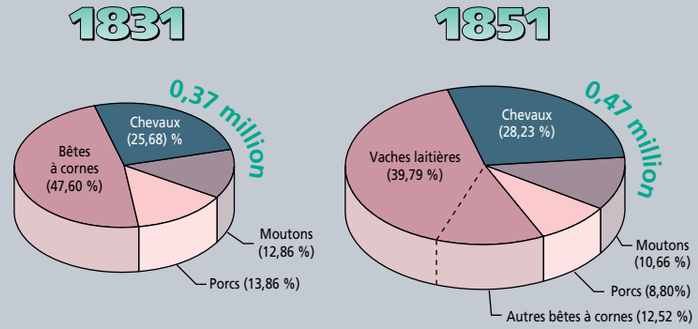
L'augmentation des cheptels (nombre de têtes)



À l'exception du porc, dont le troupeau perd 50 000 têtes de 1831 à 1851 mais qui dépasse ensuite son seuil de 1831, la taille de tous les cheptels augmente, dans des proportions qui varient de 14 % à 50 % durant le siècle.

Évalué en unités animales, sur la base de la consommation alimentaire, le tableau confirme l'importance de l'élevage bovin et laitier, mais pondère celui des chevaux et des moutons.

L'augmentation des cheptels (en unités animales)



Facteur de conversion en unités animales

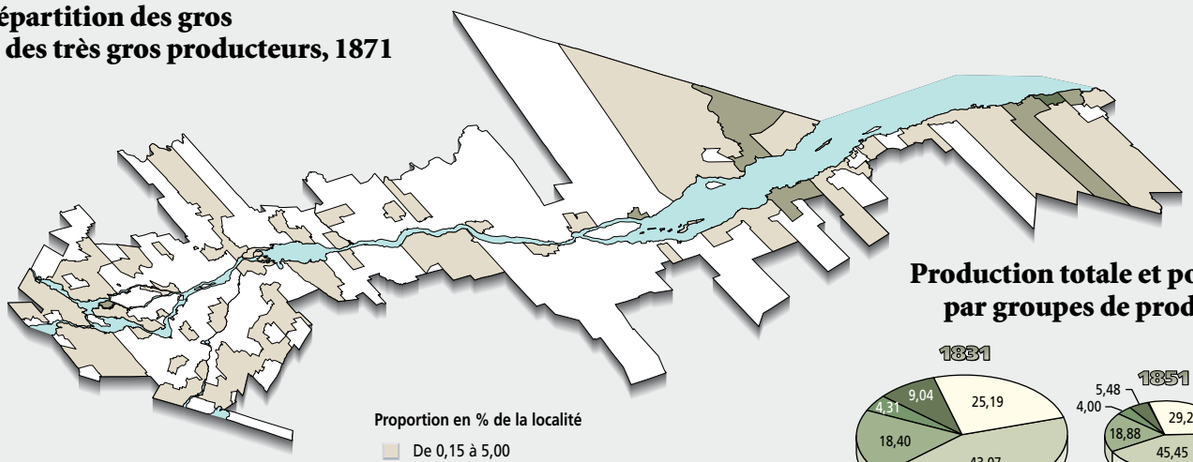
Chevaux		Bovins	
(sans distinction)	0,875	(sans distinction)	0,525
Chevaux adultes	1,000	Bœufs de trait	0,800
Poulains, pouliches	0,500	Génisses, veaux	0,500
Moutons	0,100	Vaches laitières	0,800
Porcs	0,200	Autres jeunes bêtes à cornes	0,250

Voir Jean-Claude Robert, *Atlas historique du Canada*, vol. II, p. 153.

Les grandes cultures

1 Le blé

Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

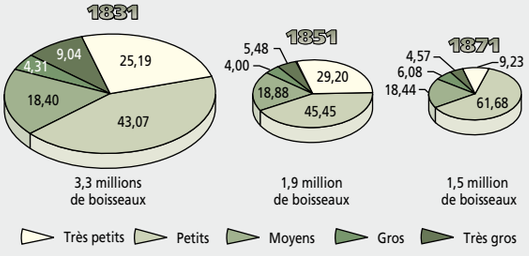


Proportion en % de la localité

- De 0,15 à 5,00
- De 5,01 à 12,95
- 25

Selon l'information nominative des recensements.

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs

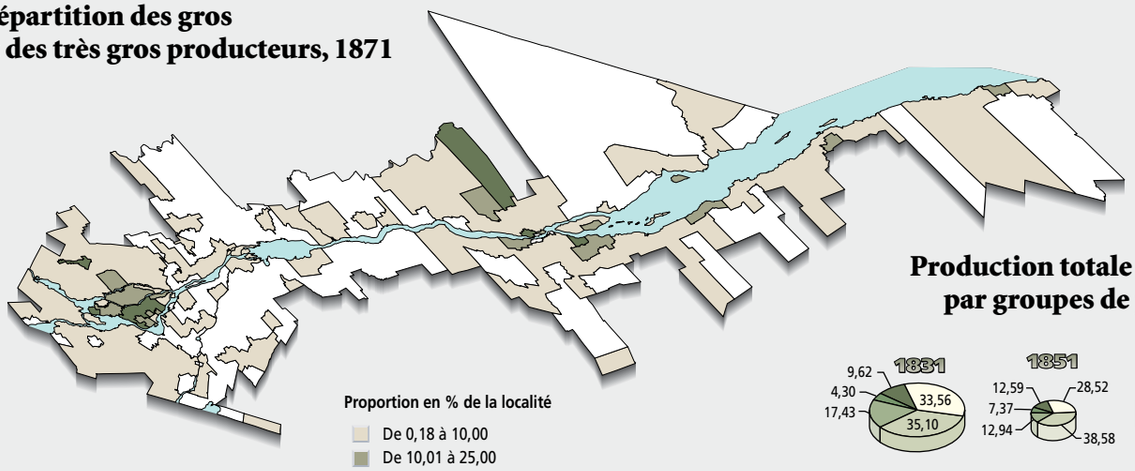


3,3 millions de boisseaux — 1,9 million de boisseaux — 1,5 million de boisseaux

Très petits — Petits — Moyens — Gros — Très gros

2 Les pommes de terre

Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

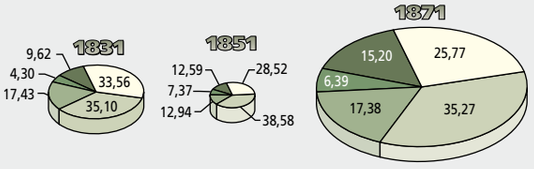


Proportion en % de la localité

- De 0,18 à 10,00
- De 10,01 à 25,00
- De 25,01 à 43,75

Selon l'information nominative des recensements.

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs

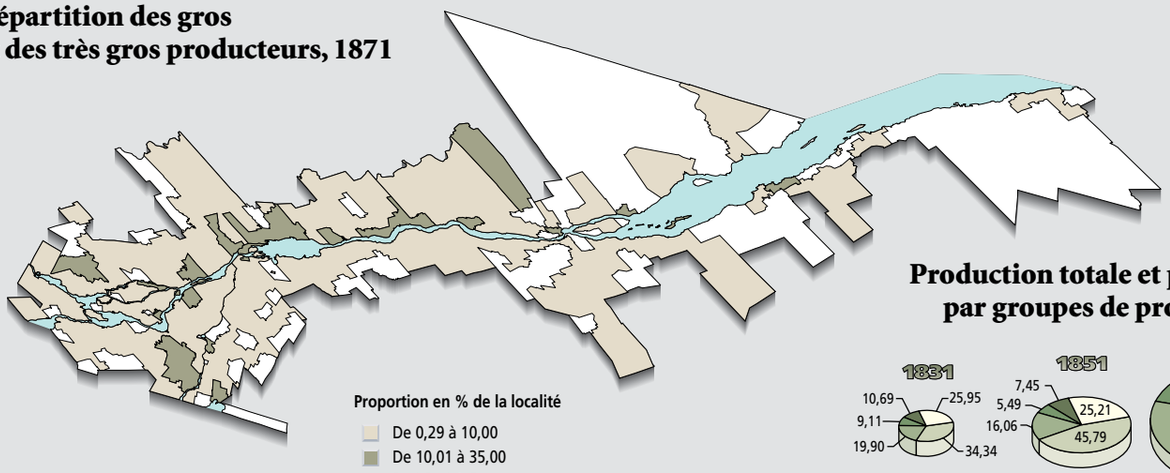


5,5 millions de boisseaux — 2,6 millions de boisseaux — 12,1 millions de boisseaux

Très petits — Petits — Moyens — Gros — Très gros

3 L'AVOINE

Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

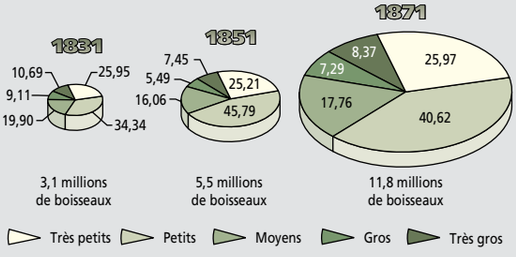


Proportion en % de la localité

- De 0,29 à 10,00
- De 10,01 à 35,00
- De 35,01 à 50,00

Selon l'information nominative des recensements.

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs



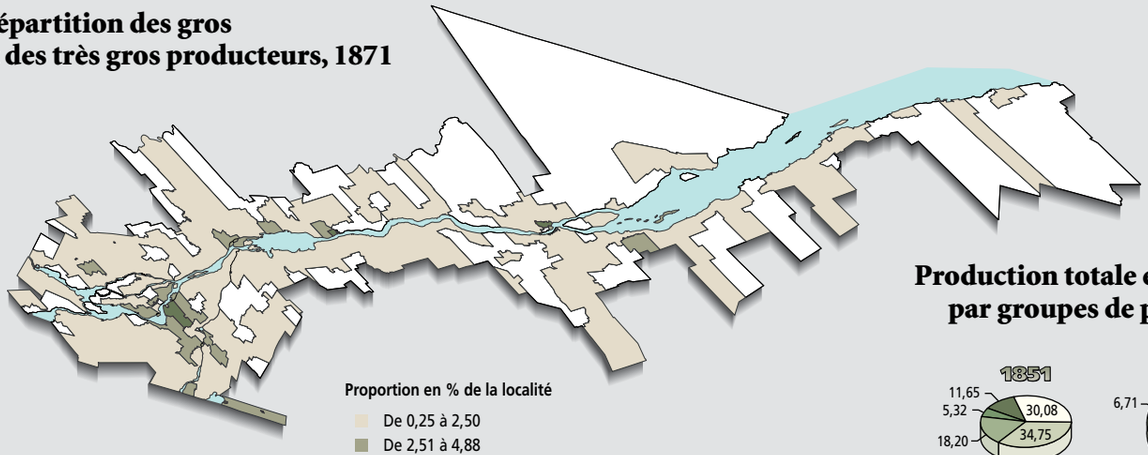
3,1 millions de boisseaux — 5,5 millions de boisseaux — 11,8 millions de boisseaux

Très petits — Petits — Moyens — Gros — Très gros

LA FERME DES PRÊTRES, MONTRÉAL, 1843.
Augustus Hamilton, Musée du Québec, Québec, A-59.420-d.

4 LE FOIN

Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

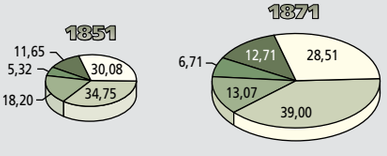


Proportion en % de la localité

- De 0,25 à 2,50
- De 2,51 à 4,88
- 46,43

Selon l'information nominative des recensements.

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs



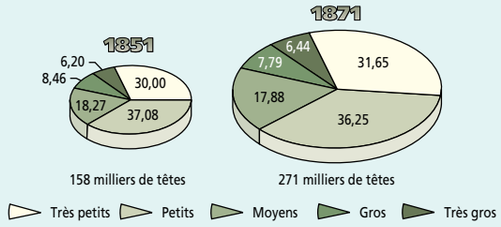
52,7 millions de bottes — 96,7 millions de bottes

Très petits — Petits — Moyens — Gros — Très gros

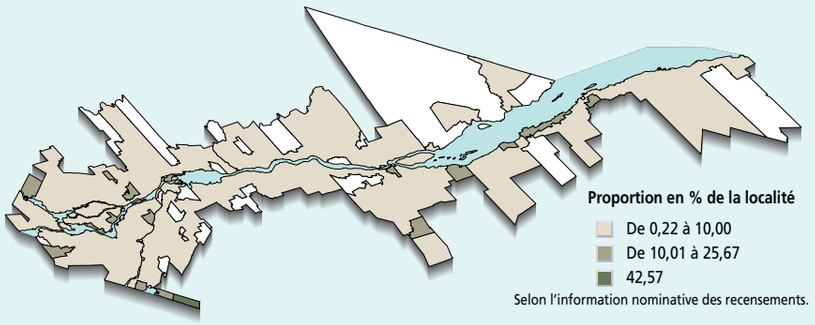
Les produits de l'élevage

1 Les vaches laitières

Production totale et pourcentage par groupes d'éleveurs

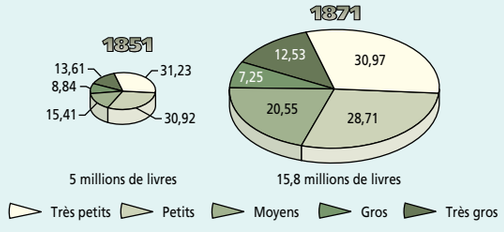


Répartition des gros et des très gros éleveurs, 1871

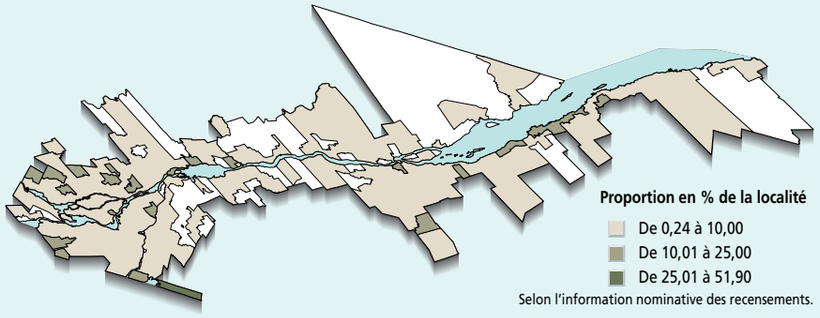


2 Le beurre

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs

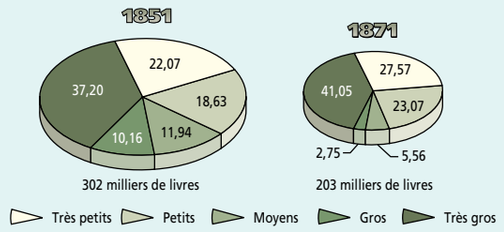


Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871



3 Le fromage

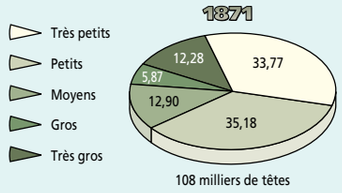
Production totale et pourcentage par groupes de producteurs



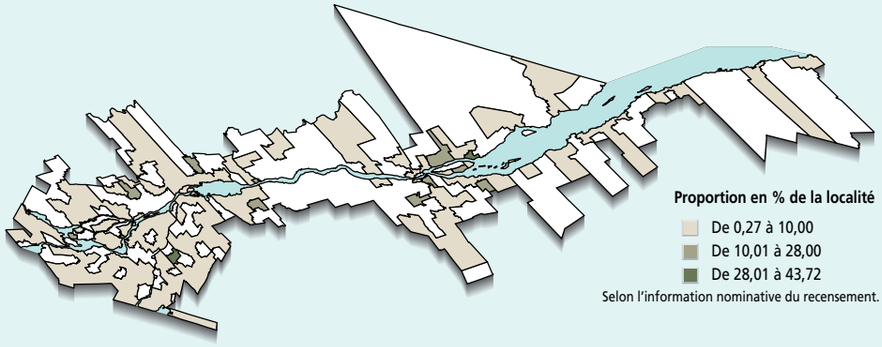
Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

4 Le bétail de boucherie ou d'exportation

Production totale et pourcentage par groupes d'éleveurs

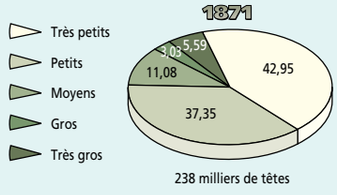


Répartition des gros et des très gros éleveurs, 1871

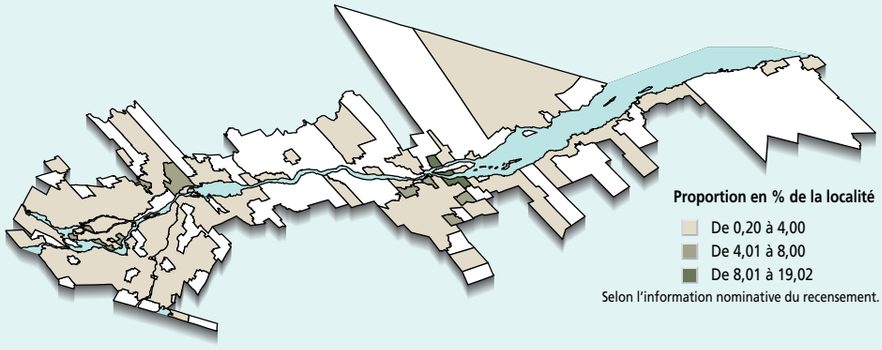


5 Le porc de boucherie ou d'exportation

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs

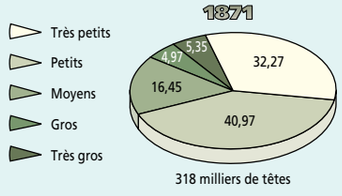


Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

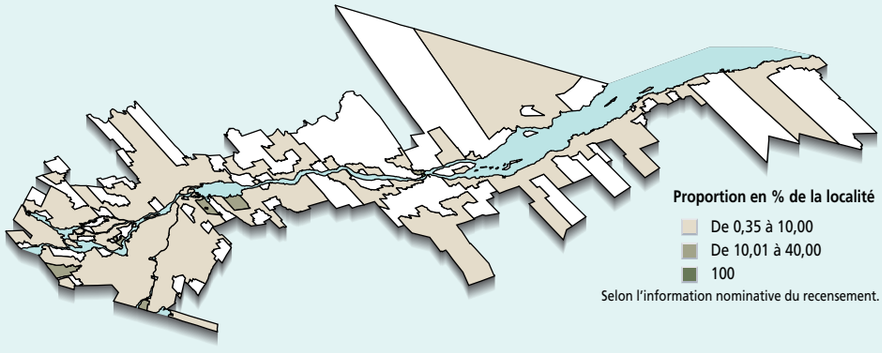


6 Le mouton de boucherie ou d'exportation

Production totale et pourcentage par groupes de producteurs



Répartition des gros et des très gros producteurs, 1871

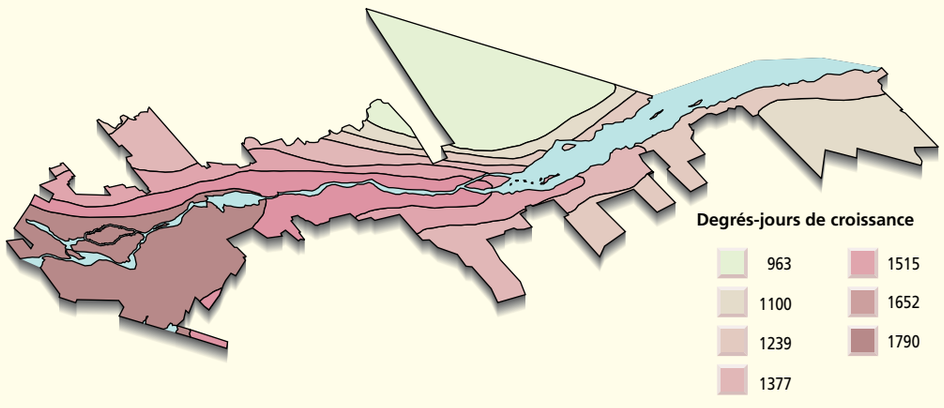


DES RENDEMENTS QUI REFLÈTENT LES CONDITIONS DU MILIEU

2 LE RELIEF

Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada.

3 LES DEGRÉS-JOURS DE CROISSANCE



Source : Ministère de l'Agriculture du Québec, 1977.

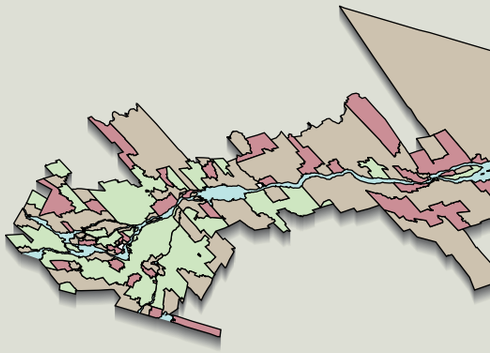
Plusieurs facteurs peuvent rendre compte de l'expansion de l'agriculture dans l'axe laurentien : les défrichements, qui entraînent chaque année une extension croissante des surfaces en culture, et sans doute aussi l'amélioration des méthodes de travail.

Par exemple, l'avoine et le foin, qui ne nous sont connus que pour 1871, ont des rendements qui s'élèvent à 19,1 boisseaux et à 140,6 bottes à l'acre avec des variations spatiales importantes qui avantagent, dans le cas de l'avoine, les régions de Trois-Rivières et de Montréal et, quant au foin, les régions de Trois-Rivières et de Québec. En ce qui a trait aux rendements du blé, ils décroissent pendant la période (de 9,5 boisseaux à l'acre en moyenne en 1851 à 7,9 en 1871) et se déplacent de l'ouest vers l'est.

Il semble en outre que cette variation soit également attribuable au climat. Plus humide à l'est qu'à l'ouest, il favorise la croissance des fourrages au détriment des grains, davantage au profit de l'avoine que du blé, dont les rendements n'augmentent plus que dans la région de Québec dans la seconde moitié du siècle. Mais il faut aussi compter avec la qualité des terres neuves, qui reportent souvent en périphérie le succès de certaines cultures, et la proximité de la ville qui influence également le volume et le rendement des récoltes.

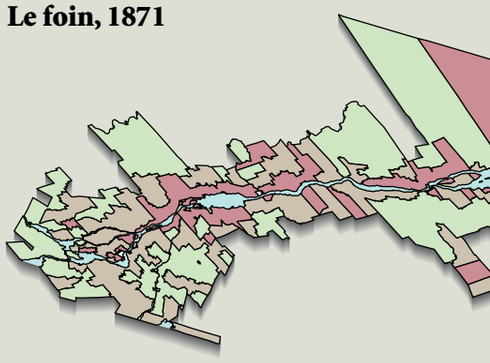
1 LES RENDEMENTS

Le blé, 1871

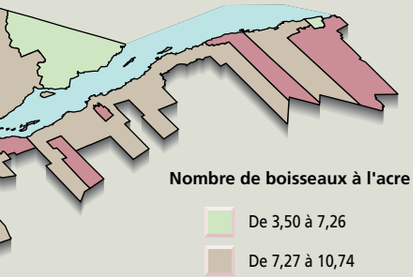


L'avoine, 1851

Le foin, 1871



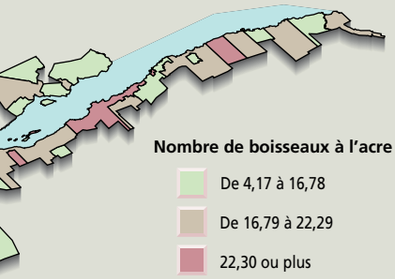
Montréal vue de la montagne, vers 1840.
James D. Duncan,
Musée McCord
d'histoire canadienne,
Montréal, M20917.



Nombre de boisseaux à l'acre

- De 3,50 à 7,26
- De 7,27 à 10,74
- De 10,75 à 35,37

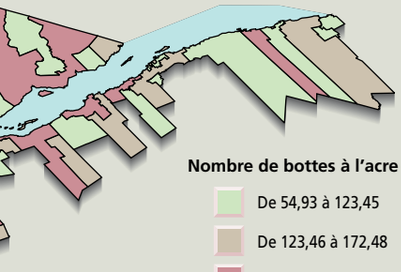
Excluant les villes de Montréal,
de Québec et de Trois-Rivières.



Nombre de boisseaux à l'acre

- De 4,17 à 16,78
- De 16,79 à 22,29
- 22,30 ou plus

Excluant les villes de Montréal,
de Québec et de Trois-Rivières.

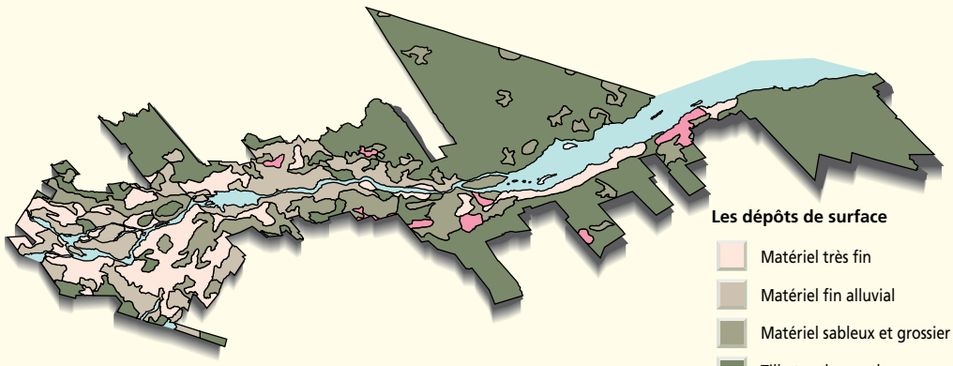


Nombre de bottes à l'acre

- De 54,93 à 123,45
- De 123,46 à 172,48
- De 172,49 à 389,20

Excluant les villes de Montréal,
de Québec et de Trois-Rivières.

4 Les dépôts de surface

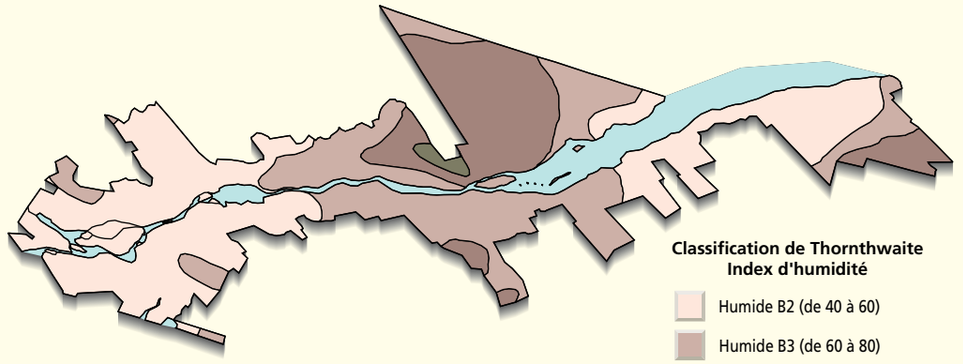


Les dépôts de surface

- Matériel très fin
- Matériel fin alluvial
- Matériel sableux et grossier
- Till et roche en place
- Matériel organique

Source : Ministère des Terres et Forêts du Québec, 1973.

5 Le régime hydrique



Classification de Thornthwaite
Index d'humidité

- Humide B2 (de 40 à 60)
- Humide B3 (de 60 à 80)
- Humide B4 (de 80 à 100)
- Perhumide A

Source : *Atlas national du Canada*, 5e édition, 1990.
Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources du Canada,
Centre canadien de cartographie.

IV

La poussée industrielle

***The Montmorency River above the falls, from the bridge*, vers 1836-1838.**
George Russel Dartnell, Musée du Québec, Québec, A-67.233-D.

La vallée du Saint-Laurent connaît au siècle dernier une importante poussée industrielle. Amorcée dès les années 1815-1820, elle se prolonge tout au long de la période couverte par notre étude, modifiant le paysage par un semis de moulins, d'ateliers et de fabriques égrenés le long des cours d'eau ou disposés en grappes autour des lieux favorables à leur implantation.

L'historiographie du Québec a fortement insisté sur les assises urbaines du phénomène industriel, surtout après la charnière de 1850. Nous voulons pour notre part montrer l'importance qu'ont eue les industries rurales dans le long processus de croissance qui précède l'industrialisation massive qu'on voit se dessiner au cours des dernières décennies du XIX^{e} siècle.

Des rives du fleuve et de ses principaux affluents, où elle s'est établie tôt sous le Régime français, l'industrie rurale gagne progressivement l'intérieur des terres et la périphérie du territoire, stimulée à la fois par l'extension du peuplement, de l'agriculture et de l'exploitation forestière. Et, comme elle accompagne souvent la formation de hameaux et de villages, elle contribue à fixer la population, à laquelle elle offre des biens et des services ainsi que de l'emploi et un débouché pour ses produits.

Parce qu'elles sont partout présentes, les industries rurales jouent donc un rôle de premier plan dans la transformation du monde rural, en contribuant non seulement à la diversification de la socioéconomie locale, mais aussi à l'intensification et à la réorientation des rapports ville-campagne. Elles ne sont pas les seules à les favoriser : l'industrie urbaine y contribue également. Mais, comme ces entreprises sont souvent dans la mouvance de la ville, par leurs propriétaires, leurs systèmes d'organisation de la production ou d'échange, elles participent à l'élargissement et à l'approfondissement de ces rapports, d'autant qu'elles desservent souvent des marchés plus larges que le seul marché local.

Dans ce chapitre, nous observerons les tendances lourdes de l'appareil productif du territoire laurentien, en tâchant de départager le poids des productions urbaines et des productions rurales. Toutefois, les contraintes inhérentes à notre source principale, les recensements de 1831, 1851 et 1871, nous obligent à procéder en deux mouvements. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur la période comprise entre 1831 et 1851, pour laquelle les données des recensements sont particulièrement limitatives. Pour cette période, notre aperçu du phénomène industriel se limitera essentiellement à reconnaître les différentes unités de production et à observer leur distribution sur le territoire laurentien. Pour caractériser cette première phase de croissance, la ville sera prise en compte mais son poids au sein de l'appareil productif ne sera qu'indirectement suggéré par les indicateurs qui mettent davantage en relief les productions rurales. Dans un deuxième temps, nous nous livrerons à un examen approfondi de la situation de 1871 à l'aide des listes nominatives complètes de recensement. Nous aurons alors recours aux données relatives à la main-d'œuvre, qui nous fourniront une indication du niveau de développement des activités. Nous percevrons ainsi beaucoup plus justement les structures de l'appareil productif laurentien, les modalités de son déploiement dans les différentes régions du territoire et, plus particulièrement, le poids industriel de la ville et du monde rural.

Nous avons rassemblé dans la note qui accompagne ce chapitre des considérations méthodologiques qui éclairent certains aspects de la démarche que nous avons adoptée dans ce dossier. Vu cependant l'importance que nous accordons aux industries rurales dans la montée du phénomène industriel, il convient d'en donner au préalable une définition. De même importe-t-il d'entrée de jeu de clarifier la notion d'équipement de production, unité de base sur laquelle s'articule toute notre enquête.

Que faut-il entendre par industrie rurale ? Divers auteurs en ont proposé une définition. La plus acceptée désigne certaines productions non agricoles qui, pour diverses raisons, trouvent au sein du monde

rural leur lieu de réalisation. Ce sont des organisations économiques qui fonctionnent sur la base de travailleurs salariés employés à l'année ou sur une base saisonnière, et qui mobilisent des capitaux sous forme d'investissement pour planifier leur production, pénétrer le marché, survivre et croître. Ces organisations se distinguent par des dimensions qui varient considérablement selon que leur principe de croissance est local ou participe de rapports de marché à l'échelle de plus vastes espaces.

Cette définition appelle d'emblée une distinction entre ce type d'entreprise et les bases artisanales qui le côtoient, et qui ont généralement pour lieu de réalisation la ferme ou la résidence. Elle n'exclut pas pour autant ce genre de production qui peut très bien l'alimenter en amont. Mais, comme il s'agit ici de rendre compte des signes tangibles d'une montée, il faut l'abstraire de la très petite production autonome qui fait partie du régime domestique paysan.

Sont donc considérées comme industries rurales dans cette présentation toutes les bases de production non spécifiquement agricoles, pourvu qu'elles se distinguent des exploitations agricoles elles-mêmes par leur principe d'organisation matérielle. Ainsi, l'atelier de forgeron ou le moulin à farine sont des industries rurales car elles n'engagent que le travail principal du forgeron ou du meunier, mais la fabrication de drap domestique n'en fait pas partie, à moins qu'elle soit faite moyennant salaire ou qu'elle alimente un atelier[1].

Par ailleurs, nous distinguons fondamentalement l'établissement de l'équipement de production[2]. L'établissement correspond à l'aménagement d'un lieu donné à des fins de production ; il a le sens précis d'un espace physique et, plus concrètement encore, d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment comprenant un ou deux équipements de production, parfois plus. Dans la réalité, une même entreprise peut exploiter plusieurs établissements. Mais, comme les recensements sont imprécis à cet égard, cette notion gagne à être précisée par celle d'équipement de production, plus utile dans les portraits d'ensemble des industries rurales.

Par équipement de production, il faut entendre une organisation technique dont la finalité est d'assurer une fabrication définie en un lieu déterminé. L'équipement dont il s'agit est donc fixe et investi d'une relative permanence, ce qui le distingue des machines possédées en copropriété ou simplement partagées par plusieurs cultivateurs et qu'on déplace d'une ferme à l'autre au gré des besoins des individus concernés, par exemple les machines à battre le grain.

Dans ses formes les moins complexes, l'équipement de production repose sur un capital technique simple représenté par des outils et des instruments sans lien organique entre eux. Le travailleur assure lui-même l'intégration des diverses opérations nécessaires à la production et y apporte son énergie. C'est le cas de plusieurs productions artisanales, celles du cordonnier ou du forgeron par exemple.

Dans ses formes plus recherchées, l'équipement productif repose sur un complexe technique ; on parle alors de machine dont l'agencement harmonisé des éléments assure une fonction précise grâce à l'apport d'une énergie autre que celle de l'homme. C'est le cas, par exemple, des moulins mus par la force hydraulique et des machines fonctionnant à la vapeur. Il arrive fréquemment que plusieurs équipements consacrés à des productions diverses soient regroupés dans un même établissement, les équipements à scier ou à moudre par exemple. Pour en avoir une vision claire, il faut les dissocier, en considérant que chaque fonction de production correspond à un équipement singulier : moulin à farine, moulin à scie, moulin à carder, moulin à fouler.

1. LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^{e} SIÈCLE

Les descriptions topographiques du début du XIX^{e} siècle ainsi que les agrégés de recensement permettent une première approximation de la montée des industries rurales[3]. Ainsi, selon Joseph Bouchette, il y aurait en 1815 un peu plus de 600 moulins et fabriques sur le territoire de l'axe laurentien[4]. En 1831, selon l'agrégé de recensement, on en compte 1 302, et encore, en ne retenant que les six principales catégories : moulins à farine, moulins à scie, moulins à fouler et à carder, fonderies, distilleries, fabriques de potasse[5]. En 1851, ce nombre s'établit à 1 053. Comme les fabriques de potasse ne sont pas relevées à cette époque, la comparaison doit porter sur cinq catégories, ce qui donne un écart de 19 équipements seulement par rapport à 1831.

Compte tenu de la forte croissance de la population dans le périmètre à l'étude, et même s'il reste minime, ce tassement du nombre d'unités semble indiquer un déclin des industries rurales sur le territoire laurentien. En fait, comme on le verra plus loin, ce recul n'est qu'apparent, lié à des transformations structurelles et spatiales qui avantagent certains secteurs au détriment de certains autres.

a) Les premières approximations

En 1831, selon l'agrégé de recensement, le nombre d'unités de production sur le territoire de l'axe est à peu près équivalent dans les deux grandes régions de Québec (près de 40 %) et de Montréal (près de 45 %), villes comprises. Quant à la région de Trois-Rivières, démographiquement plus modeste, elle rassemble autour de 14 % des équipements de l'axe laurentien. En 1851, la situation n'est plus tout à fait la même. Si, au total, pour les cinq catégories retenues, le nombre d'unités de production est demeuré à un niveau à peu près semblable dans les régions de Québec et de Trois-Rivières, il en est autrement dans la région de Montréal. En effet, pour l'essentiel, c'est dans cette région qu'a eu lieu le recul d'unités de production

TABLEAU 1
Équipements, 1831

Secteur	Moulins à farine	Moulins à scie	Moulins à fouler et à carder	Fonderies de fer	Distilleries	Fabriques de potasse et de perlasse	Nombre total
Île Jésus	2	4	4	–	2	–	12
Île de Montréal et île Bizard	9	1	3	–	1	2	16
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	6	3	2	–	–	30	41
Rive-Nord de Montréal	42	53	19	–	4	73	191
Rive-Sud de Montréal	96	70	31	5	6	111	319
Ville de Montréal	6	–	–	4	2	–	12
Région de Montréal	161	131	59	9	15	216	591
Région de Montréal (sans la ville)	155	131	59	5	13	216	579
Rive-Nord de Trois-Rivières	20	67	12	1	–	5	105
Rive-Sud de Trois-Rivières	22	40	13	–	–	4	79
Ville de Trois-Rivières	1	–	–	–	2	–	3
Région de Trois-Rivières	43	107	25	1	2	9	187
Région de Trois-Rivières (sans la ville)	42	107	25	1	–	9	184
Île d'Orléans	7	14	4	–	–	–	25
Rive-Nord de Québec	32	99	21	–	–	2	154
Rive-Sud de Québec	55	240	40	–	2	3	340
Ville de Québec	–	1	–	2	2	–	5
Région de Québec	94	354	65	2	4	5	524
Région de Québec (sans la ville)	94	353	65	–	2	5	519
Total des régions	298	592	149	12	21	230	1 302
% du Bas-Canada	76	77	78	67	36	45	67
Total des régions (sans les villes)	291	591	149	6	15	230	1 282

constaté à l'échelle du pays laurentien, soit un glissement de 591 unités à 347.

Quatre types d'équipements s'imposent par le nombre en 1831. En premier lieu, les 592 moulins à scie comptent pour 45 % des équipements du pays laurentien répartis dans les six catégories retenues, et ils représentent 77 % de tous les moulins à scie du Bas-Canada (tableau 1).

Ce pourcentage devient intéressant lorsqu'on garde à l'esprit qu'en 1831 la population du pays laurentien représente encore près de 87 % de celle du Bas-Canada (tableau 2). Viennent ensuite 298 moulins à farine qui équivalent à près de 76 % de ceux du Bas-Canada. Puis, les 230 fabriques de potasse du pays laurentien qui ne comptent, cependant, que pour 45 % des équipements de ce type à l'échelle bas-canadienne. Quant aux moulins à carder et à fouler, au nombre de 149, ils regroupent un peu plus de 78 % de ceux du Bas-Canada. Il reste deux catégories peu imposantes par le nombre d'équipements : les distilleries et les fonderies. Les 21 distilleries comptent pour 36 % de celles du Bas-Canada, les 12 fonderies, pour environ 67 %. Les villes retiennent une proportion importante des équipements dans seulement deux catégories sur six : les distilleries, 6 sur 21, et les fonderies, 6 sur 12. On n'y trouve aucune fabrique de potasse ou de moulin à carder ou à fouler. Mais on y enregistre un moulin à scie (à Québec) et sept moulins à farine (un à Trois-Rivières et six à Montréal).

Ces données montrent l'importance de l'assise forestière et agricole des activités industrielles. Par la suite, ces orientations restent les mêmes, mais la part de l'axe laurentien dans l'ensemble bas-canadien diminue, conséquence de l'extension du peuplement en dehors du périmètre laurentien.

Ainsi, en 1851, la population de l'axe forme environ 80 % de la population bas-canadienne, soit un

TABLEAU 2
Population de l'axe laurentien

	1831	1851	1871
Île Jésus	7 973	10 103	9 472
Île de Montréal et île Bizard	17 275	20 616	37 754
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	12 835	20 941	19 649
Rive-Nord de Montréal	65 433	94 312	99 134
Rive-Sud de Montréal	119 917	187 437	182 572
Ville de Montréal	27 297	57 715	107 225
Région de Montréal	250 730	391 124	455 806
Région de Montréal (sans la ville)	223 433	333 409	348 581
Rive-Nord de Trois-Rivières	22 188	38 112	48 943
Rive-Sud de Trois-Rivières	22 682	35 770	41 107
Ville de Trois-Rivières	3 113	4 936	7 570
Région de Trois-Rivières	47 983	78 818	97 620
Région de Trois-Rivières (sans la ville)	44 870	73 882	90 050
Île d'Orléans	4 349	4 416	4 924
Rive-Nord de Québec	33 174	53 459	75 687
Rive-Sud de Québec	83 244	135 124	166 565
Ville de Québec	25 936	42 052	44 538
Région de Québec	146 703	235 051	291 714
Région de Québec (sans la ville)	120 767	192 999	247 176
Total des régions	445 416	704 993	845 140
% du Bas-Canada	87,27	79,2	70,9
Total des régions (sans les villes)	389 070	600 290	685 807

recul de 7 % depuis 1831, signe d'un élargissement de l'écoumène et d'un déplacement d'une partie de la production en marge et au loin du périmètre central que nous avons délimité. Pourtant, on y trouve encore un nombre respectable d'équipements, à peu près dans le même ordre quantitatif qu'en 1831. Mais, à y regarder de près, on peut observer plusieurs changements survenus au cours de la période écoulée depuis 1831. De 592, les moulins à scie ont reculé à 547 et, de 77 % du total bas-canadien, ils sont descendus à seulement 51 % (tableau 3 et figure 1). Le nombre de moulins à farine s'est légèrement élevé, de 298 à 322, mais, dans

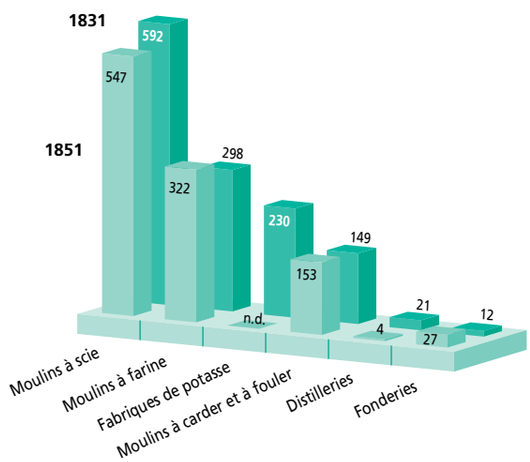
TABLEAU 3
Équipements, 1851

Secteur	Moulins à farine	Moulins à scie	Moulins à fouler et à carder	Fonderies	Distilleries	Potasseries*	Nombre total
Île Jésus	2	1	2	–	–	–	5
Île de Montréal et île Bizard	7	1	2	–	–	–	10
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	3	2	2	–	–	–	7
Rive-Nord de Montréal	55	64	21	5	1	–	146
Rive-Sud de Montréal	74	65	21	7	1	–	168
Ville de Montréal	2	–	–	7	2	–	11
Région de Montréal	143	133	48	19	4	–	347
Région de Montréal (sans la ville)	141	133	48	12	2	–	336
Rive-Nord de Trois-Rivières	21	52	13	–	–	–	86
Rive-Sud de Trois-Rivières	30	31	11	–	–	–	72
Ville de Trois-Rivières	4	–	1	2	–	–	7
Région de Trois-Rivières	55	83	25	2	–	–	165
Région de Trois-Rivières (sans la ville)	51	83	24	–	–	–	158
Île d'Orléans	9	22	5	–	–	–	36
Rive-Nord de Québec	39	83	26	–	–	–	148
Rive-Sud de Québec	76	226	49	3	–	–	354
Ville de Québec	–	–	–	3	–	–	3
Région de Québec	124	331	80	6	–	–	541
Région de Québec (sans la ville)	124	331	80	3	–	–	538
Total des régions	322	547	153	27	4	–	1 053
% du Bas-Canada	60	51	79	71	57	–	57
Total des régions (sans les villes)	316	547	152	15	2	–	1 032

*Inclus dans les remarques, localisation précise impossible.

l'ensemble bas-canadien, il est passé de près de 76 % à 60 %. Par ailleurs, les moulins à fouler et à carder ont gagné à peine quatre unités et leur proportion dans l'ensemble bas-canadien est pour ainsi dire inchangée, soit un gain de moins de 1 %. En revanche, les fonderies ont plus que doublé depuis 1831, passant de 12 à 27, ce qui a porté leur proportion dans l'ensemble bas-canadien de près de 67 % à 71 %. À l'inverse, le nombre de distilleries a fondu de 21 à 4, mais leur proportion dans l'ensemble bas-canadien s'est tout de même élevée de 36 % à 57 %. En 1851, on ne trouve plus de scieries dans les villes, à peine six moulins à farine et un seul moulin à fouler ou à carder, mais elles conservent 12 des 27 fonderies et 2 des 4 distilleries exploitées dans le pays laurentien.

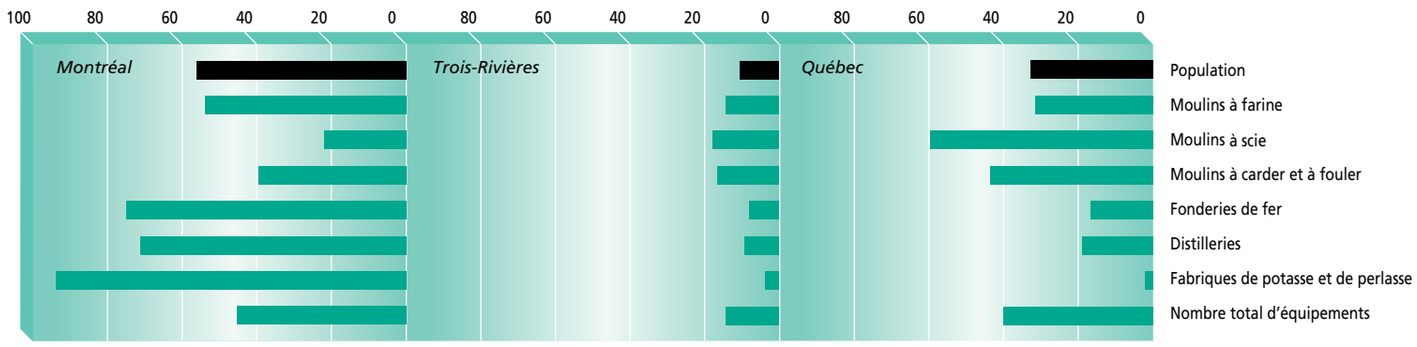
FIGURE 1
Évolution du nombre total d'équipements dans l'axe laurentien, 1831-1851



Ces changements sont encore plus sensibles si on observe les équilibres régionaux. En 1831, la région de Montréal, qui rassemble environ 56 % de la population du pays laurentien, retient la presque totalité des fabriques de potasse (figure 2). Par contre, elle ne regroupe même pas le quart des moulins à scie, de loin l'équipement le plus répandu sur le territoire laurentien. Quant aux moulins à farine, on les trouve dans une proportion équivalente au poids démographique de cette région, qui regroupe par ailleurs 9 des 12 fonderies et 15 des 21 distilleries. Voilà une autre caractéristique significative. La région de Québec, qui regroupe le tiers de l'effectif humain du territoire, se signale avant tout par sa très forte concentration de moulins à scie, laquelle atteint 60 % de ceux du périmètre laurentien. Sa proportion de moulins à fouler et à carder avoisine 44 %, ce qui excède notablement son poids démographique. Par ailleurs, la région de Trois-Rivières, qui ne fait que 11 % environ de la population laurentienne, revendique plus de 18 % des scieries, près de 14 % des moulins à farine, 17 % des moulins à fouler et à carder. Toutefois, sa présence exprimée en nombre d'unités de production reste négligeable dans les autres catégories. En 1831, la rive sud du Saint-Laurent regroupe environ 54 % des équipements dans la région de Montréal, plus de 64 % dans la région de Québec, mais moins de 43 % dans la région de Trois-Rivières.

FIGURE 2

Équipements par régions, 1831 (en % de l'axe)



Au milieu du siècle, la distribution régionale des cinq catégories d'équipements a passablement évolué. En 1851, la plaine de Montréal détient 44 % des moulins à farine (figure 3). Sa proportion de moulins à scie est de l'ordre du quart tandis que celle des moulins à fouler et à carder est de 31 %. Par contre, cette région renferme 70 % des fonderies et 100 % des distilleries du pays laurentien. Dans la région de Trois-Rivières, la proportion de moulins à farine passe de près de 14 % en 1831 à 17 % en 1851 ; celle des moulins à scie n'a pour ainsi dire pas bougé, soit près de 15 % en 1851 contre 18 % en 1831 ; enfin, celle des moulins à fouler et à carder a légèrement reculé, de 17 % à 16 %. Dans la région de Québec, la proportion de moulins à farine est passée de 32 % à plus de 39 %. Autour de 60 %, la proportion de moulins à scie est demeurée inchangée. Cependant, celle des moulins à fouler et à carder a progressé de 44 % à plus de 52 %, encore une fois très nettement au-dessus du poids démographique de la région.

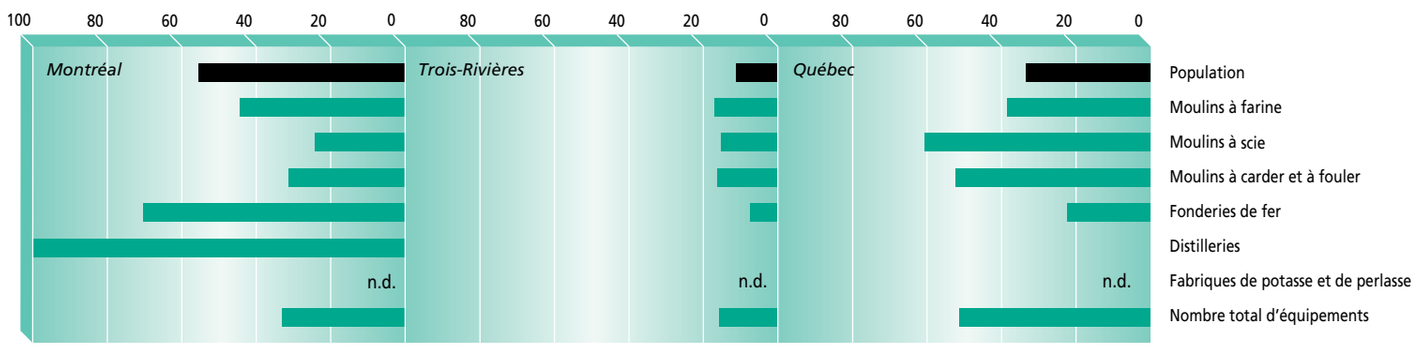
Autrement dit, en 1831, les moulins à farine sont surtout répandus dans la partie méridionale du territoire, avec une très forte concentration en forme de triangle au sud du lac Saint-Pierre, ouvert le long du fleuve et du Richelieu. En 1851, ce type d'équipement se trouve dans la partie méridionale, mais de façon moins concentrée, et dans la région de Québec. Les moulins à scie, en 1831 et en 1851, malgré des nuances qui marquent des changements dans les profils locaux, n'en accusent pas moins, pour les deux années témoins, la très grande primauté de la partie septentrionale du pays laurentien et, particulièrement, de la région de Québec pour cette catégorie d'équipements, de loin la plus riche parmi celles que nous avons retenues. Quant aux moulins à fouler et à carder, ils laissent voir un déplacement notable de ce type d'équipements du sud vers le nord de l'axe.

Ce panorama appelle un premier commentaire sur le sens que prennent les modifications observées dans la répartition spatiale des différents types d'unités de production retenus. Pendant que certains équipements, en l'occurrence les fonderies et les distilleries, maintiennent leur assise urbaine, à vrai dire montréalaise, on constate que la nébuleuse de moulins et de fabriques se déplace vers le nord-est à la faveur d'une décrue du nombre d'unités dans la grande région de Montréal. De plus, ce déplacement s'accompagne d'une réduction sensible du poids numérique des unités de production sur ce territoire.

Faut-il voir là le signe d'un mouvement de désindustrialisation rurale dans la partie méridionale et d'un ralentissement de croissance à l'échelle plus large du pays laurentien ? Il ne semble pas. D'abord parce que les six catégories d'équipements établies à partir des versions publiées des recensements ne peuvent donner qu'un aperçu de la structure des industries rurales, et ce, encore plus en 1851 qu'en 1831. Ensuite,

FIGURE 3

Équipements par régions, 1851 (en % de l'axe)



L.A. Senecal's mills at Pierreville, 1871.
Canadian Illustrated News, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, fonds iconographie documentaire, A41.

parce que le nombre d'unités de production reste un indicateur trop grossier pour traduire l'évolution des processus de croissance. Pour une saisie plus satisfaisante du phénomène, il faudrait prendre en compte l'échelle des entreprises (le nombre de travailleurs, les volumes et les valeurs des productions, etc.). Ces données n'étant pas toujours bien consignées dans les recensements, il est difficile d'en juger. Toutefois, à l'examen des informations contenues dans les listes nominatives de recensement[6], celui de 1851 notamment, tout indique un élargissement de l'échelle des établissements et des équipements de production, cependant que des productions nouvelles voient le jour et que d'autres plus anciennes s'atrophient.

b) Le pays réel

En effet, en nous fondant sur les notions d'établissement et d'équipement explicitées précédemment, et en procédant au repérage méthodique des unités de production contenues dans les listes nominatives du recensement de 1851, on dénombre 3 456 équipements de production dans l'ensemble du pays laurentien dont 2 926 dans sa partie rurale (tableau 4). Même s'ils traduisent incomplètement l'état des choses en raison des déficiences de la source dont plusieurs parties sont manquantes, ces nombres n'en multiplient pas moins par trois environ ceux qui se rapportent aux unités de production des cinq catégories dressées à partir de la version publiée du recensement de 1851[7]. L'analyse de ce vaste déploiement d'équipements repérés dans les listes fait non seulement ressortir un équilibre numérique passablement différent entre la partie méridionale et la partie septentrionale du pays laurentien, mais elle fait voir aussi de nettes différences dans la structure des industries rurales.

Ainsi, en ne considérant que les équipements de la partie rurale et en regroupant les unités de production sous dix rubriques (bois ; cuir ; fer et métal ; alimentation ; vêtement ; textile ; industrie de matériel de transport ; industrie des minéraux non métalliques ; produits chimiques ; « activités diverses », comprenant les équipements de fabrication et de construction jugés incompatibles avec les précédentes catégories), on constate une nette prédominance des industries du bois avec 910 équipements. Elles sont suivies du fer et du métal avec 779, du cuir avec 389, de l'alimentation avec 323, du textile avec 215, du matériel de transport avec 113. Viennent ensuite les « activités diverses » avec 75 unités, les produits chimiques avec 70, le vêtement avec 34, et les industries des minéraux non métalliques avec 18 équipements seulement.

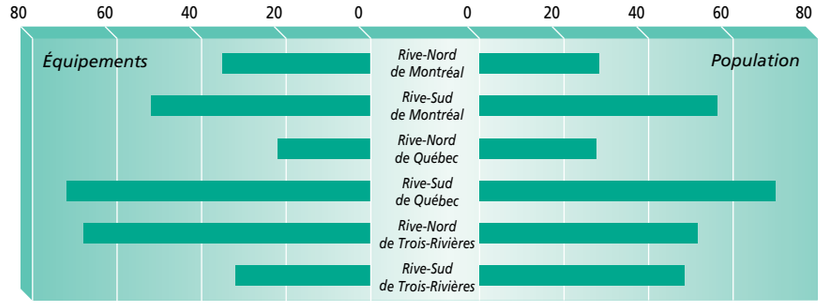
À l'échelle régionale, la moitié de ces équipements se trouvent dans la plaine de Montréal, environ

TABLEAU 4
Unités de production dans l'axe laurentien, 1851

Secteur	Bois	Cuir	Fer et métal	Alimentation	Vêtement	Textile	Industrie de matériel de transport	Industrie des minéraux non métalliques	Industrie chimique	Divers, fabrication et construction	Total
Île Jésus	5	2	3	1	0	2	3	0	0	0	16
Île de Montréal et île Bizard	6	21	15	13	0	4	2	0	1	6	68
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	27	19	22	9	4	3	1	1	7	4	97
Rive-Nord de Montréal	147	68	141	61	5	34	7	2	39	5	509
Rive-Sud de Montréal	208	130	225	65	22	28	38	4	7	36	763
Ville de Montréal	5	4	2	3	0	0	4	0	0	16	34
Région de Montréal	398	244	408	152	31	71	55	7	54	67	1 487
Région de Montréal (sans la ville)	393	240	406	149	31	71	51	7	54	51	1 453
Rive-Nord de Trois-Rivières	102	52	49	30	3	26	4	2	2	2	272
Rive-Sud de Trois-Rivières	46	19	43	18	0	15	3	6	3	1	154
Ville de Trois-Rivières	8	10	9	8	1	1	2	0	0	6	45
Région de Trois-Rivières	156	81	101	56	4	42	9	8	5	9	471
Région de Trois-Rivières (sans la ville)	148	71	92	48	3	41	7	8	5	3	426
Île d'Orléans	13	2	13	4	0	4	18	0	0	0	54
Rive-Nord de Québec	84	16	62	39	0	23	9	1	1	6	241
Rive-Sud de Québec	272	60	206	83	0	76	28	2	10	15	752
Ville de Québec	96	105	61	62	24	1	27	4	1	70	451
Région de Québec	465	183	342	188	24	104	82	7	12	91	1 498
Région de Québec (sans la ville)	369	78	281	126	0	103	55	3	11	21	1 047
Total des régions	1 019	508	851	396	59	217	146	22	71	167	3 456
Total des régions (sans les villes)	910	389	779	323	34	215	113	18	70	75	2 926

FIGURE 4

Équipements et population rurale (en % de l'axe)



36 % dans la région de Québec et près de 15 % dans celle de Trois-Rivières. Cette fois, la forte primauté numérique de la région de Montréal éclate, d'autant que les listes nominatives manquantes se situent massivement dans cette partie du territoire. Le nombre de ses équipements indique un ordre de grandeur qui, à tout le moins, correspond à son poids démographique. Ce premier aperçu infirme l'idée d'une certaine atonie industrielle, voire d'une désindustrialisation de l'espace rural de la grande région montréalaise, suggérée par les versions publiées des recensements.

En fait, les données recueillies dans les listes nominatives de recensement révèlent qu'à elle seule la Rive-Nord de Montréal rassemble 35 % des équipements ruraux de la région tandis qu'elle représente un peu plus de 28 % de sa population rurale (figure 4). La Rive-Sud, qui renferme plus de 56 % de la population rurale régionale, affiche plus de 52 % de ces équipements, ce qui, rappelons-le, est un minimum compte tenu de l'absence de certaines listes. Dans la région de Québec, la comparaison ne souffre pas des mêmes déficiences de la source. La Rive-Nord, qui regroupe environ 28 % de la population rurale régionale, arrive à peine à y retenir 23 % des équipements ruraux, tandis que la Rive-Sud en accapare 72 %, avec un poids démographique de près de 70 %. Il en va différemment dans la région de Trois-Rivières où les établissements de la Rive-Nord l'emportent nettement avec 64 % des unités rurales de production contre seulement 36 % pour la Rive-Sud. Étant donné que les deux rives ont des poids démographiques équivalents au sein de la population rurale de la région, un tel écart est pour le moins frappant au premier coup d'œil. Mais, comme dans le cas de la région de Montréal, il faut se rappeler la carence de la source. En fait, l'écart paraît trop grand pour ne pas indiquer un décalage dans ces paysages industriels du monde rural que sépare le fleuve. Et c'est d'ailleurs là, en 1831, que s'affirment avec le plus de vigueur les fonctions industrielles villageoises, évidemment si on ne tient pas compte de l'effet de taille[8].

À partir de ces disparités numériques, les paysages ruraux semblent encore plus différents si on considère les types de production. Ainsi, en élargissant l'analyse aux dix catégories d'équipements mentionnés dans les listes de recensement et en ne considérant que les contrastes les plus vifs eu égard au poids démographique, on constate d'importantes différences entre la partie méridionale et la partie septentrionale du territoire.

Observons d'abord la plaine de Montréal (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). La Rive-Nord se signale notamment par ses productions alimentaires, le textile et les produits chimiques : le cuir y est assez faiblement représenté et le sont encore beaucoup moins le vêtement, l'industrie de matériel de transport ainsi que les « activités diverses ». La Rive-Sud, au contraire, révèle une certaine faiblesse dans le secteur alimentaire et le secteur du textile ; par contre, elle affiche une vigueur certaine dans d'autres secteurs comme le vêtement, le matériel de transport et les « activités diverses ». Il existe d'évidents schémas de complémentarité entre les équipements ruraux des deux rives de Montréal, que renforce d'une manière non négligeable celle de toute la partie rurale de l'archipel de Montréal.

Dans la région de Québec, la Rive-Sud, qui compte trois fois plus d'équipements ruraux que la Rive-Nord, affiche une position un peu moins forte dans les productions alimentaires et celle du matériel de transport, et se montre totalement absente de la production de vêtements, que seule d'ailleurs Québec revendique dans toute la région. Mais elle domine très nettement dans les minéraux non métalliques, les productions chimiques et les « activités diverses » de construction et de fabrication. La Rive-Nord de Québec montre peu de productions qui, par le nombre des équipements, lui confèreraient une certaine force en comparaison de son poids démographique, si ce n'est peut-être les productions alimentaires. Ses faiblesses sont plus évidentes : absence de production de vêtements comme pour la Rive-Sud, mais aussi très faible représentation du matériel de transport, des minéraux non métalliques, des produits chimiques et des « activités diverses » de fabrication et de construction. Compte tenu de son faible poids démographique, c'est plutôt l'île d'Orléans qui surprend ici par le nombre important d'équipements dans certaines catégories : le bois, le fer et le métal et, enfin, le matériel de transport. Globalement, la Rive-Nord de Québec offre un paysage industriel d'une certaine pauvreté qui se reflète dans l'ensemble de la région. Pourtant, des nuances s'imposent en ce qui a trait au voisinage immédiat de Québec.

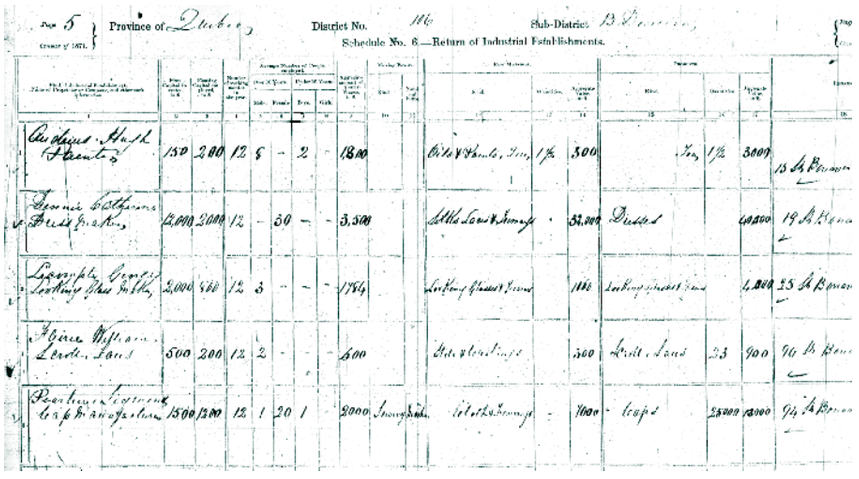
Quant au degré de concentration des différentes catégories d'équipements sur le territoire laurentien, il nous est révélé par un indice composite comparant le pourcentage local d'équipements par rapport à son poids sur l'ensemble du territoire laurentien[9]. En ce qui concerne le bois, par exemple, on remarque des concentrations plus fortes autour de Québec qu'ailleurs, mais la différence entre le nord et le sud de l'axe est beaucoup moins marquée que dans le cas du sciage observé précédemment. Il faut en déduire que, si le sciage est courant surtout dans la partie septentrionale du pays laurentien, on n'en travaille pas moins le bois un peu partout. Le cuir, par contre, est une production méridionale, tandis que la catégorie du fer et du métal est plus harmonieuse-

ment répartie entre les deux grandes parties du territoire. L'industrie de l'alimentation se déploie en enveloppe autour des deux grands centres urbains. Pour découvrir un autre contraste comme celui qu'on a pu observer entre la distribution des moulins à scie et celle des industries du bois, on n'a qu'à embrasser en même temps le cas des textiles et des vêtements. Tandis que la production de textiles paraît assez répandue et bien implantée autour de Québec, la production de vêtements est nettement concentrée dans la partie méridionale. Quant à l'industrie de matériel de transport et aux autres équipements divers de fabrication et de construction, ils sont nettement regroupés autour des deux grands centres urbains, comme l'industrie de l'alimentation. Enfin, on constate que l'industrie des minéraux non métalliques et les produits chimiques affichent leurs plus fortes concentrations dans la couronne externe du pays laurentien.

Autrement dit, contrairement aux versions publiées des recensements qui semblent indiquer un net déplacement de certains gros équipements vers la partie septentrionale de l'axe laurentien, entre autres les moulins et les installations de sciage, les listes nominatives révèlent, pour l'année 1851, un paysage industriel beaucoup plus diversifié dans la partie méridionale du territoire que dans sa partie septentrionale. Elles témoignent de processus de croissance passablement différents selon que l'attention se porte au sud ou au nord du pays laurentien.

c) Une importante source d'emploi

Le nombre de travailleurs des différentes unités de production est une mesure importante pour élucider les processus de croissance. Toutefois, il faut traiter cet indicateur avec prudence, d'une part parce que les recenseurs n'ont pas toujours retenu, tant s'en faut, le nombre de travailleurs occupés auprès d'un équipement, d'autre part parce que là où ils n'ont indiqué qu'une personne, on ne peut savoir avec certitude si elle est le propriétaire de l'équipement. On sait également que les propriétaires d'équipements du milieu du XIX[e] siècle ont une nette tendance à ne pas signaler l'aide qu'ils reçoivent plus ou moins gratuitement de membres de leur famille pour leur production. De plus, la durée de l'activité des travailleurs auprès de l'équipement est extrêmement variable, c'est-à-dire de quelques jours ou quelques semaines à plusieurs mois ou toute l'année. Dans les établissements qui présentent plus d'un équipement, le nombre de travailleurs est rapporté très souvent à l'ensemble, sans plus de précision. Dans le cas des grandes scieries et d'autres équipements qui reposent sur un approvisionnement massif en bois, les établissements de sidérurgie par exemple, le nombre de personnes révélé peut comprendre, en plus de celles qui sont occupées dans l'établissement, de nombreux autres travailleurs qui, rémunérés de quelque manière par l'entreprise, s'activent en forêt ou le long des cours d'eau pour acheminer le bois ou même le préparer en vue d'une utilisation précise. Pour toutes ces raisons, le nombre de travailleurs n'a donc qu'une valeur indicative, qui reste tout de même représentative d'un certain état de fait au sein de l'industrie bas-canadienne.


Province of Quebec — District No. 116 — Sub-District B — Schedule No. 6.—Return of Industrial Establishments.

Extrait du recensement nominatif des établissements industriels du quartier Saint-Antoine, district de Montréal-ouest, 1871.
Recensement du Canada, Archives nationales du Canada, Ottawa, bobine C-10046, district n°106, sous district b, tableau n°6, p. 5.

Au total, y compris les données fragmentaires des villes, on dénombre, parmi les 3 456 équipements qui se trouvent dans la vallée du Saint-Laurent, une centaine d'établissements ou d'équipements de production occupant dix travailleurs ou plus. Cette centaine d'unités se répartissent à peu près également entre la région de Québec et le reste du territoire laurentien, à l'exclusion de la ville de Montréal dont les données font défaut. En général, on peut donc parler d'un niveau encore relativement faible de mobilisation du travail dans cette nébuleuse d'entreprises du monde rural au milieu du siècle.

Comme on pouvait s'y attendre, les établissements dont la main-d'œuvre est nombreuse ont d'abord une très forte assise urbaine. L'établissement le plus considérable de ce point de vue que nous ayons retracé est un chantier naval de Québec qui, aux heures de grande activité, requiert entre 750 et 800 travailleurs. La ville compte d'ailleurs une demi-douzaine d'autres chantiers navals, employant plus de 60 personnes, qui se trouvent à proximité d'une quarantaine d'établissements d'autres types dont la main-d'œuvre excède dix personnes. Telle est l'assise urbaine qu'on est en mesure de retracer grâce aux listes nominatives de recensement.

En comparaison, la partie rurale de l'axe laurentien est d'abord un pays de moulins : moulins à scie (plus de 450), moulins à farine (plus de 200), moulins à carder (plus d'une centaine), moulins à fouler (environ 75). Par leur nombre et la main-d'œuvre qu'ils mobilisent, les moulins forment, avec les boutiques de forge (plus de 750) et les potasseries (près de 70), la structure de base des industries rurales. Ce qui frappe, ce n'est pas seulement le caractère modeste de la plupart des installations de production

du monde rural, mais aussi le caractère composite ou polyvalent de plusieurs d'entre elles. Là où l'eau joue un rôle essentiel de force motrice et où les rapports de marché s'expriment avec une certaine vigueur, la tendance est à la combinaison des productions.

La meunerie, le sciage, le foulage et le cardage sont associés l'un avec l'autre et, parfois, tous ensemble dans un même établissement, tel ce moulin à scie de Sainte-Cécile-du-Bic, près de Rimouski, qui a fait appel à une cinquantaine de travailleurs. Ces établissements polyvalents nous intéressent particulièrement parce qu'ils indiquent une large ouverture aux différents rapports de marché.

Cette polyvalence n'est pas la négation de la spécialité. Compte tenu de la technologie en usage, il s'agit plutôt d'une recherche d'utilisation optimale d'un équipement de base voué à une production principale à laquelle on a trouvé opportun d'ajouter des fonctions secondaires. L'harmonisation de ces équipements est en elle-même révélatrice des spécificités locales et des échelles de marché dans lesquelles s'insèrent les établissements concernés. Cette polyvalence est observable à la fois dans de petites ou de plus grosses installations (plus de dix travailleurs). Elle traduit aussi bien l'affirmation du petit entreprenariat local que la montée des grandes organisations capitalistes.

La matière première, la topographie, la puissance hydraulique et les liaisons aquatiques et terrestres ont favorisé ici et là, dans l'espace rural laurentien, l'implantation d'établissements dont la taille en 1851 paraît imposante à travers la nébuleuse des petites installations qui, le plus souvent, emploient moins de cinq travailleurs. Ainsi, nous avons repéré une quarantaine d'établissements rassemblant dix travailleurs ou plus à l'extérieur de Québec, dont deux à Saint-Hyacinthe et un à Sorel (un important chantier naval de 150 travailleurs).

C'est parmi les moulins à scie du pays laurentien que se trouvent les plus grands établissements du monde rural. Parmi les installations de sciage les plus imposantes, nous en retenons trois qui donnent de l'emploi à au moins 25 personnes, et cinq autres dont la main-d'œuvre se situe entre 40 et 60 travailleurs. Enfin, trois autres établissements ont plus d'une centaine de travailleurs, dont une partie est au moulin et une autre, en forêt : un à L'Isle-Verte (100 travailleurs), un à Fraserville (200 travailleurs) et un autre, de loin le plus grand, au fief Saint-Maurice, près de Trois-Rivières (360 travailleurs).

À part ces grandes scieries, il faut mentionner une fabrique de verre de Vaudreuil qui emploie environ 150 personnes. De plus, outre les moulins, on compte encore, dans un relevé qui demeure provisoire, une dizaine d'établissements qui mobilisent de 10 à 30 travailleurs. Ce sont : une fonderie (à Montmagny), deux fabriques de drap (une à Chambly et une autre à Terrebonne), une fabrique de vêtements (à Saint-Armand), une fabrique d'étoffe (à Sault-au-Récollet), une briqueterie (à Deschaillons), deux tanneries (une à Lacorne et l'autre à Saint-Jean-l'Évangéliste), deux fabriques de moulins (une à Berthier et l'autre à Terrebonne), une fabrique de papier (à Chambly) et une fabrique de chaises (à Château-Richer).

d) Une composante importante de la socioéconomie locale

Ce survol de la question des industries rurales durant la première moitié du XIX^e^ siècle nous permet de mieux en saisir les caractères. D'abord, son importance pour le territoire étudié. Ces activités font manifestement partie intégrante de la vie économique de l'ensemble des régions de l'axe, à des degrés divers cependant. Il en découle une image de diversité et de spécialisation régionale qui semble aller en s'accentuant, encore que la période d'étude soit assez courte. Le lien entre le développement du territoire et la nature de certaines fabrications est relativement direct : les productions davantage liées à l'exploitation des richesses naturelles et qui suivent le développement d'un front pionnier, comme les scieries et les potasseries, reculent au fur et à mesure que la matière première s'épuise.

Par ailleurs, il semble bien y avoir un lien direct entre la densité de population et les industries rurales : dans bien des cas en effet, la répartition des secondes se calque sur la première. On note cependant des disparités, en particulier entre la rive nord et la rive sud, comme on observe une tendance à la concentration dans le voisinage des villes.

L'examen de la structure des industries rurales entre 1831 et 1851 peut laisser croire un moment à une certaine stagnation. Toutefois, il n'en est rien. D'un côté, pour établir une base de comparaison valable avec 1831, nous avons dû retrancher plusieurs industries existantes en 1851. De l'autre, l'analyse des listes nominatives du recensement de 1851 a révélé toute la multiplicité et la diversité des équipements qu'on trouve dans le paysage de l'axe. Nous avons également remarqué l'importance des implantations dans le voisinage des grands centres urbains, ce qui apparaît comme une polarisation de certaines industries par les villes. Malheureusement, l'absence de listes nominatives pour Montréal et certaines autres localités ne nous permet de donner qu'un aperçu du développement industriel et, en particulier, de la concentration de la main-d'œuvre qui commence à se faire sentir et qui, dans certains cas, atteint un niveau étonnant.

Les industries rurales apparaissent donc comme une composante bien implantée dans la socioéconomie de l'axe laurentien. Leur évolution est rythmée à la fois par la croissance démographique, le développement de l'écoumène et l'urbanisation. L'image qui s'en dégage est celle d'une écono-

mie qui a déjà atteint un certain niveau d'intégration et qui repose sur une structure d'échange assez élaborée. Elle sera plus cohésive encore dans la seconde moitié du siècle, avec la densification du tissu industriel.

2. VERS UNE PLUS GRANDE DENSITÉ INDUSTRIELLE : LA SITUATION EN 1871

Entre le milieu du siècle et le début des années 1870, le territoire de l'axe laurentien a considérablement changé. Sa population s'est accrue d'environ 16 % et elle s'étale encore un peu plus vers l'intérieur. En même temps, le réseau villageois et l'armature urbaine ont été renforcés par l'émergence de nouveaux centres en croissance. Mais, surtout, un vigoureux élan a propulsé la population de Montréal jusqu'à 107 000 habitants. Québec abrite environ 45 000 personnes. Un écart considérable sépare donc maintenant les deux grandes villes.

À la faveur de l'expansion de l'économie de marché, l'appareil de production non agricole a évolué. Les entreprises sont plus nombreuses et mobilisent davantage de main-d'œuvre. De nouveaux procédés techniques, comme la mécanisation et les machines actionnées à la vapeur, ont gagné du terrain et l'organisation du travail a tendance à devenir plus complexe à mesure que croît la taille des établissements. Mais ces modifications perceptibles de l'appareil de production touchent très inégalement les diverses branches de l'activité économique et les composantes du territoire.

Les listes nominatives du recensement de 1871 laissent voir l'intégralité du territoire de l'axe laurentien, condition essentielle pour apprécier la pleine dimension de sa base productive. De plus, puisque nous avons pu établir dans la plupart des cas le nombre de personnes rattachées aux divers équipements signalés, elles nous donnent accès à un panorama moins sommaire que celui que nous avons proposé pour les années 1831 et 1851, plus éloquent au regard de la configuration et des orientations de la socioéconomie laurentienne.

Toutefois, nous n'en sommes toujours qu'à poser une série de balises dans l'exploration des productions non agricoles de l'axe. Le dénombrement de travailleurs que nous utilisons ici comme moyen d'investigation est un premier outil que nous avons préféré à d'autres qui posaient davantage de problèmes. Nous y avons recours comme révélateur de l'échelle humaine des activités économiques.

Comme pour les années antérieures, l'unité de production de référence demeure l'équipement. Nous avons réparti les équipements de 1871 selon les dix catégories retenues pour 1851, afin de ménager une base de comparaison entre les deux années témoins. Mais, depuis le milieu du siècle, plusieurs productions nouvelles sont apparues, de sorte que la catégorie « activités diverses » est beaucoup plus étendue en 1871 qu'elle ne l'était 20 ans plus tôt. Aussi l'avons-nous subdivisée en sept sous-catégories : bâtiments et grands travaux ; photographie, arts et ornementation ; horlogerie, bijouterie et travail fin du métal ; imprimerie, reliure, etc. ; productions animales et végétales ; pharmacopée, instruments médicaux et santé ; indéfinies. Ces sous-catégories permettent notamment de mieux cerner la montée d'activités qui sont devenues une caractéristique importante du paysage économique des deux grandes villes.

a) Les signes d'une croissance

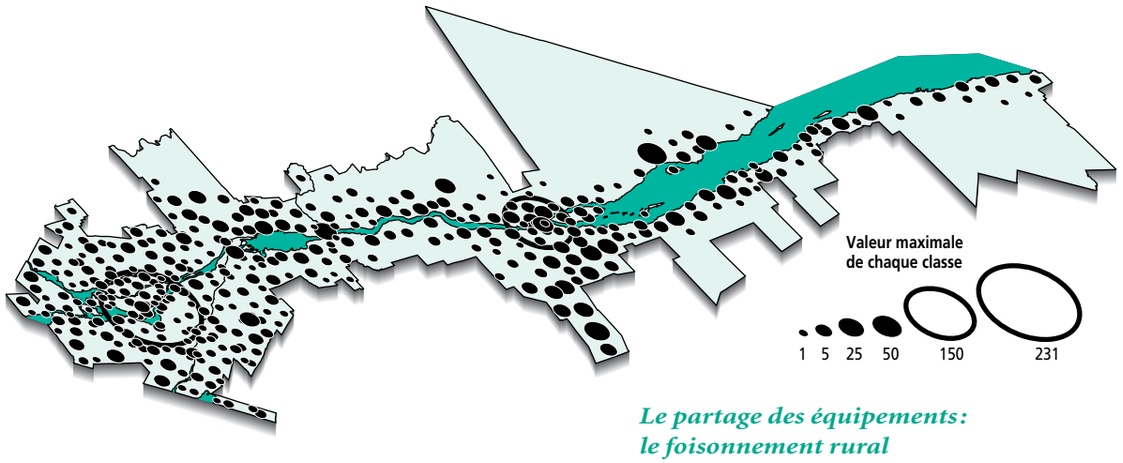
Même si les données des recensements de 1851 et de 1871 se prêtent difficilement à une comparaison rigoureuse, certaines montrent une rapide croissance du nombre des équipements dans le corridor laurentien depuis le milieu du siècle.

Les moulins à scie et les moulins à farine, soit les grands équipements les plus répandus dans le monde rural du milieu du siècle dernier, nous fournissent à cet égard deux premiers indices. Les tableaux publiés des recensements révèlent qu'en 1851 le territoire de l'axe, à l'extérieur de Montréal et de Québec, renferme 547 moulins à scie et 316 moulins à farine. Vingt ans plus tard, on en dénombre 892 et 498 dans les listes nominatives. Dans les deux cas, la hausse excède 50 %.

Par ailleurs, les listes incomplètes de 1851 signalent 3 456 équipements sur le territoire de l'axe, ou 2 926 si on fait abstraction des deux villes principales. En 1871, les listes indiquent 10 072 ou 8 419 équipements, selon que les deux grands centres urbains sont inclus ou non dans le décompte. La progression au cours des 20 années écoulées équivaut au triple dans les deux cas. Ces taux font bien sûr un peu illusion, car les listes manquantes de 1851 accentuent artificiellement l'écart entre la situation de 1851 et celle de 1871. Ne pouvant évaluer avec précision le niveau réel de cette progression, tentons au moins d'établir un ordre de grandeur. Pour cela, nous considérerons isolément la région de Québec où les listes manquantes sont beaucoup moins nombreuses que dans les régions de Montréal et de Trois-Rivières. On constate alors que le nombre d'équipements progresse durant la période suivant un facteur de 2,5, voire de près de 3 si on exclut la ville de Québec. On ne peut arbitrairement attribuer ce rythme de progression à l'ensemble du territoire laurentien, car les contrastes sont souvent très marqués entre la partie septentrionale et la partie méridionale. Demeurons donc prudents et contentons-nous de suggérer une multiplication supérieure à 2 pour tout le corridor laurentien. Une telle croissance est sans commune mesure avec le gain démographique enregistré au cours des deux décennies.

FIGURE 5

Nombre d'équipements, 1871



b) Un appareil de production diversifié et hiérarchisé

C'est une socioéconomie déjà passablement différenciée que nous font découvrir les listes nominatives du recensement de 1871, où chaque partie du territoire laurentien tend à se démarquer grâce à la répartition de son appareil de production. Pour cerner les grands traits de ce paysage économique, nous aurons recours à deux images. La première nous est fournie par la trame des équipements. Elle nous révélera, comme en 1851, l'ordonnancement ou l'ossature de l'appareil de production. La seconde image, plus complexe, nous est suggérée par le déploiement de la main-d'œuvre nécessaire aux divers équipements. Elle servira à soupeser le développement des activités et à considérer sous un autre angle leur place dans l'organisation du territoire.

En 1871, sur tout le territoire de l'axe, environ 55 000 personnes s'activent autour de 10 072 équipements de production non agricole. Mais, aux fins de cette étude, il a fallu en défalquer 73 pour lesquels les données font problème. Cette opération a pour effet de réduire de 437 le nombre des travailleurs, amputation tout à fait marginale. L'analyse qui suit se fonde donc sur 9 999 équipements auxquels se rapportent 54 499 travailleurs. On en trouvera une présentation détaillée par catégories d'activité et par secteurs géographiques dans la note méthodologique qui complète ce chapitre.

Pour 1851, rappelons-le, nous avons dû nous contenter d'observer la répartition des unités de production dans les principaux domaines d'activité et leur diffusion sur le territoire laurentien. Dans le but d'assurer une base comparative entre les deux années témoins, nous commencerons donc l'analyse de la situation de 1871 par un examen de la distribution des unités de production (figure 5). Nous mettrons alors en évidence la multitude des équipements ruraux. Puis, nous poursuivrons l'analyse sous l'angle du partage des travailleurs. Un tout autre paysage de l'axe émergera alors, qui fera ressortir la primauté du monde urbain dans les activités de production, de même que les deux sentiers de croissance qui distinguent nettement la partie méridionale de la partie septentrionale de l'axe.

Le partage des équipements : le foisonnement rural

Ce qui frappe en premier lieu dans l'ordonnancement des unités de production, c'est leur inégale distribution au sein des divers domaines d'activité. En effet, ils appartiennent majoritairement à quatre des dix catégories que nous avons définies, chacune contenant plus de 10 % de l'ensemble des équipements de l'axe. Ce sont, par ordre d'importance numérique : le bois, qui à lui seul représente le quart des unités, le fer et le métal, le cuir et, enfin, l'alimentation. Ensemble, ces quatre catégories englobent environ 70 % des équipements de production du territoire laurentien.

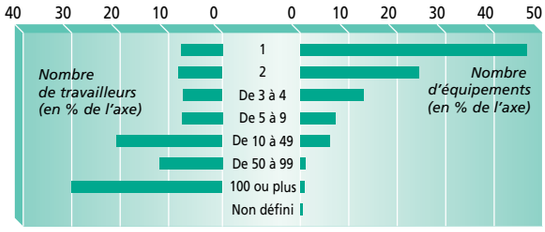
Ces unités sont aussi très inégalement réparties entre les composantes du territoire. La région de Montréal en réunit la moitié, celle de Québec, environ 38 % et celle de Trois-Rivières, un peu moins de 12 %. Comparés au milieu rural, les deux grands centres urbains comptent un nombre somme toute restreint d'équipements. Aussi leur part des unités de production de l'axe n'est-elle pas très considérable : 11,4 % pour Montréal et 5 % pour Québec. C'est donc en milieu rural que se trouve la masse des équipements. Vu la taille de sa population, la région de Québec dispose, toutes proportions gardées, de plus d'équipements que celle de Montréal. En moyenne, on dénombre 12 équipements par mille habitants sur l'ensemble du territoire de l'axe, 11 dans le secteur de Montréal et 13 dans celui de Québec.

La ventilation des unités de production entre les dix catégories fait ressortir d'autres particularités des principales composantes du corridor laurentien. Quelques dissemblances essentielles entre les trois régions se font jour aussitôt. La région de Montréal domine dans trois catégories de production : le vêtement, les produits chimiques et les « activités diverses ». Elle rassemble plus de 60 % des équipements de l'axe dans chacune de ces catégories. La région de Québec est, elle aussi, bien dotée en équipements dans trois catégories : le bois, le textile et les minéraux non métalliques. Dans chacune de ces catégories, sa part des équipements de l'axe excède 40 %. Quant à la région de Trois-Rivières, elle attire surtout l'attention par une proportion relativement faible d'équipements dans deux catégories, les minéraux non métalliques et les produits chimiques.

Mais il faut compter aussi avec la ville qui imprime dans le paysage économique ses propres nuances. Étroite, la trame serrée des unités de produc-

FIGURE 6

Équipements selon la taille, 1871
(nombre de travailleurs)



tion des deux grandes villes tranche franchement avec l'ordonnancement général des équipements de l'axe. Le vêtement et les « activités diverses » occupent une place prépondérante tandis que le textile, les minéraux non métalliques et les produits chimiques ont une position marginale. À Montréal, premier centre industriel, deux équipements de production sur cinq sont liés aux catégories du vêtement et des « activités diverses ». À l'échelle du corridor laurentien, la ville détient plus du tiers des équipements du vêtement et presque la moitié de ceux des « activités diverses ».

Élaborée sur les mêmes bases que celle que nous avons dressée pour 1851, la cartographie des spécialisations locales impose deux constats (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). D'une part, l'étonnante diversité de l'agencement de la base productive de l'axe ; d'autre part, la présence, bien perceptible aussi, d'une démarcation entre le cœur de la grande région montréalaise, plus tourné vers la fabrication et la transformation, et le reste de l'espace laurentien, davantage orienté vers l'exploitation de ressources naturelles. Ce mouvement de l'économie de ressources vers la frange pionnière et, plus généralement, vers la partie septentrionale de l'axe, déjà bien senti au tournant des années 1850, est encore plus net 20 ans après. Il est patent que la montée en force du pôle montréalais et l'extension de l'économie rurale ont modifié un peu plus les rapports à l'espace.

Le partage de la main-d'œuvre : primauté urbaine et centralité montréalaise

L'étude de la répartition brute des équipements permet tout au plus de reconnaître l'ossature de l'appareil productif ; elle n'offre jamais pour cela qu'une vision plus ou moins déformée des structures de l'économie et de l'organisation de l'espace économique. En intégrant à l'analyse les chiffres relatifs à la main-d'œuvre, nous pourrons entrevoir le niveau de développement des activités et proposer ainsi une représentation beaucoup plus réaliste de l'économie et de l'organisation du territoire laurentien, parce que fondée sur les hiérarchies de l'appareil productif.

En 1871, on dénombre environ cinq travailleurs par équipement sur le territoire de l'axe. Ce nombre moyen est toutefois assez peu représentatif du large éventail de situations qu'on peut observer depuis la nébuleuse des équipements n'occupant qu'un travailleur jusqu'aux plus grandes unités de production qui en accaparent plusieurs centaines (figure 6). Près de la moitié des équipements ne requièrent qu'une personne pour fonctionner ; le moulin à farine, la petite scierie ou la boutique de forgeron en sont souvent des exemples types. À peine 8 % des unités de production occupent dix travailleurs ou plus. Mais elles apportent au territoire de l'axe près des deux tiers de ses travailleurs. Au sommet de la pyramide, quelque 80 équipements employant plus de 100 personnes accaparent à eux seuls le tiers de la main-d'œuvre laurentienne, et le plus important d'entre eux en retient 790. C'est dans la frange des équipements de dix travailleurs ou plus que réside le cœur de l'organisation capitaliste de la production, avec le rapport salarial qui le caractérise. En prenant pour seuil le nombre de dix travailleurs, nous sommes en mesure de dégager certaines tendances de l'appareil de production, tout en vérifiant la solidité des bases capitalistes dans les différents champs d'activité.

La main-d'œuvre laurentienne se répartit en blocs très inégaux dans les catégories que nous avons définies. Deux d'entre elles dépassent les autres quant au nombre de travailleurs, celle du bois et celle du cuir. Chacune regroupe autour de 20 % de la main-d'œuvre de l'axe. La catégorie du fer et du métal, deuxième quant au nombre d'équipements, occupe le troisième rang pour la main-d'œuvre. Suivent dans l'ordre deux autres catégories réunissant chacune plus de 10 % de l'effectif : celle du vêtement et celle des « activités diverses ». Au total, ces cinq premières catégories occupent près de 80 % de la main-d'œuvre de l'axe. Viennent ensuite la catégorie du matériel de transport, celle de l'alimentation et celle de l'industrie des minéraux non métalliques, chacune comptant entre 4 % et 8 % de l'effectif global. Enfin, au bas de l'échelle figurent la catégorie des produits chimiques et celle du textile.

Différents par le volume de main-d'œuvre qu'ils mobilisent, les principaux domaines de la production se distinguent également par la proportion de travailleurs rattachés aux équipements employant plus de dix personnes (figure 7). À l'échelle de l'axe, toutes catégories confondues, 66 % des travailleurs s'activent auprès d'équipements de dix travailleurs ou plus. Cette proportion atteint 70 % dans trois catégories : les « activités diverses », le vêtement et le cuir ; toutefois, elle est inférieure à 40 % dans la catégorie de l'alimentation et celle du textile. Cette mesure permet non seulement de sérier les activités en fonction de la concentration de la main-d'œuvre, mais donne également une plus juste perspective du maillage qui modèle l'appareil productif, conditionne le processus de croissance et différencie le territoire.

En ce sens, la répartition spatiale des données relatives à la main-d'œuvre révèle un portrait de la socioéconomie de l'axe passablement différent de celui qu'offre le simple agencement des unités de production sur le territoire.

Si la région de Québec a semblé jouir, eu égard à sa population, d'une plus grande densité d'équipements que la région de Montréal, elle est cependant moins riche au chapitre de la main-d'œuvre. En effet,

FIGURE 7

Main-d'œuvre s'activant auprès d'équipements de dix travailleurs ou plus, par catégories, 1871 (en %)

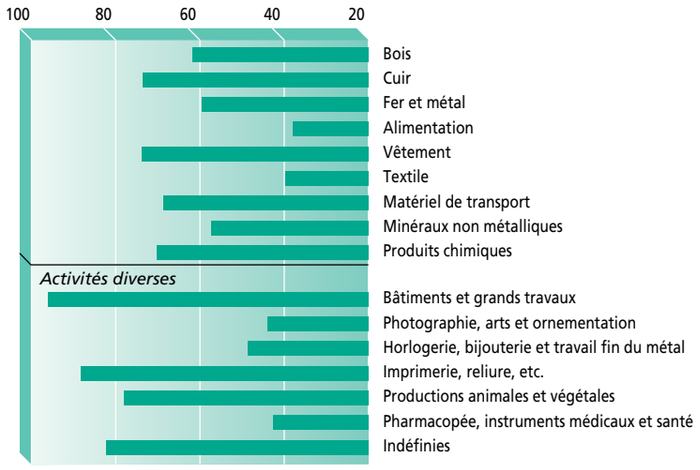
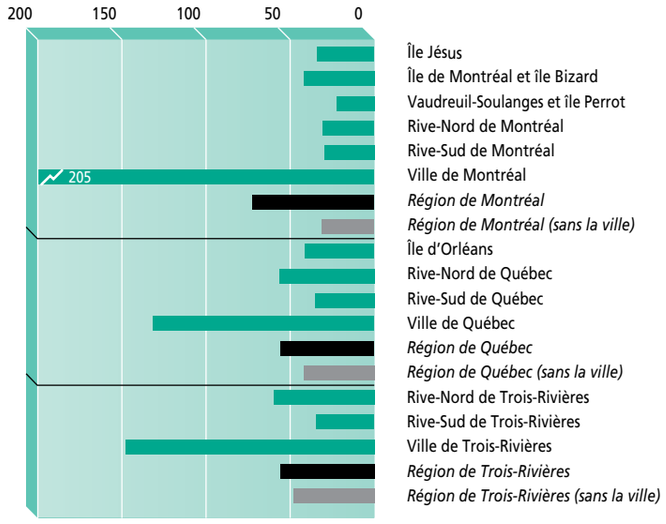


FIGURE 8

Nombre de travailleurs par mille habitants, par secteurs, 1871



près de 60 % des travailleurs de l'axe résident dans la grande région montréalaise, soit substantiellement plus que ne le justifierait son poids démographique qui frôle 54 %. Ainsi, on dénombre 72 travailleurs par mille habitants dans la région de Montréal, mais tout juste 56 dans les régions de Québec et de Trois-Rivières (figure 8).

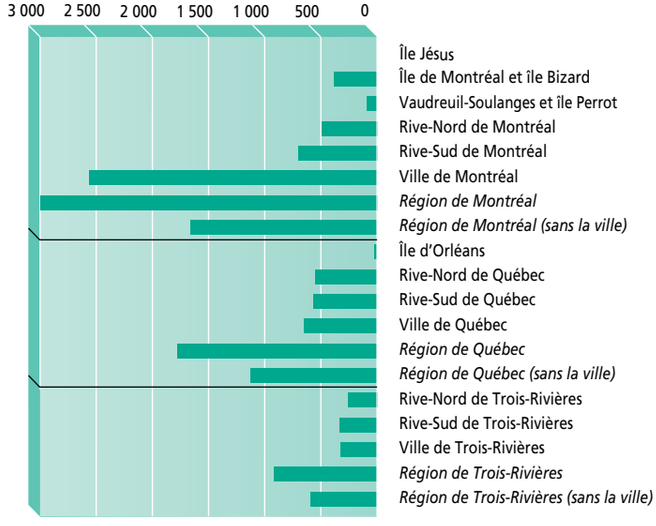
Le contraste entre les parties méridionale et septentrionale de l'axe est encore plus frappant quand on compare les deux grands centres urbains qui fournissent la moitié des travailleurs : un peu plus de 40 % dans le cas de Montréal, moins de 11 % dans celui de Québec. Ce rapport de un à quatre qui sépare le nombre de travailleurs des deux villes est révélateur des profondes transformations qu'a connues Montréal depuis le milieu du siècle. Révélateur, également, de la taille désormais modeste de Québec comme centre industriel et, faut-il ajouter, du faible niveau de développement de l'ensemble de ses activités de production.

En effet, tandis que pour la ville de Montréal le nombre de travailleurs est de 205 par mille habitants, il n'est que de 147 pour Trois-Rivières et s'abaisse encore à 131 pour Québec. À l'échelle de l'axe, la vigueur de Montréal est prodigieuse. Pour beaucoup, elle dépend de la présence d'une quarantaine de grands équipements (100 travailleurs ou plus), soit la moitié de ceux de ce gabarit que nous avons repérés sur tout le territoire de l'axe. Pour ainsi dire un travailleur montréalais sur deux en relève. Avec leurs 790 travailleurs, les ateliers ferroviaires du Grand Tronc forment le plus imposant équipement de l'axe. Onze autres unités de production de la ville occupent plus de 300 travailleurs : ce sont deux manufactures de tabac, deux de vêtements, une de caoutchouc et six de chaussures. Signe de sa puissance industrielle, Montréal accapare plus du tiers de la capacité totale des machines à vapeur de l'axe (figure 9).

Montréal est un puissant moteur de l'activité industrielle, qui fournit à sa grande région les deux tiers de ses travailleurs. On ne peut en dire autant de Québec qui abrite à peine plus du tiers de la main-d'œuvre régionale. En fait, les différents indicateurs concordent : on est en présence de deux sentiers bien distincts de croissance. Au sud, c'est la dynamique urbaine qui l'emporte très largement. Au nord, ce sont les assises du monde rural qui prédominent, notamment celles qui sont liées à l'exploitation des ressources, le bois au premier chef. Au début des années 1870, Montréal affiche résolument le dynamisme d'une véritable ville centre, alors que Québec fait plutôt figure de pôle régional.

FIGURE 9

Équipements utilisant la vapeur, 1871 (puissance en chevaux-vapeur, par secteurs)



La distribution de la main-d'œuvre auprès des équipements de 10 travailleurs ou plus est une des manifestations éloquentes des deux sentiers de croissance qui opposent le nord et le sud.

On se souvient que 66 % des travailleurs laurentiens se regroupent auprès d'équipements de dix travailleurs ou plus. Or, cette proportion, qui atteint 70 % dans la région de Montréal, ville comprise, ne dépasse pas 60 % dans les deux autres régions. Comme on s'y attend, elle est très forte dans les deux grands centres urbains ; elle atteint 87 % à Montréal, comparativement à 78 % à Québec. Elle descend par contre à 66 % à Trois-Rivières. Partout ailleurs, elle se déplace dans un

TABLEAU 5

Équipements les plus répandus, par secteurs, 1871

Secteur	Cardage foulage	Cuir / cordonnier	Cuir / sellier	Cuir / tanneur	Farine	Fer / fonderie	Fer / forge	Fer / forgeron	Fer / autres	Sciage	Total
Île Jésus	2	9	2	2	4	–	8	16	–	3	46
Île de Montréal et île Bizard	2	22	4	21	7	–	11	49	1	2	119
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	5	18	3	7	11	1	12	34	–	12	103
Rive-Nord de Montréal	28	111	26	57	74	6	48	140	4	119	613
Rive-Sud de Montréal	31	234	55	53	69	24	102	286	6	83	943
Ville de Montréal	–	117	22	9	4	16	10	35	11	7	231
Région de Montréal	68	511	112	149	169	47	191	560	22	226	2 055
Région de Montréal (sans la ville)	68	394	90	140	165	31	181	525	11	219	1 824
Rive-Nord de Trois-Rivières	25	76	9	29	39	3	13	78	3	71	346
Rive-Sud de Trois-Rivières	19	42	8	15	28	1	20	58	2	49	242
Ville de Trois-Rivières	2	16	3	1	1	2	1	7	6	2	41
Région de Trois-Rivières	46	134	20	45	68	6	34	143	11	122	629
Région de Trois-Rivières (sans la ville)	44	118	17	44	67	4	33	136	5	120	588
Île d'Orléans	5	16	–	5	5	–	–	18	–	18	67
Rive-Nord de Québec	41	83	6	18	83	–	10	144	3	155	543
Rive-Sud de Québec	77	258	13	63	162	10	19	374	12	372	1 360
Ville de Québec	–	57	11	39	–	7	4	29	2	1	150
Région de Québec	123	414	30	125	250	17	33	565	17	546	2 120
Région de Québec (sans la ville)	123	357	19	86	250	10	29	536	15	545	1 970
Total des régions	237	1 059	162	319	487	70	258	1 268	50	894	4 804
Total des régions (sans les villes)	235	869	126	270	482	45	243	1 197	31	884	4 382

registre d'une grande amplitude, de 7 % à 70 %. Cependant, et c'est précisément ce qui importe ici, à l'extérieur de la grande ville, la région de Montréal se détache de l'ensemble par un indice remarquablement faible qui plonge sous 32 %, sauf dans le voisinage immédiat de la ville. Cette situation nous invite à scruter de plus près la réalité du monde rural laurentien.

c) Le contraste nord / sud : un développement rural à deux régimes

Le profil de la répartition spatiale de la main-d'œuvre rurale, à l'exclusion de la main-d'œuvre agricole, varie beaucoup d'une région à l'autre (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Dans la région de Québec, elle se concentre principalement sur le pourtour de la capitale. C'est là qu'on trouve la plus forte densité de travailleurs hors des grandes villes de l'axe. Il en va autrement dans la région de Montréal qui est dotée de plusieurs centres urbains en émergence, tels Saint-Jean et Saint-Hyacinthe. Les travailleurs y sont davantage dispersés sur le territoire. Au centre du corridor laurentien, à la hauteur du lac Saint-Pierre, là précisément où s'emboîtent les régions de Montréal et de Trois-Rivières, les deux rives du fleuve sont jalonnées de points de concentration de main-d'œuvre (Sorel, Berthier, Louiseville, Nicolet et Trois-Rivières, en particulier). Et le front pionnier adossé aux Laurentides n'est pas en reste, car il comporte quelques bonnes équipes de travailleurs. Cette vigueur de la poussée de l'arrière-pays explique que, dans la région de Trois-Rivières, la majorité des travailleurs ruraux habitent la rive nord du fleuve, contrairement à ceux des régions de Québec et de Montréal qui sont plus nombreux sur la rive sud.

Hors les deux centres urbains, la région de Montréal et celle de Québec se partagent un nombre presque équivalent de travailleurs, soit 10 774 et 10 379 respectivement, chacune disposant de près de 20 % de la main-d'œuvre de l'axe. Le nombre de travailleurs par mille habitants est de 42 dans la partie rurale de la région de Québec, contre seulement 31 dans la région de Montréal. Cependant, avec 48 travailleurs par mille habitants, c'est le milieu rural de la région de Trois-Rivières qui jouit de la plus forte proportion.

La quasi-parité de la main-d'œuvre des deux grandes régions n'est pas sans étonner, car une centaine de milliers d'habitants séparent tout de même les deux populations rurales concernées. Cependant, il faut voir que l'ample déploiement de la filière du bois confère à la région de la capitale une nette suprématie en équipements occupant 50 travailleurs ou plus et lui donne l'allure très concentrée de son appareil productif. Environ 40 % des travailleurs ruraux de la région de Québec appartiennent au secteur du bois, contre 22 % seulement dans la région de Montréal. À l'évidence, le bois est un vecteur majeur de différenciation de l'espace économique laurentien, mais il en existe d'autres. À l'aide d'un groupe de données choisies, il y a lieu de caractériser plus largement les appareils productifs du nord et du sud de l'axe.

Certaines productions sont exclusives au monde rural. Il n'empêche que la plupart des industries appartiennent à de longues filières. Débutant par la cueillette, le prélèvement ou l'extraction, celles-ci se prolongent dans diverses transformations, au sein même du monde rural et jusqu'en milieu urbain, là où souvent les activités adoptent une forme plus évoluée et atteignent une plus grande échelle. La filière du cuir va de l'équarrissage à la cordonnerie en passant par le tannage ; celle du bois s'étend de l'abattage jusqu'au sciage et au façonnement de pièces ; celle du fer naît avec le prélèvement ou l'extraction, passe par les fours et les fourneaux, et aboutit à la fabrication d'une grande variété d'articles. Ce ne sont là que quelques exemples. Ainsi, tout un ensemble d'activités complémentaires contribuent à interrelier les productions des champs, les industries rurales et celles du monde urbain, et à harmoniser l'espace économique.

TABLEAU 6

Équipements les plus répandus, nombre de travailleurs, par secteurs, 1871

Secteur	Cardage / foulage	Cuir / cordonnier	Cuir / sellier	Cuir / tanneur	Farine	Fer / fonderie	Fer / forge	Fer / forgeron	Fer / autres	Sciage	Total
Île Jésus	2	36	10	2	7	–	12	26	–	15	110
Île de Montréal et île Bizard	3	32	7	134	42	–	18	71	35	13	355
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	12	21	4	12	23	5	23	45	–	52	197
Rive-Nord de Montréal	56	225	54	219	157	53	74	195	7	619	1 659
Rive-Sud de Montréal	70	577	130	116	149	198	189	433	40	316	2 218
Ville de Montréal	–	5 149	111	232	66	1 378	20	125	516	238	7 835
Région de Montréal	143	6 040	316	715	444	1 634	336	895	598	1 253	12 374
Région de Montréal (sans la ville)	143	891	205	483	378	256	316	770	82	1 015	4 539
Rive-Nord de Trois-Rivières	42	125	15	126	73	12	26	115	10	1 081	1 625
Rive-Sud de Trois-Rivières	32	62	22	19	54	6	27	74	8	568	872
Ville de Trois-Rivières	6	105	14	3	2	21	3	17	21	400	592
Région de Trois-Rivières	80	292	51	148	129	39	56	206	39	2 049	3 089
Région de Trois-Rivières (sans la ville)	74	187	37	145	127	18	53	189	18	1 649	2 497
Île d'Orléans	12	23	–	7	7	–	–	24	–	22	95
Rive-Nord de Québec	53	404	11	66	139	–	18	292	93	1 045	2 121
Rive-Sud de Québec	108	394	37	135	257	225	25	493	32	2 140	3 846
Ville de Québec	–	1 999	40	225	–	128	7	57	30	21	2 507
Région de Québec	173	2 820	88	433	403	353	50	866	155	3 228	8 569
Région de Québec (sans la ville)	173	821	48	208	403	225	43	809	125	3 207	6 062
Total des régions	396	9 152	455	1 296	976	2 026	442	1 967	792	6 530	24 032
Total des régions (sans les villes)	390	1 899	290	836	908	499	412	1 768	225	5 871	13 098

En raison de leur large diffusion et du volume imposant de main-d'œuvre qu'ils accueillent, certains types d'équipements jouent un rôle de premier plan dans l'organisation du territoire laurentien. À l'extérieur des deux grandes villes, les équipements associés au sciage, à la farine, au foulage et au cardage de même que certaines activités liées au cuir (cordonnerie, sellerie et tannerie) et au fer (boutique de forgeron, forge et fonderie) sont les plus répandus (tableau 5). Au nombre de 4 423, ces équipements procurent du travail à 13 690 personnes, soit 54 % de la main-d'œuvre rurale repérée sur le territoire laurentien (tableau 6).

Les boutiques de forgeron sont omniprésentes dans le monde rural où on en dénombre plus de 1 200. Un peu moins fréquentes que celles-ci, les cordonneries et les scieries y sont aussi très présentes, formant deux ensembles de près de 900 équipements. Les autres équipements sont plus irrégulièrement distribués sur le territoire. Cette sélection laisse transparaître la double orientation du développement rural qui pousse à la concentration en aval et à la diversification en amont. Pour l'illustrer, nous retiendrons deux indices fondés sur les chiffres de la main-d'œuvre.

Le premier traduit le poids de la sélection au sein de l'appareil productif du milieu rural de chacune des régions de l'axe. Il nous apprend que ces équipements occupent environ 60 % de la main-d'œuvre rurale de la région de Québec, 57 % de celle de Trois-Rivières, mais pas plus de 45 % de celle de Montréal. Il s'agit d'un écart considérable. Le poids relativement faible de cet ensemble d'équipements dans la région de Montréal témoigne d'emblée d'une grande différence de structure entre les économies rurales du sud et du nord de l'axe. Poussons plus loin l'analyse en examinant le poids du sciage dans l'économie laurentienne.

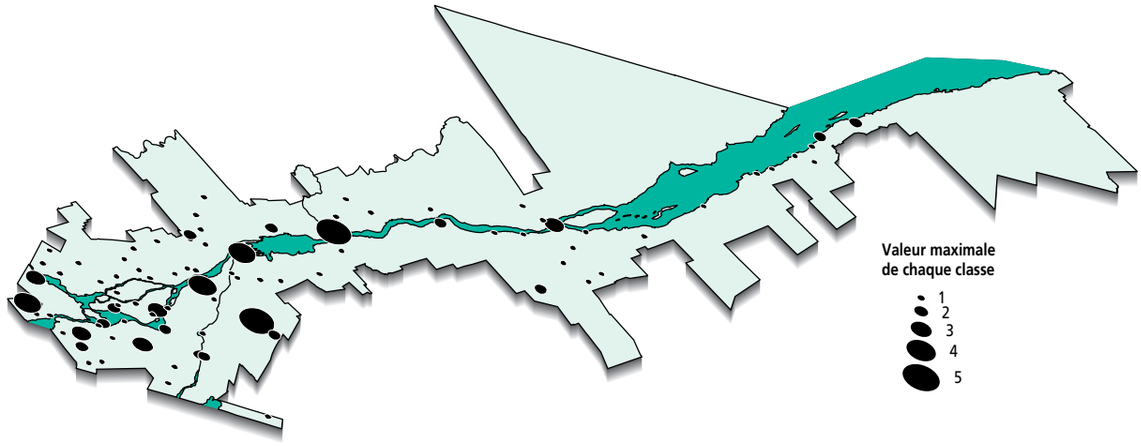
De tous les équipements témoins, c'est sans conteste ceux du sciage qui pèsent le plus lourd au sein de la main-d'œuvre rurale : ils rassemblent le quart de tous les travailleurs de l'axe recensés à l'extérieur de Québec et de Montréal, ce qui fait du sciage le pilier central de l'économie rurale non agricole. La majorité des équipements occupant dix travailleurs ou plus en relèvent. Globalement, le monde urbain participe peu à cette activité. Trois-Rivières abrite bien 400 travailleurs du sciage. Mais, en revanche, les deux grands centres en ont à peine 260 au total.

Le sciage est l'apanage du monde rural et la région de Québec en est le cœur. En fait, près de la moitié de cette main-d'œuvre de l'axe y habite. Le sciage est aussi la marque de la région de Trois-Rivières. En effet, cette dernière accapare le tiers de la main-d'œuvre laurentienne du sciage. Environ 38 % de ses travailleurs ruraux y sont liés, pourcentage légèrement supérieur même à celui de la région de Québec. Par comparaison avec ceux des deux autres régions, le milieu rural montréalais dépend assez peu du sciage qui ne retient qu'un de ses travailleurs sur dix. Ce deuxième indice, mieux encore que le premier, attire l'attention sur la diversité de l'appareil productif du milieu rural montréalais.

Il est instructif, en ce sens, de considérer sommairement les autres équipements de la sélection. Les cordonneries et les boutiques de forgeron forment deux autres piliers de l'économie rurale laurentienne qui fournissent ensemble près de un travailleur sur sept. Importante en milieu rural, la cordonnerie n'est pourtant pas une activité proprement rurale. Dans ce domaine, ce sont les deux grandes villes qui, fortes d'un effectif quatre fois supérieur à celui du monde rural, dominent sans conteste. Dans la filière du cuir, ce sont plutôt le tannage et la sellerie qui apparaissent comme des spécialités rurales. Dans celle du fer, les chiffres relatifs à la main-d'œuvre désignent les boutiques de forgeron et les forges comme des équipements à base essentiellement rurale. Il n'en est pas ainsi des autres activités liées au fer dont les travailleurs vivent

FIGURE 10

Équipements servant à la production d'instruments aratoires



en majorité à Montréal, où on en recense près de 2 000. La mouture des grains, le foulage et le cardage sont des activités à peu près exclusivement rurales ; elles occupent respectivement environ 900 et 400 travailleurs et contribuent ainsi d'une manière non négligeable à la différenciation du paysage économique de l'axe.

Le milieu rural de Québec se démarque par une proportion relativement élevée de main-d'œuvre rattachée aux boutiques de forgeron, aux autres activités de fer, aux moulins à farine, à fouler et à carder. Il fournit en plus un solide contingent de travailleurs aux cordonneries. Le milieu rural montréalais domine dans les activités liées aux forges, aux fonderies, aux cordonneries, aux tanneries et aux selleries. On note cependant le peu d'ampleur qu'il accorde à la mouture des grains, au foulage et au cardage.

On perçoit un peu mieux maintenant ce qui, à l'extérieur des deux grandes villes, distingue l'appareil productif des parties septentrionale et méridionale de l'axe laurentien. Au nord, il est nettement plus concentré qu'au sud, en raison surtout de l'exploitation des ressources dont un large pan est axé sur le commerce international. Cette orientation lui assure la présence d'un groupe d'établissements de grande taille, qui n'a pas son équivalent au sud. L'économie du nord renvoie aussi l'image d'une certaine dualité dans la mesure où, en marge et au loin des grands équipements, prolifère la petite production à forte assise rurale. Ne forçons pas le trait cependant : ce serait oublier un vaste éventail d'activités – le pourtour de Québec et d'autres lieux en sont témoins – par lesquelles ce vaste sous-ensemble entretient des rapports complexes avec le marché.

On voit bien que les lignes de force de la région de Montréal ne sont pas, tant s'en faut, celles des autres régions. On cerne ici le cœur de l'axe laurentien, un cœur qui a ses propres artères. Peu appuyée sur le sciage et d'autres activités aux assises avant tout rurales, la région de Montréal projette non seulement l'image d'une économie plus diversifiée, mais celle aussi d'un espace bien imprégné de la dynamique urbaine. Si on excepte les grands équipements voués à l'exploitation de ressources, qui, au nord, alourdissent beaucoup l'effectif de travailleurs, ce milieu apparaît économiquement plus évolué que ceux des régions de Trois-Rivières et de Québec, car plus riche de relations de toute sorte. C'est d'ailleurs ce que suggère une vérification dans toute la filière du fer pour retracer les équipements servant à produire des instruments aratoires (figure 10). Nous en avons repéré 127 dont 82 dans la région de Montréal. Loin de s'abstraire, le grand espace montréalais tisse ses rapports de complémentarité avec l'ensemble du territoire de l'axe grâce à un système complexe d'échange.

La structure de l'économie laurentienne a beaucoup changé au cours des 40 années couvertes par cette étude, surtout après 1851, quand la croissance paraît s'accélérer en empruntant deux mouvements. Le premier, axé sur la fabrication et fortement centré sur Montréal, poursuit une vigoureuse ascension ; le second, axé sur l'exploitation de ressources, le bois au premier chef, mouvement plus diffus celui-là, traverse principalement la partie septentrionale de l'axe. Si bien qu'à l'aube du régime confédératif, une démarcation assez nette oppose le sud de l'axe, de plus en plus dynamisé par l'expansion urbaine, et le nord, davantage tourné vers l'économie de ressources et plus tributaire des structures du monde rural. La cartographie des faits industriels nous a permis de situer cette démarcation à la hauteur du lac Saint-Pierre, véritable charnière des régions de Montréal et de Trois-Rivières. Distinctes, certes, les régions de l'axe sont néanmoins intégrées, par le fleuve, par la route, par des bases économiques communes et par de nombreuses fonctions de complémentarité.

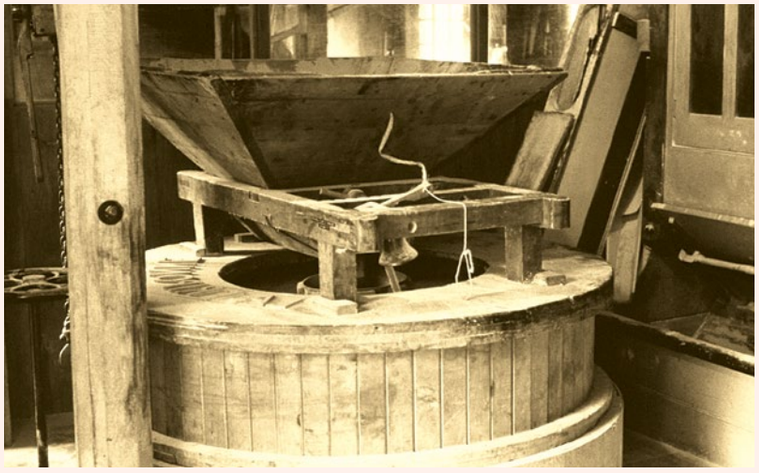
Par ailleurs, dans ce chapitre consacré aux productions non proprement agricoles, nous voulions faire voir la distinction entre le poids de la ville et celui du reste de l'axe. Plus particulièrement, en vérifiant l'importance des industries rurales dans l'appareil productif, nous voulions suggérer leur place dans le processus de croissance lui-même. Nous avons vu à l'œuvre deux sentiers de croissance. Par de vifs contrastes entre le nord et le sud, entre le voisinage des pôles urbains et les marges du territoire, ils nous ont révélé non pas une dynamique des industries rurales, mais plusieurs. Au demeurant, peut-être est-ce là que réside le principal enseignement de cette exploration des productions non agricoles de l'axe. On en conserve l'idée qu'au début des années 1870 la croissance passe encore dans une bonne mesure par les industries rurales. C'est du moins ce que nous avons voulu exprimer en présentant l'économie laurentienne du XIX^e^ siècle sous l'angle de la transition.

LA POUSSÉE INDUSTRIELLE

LE VIEUX MOULIN DE LA BAIE SAINT-PAUL, PREMIÈRE MOITIÉ DU XX^E SIÈCLE.
Frederick William Hutchison, Musée du Québec, Québec, A 48 1 P.

La poussée de 1831-1871

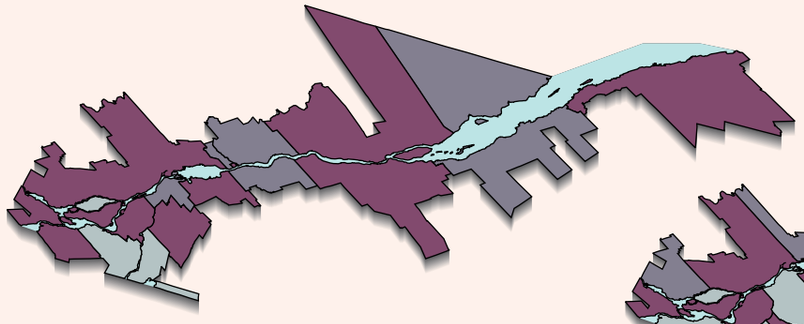
1 Une densité et un nombre accrus d'équipements industriels



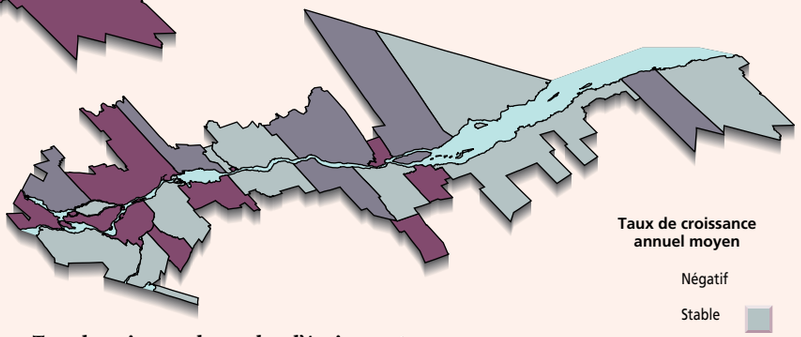
La multiplication des équipements est l'une des manifestations de la poussée industrielle qui transforme l'espace laurentien au siècle dernier. En témoignent, notamment, les moulins à farine, les moulins à scie et les moulins à carder, qui comptent parmi les équipements les plus répandus en milieu rural. Leur inégale distribution contribue à différencier le territoire de l'axe.

Trémie sur support sur archure recouvrant les meules, 1821. Moulin de Beaumont, 1973.
Robert Lahaise, 1973, Bibliothèque de l'Université Laval, Québec, FC 305 L183 1973 721-800, n° 791.

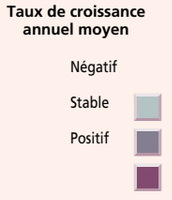
Les moulins à scie



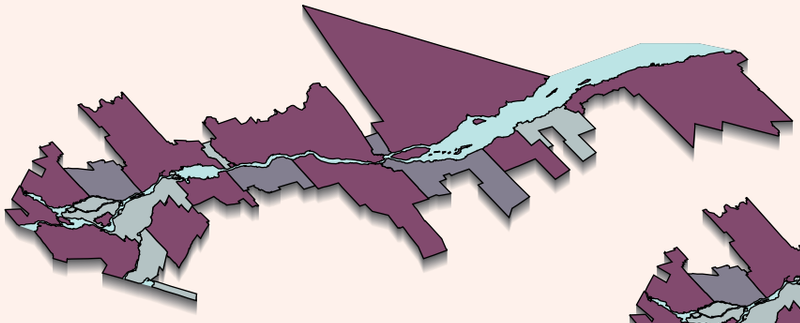
Taux de croissance du nombre d'équipements, 1831-1871



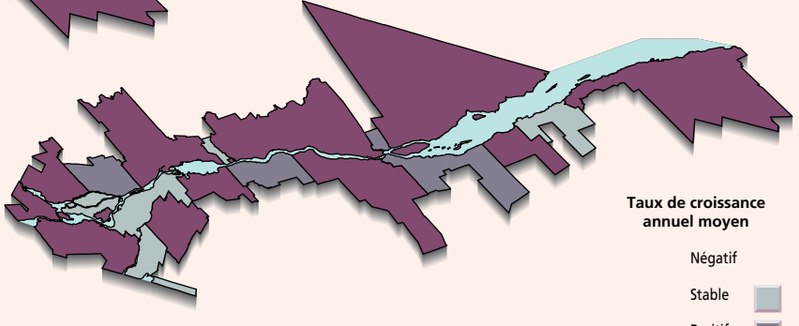
Taux de croissance du nombre d'équipements par mille habitants, 1831-1871



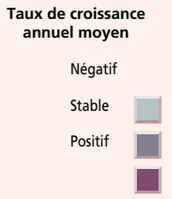
Les moulins à carder



Taux de croissance du nombre d'équipements, 1831-1871

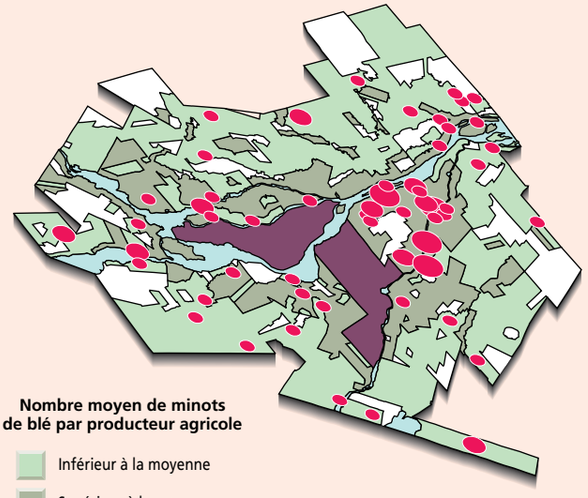


Taux de croissance du nombre d'équipements par mille habitants, 1831-1871



2 Des activités industrielles liées aux ressources : l'exemple de la région de Montréal, 1831

Les moulins à farine et le blé



Nombre moyen de minots de blé par producteur agricole

- Inférieur à la moyenne
- Supérieur à la moyenne
- Localités manquantes

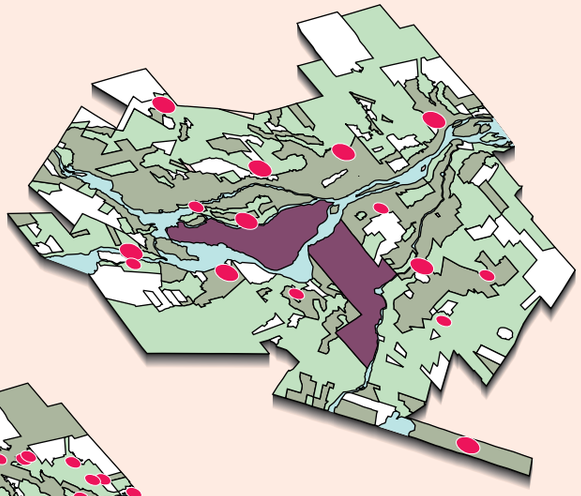
Les moulins à carder et à fouler et l'élevage ovin

Nombre moyen de moutons par producteur agricole

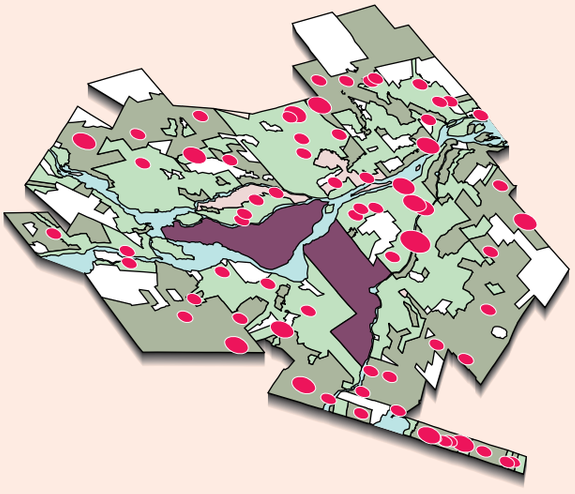
- Information non disponible
- Inférieur à la moyenne
- Supérieur à la moyenne
- Localités manquantes

Nombre de moulins

- 1
- 2 ou 3
- 4 ou plus



L'accès aux ressources explique la concentration sur le territoire de plusieurs activités industrielles. Les ressources végétales, animales, minérales et forestières ont longtemps alimenté la poussée industrielle au sein du monde rural laurentien. Les rapports de complémentarité établis entre les productions industrielles et l'agriculture sont une dimension importante de l'industrialisation des campagnes et de l'essor villageois.



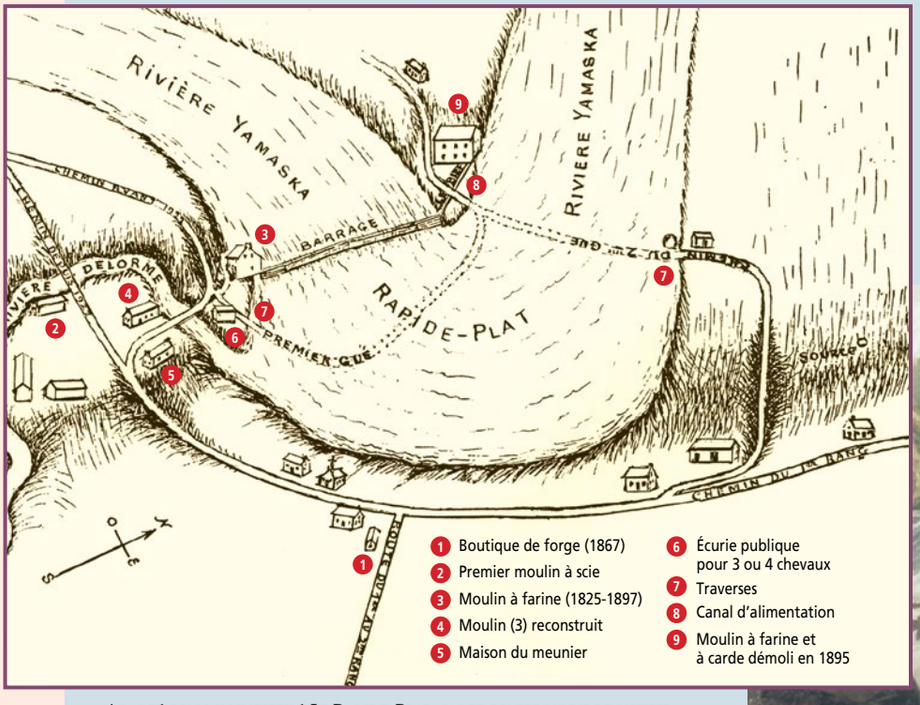
Les moulins à scie et les zones boisées

Superficie moyenne non exploitée par déclarant

- Information non disponible
- Inférieure à la moyenne
- Supérieure à la moyenne
- Localités manquantes

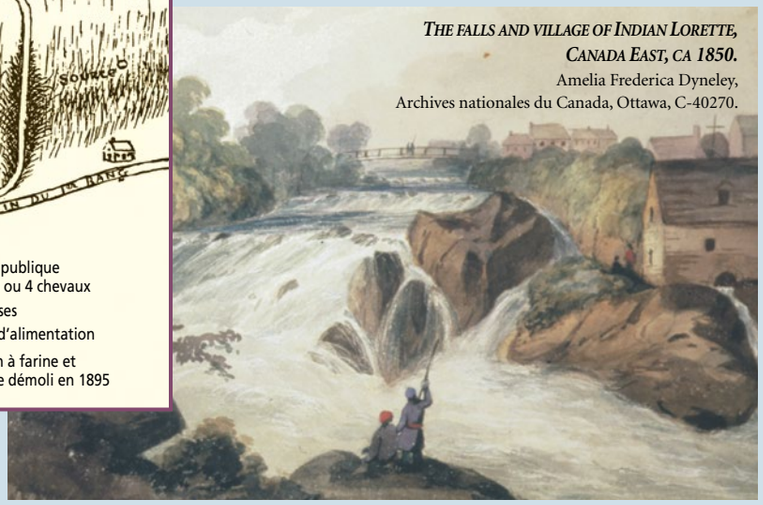
Source : Projet Agriculture et Industries rurales, 1988.

3 Un aménagement industriel en bordure d'une voie d'eau



Adapté du plan intitulé *Le Rapide-Plat*, carte du territoire primitif de Sainte-Rosalie, du chanoine J.-B.-O. Archambeault, 1939.

La puissance hydraulique est à la base de maintes productions industrielles et peut s'avérer un élément essentiel dans un effort de diversification fondé sur la complémentarité d'activités. Certains cours d'eau ont donné lieu à des aménagements industriels complexes avant l'arrivée de la grande industrie, à partir des travaux de retenue et d'adduction des eaux jusqu'à l'installation de moulins et l'érection d'ateliers de fabrication et de manufactures.

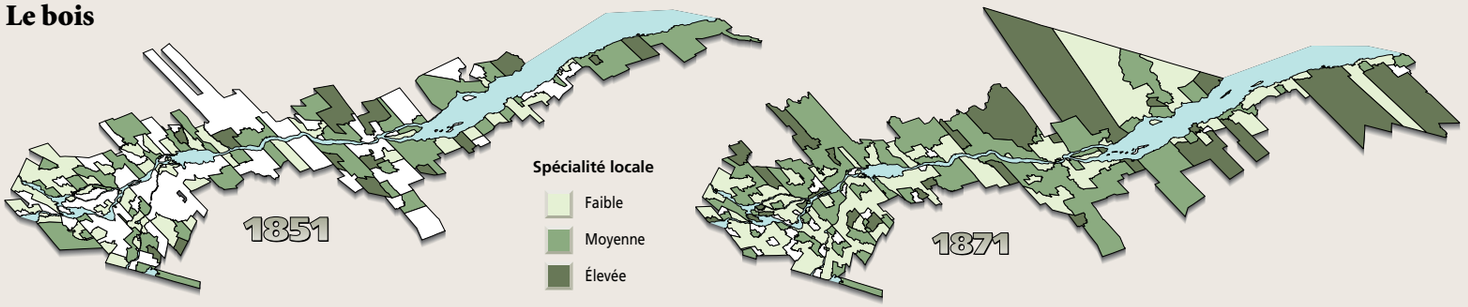


The Falls and Village of Indian Lorette, Canada East, ca 1850.
Amelia Frederica Dyneley,
Archives nationales du Canada, Ottawa, C-40270.

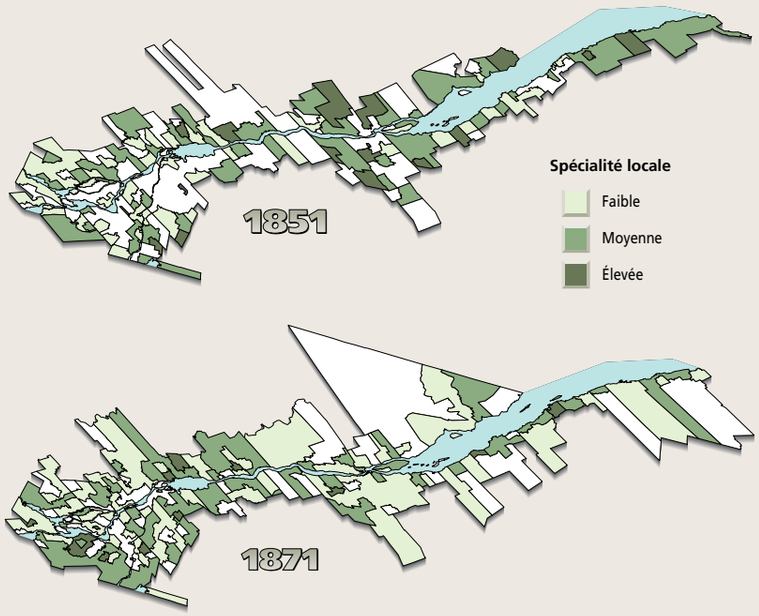
Le foisonnement des années 1851-1871

2 Les espaces de spécialisation

Le bois

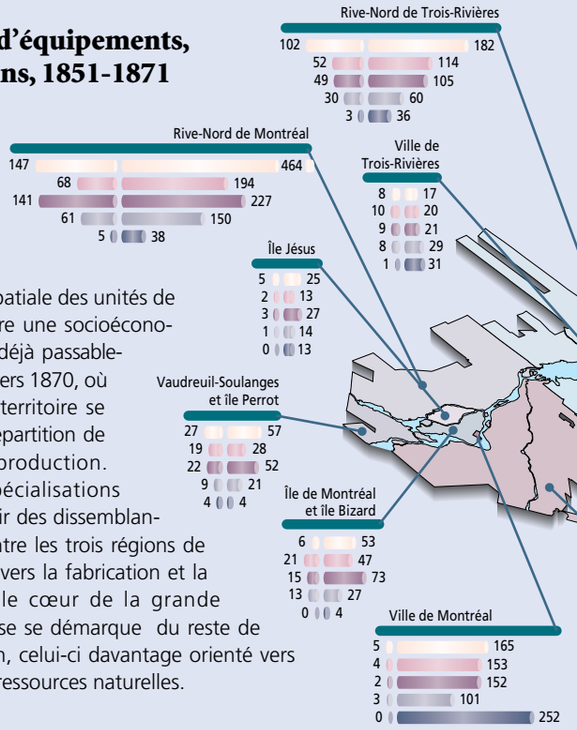


Le cuir

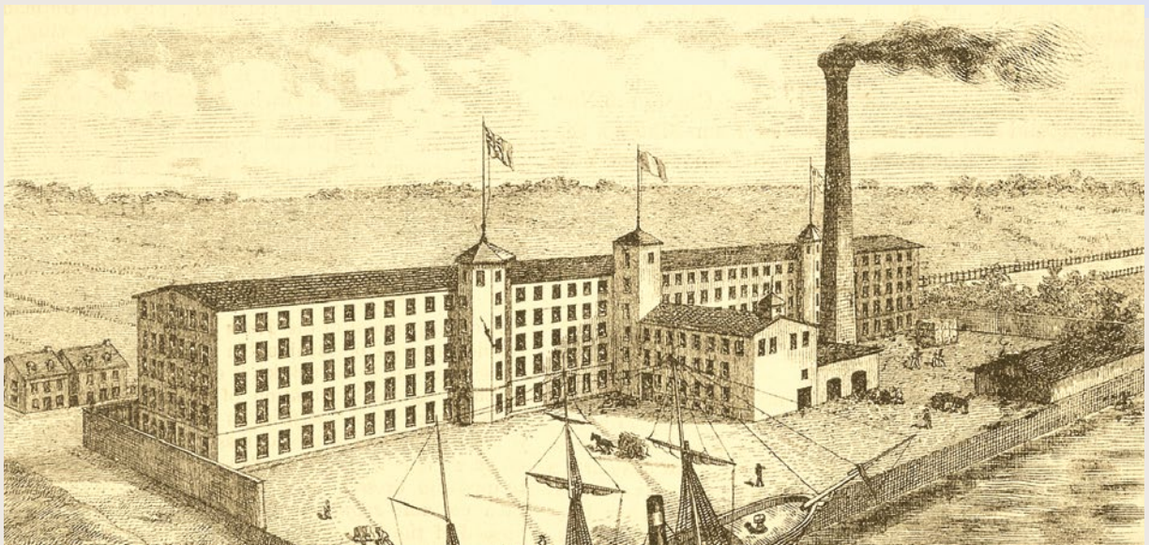


1 La diversité des équipements

Nombre d'équipements, par régions, 1851-1871

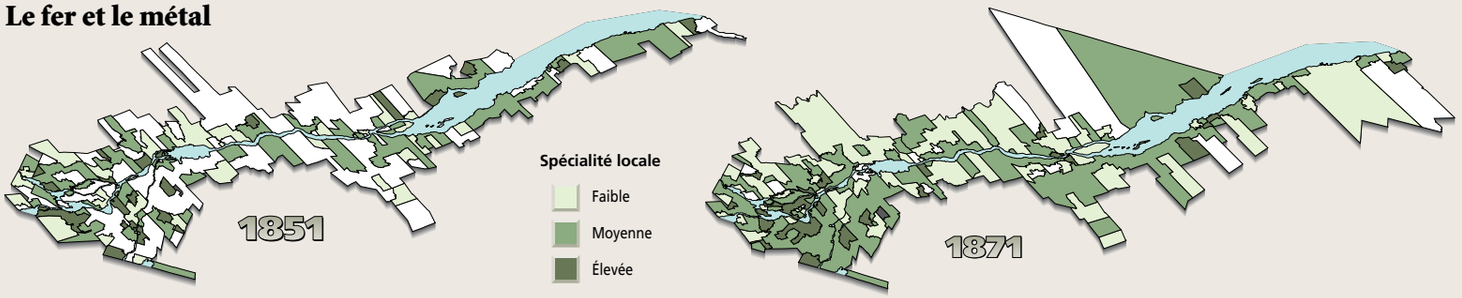


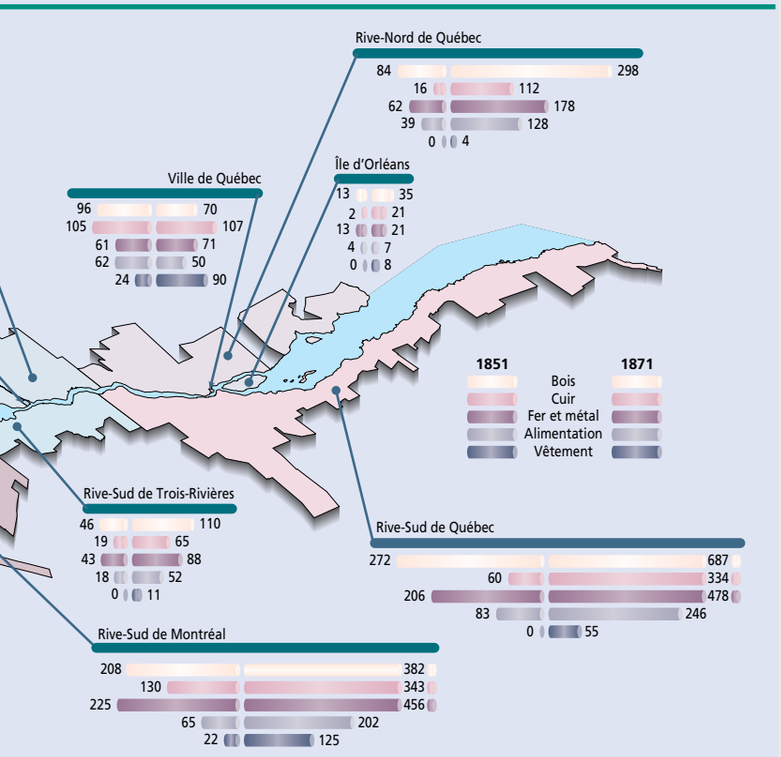
La répartition spatiale des unités de production suggère une socioéconomie laurentienne déjà passablement différenciée vers 1870, où chaque partie du territoire se distingue par la répartition de son appareil de production. L'éventail des spécialisations locales fait ressortir des dissemblances essentielles entre les trois régions de l'axe. Plus tourné vers la fabrication et la transformation, le cœur de la grande région montréalaise se démarque du reste de l'espace laurentien, celui-ci davantage orienté vers l'exploitation des ressources naturelles.



THE VICTOR HUDON COTTON FACTORY, MONTREAL, 1874.
Canadian Illustrated News, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, fonds iconographie documentaire B117.

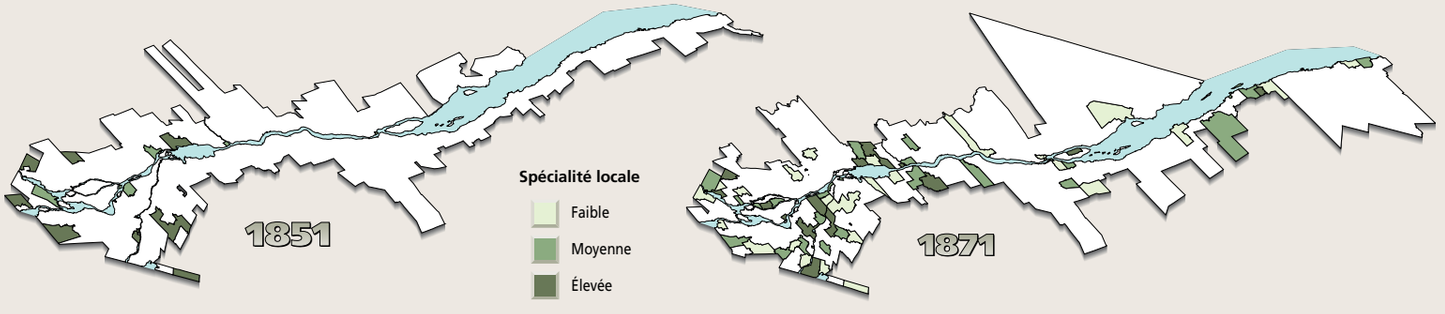
Le fer et le métal





L'alimentation

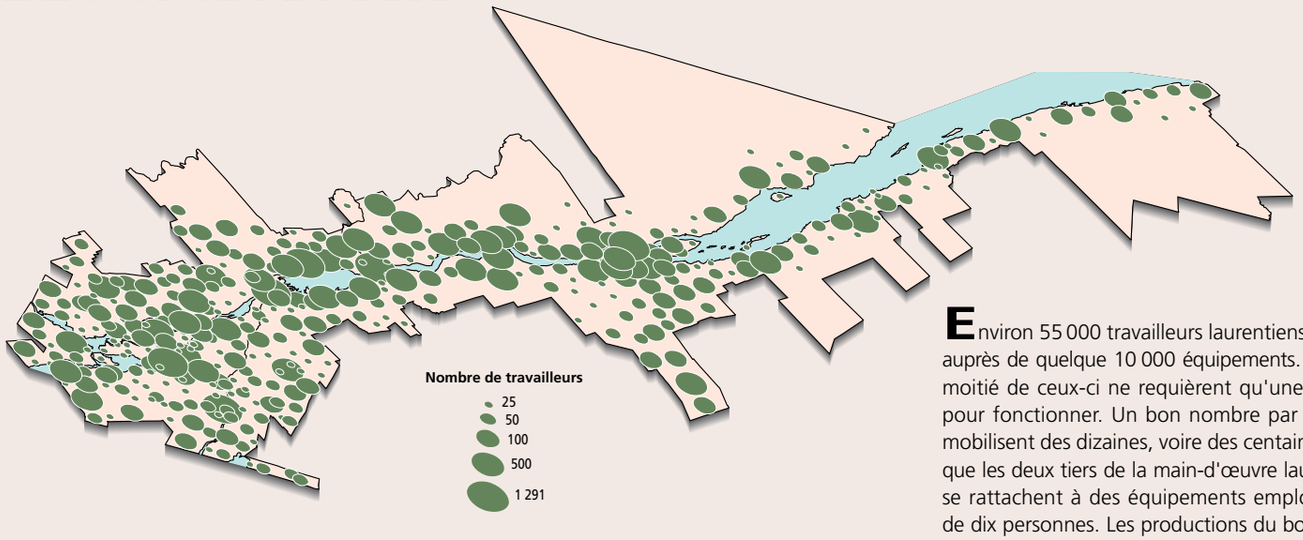
Le vêtement



UNE IMPORTANTE SOURCE D'EMPLOI ET DE CENTRALITÉ: L'EXEMPLE DE 1871

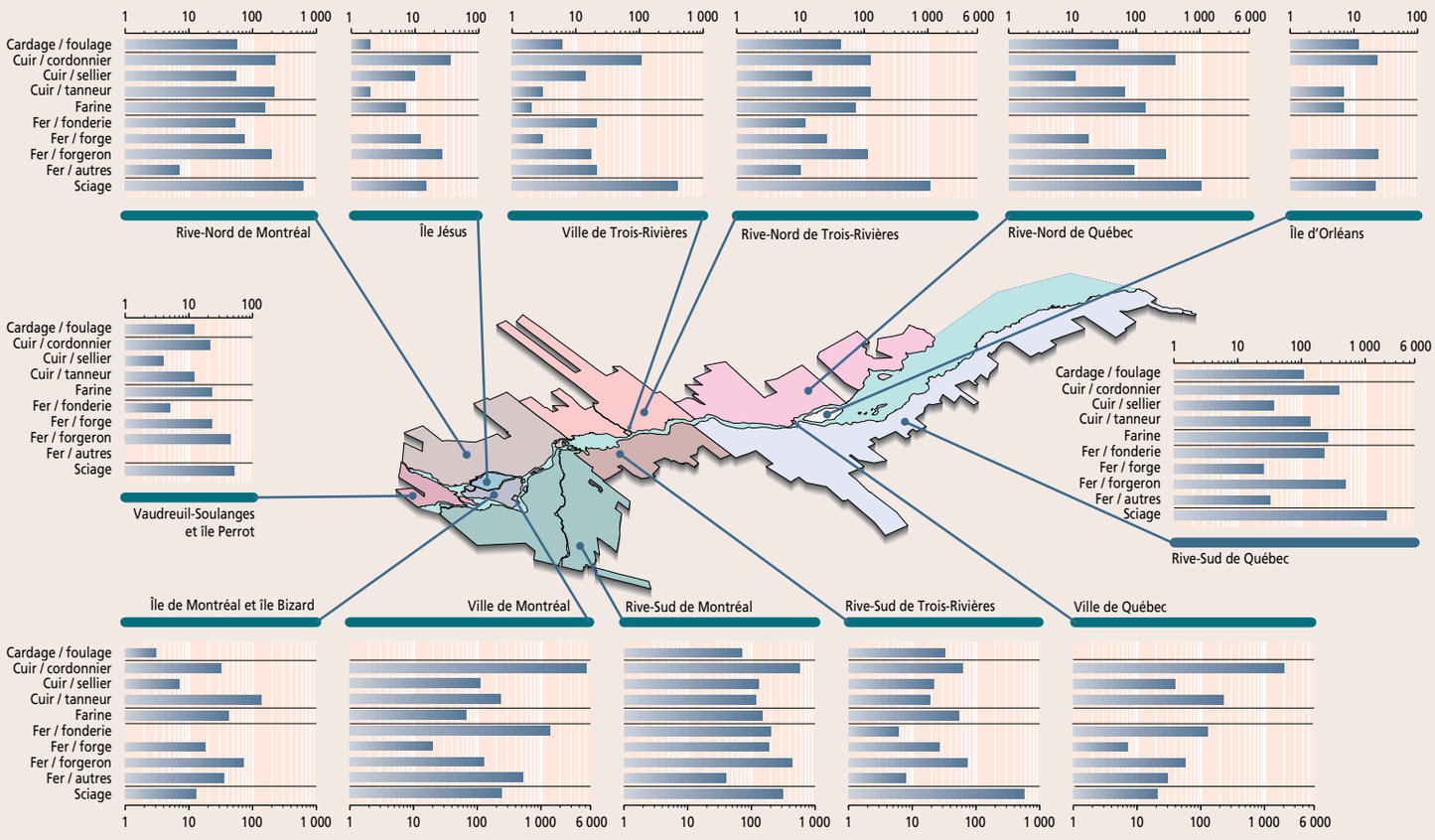
1 L'EMPLOI

La main-d'œuvre dans l'axe laurentien



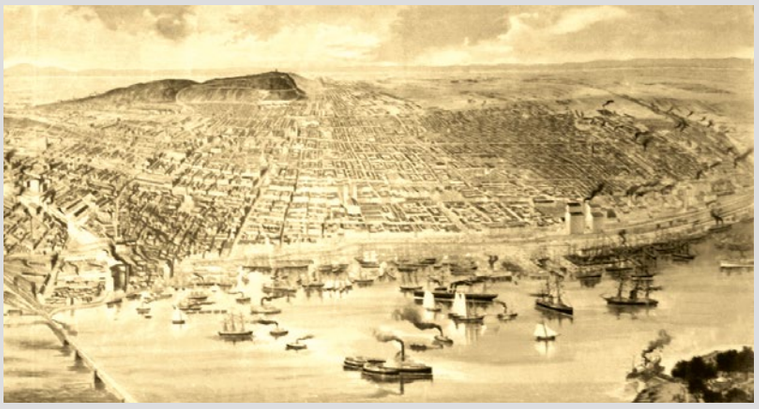
Environ 55 000 travailleurs laurentiens s'activent auprès de quelque 10 000 équipements. Près de la moitié de ceux-ci ne requièrent qu'une personne pour fonctionner. Un bon nombre par contre en mobilisent des dizaines, voire des centaines, si bien que les deux tiers de la main-d'œuvre laurentienne se rattachent à des équipements employant plus de dix personnes. Les productions du bois, du cuir, du fer et du métal et l'industrie du vêtement retiennent la plus grande part de cette main-d'œuvre.

La main-d'œuvre par secteurs de production



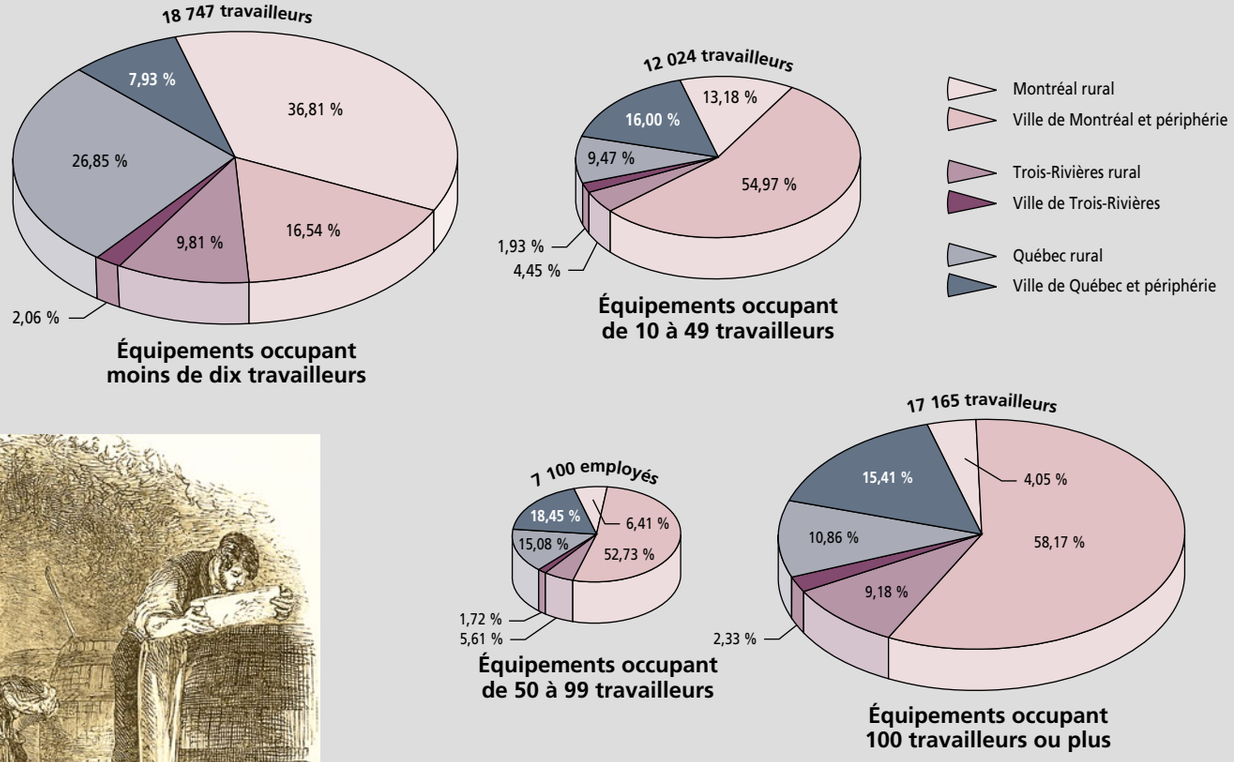
2 La centralité de Montréal

À elle seule, la ville de Montréal accapare 40 % de la main-d'œuvre laurentienne. Cette vigueur industrielle dépend pour beaucoup de la présence de plusieurs grands équipements parmi lesquels on trouve les ateliers ferroviaires du Grand Tronc, des manufactures de tabac, de vêtements, de chaussures. Au début des années 1870, Montréal affiche résolument le dynamisme d'une véritable ville centre, tandis que Québec fait plutôt figure de pôle régional. Loin de s'abstraire, l'espace montréalais tisse ses rapports de complémentarité avec l'ensemble du territoire laurentien grâce à un système complexe d'échange.



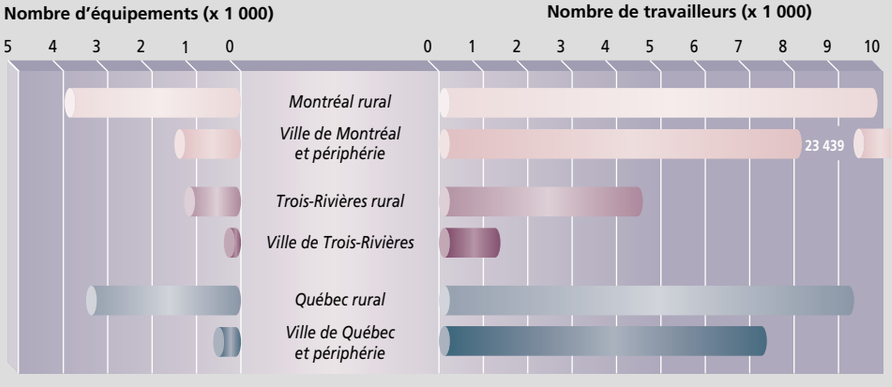
Vue panoramique (en plongée) de Montréal, depuis la rive sud du Saint-Laurent, 1880.
Anonyme, Archives nationales du Québec, Montréal, collection Initiale P318, S4, P12.

La main-d'œuvre selon la taille des équipements



Bobbing the Beer, Montreal, 1850.
The Illustrated London News, Archives nationales du Canada, Ottawa, C-11758.

La main-d'œuvre par régions



V

Les dispositifs de l'échange

La montée du commerce sous ses formes variées est l'une des caractéristiques importantes de l'évolution de la socioéconomie québécoise du XIX^e siècle. Elle tient à l'intensification des échanges sur tout le territoire. L'historiographie offre bien quelques prises sur les activités commerciales de cette période, grâce aux études de marchands principalement, mais elle n'en propose encore aucune vue d'ensemble. Seuls les recensements permettent de dégager des aperçus de l'univers du commerce au siècle dernier. Mais ils n'en autorisent finalement qu'une saisie au premier niveau : celui du repérage des individus qui s'y adonnent, sans information suffisante sur la nature des biens échangés, sur l'ampleur et les modalités de l'échange ni sur les stratégies dont il est l'enjeu.

Explorer le monde du commerce et de l'hébergement à l'aide des recensements du XIX^e siècle est un exercice forcément sommaire et limitatif, en raison des contraintes que ces instruments imposent. Aucune source d'ailleurs ne laisse espérer qu'on puisse un jour connaître la mesure du volume du commerce dans le Québec du XIX^e siècle. Ce n'est que par fragments que celui-ci se découvre dans des documentations éparses et d'exploration malaisée. Comme l'ont montré les travaux consacrés au monde marchand de cette période[1], ce n'est que par l'exploitation intégrée de plusieurs sources (archives d'entreprises, documents notariés et judiciaires, au premier chef) qu'on parviendra à mieux connaître les conditions du commerce interne, à recomposer le volume d'activité d'une sélection représentative d'entreprises commerciales et, finalement, à proposer de celles-ci une hiérarchie représentative de la diversité des situations.

Ce chapitre se présente donc comme une démarche préalable à une étude plus systématique du phénomène de l'échange interne dans le Québec du XIX^e siècle : un effort de reconnaissance des agents et des lieux de l'échange, en quelque sorte. Conformément au plan général adopté tout au long de cette recherche portant sur les morphologies de base du Québec central, nous avons dressé, à l'aide des recensements de 1831, 1851 et 1871, trois états du dispositif de l'échange interne. Est ainsi nommée la structure d'implantation sur le territoire des marchands et des commerçants, ces agents directs de l'organisation de l'échange de biens. Une exploration du dispositif de l'hébergement accompagne chacun de ces états. Les

UN MAGASIN GÉNÉRAL DE JADIS, 1925.
Edmond J. Massicotte, Musée du Québec, Québec, 36 43 D.

établissements d'hébergement, les auberges, les hôtels, mais aussi les maisons de pension et les tavernes offrant le gîte au voyageur servent d'appui à la mobilité des personnes. Ils jouent un rôle qui gagne en importance sur tout le territoire québécois, au fur et à mesure que la population s'accroît, que l'économie se transforme et que les rapports à l'espace se font plus fluides grâce au développement des transports, par eau aussi bien que par terre. Par dispositif de l'hébergement, on entend le déploiement sur le territoire des agents, aubergistes, hôteliers et autres, qui s'identifient principalement aux activités d'hébergement. Ce déploiement est lui-même révélateur de l'organisation de la vie d'échange et attire l'attention sur tout un ensemble de lieux de sociabilité, interreliés par les allées et venues des voyageurs.

1. LE MONDE DU COMMERCE ET DE L'HÉBERGEMENT EN 1831

Pour 1831, nous avons limité notre démarche à circonscrire quelques indicateurs principaux, ce qui contraste avec la démarche plus englobante adoptée pour les années 1851 et 1871.

a) Les marchands et les commerçants

Les tableaux publiés du recensement ne sont d'aucun secours pour fournir un ordre de grandeur de l'effectif marchand et commerçant du Bas-Canada, si ce n'est de nous apprendre qu'on a évalué à 2 500 le nombre de familles bas-canadiennes occupées au

commerce et au négoce en 1831. Une bien vague notation. Seules nous aident directement les listes nominatives qui ont été conservées, au demeurant peu abondantes en informations et, qui plus est, ne se rapportant qu'aux chefs de ménage, sans mention de leur âge. Manquent les listes relatives à 11 localités du comté de Montréal, dont la ville du même nom, et à 6 localités du comté de Chambly, dont Longueuil et Saint-Jean. Nous avons en partie comblé ce vide documentaire en ayant recours à la transcription du recensement de la ville et de la paroisse de Montréal conservée par les sulpiciens[2].

Pour suggérer les grands traits du dispositif de l'échange en 1831, vu les contraintes imposées par le recensement, nous nous sommes limités à un repérage sélectif des agents du commerce sur la base des titres professionnels suivants : marchand, *merchant,* commerçant, négociant, *grocer,* épicier et *trader*. Aussi les chiffres qui en découlent doivent-ils être considérés comme grossièrement indicatifs. Sur les 1 675 individus retracés sous ces appellations, on trouve 1 118 mentions générales de marchands, 178 commerçants, 66 négociants et 19 *traders* (voir Aspects méthodologiques de l'étude). Parmi les autres qui ont ajouté une précision à leur titre professionnel, on compte 206 marchands-épiciers et 9 marchands de bois. Par ailleurs, trois cultivateurs sont aussi identifiés comme marchands.

Estimée à près de 445 500 habitants, la population de l'axe laurentien équivaut en 1831 à 87 % de celle du Bas-Canada. En tenant compte des listes manquantes et de certains titres professionnels que nous n'avons pas retenus dans notre relevé, on peut situer autour de 2 000 le nombre de marchands et de commerçants pour l'ensemble du Québec, dont environ 10 % dans la sphère de l'alimentation.

Parmi les 1 675 individus retracés sur le territoire de l'axe (tableau 1), 950, soit un peu plus de 57 %, sont regroupés dans les villes de Montréal et de Québec : 431 dans la première, qui compte alors un peu plus de 27 000 habitants, et 519 dans la seconde, qui abrite 26 000 personnes. Ainsi, selon ce relevé sélectif, Québec dispose d'un plus grand nombre de marchands et de commerçants que Montréal. De plus, de forts contrastes marquent leur répartition au sein des deux villes : Montréal compte presque deux fois plus d'individus que Québec dans la sphère de l'alimentation ; en revanche, dans les autres activités du commerce, l'effectif de Québec dépasse celui de Montréal de 50 %. Cette apparente faiblesse de Montréal s'explique sans doute en partie par la sélection étroite de titres professionnels qui a guidé le repérage des agents du commerce de l'axe laurentien en 1831, mais aussi par la position encore importante de Québec dans le grand commerce. Notons que, dans leur exploration du recensement de Montréal, effectué sous la direction de Jacques Viger en 1825, Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert ont retracé, à l'exclusion des commis, 476 personnes dans les activités du commerce[3]. La population de la ville atteignait alors 22 540 habitants. Un dépouillement exhaustif des mentions professionnelles apparaissant sur les listes nominatives de 1831 révélerait un paysage du commerce montréalais un peu différent de celui-ci et plus dense. Quoi qu'il en soit cependant, ces premiers chiffres confirment le poids énorme, prépondérant, des deux villes principales dans le dispositif du commerce de l'axe laurentien au début des années 1830.

TABLEAU 1
Marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1831

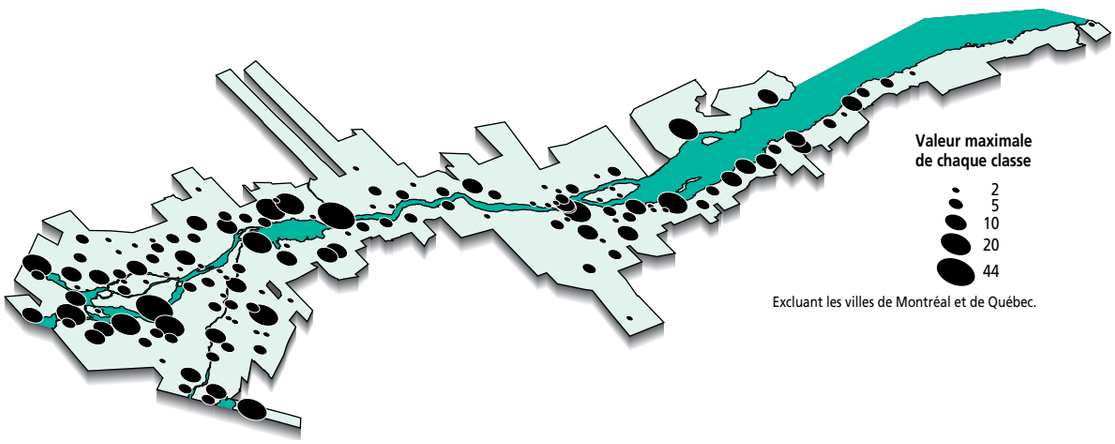
Secteur	Alimentation	Autres activités	Total
Rive-Nord de Montréal	0	106	106
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	0	33	33
Île Jésus	0	8	8
Île de Montréal et île Bizard*	2	19	21
Ville de Montréal	131	300	431
Rive-Sud de Montréal	0	193	193
Région de Montréal	133	659	792
En % de l'axe	64,6	44,9	47,3
Rive-Nord de Trois-Rivières	5	89	94
Rive-Sud de Trois-Rivières	0	38	38
Région de Trois-Rivières	5	127	132
En % de l'axe	2,4	8,6	7,9
Rive-Nord de Québec	0	74	74
Ville de Québec	68	451	519
Île d'Orléans	0	4	4
Rive-Sud de Québec	0	154	154
Région de Québec	68	683	751
En % de l'axe	33,0	46,5	44,8
Total des régions	206	1 469	1 675

* Ne comprend que la paroisse de Montréal et l'île Bizard ; les autres localités sont manquantes.

À l'extérieur des deux grandes villes, 704 marchands et commerçants ont été retracés, dont seulement 5 dans l'alimentation. En dépit de l'absence de données pour plusieurs localités du comté de Chambly, leur distribution dans le corridor laurentien démontre l'état d'équilibre des trois grands secteurs de l'axe : Montréal, Trois-Rivières et Québec (figure 1). Dans la grande région de Montréal, à l'image de la distribution de la population, le dispositif marchand et commerçant, déployé largement au sud, se referme en pointe de triangle à la hauteur du lac Saint-Pierre. Ainsi, dans la partie méridionale du territoire de l'axe, le dispositif unit le secteur trifluvien au secteur montréalais. Au-delà du lac Saint-Pierre, le déploiement se fait quasi linéaire, sauf à la hauteur de Québec où il creuse un peu vers l'intérieur sur la rive sud, et s'étire en aval de la ville, surtout sur la rive sud où il maintient une certaine consistance. Dans ce portrait partiellement gauchi par des vides documentaires, on voit bien que le fleuve et ses annexes servent d'assises principales au déploiement des marchands et des commerçants, et que le pourtour des grands centres et les villages en croissance en dessi-

FIGURE 1

Marchands et commerçants, 1831



nent les principaux points de concentration. À cet égard, la répartition des marchands et des commerçants par mille habitants (voir l'encart cartographique en fin de chapitre) est encore plus fortement révélatrice de ce phénomène de concentration, en particulier sur le pourtour immédiat de Québec, mais aussi sur le nouveau front pionnier au nord du lac Saint-Pierre et sur la rive droite du fleuve, en aval de Québec.

b) L'hébergement

Les agents de l'hébergement ne sont pas identifiés dans les tableaux publiés du recensement de 1831. Cela dit, en se fondant sur les listes nominatives des localités du territoire de l'axe laurentien et en tenant compte du poids démographique de celui-ci, il paraît raisonnable de situer entre 850 et 1 000 le nombre de ces agents dans tout le Bas-Canada.

Grâce aux listes nominatives, 806 individus du domaine de l'hébergement ont été repérés sur le territoire délimité de l'axe (tableau 2). Presque tous sont présentés comme aubergistes, sauf sept hôteliers et un tavernier (aux fins du classement, celui-ci a été assimilé aux aubergistes). Les deux grandes villes renferment le tiers des agents de l'hébergement, c'est-à-dire une concentration moins accentuée que celle que nous avons constatée dans le déploiement des marchands et des commerçants. Au chapitre de l'hébergement en 1831, la prépondérance est nettement rurale (figure 2). Québec réunit 134 aubergistes et 4 hôteliers, soit environ 17 % des individus retracés, alors que Montréal en accueille 111 et 3 respectivement, soit 14 % de l'effectif de l'axe. À l'échelle des ensembles régionaux, on constate, en dépit des vides documentaires qui l'amputent de plusieurs aubergistes et hôteliers, que la grande région de Montréal retient 58 % de l'effectif global de l'hébergement par rapport à 36 % pour la grande région de Québec. Il y a donc tout lieu de croire que, en 1831, le poids réel des agents de l'hébergement de la grande région de Montréal est quelque peu supérieur au poids démographique de celle-ci dans l'axe, qui est de 58 %.

TABLEAU 2

Agents de l'hébergement de l'axe laurentien, 1831

Secteur	Aubergistes	Hôteliers	Tavernier	Total	Pourcentage
Rive-Nord de Montréal	103	0	0	103	22,10
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	25	0	0	25	5,36
Île Jésus	10	0	0	10	2,15
Île de Montréal et île Bizard*	36	0	0	36	7,73
Ville de Montréal	111	3	0	114	24,46
Rive-Sud de Montréal	178	0	0	178	38,20
Région de Montréal	463	3	0	466	100,00
En % de l'axe	58,0	42,9	0,0	57,8	
Rive-Nord de Trois-Rivières	34	0	0	34	66,67
Rive-Sud de Trois-Rivières	16	0	1	17	33,33
Région de Trois-Rivières	50	0	1	51	100,00
En % de l'axe	6,3	0,0	100,0	6,3	
Rive-Nord de Québec	64	0	0	64	22,15
Ville de Québec	134	4	0	138	47,75
Île d'Orléans	3	0	0	3	1,04
Rive-Sud de Québec	84	0	0	84	29,07
Région de Québec	285	4	0	289	100,00
En % de l'axe	35,7	57,1	0,0	35,9	
Total des régions	798	7	1	806	
Total des régions (sans Québec et Montréal)	553	0	1	554	68,73

*Ne comprend que la paroisse de Montréal ; les autres localités sont manquantes.

FIGURE 2

Prépondérance rurale dans l'hébergement, 1831

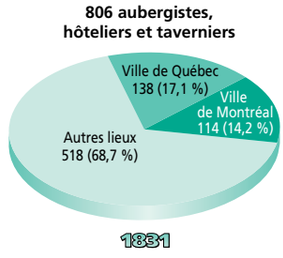
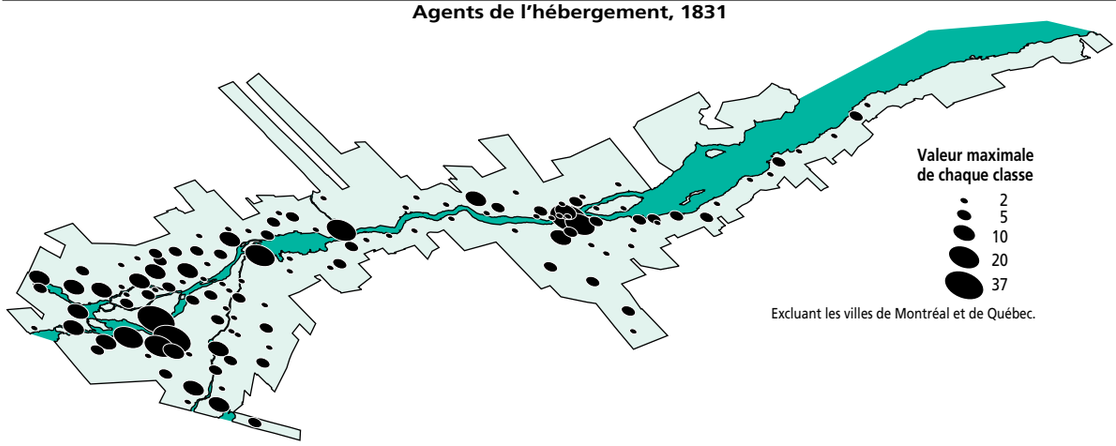


FIGURE 3

Agents de l'hébergement, 1831



Même si elle est établie à partir de données incomplètes, la cartographie des agents de l'hébergement sur le territoire de l'axe laurentien (figure 3) fait bien voir les contrastes qui opposent alors les deux plus importantes régions à l'extérieur des principaux centres urbains : dans la partie septentrionale, un dispositif bien concentré sur le pourtour immédiat de Québec ; dans la partie méridionale, un dispositif plus fourni et déployé en plusieurs alignements autour de Montréal, lesquels se prolongent jusqu'au Saint-Maurice, avec de fortes concentrations sur la rive sud en face de Montréal et à la hauteur de Berthier-Sorel. Sur la base du nombre d'individus par mille habitants (voir l'encart cartographique en fin de chapitre), la cartographie fait ressortir le pourtour immédiat de Québec comme le point le plus fortement concentré du dispositif de l'hébergement dans la partie observable du territoire de l'axe.

Tous les aubergistes et les hôteliers ne sont pas propriétaires d'un établissement d'hébergement et, inversement, tous les propriétaires de ces établissements ne se déclarent pas aubergistes ou hôteliers. Nous avons vérifié ce rapport de propriété sur le territoire de l'axe, à l'exclusion toutefois de Montréal. Parmi 656 aubergistes et hôteliers retracés, 538 s'avèrent propriétaires d'un établissement d'hébergement, un autre en possède deux, ce qui en laisse 117 ou un peu moins de 20 % sans propriété d'établissement. Par ailleurs, non compris dans la liste des aubergistes et des hôteliers, ont été repérés 68 autres individus, dont une cinquantaine de marchands, neuf cultivateurs et trois restaurateurs, qui cumulent 76 de ces établissements. Ainsi, tout compte fait, on peut établir qu'aux 656 individus classés comme aubergistes et hôteliers en 1831 correspondent 615 établissements.

2. LE MONDE DU COMMERCE ET DE L'HÉBERGEMENT EN 1851

Étant donné la perte d'une part importante des listes nominatives du recensement de 1851, seuls les tableaux qui ont été publiés peuvent être utilisés pour dégager une vue d'ensemble du monde du commerce et de l'hébergement à l'échelle du Bas-Canada. Les listes préservées nous serviront à explorer le dispositif de l'échange pour la partie du territoire de l'axe où l'exercice peut être mené sans risque de distorsion.

a) Le panorama du commerce bas-canadien

Le Québec rassemble plus de 890 000 habitants en 1851. À l'aide des tableaux publiés du recensement, nous avons dénombré 4 357 marchands et commerçants dont 529 épiciers. Il s'agit d'un nombre estimatif tout de même, qui pourrait être légèrement modifié si on s'avisait d'inclure certains intitulés professionnels qui ne sont pas compris dans notre relevé ou d'en retirer d'autres. Ces tableaux font également état de 474 bouchers et de 590 boulangers.

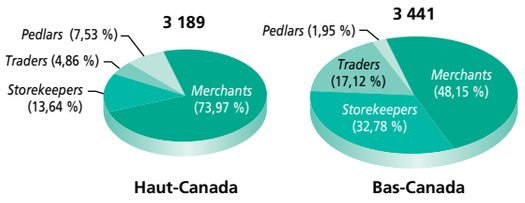
En 1851, la population de Montréal s'élève à 57 715 habitants et celle de Québec, à 42 052. Avec environ 11,2 % de la population québécoise seulement, les deux villes principales abritent 47 % de l'effectif du commerce : 40 % de ses marchands et de ses commerçants, presque la totalité de ses épiciers. Y habitent aussi 40 % de ses bouchers et 44 % de ses boulangers. Pour Montréal, les tableaux publiés font état de 637 marchands et commerçants, de 279 épiciers, de 130 bouchers et de 125 boulangers. Pour Québec, ce sont 868 marchands et commerçants, 247 épiciers, 60 bouchers et 133 boulangers. L'écart entre les deux villes étonne. Or, tout porte à croire qu'une erreur a été commise qui ampute les données sur Montréal de quelques centaines d'individus tout au moins. En effet, les tableaux publiés font état de seulement 23 *storekeepers* contre 245 à Québec. Comme l'erreur semble avoir été transposée dans les calculs relatifs à l'ensemble bas-canadien, le nombre estimé de marchands et de commerçants du Bas-Canada serait donc plus près de 4 500 que de 4 357.

Il est instructif de comparer la situation du Bas-Canada à celle du Haut-Canada (figure 4), à l'aide des mêmes rubriques des tableaux publiés. Le Haut-Canada, qui affiche alors une population de 952 004 personnes, compte environ 3 756 marchands et commerçants auxquels s'ajoutent 476 épiciers ; en plus, on trouve 600 bouchers et 462 boulangers. Avec une population qui équivaut à 93,5 % de celle du Haut-Canada, le Bas-Canada réunit un plus grand nombre de marchands et de commerçants, au moins quelques centaines de plus, davantage aussi d'épiciers et de boulangers, mais moins de bouchers (environ 80 % de l'effectif ontarien)[4]. Examinons de plus près ces

agents du commerce en isolant les principaux groupes qui représentent 90 % de cet ensemble professionnel dans le Bas-Canada et 85 % dans le Haut-Canada : les marchands en titre et les autres commerçants identifiés par les expressions anglaises de *storekeepers, traders, pedlars* et *dealers*. Leur distribution dans l'une et l'autre province contraste beaucoup.

FIGURE 4

Marchands et commerçants du Bas et du Haut-Canada, 1851 (selon les tableaux publiés du recensement, principales catégories)



À première vue, les tableaux publiés pourraient laisser croire à une très forte disparité du nombre de marchands entre le Bas et le Haut-Canada. La chose est beaucoup moins évidente si on tient compte des autres catégories, en particulier celles des *storekeepers* et des *traders,* qui apparaissent en grand nombre. La forte proportion de l'effectif québécois sous ces appellations trouve en grande partie son explication dans le fait qu'on y a regroupé les répondants francophones identifiés en français comme commerçants sur les listes nominatives.

Quelques constats émergent de cet examen des tableaux publiés du recensement de 1851. Il y a d'abord la forte centralité des villes principales dans le dispositif du commerce et la vigoureuse montée de nouvelles spécialités commerciales en contexte urbain. Sur une plus vaste échelle, ils montrent que le Bas-Canada, eu égard à sa taille démographique, mobilise sensiblement plus de marchands et de commerçants que le Haut-Canada, ce qui nous amène à croire que le dispositif du commerce est plus diffus, c'est-à-dire moins concentré, dans le premier que dans le second.

b) Les marchands et les commerçants de l'axe laurentien

Comme nous l'avons déjà signalé, les listes nominatives de plusieurs dizaines de localités de l'axe laurentien sont manquantes ou incomplètes. Il est difficile d'établir avec précision la perte subie à l'échelle du territoire de l'axe. Le problème touche les trois grands secteurs, mais il a plus d'ampleur sur la rive sud du fleuve, dans les secteurs de Trois-Rivières et de Montréal. Quant aux deux principaux centres urbains, la plupart des listes de Montréal ont disparu et une part de celles de Québec n'ont pas été préservées. En tout, 2 168 agents du commerce ont été retracés sur les listes nominatives

TABLEAU 3

Marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1851

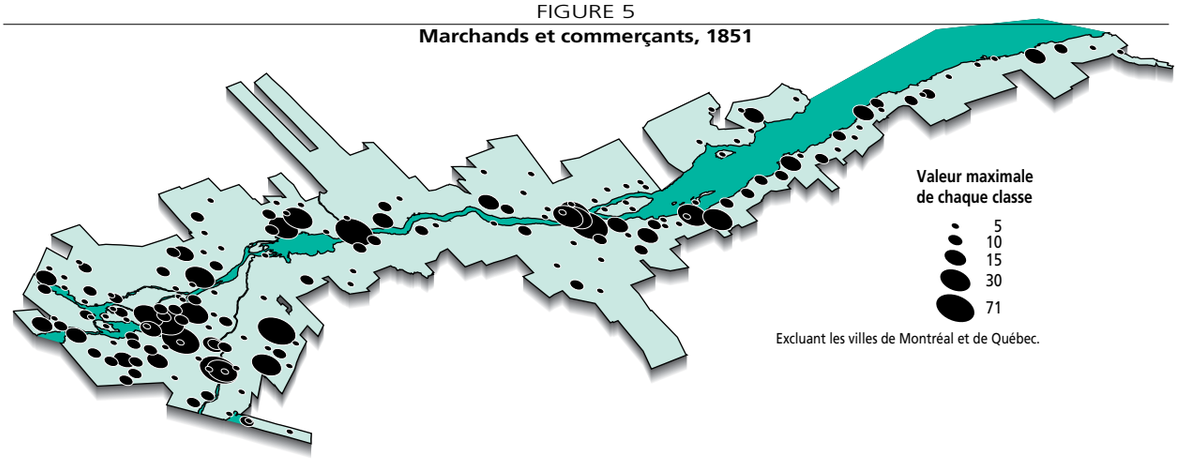
Secteur	Alimentation	Autres activités	Total	Alimentation (en %)	Autres activités (en %)	Total (en %)
Rive-Nord de Montréal	-	128	128	0,00	17,90	17,20
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	-	43	43	0,00	6,01	5,78
Île de Montréal et île Bizard	17	94	111	58,62	13,15	14,92
Ville de Montréal	10	29	39	34,48	4,06	5,24
Rive-Sud de Montréal	2	421	423	6,90	58,88	56,85
Région de Montréal	29	715	744	100,00	100,00	100,00
En % de l'axe	11,60	37,28	34,32	-	-	-
Rive-Nord de Trois-Rivières	-	98	98	0,00	46,89	46,67
Ville de Trois-Rivières	-	71	71	0,00	33,97	33,81
Rive-Sud de Trois-Rivières	1	40	41	100,00	19,14	19,52
Région de Trois-Rivières	1	209	210	100,00	100,00	100,00
En % de l'axe	0,40	10,90	9,69	-	-	-
Rive-Nord de Québec	32	123	155	14,55	12,37	12,77
Ville de Québec	188	530	718	85,45	53,32	59,14
Île d'Orléans	-	7	7	0,00	0,70	0,58
Rive-Sud de Québec	-	334	334	0,00	33,60	27,51
Région de Québec	220	994	1 214	100,00	100,00	100,00
En % de l'axe	88,00	51,82	56,00	-	-	-
Total des régions	250	1 918	2 168	-	-	-

(tableau 3). Or, les tableaux publiés nous ont déjà permis d'en estimer le nombre à près de 4 500 pour le Bas-Canada. Vu le poids démographique du territoire de l'axe, l'écart entre les 2 168 individus retracés et le volume réel des agents du commerce atteint 1 500, et probablement dépasse ce nombre.

Cet écart constaté entre les données nominatives et publiées est trop grand. De plus, il menace de grave distorsion toute tentative d'établir l'équilibre du dispositif du commerce, secteur par secteur, dans les deux grands centres urbains et dans le reste du corridor fluvial. Nous devons donc réserver cet exercice plus complet à 1871, année pour laquelle les données nominatives sont complètes. Notons quand même, à titre indicatif, que, parmi les 2 168 individus retracés, plus de 11 % sont liés au monde du commerce de l'alimentation, et que les femmes, veuves à plus de 62 %, comptent pour un peu plus de 4,5 % de l'effectif global.

Si l'analyse chiffrée s'avère trop périlleuse, la cartographie reste d'un certain secours pour suggérer une image, déformée certes mais néanmoins indicative, du déploiement de l'effectif du commerce au milieu du siècle (figure 5). En effet, les points de concentration attestent une large diffusion des agents dans la partie méridionale, caractérisée par une solide implantation dans maintes localités, à partir du voisinage immédiat de Montréal vers l'intérieur. Au nord, les points de concentration soulignent l'importance du pourtour immédiat de Québec et la relative vigueur du déploiement en aval de cette ville, principalement sur la rive droite du fleuve. C'est en gros cette structure qu'on retrouvera en 1871, plus étayée cette fois et, surtout, sans distorsion induite par la source.

FIGURE 5
Marchands et commerçants, 1851



c) L'hébergement

Parmi les 596 agents de l'hébergement dont font état les tableaux publiés du recensement de 1851, on compte 6 responsables d'hôtels de tempérance, 59 taverniers, 64 responsables de maisons de pension, 83 hôteliers et 384 aubergistes. Ces chiffres se comparent à l'effectif global de 2 091 commerçants de ce genre dans le Haut-Canada, soit 32 responsables de maisons de pension, 254 hôteliers, 556 taverniers, 1 216 aubergistes et 33 responsables d'hôtels de tempérance. Les deux villes principales retiendraient environ 38 % des agents de l'hébergement du Bas-Canada. Montréal en compterait 96, répartis ainsi : 15 hôteliers, 23 responsables de maisons de pension et 58 aubergistes. Québec en aurait pour sa part 130, soit 6 responsables d'hôtels de tempérance, 34 responsables de maisons de pension, 39 hôteliers et 51 aubergistes. Les tableaux publiés ne font pas mention de taverniers dans l'une ou l'autre ville. Outre le formidable écart déjà constaté entre les chiffres du Haut et du Bas-Canada, deux éléments parmi d'autres ne manquent pas d'étonner ici : l'infériorité numérique de Montréal et l'absence de taverniers dans les deux villes.

Les listes nominatives incomplètes du recensement attestent la présence de 277 agents de l'hébergement sur le territoire de l'axe laurentien : 144 aubergistes, 83 hôteliers, 25 taverniers, 19 responsables de maisons de pension et 6 responsables d'hôtels de tempérance. En tout, 87 de ces agents ont été retracés à Québec et 2 seulement à Montréal. La confrontation de ces données fragmentaires avec celles qui ont été publiées est déconcertante (tableau 4). Les deux sources signalent le même nombre d'hôteliers. Ici, les listes nominatives comprennent une vingtaine de taverniers à Québec, là, les tableaux publiés les ont omis. Et encore, les listes nominatives indiquent cinq responsables d'hôtels de tempérance dans la ville par rapport à six seulement dans les tableaux publiés.

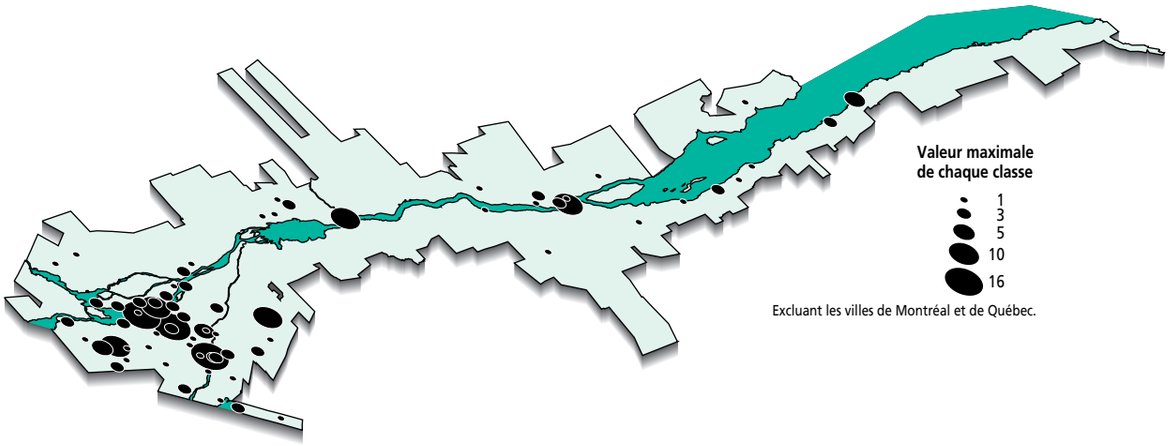
TABLEAU 4
Comparaison entre les données des listes nominatives et celles des listes publiées, 1851

	Listes nominatives	Listes publiées
Aubergistes	144	384
Hôteliers	83	83
Responsables de maisons de pension	19	64
Responsables d'hôtels de tempérance	6	6
Taverniers	25	59
Total	277	596

Par ailleurs, 256 établissements d'hébergement ont été retracés dans les listes nominatives incomplètes de l'axe laurentien. Un peu plus de 20 % de ces établissements, soit 58, sont la propriété d'individus dont la profession ne les relie pas d'emblée à l'activité de l'hébergement, notamment 12 cultivateurs, 9 commerçants et 8 marchands. Parmi les 277 agents de l'hébergement identifiés, 182 (66 %) ont déclaré posséder un ou des établissements.

Les données publiées ne sont guère crédibles et celles des listes nominatives se révèlent trop fragmentaires pour nous permettre de suggérer une estimation du nombre d'agents de l'hébergement pour l'ensemble du Bas-Canada et dans l'axe laurentien. Cette matière est trop imparfaite aussi pour soutenir un examen un peu plus détaillé de la composition de ce groupe professionnel. Mais la cartographie de son déploiement, à partir des listes nominatives qui ont été préservées, n'est pas malgré tout dépourvue d'intérêt (figure 6). En éliminant de l'observation les données qui se rapportent aux deux grandes villes, les points de concentration qui apparaissent rappellent les traits dominants du schéma spatial de 1831 : un déploiement abondant et tramé dans la partie méridionale, linéaire et distendu dans la partie septentrionale, structure que confirmera l'analyse du dispositif de l'hébergement de 1871 effectuée avec, cette fois, des données complètes.

FIGURE 6
Agents de l'hébergement, 1851



3. LE MONDE DU COMMERCE ET DE L'HÉBERGEMENT EN 1871

Entre 1851 et 1871, l'inégale croissance des deux principaux centres urbains s'est maintenue, si bien que la population de Montréal représente maintenant le double de celle de Québec, tandis qu'émerge autour du pôle montréalais un réseau urbain. Ces deux facteurs conjugués contribuent à accentuer la diversité des situations observables sur tout le territoire de l'axe et, partant, les contrastes qui opposent la partie méridionale et la partie septentrionale. Le déploiement des agents de l'échange est l'un des révélateurs de ce processus de différenciation. Disposant de listes nominatives apparemment complètes, nous en avons profité pour élargir l'angle d'observation, pour projeter un peu de lumière sur les rapports des marchands et des commerçants avec l'agriculture, et pour poser les premiers repères d'une réflexion sur les boulangers et les bouchers, deux groupes de petits producteurs bien insérés dans les rouages de l'échange.

a) Le profil québécois du commerce

Les tableaux publiés du recensement font état de 4 451 individus identifiés simplement comme marchands, de 877 épiciers, de 106 marchands forains et de 11 marchands de grains. À côté de ces 5 445 individus figurent 2 704 *dealers* et *traders,* ou petits négociants selon la traduction française, et 98 *brokers* ou courtiers non liés aux activités bancaires. Nous considérons que cette masse de 8 247 individus forment la partie centrale du dispositif marchand sur l'ensemble du territoire québécois. Une gamme de services et la partie commerciale d'une foule d'entreprises de production complètent, faut-il le rappeler, le dispositif de l'échange entendu au sens le plus large.

Pour bien saisir la situation québécoise, il est utile d'en comparer encore une fois les données avec celles de l'Ontario (tableau 5). En 1871, la population québécoise équivaut à 73,5 % de la population ontarienne, soit 1 191 516 habitants par rapport à 1 621 851. Le Québec rassemble un effectif global équivalant à 93 % de celui de la province voisine, lequel atteint 8 817 individus. Voilà qui, au premier abord, paraît révélateur du caractère plus diffus du dispositif québécois de l'échange, comme en 1851. Toutefois, on constate de nouveau que la distribution par catégories de cet effectif dans les deux provinces diffère passablement. En Ontario, les recenseurs ont identifié 5 939 marchands, 1 384 épiciers, 507 marchands forains, 212 marchands de grains, 655 petits négociants et 120 courtiers. Les individus recensés comme marchands au Québec représentent 75 % de ceux du même groupe en Ontario, soit légèrement plus que le poids démographique relatif. Il en va autrement des autres catégories. Les épiciers québécois représentent seulement 63 % des épiciers ontariens. L'Ontario dispose par ailleurs de près de 5 fois plus de marchands forains que le Québec et de 20 fois plus de marchands de grains. Par contre, avec plus de 81 % de l'effectif ontarien, le Québec abrite proportionnellement un peu plus de courtiers et quatre fois plus de petits négociants. Ce dernier constat est d'importance, vu le nombre d'individus concernés : 2 704 prétendus petits négociants au Québec par rapport à 655 à peine en Ontario. Mais, comme on le verra plus loin, cette trop forte singularité du dispositif marchand québécois n'est qu'apparente, résultat plus que déformant du travail d'harmonisation mené par les responsables du recensement pour rapprocher les intitulés professionnels français des appellations anglaises.

TABLEAU 5
Marchands et commerçants au Québec et en Ontario, 1871 (selon les tableaux publiés des recensements, principales catégories)

	Québec	Ontario
Merchants / marchands	4 451	5 939
Dealers et *traders* / petits négociants	2 704	655
Hawkers & pedlars / marchands forains	106	507
Brokers / courtiers	98	120
Grain dealers / marchands de grains	11	212
Grocers / épiciers	877	1 384
Total	8 247	8 817

Comment, d'après les mêmes tableaux publiés, l'effectif du commerce est-il réparti entre les deux villes principales et le reste du territoire québécois ? Les villes de Québec et de Montréal, dont la population est estimée en 1871, selon les tableaux publiés, à 59 699 et à 107 225 habitants respectivement, se partagent une part

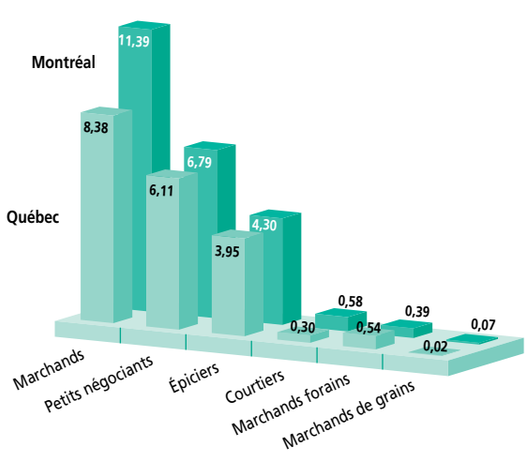
importante des 8 247 individus dénombrés. Avec tout juste 14 % de la population du Québec, les deux villes rassemblent 44 % de ceux-ci : 39 % des marchands, 40 % des petits négociants, 69 % des marchands forains, 79 % des épiciers, 82 % des courtiers et 8 des 11 marchands de grains. Il y a donc lieu de parler d'une forte centralité urbaine au sein du dispositif marchand.

Selon les tableaux publiés, les deux villes principales comptaient environ 47 % de l'effectif québécois du commerce en 1851 par rapport à 44 % en 1871. Ce recul en pourcentage des deux centres principaux, si la mesure est bonne, est signe que le dispositif de l'échange s'est renforcé ailleurs sur le territoire.

Les deux villes n'ont évidemment pas le même poids au sein du dispositif du commerce québécois. Québec compte 500 marchands, 236 épiciers, 32 marchands forains, un seul marchand de grains, 365 petits négociants et 18 courtiers, soit 1 152 individus (figure 7). Montréal accueille 1 221 marchands, 461 épiciers, 42 marchands forains, 7 marchands de grains, 728 petits négociants et 62 courtiers, soit 2 521 individus. Selon les chiffres retenus par les responsables du recensement, la population de Québec équivaut en 1871 à 55 % de celle de Montréal. Or, l'effectif du commerce de la capitale est proportionnellement inférieur à son poids démographique, n'équivalant qu'à 45 % de l'effectif montréalais. Les marchands de la capitale ne représentent que 40 % de l'effectif de Montréal, les petits négociants, 50 % et les épiciers, 51 %. Par contre, on trouve proportionnellement plus de marchands forains à Québec, soit 76 % de l'effectif montréalais. Montréal a trois fois plus de courtiers que Québec. Environ 63 % des courtiers du Québec y ont leur base d'affaires. Et, tandis que la capitale semble presque absente du marché des grains, Montréal abrite 7 des 11 marchands de grains recensés dans tout le Québec. Ces quelques chiffres et pourcentages tracent le contour d'un dispositif marchand substantiellement plus dense et diversifié à Montréal qu'à Québec.

FIGURE 7

Marchands et commerçants de Québec et de Montréal, 1871 (par mille habitants, selon les tableaux publiés du recensement)



b) Le commerce dans le corridor laurentien

Grâce aux listes nominatives, nous avons pu reconstituer le profil général du dispositif du commerce à l'échelle de l'axe laurentien. Ce nouveau portrait corrige, ou nuance à tout le moins, celui que nous venons d'esquisser à partir des tableaux publiés. Mais trop de problèmes se cachent derrière les données des listes nominatives, qui empêchent de construire une catégorisation fine de l'effectif marchand et commerçant. Aussi, comme pour 1851, en sommes-nous restés à deux regroupements généraux, le premier rassemblant les individus liés à l'alimentation, le second, tous les autres.

Dans les tableaux publiés, les individus identifiés comme commerçants ont été regroupés sous la rubrique *dealers* et *traders* ou petits négociants, selon la traduction française. Or, nulle part sur les listes nominatives rencontre-t-on la mention de petit négociant. Qui plus est, cette appellation, choisie par les responsables du recensement comme traduction de la rubrique *dealers* et *traders,* suggère faussement que ces individus occupent la strate inférieure du monde du commerce. En fait, dans bien des cas, les affaires de beaucoup de commerçants, *dealers* et *traders,* dépassent largement celles d'un grand nombre d'individus coiffés du titre de marchand.

En tout, 1 732 individus sont identifiés simplement comme commerçants sur le territoire délimité de l'axe laurentien. Leur regroupement avec les *dealers* et *traders* dans les tableaux publiés gonfle démesurément le nombre des représentants québécois de cette catégorie retenue par les responsables du recensement et fausse radicalement la comparaison avec les données ontariennes équivalentes. Nous n'avons retracé qu'une quinzaine de simples *dealers,* moins de 400 *traders* (à très forte majorité anglophones et habitant Montréal), mais aussi 70 *storekeepers* et 312 *storemen* (habitant presque tous Montréal). Il appert qu'en général les francophones n'utilisent pas d'expression française particulière pour rendre compte des activités auxquelles les anglophones se réfèrent en usant des termes *traders* et *dealers.*

Sur tout le territoire de l'axe, une soixantaine d'individus sont présentés comme négociants ou, du moins, ont été recensés sous cette appellation (ils sont presque tous francophones et on n'en retrace que deux à Montréal) ; on peut supposer que les responsables du recensement les ont regroupés avec la masse des marchands. Par ailleurs, le titre de *broker,* dont se réclament une cinquantaine d'individus (presque tous anglophones et habitant Montréal), a pour équivalent français le vocable courtier, lequel est rarissime sur les listes nominatives. Des francophones qui exercent cette fonction en 1871 le font probablement sous une autre appellation. Ces quelques exemples montrent que, sur la base des intitulés professionnels, une comparaison entre Montréal et Québec et entre ces

deux villes et la partie restante du couloir laurentien habité par une forte majorité francophone devient hasardeuse au-delà des généralités.

En regroupant les marchands, les commerçants, les négociants, les courtiers *(brokers),* les *traders,* les *dealers,* les *storemen* et les autres agents du commerce, on arrive au nombre de 7 587 individus dans l'ensemble de l'axe laurentien. Si on défalquait de ce nombre les individus qui paraissent s'assimiler davantage au monde manufacturier qu'à la marchandise (les propriétaires de scierie, par exemple) ou au monde des services (les courtiers qui évoluent dans les assurances), ceux dont le statut est douteux vu leur âge (139 ont moins de 20 ans) ou pour d'autres raisons encore, l'effectif du monde marchand et commerçant de l'axe laurentien ne serait sans doute pas inférieur à 7 000 individus, dont un millier tournés vers l'alimentation (tableau 6).

La première constatation qui s'impose à la lecture de ces données extraites des listes nominatives, c'est le poids extrêmement lourd de la grande région de Montréal ; avec environ 54 % de la population, elle accapare un peu plus de 64 % des 7 587 marchands et commerçants du territoire de l'axe. Dans les deux autres secteurs, la proportion de l'effectif est donc en deçà du poids démographique. Et la position du secteur de Trois-Rivières apparaît sous ce rapport particulièrement faible ; avec 11,5 % de la population de l'axe, il revendique tout juste 6 % de l'effectif global.

Le poids des deux villes principales dans leur secteur respectif et dans tout l'axe frappe tout autant. On notera ici que, pour la population de Québec, nous avons retenu un chiffre de beaucoup inférieur à celui qu'ont établi les responsables du recensement : 44 538 plutôt que 59 699. Nous nous en sommes tenus aux limites officielles de la ville. Les données relatives à Québec n'incluent donc pas celles de sa banlieue. Si ce choix est de nature à accentuer les différences avec Montréal, il donne par contre plus de poids à la couronne immédiate qui cerne la capitale.

Montréal concentre plus de 62 % de l'effectif de sa grande région, et Québec, un peu moins de 46 % de la sienne. Ensemble, l'effectif du commerce des deux villes représente environ 54 % du dispositif de l'axe. Cela dit, la supériorité de Montréal sur Québec apparaît simplement écrasante, l'effectif marchand et commerçant de la première étant trois fois plus élevé que celui de la seconde. Quant à la ville de Trois-Rivières, elle occupe dans sa région une position relativement forte, car, avec seulement 7,5 % de la population du secteur, elle retient plus de 28 % de l'effectif global du commerce, ce qui contraste avec la nette faiblesse de la région sur le territoire de l'axe.

L'inégale répartition de l'effectif global est marquante sur tout le territoire de l'axe en dehors des deux villes principales. Reflet de la distribution de la population dans l'espace, la masse des marchands et des commerçants se regroupe bien sûr dans la partie sud des secteurs de Montréal et de Québec. Mais un coup d'œil sur les données relatives aux sous-secteurs périurbains de l'île de Montréal (île de Montréal et île Bizard, Vaudreuil-Soulanges et île Perrot) attire d'entrée de jeu l'attention sur le pourtour de la ville. Ces deux sous-secteurs ne rassemblent qu'environ 16 % de la population recensée dans la grande région

TABLEAU 6
Marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1871

Secteur	Population	Alimentation	Marchands et commerçants	Total	Population (en %)	Alimentation en (%)	Marchands et commerçants (en %)	Total (en %)
Rive-Nord de Montréal	99 134	3	394	397	21,75	0,51	9,21	8,15
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	20 584	4	76	80	4,52	0,67	1,78	1,64
Île Jésus	9 472	-	52	52	2,08	-	1,22	1,07
Île de Montréal et île Bizard	36 819	52	290	342	8,08	8,77	6,78	7,02
Ville de Montréal	107 225	521	2 532	3 053	23,52	87,86	59,21	62,70
Rive-Sud de Montréal	182 572	13	932	945	40,05	2,19	21,80	19,41
Région de Montréal	455 806	593	4 276	4 869	100	100	100	100
En % de l'axe	53,93	64,88	64,08	64,18	-	-	-	-
Rive-Nord de Trois-Rivières	48 943	-	168	168	50,14	-	36,21	36,21
Ville de Trois-Rivières	7 570	-	132	132	7,75	-	28,45	28,45
Rive-Sud de Trois-Rivières	41 107	-	164	164	42,11	-	35,34	35,34
Région de Trois-Rivières	97 620	0	464	464	100	-	100	100
En % de l'axe	11,55	0	6,95	6,12	-	-	-	-
Rive-Nord de Québec	75 687	80	374	454	25,95	24,92	19,35	20,14
Ville de Québec	44 538	235	799	1 034	15,27	73,21	41,33	45,87
Île d'Orléans	4 924	-	17	17	1,69	-	0,88	0,75
Rive-Sud de Québec	166 565	6	743	749	57,10	1,87	38,44	33,23
Région de Québec	291 714	321	1 933	2 254	100	100	100	-
En % de l'axe	34,52	35,12	28,97	29,71	-	-	-	-
Total des régions	845 140	914	6 673	7 587	-	-	-	-

de Montréal, à l'extérieur de la ville principale, mais ils retiennent plus de 23 % de ses marchands et de ses commerçants, indice certain de l'importance des pourtours urbains dans le dispositif du commerce.

Enfin, lorsqu'on s'attarde à la distribution de l'effectif global par grands groupes, force est de constater l'énorme prééminence des deux villes principales dans les activités liées à l'alimentation ; elles retiennent plus de 80 % de l'effectif de l'axe. De même, on peut constater que la supériorité de Montréal sur Québec est plus éclatante dans les activités autres que l'alimentation. Le premier centre urbain du Québec rassemble à lui seul plus de 38 % de l'effectif de l'axe, comparativement à 12 % pour Québec.

Il n'entre pas dans notre propos de scruter plus avant le contexte interne des deux villes principales. Nonobstant les réserves émises quant à la représentativité des informations, les indications tirées des tableaux publiés du recensement et nos propres chiffres établis à partir des listes nominatives confirment la centralité du pôle montréalais et sa diversité manifeste, sans équivalent ailleurs au Québec.

Abordons maintenant le schéma de la répartition spatiale des 3 500 marchands et commerçants retracés hors des deux grands centres urbains et qui forment tout de même près de la moitié de l'effectif global de l'axe : environ 46 %.

La répartition de l'effectif marchand et commerçant à l'extérieur des deux grands centres n'est pas le simple décalque de la distribution de la population. Largement diffusés dans tout l'espace occupé de l'axe, les agents du commerce y adoptent néanmoins un profil spatial plus ramassé que celui de la population (figure 8). La cartographie renvoie l'image d'un dispositif marchand et commerçant solidement articulé autour des deux grands centres et de leur pourtour immédiat, bien appuyé aussi sur le semis des autres centres urbains en croissance (notamment Trois-Rivières, Joliette, Sorel, Saint-Jean et Saint-Hyacinthe). En ce sens, il y a lieu de parler du renforcement de la polarité urbaine dans le dispositif du commerce depuis le milieu du siècle.

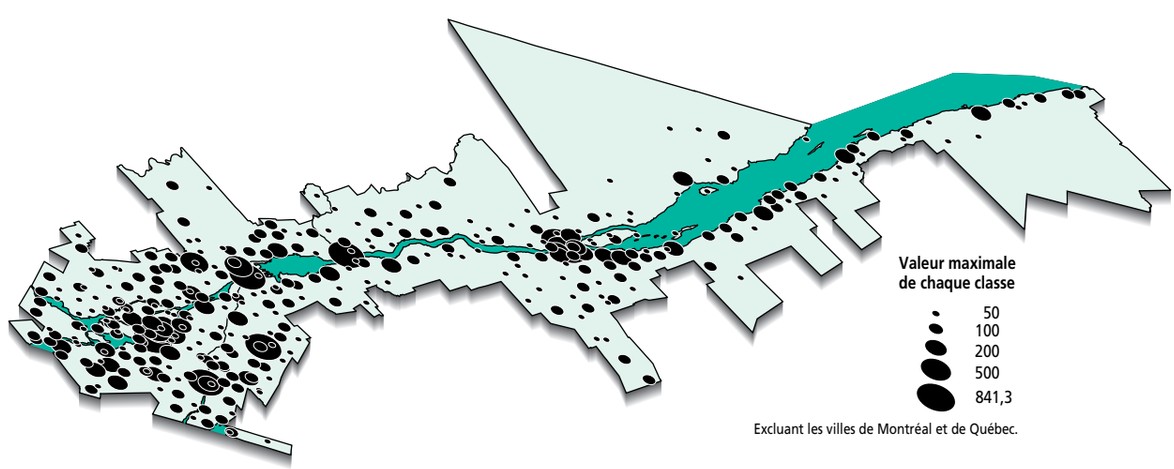
Force est aussi de constater le caractère très déséquilibré de ce dispositif : beaucoup plus lourd et ramifié dans sa partie méridionale dont le lac Saint-Pierre et Trois-Rivières semblent délimiter l'extension dans l'axe du fleuve, plus léger et linéaire dans sa partie septentrionale, resserré autour de Québec et jalonnant les fronts du fleuve, surtout sur la rive sud. En ce qui a trait aux agents liés à l'alimentation, au demeurant peu nombreux en dehors des grands centres, ils sont l'apanage des couronnes périurbaines de ceux-ci. Le commerce de l'alimentation reste, en 1871, étroitement associé à la grande ville.

Quelle importance numérique les anglophones ont-ils dans le dispositif du commerce de l'axe laurentien ? D'après les déclarations des marchands et des commerçants de l'axe quant à leur origine (française, anglaise, irlandaise, etc.), les francophones formeraient en 1871 environ 63 % de l'effectif global, mais seulement 52 % de celui du commerce de l'alimentation. Les anglophones compteraient pour près de 35 % de l'effectif global (le nombre d'individus d'origine autre que française et britannique est marginal). Ainsi, au regard de leur proportion au sein de la population de l'axe, près de 14 %, les anglophones sont en net surnombre dans le dispositif de l'échange.

Les Irlandais fournissent près de la moitié des marchands et des commerçants anglophones de l'axe, ce qui équivaut en gros à leur importance numérique au sein de ce groupe à l'échelle québécoise. Leur présence est surtout très sentie dans l'alimentation où ils mobilisent environ 35 % de l'effectif de l'axe. Quant aux Anglais et aux Écossais, ils pèsent d'un poids presque équivalent parmi les marchands et les commerçants de l'axe ; environ 10 % pour les premiers et 9 % pour les seconds. Mais, contrairement aux Irlandais qui sont particulière-

FIGURE 8

Marchands et commerçants, 1871



ment nombreux dans le commerce de l'alimentation, les Anglais et les Écossais s'y trouvent dans une beaucoup plus faible proportion.

C'est en ville, à Montréal principalement et à Québec dans une moindre mesure, que la population anglophone a ses bases les plus fortes dans le dispositif de l'échange de l'axe laurentien. En 1871, les anglophones représentent environ 45 % de la population montréalaise, ce qui laisse une faible majorité francophone. Mais ils lui fournissent 59 % des individus du secteur de l'alimentation et 56 % dans les autres catégories. Dans l'alimentation, les Irlandais seulement ont un poids similaire à celui des francophones, soit environ 40 %. Dans le commerce d'autres catégories, ces derniers conservent la même proportion de l'effectif, mais pas les Irlandais qui n'en représentent que 23 %. À Québec où la population francophone est estimée à 65 %, les marchands et les commerçants anglophones ont un poids d'environ 37 % dans l'alimentation et de 35 % dans les autres catégories. Comme à Montréal, les Irlandais sont très présents dans l'alimentation où ils forment 72 % de l'effectif anglophone, tandis que, dans les autres catégories, leur proportion est faible. Fait intéressant, les personnes d'origine écossaise sont proportionnellement moins nombreuses à Québec qu'à Montréal.

En dehors des deux grandes villes, le monde de la marchandise est massivement francophone, à 73 % dans l'alimentation et à 83 % dans l'ensemble des autres catégories. Ici encore, on remarque chez les anglophones une très forte majorité d'Irlandais dans l'alimentation et une position beaucoup plus faible de ceux-ci dans les autres catégories.

Quant aux femmes, elles sont encore assez peu nombreuses dans la masse des marchands et des commerçants : 517 parmi 7 587 individus retracés dans l'axe, soit un peu moins de 7 % de l'effectif global, dans les deux villes principales ainsi que dans le couloir laurentien. À l'instar de leurs vis-à-vis masculins, la majorité des marchandes et des commerçantes, 54 %, habitent Montréal et Québec. Près de 20 % des agentes du commerce gravitent autour de l'alimentation et 11,5 % des hommes seulement. L'état civil distingue encore plus radicalement les marchandes et les commerçantes de leurs vis-à-vis masculins. Elles sont veuves à 60 % par rapport à moins de 5 % pour les hommes. Ils sont mariés dans une proportion de 77 % ; elles le sont à 14 % seulement.

c) Le monde marchand et l'agriculture

Non seulement les marchands et les commerçants jouent-ils un rôle important dans l'approvisionnement alimentaire, mais encore ils se font souvent producteurs de denrées et éleveurs. Les listes nominatives du recensement de 1871 fournissent de bons indices du rapport des marchands et des commerçants aux activités agricoles. Parmi les 7 587 marchands et commerçants du territoire de l'axe laurentien, 1 751 (23 %) se partagent la propriété de 463 199 arpents de terre, soit 264 arpents en moyenne, ce qui représente au bas mot deux fois et demie la superficie moyenne de l'exploitation agricole de l'époque. Bien que, parmi eux, seulement 27 aient adjoint la mention d'agriculteur ou de cultivateur à leur titre professionnel, on en trouve un bon nombre dans toutes les productions végétales et animales recensées en 1871 (tableau 7).

TABLEAU 7
Exemples de productions végétales et animales des marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1871

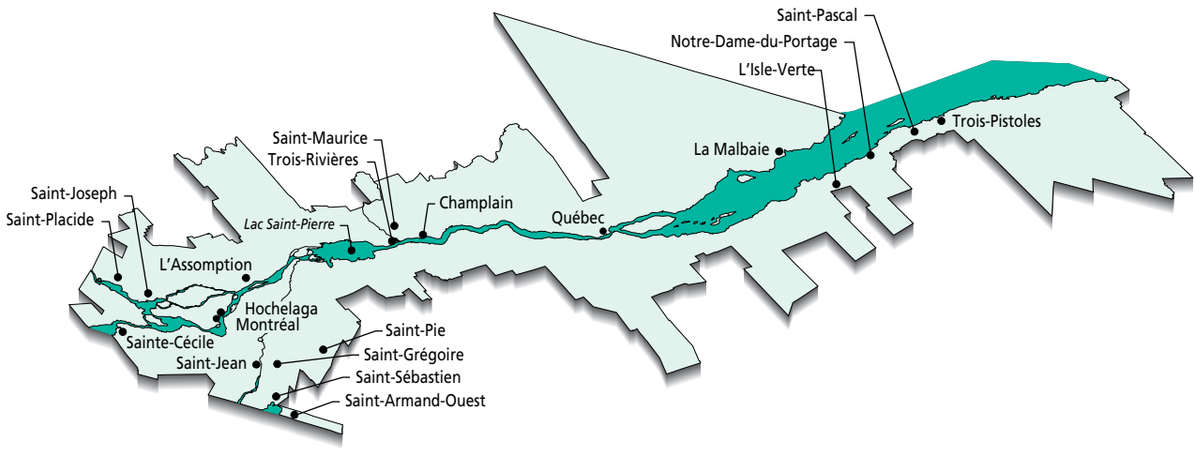
Individus	Produits	Production totale		Moyenne individuelle	Production maximale
Cultures					
683	Foin	12 934	arpents	18,94	550
522	Avoine	103 235	minots	197,77	3 500
209	Sarrasin	7 884	minots	37,72	-
258	Blé de printemps	11 330	minots	43,91	500
1 276	Pommes de terre	150 009	minots	117,56	2 500
360	Betteraves	5 791	minots	16,09	-
371	Fèves	881	minots	2,38	-
308	Pois	14 230	minots	46,20	-
138	Navets	11 460	minots	83,05	-
Coupe de bois					
739	Bois de chauffage	79 501	cordes	107,58	14 000
Animaux tués ou vendus					
1 495	Porcs	5 755	têtes	3,85	400
656	Bovins	2 917	têtes	4,45	111
519	Moutons	6 518	têtes	12,56	-
Production laitière					
1 298	Beurre	203 936	livres	157,12	5 000

Certes, il existe une très grande variété de situations parmi ces producteurs marchands et commerçants de l'axe, d'autant qu'ils peuvent s'adonner à plusieurs productions (voir l'encart cartographique en fin de chapitre). Les chiffres moyens par individu suggèrent cependant qu'une part importante de leurs différentes productions parviennent aux circuits de l'échange. En fait, plusieurs atteignent des volumes qui sont sans commune mesure avec ceux de l'exploitation moyenne de l'époque, et qui les situent, à n'en pas douter, parmi les plus gros producteurs de l'axe. Examinons quelques exemples (voir l'encart cartographique en fin de chapitre).

Si, au fil des décennies, la culture du blé a marqué un important recul sur le territoire de l'axe, elle n'est pas en 1871 sans intérêt pour les marchands et les commerçants qui trouvent réunies autour d'eux des conditions favorables à sa commercialisation. Il s'en trouve 258 qui ont récolté le blé de printemps (leur récolte de blé d'automne est par ailleurs insignifiante). Cette production est surtout concentrée dans la grande région de Montréal et le long du fleuve, en aval de Québec (figure 9). Une trentaine ont enregistré plus de 100 minots. L'un d'eux, Théophile Arpin, *dealer* de Saint-Jean (ville), a atteint la barre des 500 minots. Il est suivi par un marchand de Saint-Pie (Bagot), Euclide

FIGURE 9

Distribution des gros producteurs, 1871



Roy, un autre de Saint-Placide (Deux-Montagnes), James Wats, *trader* de Saint-Jean (ville), Louis Mollan, et un marchand de Saint-Pascal (Kamouraska), Joseph Beaulieu.

Au temps de la Confédération, la pomme de terre est devenue une composante importante du régime alimentaire et la demande en est forte dans les villes, les villages, les bourgs et les chantiers forestiers où s'activent des milliers de bûcherons. Ils sont 1 276 marchands et commerçants à en produire, nombre qui par lui-même confirme l'importance de cette denrée pondéreuse dans les activités commerciales. Les marchands et les commerçants producteurs de pommes de terre ont leurs assises les plus fortes sur les fronts du fleuve, en particulier dans la couronne du lac Saint-Pierre et le bas du fleuve. Une soixantaine d'entre eux répartis à quelques endroits, notamment autour de Trois-Rivières et en aval de Québec, sur la rive droite du fleuve, en produisent plus de 500 minots. Deux parviennent même jusqu'à 2 500 minots. Il s'agit de George Baptist, le gros marchand de bois de Trois-Rivières et Étienne Ladouceur, marchand de Saint-Joseph (Deux-Montagnes). Ils sont suivis de près par deux autres individus, qui se déclarent également marchands dans le recensement, le Montréalais James Benny et le Trifluvien Georges Gouin, engagé dans le commerce du bois.

Le foin et l'avoine qui, conséquence de l'élargissement de la taille des cheptels, connaissent une forte expansion, intéressent une portion importante de marchands et de commerçants de l'axe. La culture du foin en retient 683. Nombreux sont ceux qui disposent de plus de 20 arpents réservés à cette culture, en particulier dans les secteurs de Trois-Rivières et de Québec, notamment sur la rive droite du fleuve, en aval de la ville. Parmi les plus importants de ces producteurs agricoles, une soixantaine lui consacrent plus de 50 arpents. Le plus gros, Julien Lamoureux, *trader* de Saint-Sébastien (Iberville), lui en attribue 550. Le suivent deux marchands de bois de Trois-Rivières, George Baptist et Georges Gouin. Ils sont presque aussi nombreux à produire de l'avoine, soit 522. Une centaine d'entre eux enregistrent une production de plus de 300 minots tandis que 16 en déclarent plus de 1 000. Trois-Rivières et ses environs présentent la plus forte concentration de ces gros producteurs. Avec ses 3 500 minots, Louis Mollan, le *trader* de l'agglomération de Saint-Jean, occupe le premier rang de ce groupe de producteurs. Suivent les deux mêmes marchands de bois de Trois-Rivières, George Baptist (3 000 minots) et Georges Gouin (2 600 minots), et le même *trader* de Saint-Sébastien, Jean Lamoureux (1 500 minots).

Tout près de 2 000 marchands et commerçants possèdent une ou plusieurs vaches laitières en 1871, 316 en ont plus de trois et 72 plus de dix. Les plus engagés dans l'élevage laitier se trouvent massivement concentrés dans les deux grands centres urbains ou en périphérie. Le premier cheptel laitier par le nombre de bêtes, soit 111 vaches, appartient au marchand Urgel Archambault de L'Assomption. Huit autres agents du commerce possèdent une vingtaine de vaches laitières, notamment un marchand de La Malbaie, Louis Maltais, un autre de Saint-Pie (Bagot), Euclide Roy, un vendeur de lait d'Hochelaga, John Rowland, et un laitier de Québec, François Gilbert. Par ailleurs, nombreux aussi sont les marchands et les commerçants producteurs de beurre, autre denrée importante pour les circuits d'échange. En ce domaine, ils concentrent surtout leurs efforts autour des grands centres urbains et sur la rive droite du fleuve, en aval de Québec. Ce dernier segment du fleuve enregistre même les plus forts volumes de cette production des marchands et des commerçants de l'axe. Parmi les 1 298 marchands et commerçants qui ont déclaré cette production, 80 ont reconnu un volume de plus de 500 livres, tandis qu'une vingtaine ont dépassé le millier de livres. Le plus actif, le Montréalais Hugh Allan, magnat du commerce maritime, promoteur du chemin de fer et financier, en a produit 5 000. Lui emboîtent le pas au sommet du classement un marchand de Notre-Dame-du-Portage (Kamouraska), Gefroy Dumont, deux de L'Isle-Verte (Témiscouata), Claude et Achille Bertrand, et un autre de Saint-Armand-Ouest (Missisquoi), W.H. Smith.

Tout près de 1 500 marchands et commerçants ont déclaré avoir tué ou vendu des porcs pour la boucherie ou l'exportation, nombre encore une fois considérable et le signe d'un important rapport au marché. Ils concentrent cette production autour des centres urbains principaux et en aval de Québec, sur la rive sud du fleuve. L'expansion urbaine a stimulé la commer-

cialisation du porc dans l'axe laurentien et la grande région de Montréal domine largement cette activité, la ville et son pourtour immédiat y tenant le rôle de plaque centrale. Dans tout le couloir laurentien, environ 80 marchands ont abattu ou vendu plus de dix bêtes durant l'année. Une dizaine d'entre eux dépassent la cinquantaine de bêtes ; un épicier d'Hochelaga, dans la paroisse de Montréal, Roland-T. Lenoir, en déclare même 400. Le suivent, dans l'ordre, un *trader* de Montréal, Robert Vertere, un épicier d'Hochelaga, Hébert Charron, un marchand de Saint-Grégoire (Iberville), Isidore Marcouse, et un marchand de Trois-Pistoles (Témiscouata), Thomas-E. Pelletier.

Enfin, il faut signaler la production du bois de chauffage, qui tient une place importante dans les approvisionnements des villes et des villages. Cette production intéresse 749 marchands et commerçants de l'axe. Une trentaine d'entre eux en produisent plus de 500 cordes, une quinzaine, plus d'un millier, et Joseph Demers, marchand de Sainte-Cécile (Beauharnois), en reconnaît 14 000. Le secteur de Trois-Rivières rassemble une forte concentration de ces gros producteurs de bois de chauffage, dont les marchands Alexander et Robert MacDougall, respectivement de Champlain et de Saint-Maurice, et Onésime Brunette de Trois-Rivières. Figure aussi parmi ces très gros producteurs Robert Graham, marchand de bois de Montréal.

Ces données partielles relatives aux productions agricoles et les quelques exemples retenus témoignent de mouvements de spécialisation et de rapports de complémentarité qui traversent l'agriculture québécoise à l'aube du dernier tiers du XIX^e^ siècle. Ce faisant, ils attirent un peu plus l'attention sur le rôle de médiation que remplissent les marchands et les commerçants dans l'articulation des rapports ville-campagne. Par ailleurs, l'engagement de ces agents du commerce dans l'agriculture et l'ampleur que certains donnent à leurs activités invitent à reconsidérer, selon de nouvelles perspectives, l'organisation sociale du travail de la terre et de l'élevage au Québec au siècle dernier. En effet, à côté de l'exploitation familiale qui constitue la base essentielle du système productif de l'agriculture se profile un autre type social de mise en valeur du sol et de l'élevage, reposant étroitement, celui-ci, sur le travail salarié. C'est la forme capitaliste en agriculture qu'on a encore très peu étudiée dans le contexte de l'axe, phénomène que Jean-Pierre Kesteman a déjà bien cerné dans la grande région de Sherbrooke[5]. Si on veut bien saisir tout le processus de commercialisation de l'agriculture au siècle dernier, il faudra bien un jour scruter la montée et l'action de ces gros producteurs et éleveurs à partir des liens multiples qu'ils entretiennent d'un côté avec le monde rural et, de l'autre, avec le monde urbain.

Ces quelques considérations sur l'agriculture rappellent un aspect seulement de la réalité complexe qu'exprime le titre professionnel de marchand ou de commerçant au XIX^e^ siècle, avant les transformations profondes enclenchées par l'industrialisation massive à la charnière du XX^e^ siècle. Une fonction du monde industriel éminemment polyvalente, modifiée au cours d'une longue phase de transition de la socio-économie, et que ni la réalité ambiante ni le vocabulaire courant de l'époque ne distinguent encore d'une manière tranchée se met peu à peu en place. Derrière le personnage du marchand et du commerçant se détachent tantôt l'industriel, tantôt l'exploitant agricole ou l'éleveur. Personnage singulier quand la marchandise l'absorbe tout entier, double ou triple quand il conjugue les activités d'autres ordres.

d) Les boulangers et les bouchers

Examinons maintenant la situation des deux groupes de petits producteurs alimentaires dont nous avons observé la présence sur le territoire de l'axe, ceux des boulangers et des bouchers. Nos données les font apparaître, bien dispersés dans tout l'axe, sans pourtant qu'ils épousent le même schéma d'implantation. Au contraire, ces deux exemples ajoutent à la diversité déjà constatée des bases de l'échange.

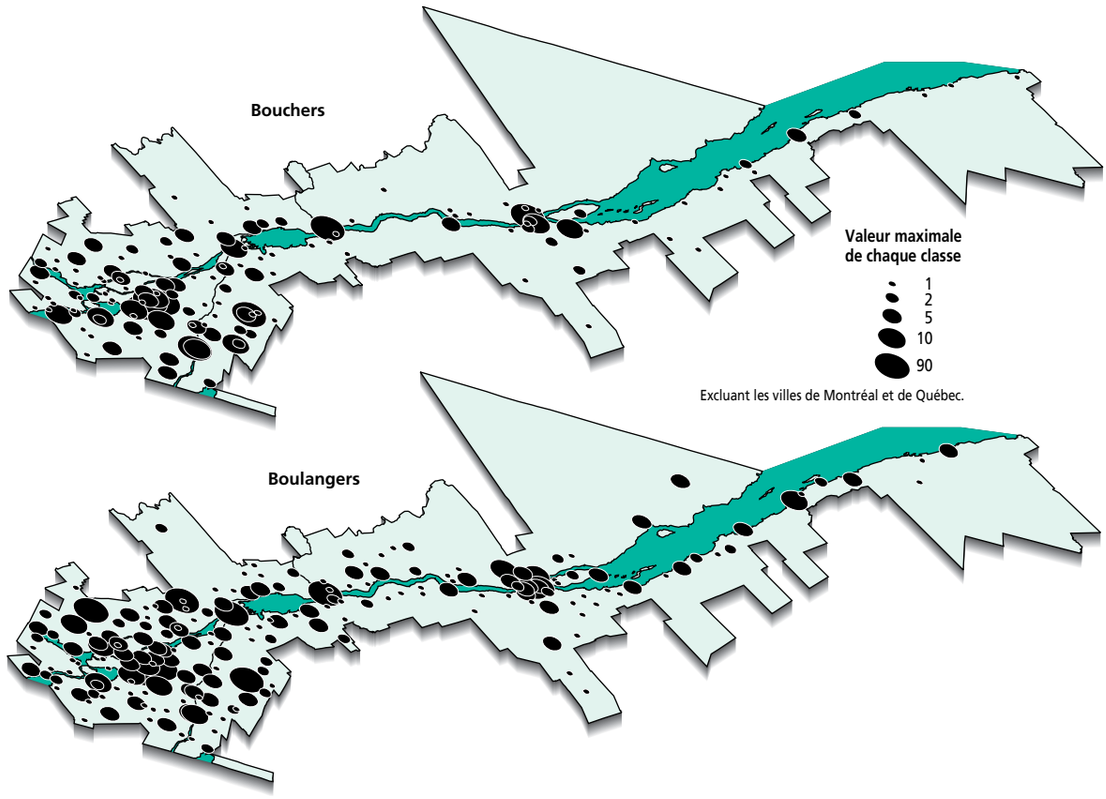
Le premier groupe, celui des boulangers, comprend les pâtissiers et les confiseurs ; il rassemble 1 116 individus dont 89 % sont boulangers de leur état. Un peu plus du tiers seulement des boulangers exercent leur profession dans les deux grands centres, mais plus de la moitié de la quarantaine de pâtissiers et 74 des 90 confiseurs le font. Les francophones dominent largement ce premier groupe avec plus de 85 % de l'effectif.

Le groupe des bouchers est d'une taille équivalant à celle du premier groupe, 1 055 individus dont la moitié habitent les deux grandes villes, ce qui lui confère un plus fort caractère urbain. Ici encore, les francophones représentent plus de 80 % de l'effectif.

Bien implantées dans l'ensemble du corridor laurentien, solidement investies par les francophones, la boulangerie et la boucherie restent encore, en 1871, des mondes quasi entièrement masculins. Dans tout l'axe laurentien, sur les deux milliers d'individus retracés dans ces deux groupes professionnels, les femmes ne sont guère plus d'une dizaine, c'est-à-dire une infime proportion. On peut croire cependant, comme cela est très fréquent dans bien d'autres lieux de travail, qu'elles y sont plus nombreuses à remplir des tâches de soutien, auprès d'un mari ou d'un père, par exemple. Mais le recensement ne permet guère de cerner ce genre de situation.

La répartition de l'effectif de ces deux groupes professionnels à l'extérieur de Québec et de Montréal révèle de fortes concentrations autour des centres principaux et dans tout le réseau émergeant de villes nouvelles (figure 10). De telles concentrations font découvrir un autre aspect du déséquilibre qu'on a pu constater entre la grande région de Montréal et celle de Québec. Les boulangers sont plus largement distribués

FIGURE 10
Bouchers et boulangers, 1871



dans le corridor laurentien que les bouchers, et le grand secteur de Québec paraît même bien faiblement doté en bouchers. D'un point de vue général, la double structure d'implantation des boulangers et des bouchers semble beaucoup plus saillante ou hiérarchisée que celle de la population. Elle évoque plutôt, en les nuançant, les lignes de force et le dégradé de l'implantation des marchands et des commerçants, attestant ainsi le solide arrimage des boulangers et des bouchers au dispositif du commerce sur le territoire de l'axe.

e) L'hébergement

Sur l'ensemble du territoire de l'axe, ce sont 1 087 individus liés à l'activité de l'hébergement[6] qui ont été retracés sur les listes nominatives. Les 657 hôteliers et les 106 aubergistes forment 70 % de cet effectif. S'ajoutent 89 taverniers et assimilés, et 235 responsables de maisons de pension. Dans leurs tableaux publiés, les responsables du recensement font état, rappelons-le, de 81 aubergistes et de 1 353 hôteliers pour l'ensemble du territoire québécois, chiffres qui s'écartent passablement des nôtres, surtout en ce qui concerne les hôteliers.

Les deux grands centres se partagent la moitié de cet effectif global de l'hébergement ; la part de Montréal équivaut au double de celle de Québec, tandis qu'à Trois-Rivières une vingtaine d'individus sont liés à cette activité. Les deux grandes villes ont sensiblement le même nombre d'hôteliers, soit une centaine chacune. Par contre, si Québec n'abrite que quelques aubergistes et taverniers, les premiers dépassent la trentaine à Montréal et les seconds, la soixantaine. Mais ce qui distingue surtout les deux villes au chapitre de l'hébergement, c'est l'inégale importance dévolue à la maison de pension, qui apparaît en 1871 comme un genre essentiellement urbain et propre à Montréal ; en effet, près de 63 % des responsables de maisons de pension de l'axe laurentien habitent Montréal (tableau 8).

Hors les deux principaux centres urbains, à côté d'environ 80 responsables de maisons de pension, de près de 70 aubergistes et d'une vingtaine de taverniers, un fort groupe de 440 hôteliers occupe une position dominante dans le dispositif de l'hébergement dont la cartographie révèle l'allure très contrastée (figure 11). Au sud, où il se profile en largeur, il apparaît fortement hiérarchisé autour du pôle montréalais et ramifié en plusieurs lignes de force jusqu'au lac Saint-Pierre. Au nord, il est tout ramassé en sa partie essentielle autour de Québec ; des points de concentration le prolongent en aval, surtout sur la rive sud du fleuve. Exprimé sur la base du nombre d'agents par mille habitants, le dispositif de l'hébergement de l'axe se révèle encore plus déséquilibré au profit de la grande région de Montréal. Le pourtour de la ville de Québec paraît même bien mince sous ce rapport. Impressionnent alors davantage dans la partie septentrionale les quelques points de concentration de l'aval du fleuve. Quant au secteur de Trois-Rivières, il s'inscrit dans le prolongement du dispositif de la grande région de Montréal. Au-delà du Saint-Maurice, une large coupure se creuse entre la partie méridionale et la partie septentrionale de l'axe laurentien. En 1871, Montréal est le cœur du dispositif de l'hébergement de l'axe et sa grande région, la partie essentielle.

En somme, depuis 1831, le dispositif de l'hébergement, qui a gagné en largeur en suivant le mouvement de la population vers l'intérieur, s'est passable-

ment alourdi dans sa partie méridionale. Par ailleurs, l'examen des listes nominatives montre que cette activité encore essentiellement masculine est de plus en plus partagée par les femmes.

En effet, les femmes représentent 22 % de l'effectif global de l'hébergement sur le territoire de l'axe en 1871 et c'est dans les deux grands centres urbains qu'elles se font les plus nombreuses : 60 % habitent Montréal et 20 %, Québec. Une cinquantaine d'entre elles se trouvent donc ailleurs dans le corridor du fleuve. Pour la plupart, 142 sur 240, ces agents féminins ont le statut de veuve. La maison de pension est leur principal lieu d'activité ; les femmes y représentent près de 74 % de l'effectif. Par contre, à la taverne, à l'auberge et à l'hôtel, leur rôle est plus discret ; elles constituent moins de 10 % de cet effectif.

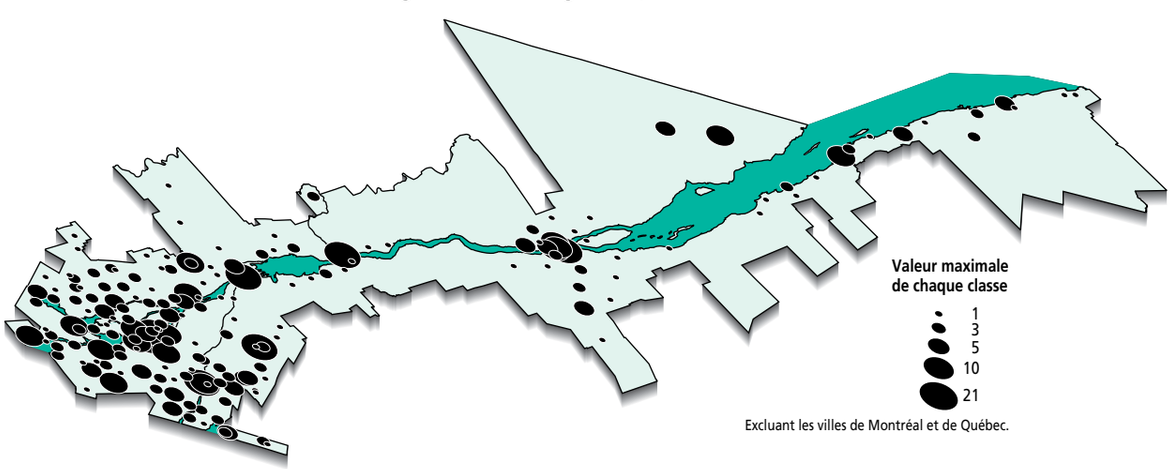
Sur tout le territoire de l'axe, toutes catégories confondues, les francophones représentent environ 65 % des agents de l'hébergement, pourcentage inférieur à leur poids démographique. Et c'est en ville que leur présence est la plus faible. À Montréal, ils forment un peu moins de la moitié de l'effectif (47 %) et, à Québec, à peine 55 %. Le portrait change cependant si on met de côté la maison de pension où la proportion de francophones est de l'ordre de 40 % seulement et dont la vocation diffère en nature de celle de l'hôtel, de l'auberge ou de la taverne. Si le voyageur de passage peut y loger, il reste que la maison de pension relève d'un contexte social beaucoup plus large que l'accueil d'individus en transit. Autour de la maison de pension, les agents d'origine irlandaise atteignent à Montréal un nombre équivalant presque à celui des francophones ; à Québec, ils le dépassent. Ce simple constat rappelle qu'il faudra mieux étudier un jour la fonction sociale de la maison de pension à la lumière des pratiques socioculturelles des principaux groupes ethnolinguistiques.

Quant à la taverne, il s'agit d'une institution essentiellement montréalaise et anglophone. Parmi les 89 individus qui y sont associés, la proportion de francophones n'est que de 43 %. Encore une fois, les agents d'origine irlandaise y sont presque aussi nombreux que leurs correspondants francophones. Québec n'abrite que deux taverniers. Comme pour la maison de pension, il est difficile de cerner convenablement la fonction d'hébergement des tavernes par rapport à d'autres rôles qu'elles remplissent. Reste le noyau dur du dispositif de l'hébergement : le monde des hôtels et des auberges. Environ les trois quarts des hôteliers et des aubergistes sont francophones, proportion qui n'est pas trop éloignée de leur masse démographique sur le territoire de l'axe. À Montréal, la proportion de francophones dans l'hôtellerie est de 72 %, pourcentage élevé si on considère la répartition linguistique dans la ville ; à Québec, elle n'est que de 64 %, par rapport à près de 30 % pour les personnes d'origine irlandaise.

TABLEAU 8
Agents de l'hébergement de l'axe laurentien, 1871

Secteur	Hôteliers	Aubergistes	Taverniers	Responsables de maisons de pension	Total
Rive-Nord de Montréal	76	14	1	3	94
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	20	4	0	0	24
Île Jésus	6	1	0	0	7
Île de Montréal et île Bizard	53	14	4	1	72
Ville de Montréal	107	36	68	147	358
Rive-Sud de Montréal	146	29	11	8	194
Région de Montréal	408	98	84	159	749
En % de l'axe	62,10	92,45	94,38	67,66	68,91
Ville de Montréal (% de l'axe)	16,29	33,96	76,40	62,55	32,93
Rive-Nord de Trois-Rivières	5	0	0	6	11
Ville de Trois-Rivières	18	0	0	3	21
Rive-Sud de Trois-Rivières	5	0	0	2	7
Région de Trois-Rivières	28	0	0	11	39
En % de l'axe	4,26	0	0	4,68	3,59
Ville de Trois-Rivières (% de l'axe)	2,74	0	0	1,28	1,93
Rive-Nord de Québec	40	6	3	1	50
Ville de Québec	110	2	2	60	174
Île d'Orléans	1	0	0	0	1
Rive-Sud de Québec	70	0	0	4	74
Région de Québec	221	8	5	65	299
En % de l'axe	33,64	7,55	5,62	27,66	27,51
Ville de Québec (% de l'axe)	16,74	1,89	2,25	25,53	16,01
Total des régions	657	106	89	235	1 087

FIGURE 11
Agents de l'hébergement, 1871



En ce qui a trait aux aubergistes, on les découvre quasi absents de la grande région de Québec, où on n'en a recensé que deux, et massivement concentrés dans la grande région montréalaise. Montréal abrite le tiers des aubergistes du territoire de l'axe et les francophones y forment un peu moins de la moitié de l'effectif, les personnes d'origine irlandaise suivant de près dans l'ordre numérique. Comment interpréter le très petit nombre d'aubergistes et de taverniers sur les listes nominatives du recensement de Québec ? Par le fait qu'on aurait désigné autrement les fonctions associées à ces deux titres professionnels ? Par la rareté effective des auberges et des tavernes dans la ville ? Cela reste à explorer.

Si on retient seulement les 657 hôteliers et les 106 aubergistes qui constituent le noyau dur du dispositif de l'hébergement, la proportion de francophones assimilés à cette activité est de près de 75 % sur le territoire de l'axe, de 65 % à Montréal et de 63 % à Québec. Souhaite-t-on ajouter les taverniers dans cette appréciation ? On obtient alors une proportion de 71 % pour l'ensemble de l'axe, de 56 % pour Montréal et de 64 % pour Québec. En somme, la présence des francophones dans le dispositif de l'hébergement se révèle relativement consistante à Montréal où le nombre d'agents, selon l'un ou l'autre indicateur, est soit semblable, soit légèrement supérieur au poids du groupe linguistique. Ce niveau de représentation dépasse celui que les francophones obtiennent parmi les marchands et les commerçants de la ville. Quant à Québec, les francophones y tiennent une plus forte position au sein du dispositif de l'hébergement, mais, à tout considérer, équivalant à celle qu'ils occupent parmi les marchands et les commerçants.

Cette première exploration du dispositif de l'échange, en 1831, 1851 et 1871, a mis en lumière la croissance soutenue du nombre des agents du commerce et de l'hébergement à l'échelle de tout le territoire québécois, beaucoup plus forte que celle de la population. C'est un signe manifeste de l'intensification des rapports de marché au sein de la socioéconomie québécoise de cette période où ressort avec éclat la centralité du fait urbain. La distribution des agents de l'échange découpe dans l'axe laurentien deux grands blocs auxquels correspondent deux modes d'organisation de l'espace. Au sud, un premier bloc déployé en couronne autour de Montréal et tendant à incorporer le sous-ensemble trifluvien. Au nord, un second bloc s'étirant le long du fleuve en amont et en aval de Québec. Dans la partie méridionale de l'axe, le dispositif de l'échange se développe en une trame serrée, à partir de Montréal vers les marges. Déjà, en 1831, celle-ci suggère l'idée d'un espace régional passablement intégré, caractère qui ne fait que s'affirmer par la suite avec la montée du pôle montréalais. En fait, dès cette période, la grande région de Montréal se comporte comme l'assise principale de la socioéconomie québécoise. Dans la partie septentrionale, le fleuve a imposé sa linéarité au dispositif de l'échange, qui apparaît moins dense qu'au sud, peu ouvert vers l'intérieur et inégalement réparti entre ses deux rives, surtout en aval de Québec.

Plus englobante que celle de 1831 et celle de 1851, l'analyse de 1871 fait mieux voir la diversité grandissante, surtout en milieu urbain, de l'univers du commerce et de l'hébergement et la place que les grands groupes linguistiques y tiennent. Celle des anglophones est forte, davantage, à vrai dire, que ne le justifierait leur seul poids démographique. Mais les francophones fournissent tout de même la majorité des agents de l'échange de l'axe et apportent une base importante au commerce et aux activités de l'hébergement en contexte urbain. Dans ce monde professionnel qui reste globalement masculin, la présence des femmes se fait encore bien discrète.

L'analyse de 1871 attire aussi l'attention sur une dimension encore mal connue du rôle des agents du commerce dans l'économie : leur rapport à l'agriculture. Le repérage des agents de l'échange à travers les diverses productions agricoles recensées nous a mis sur la piste d'activités agricoles foisonnantes. Expression de la polyvalence qui caractérise le monde du commerce avant la montée de la grande industrie, ces activités rappellent la fonction essentielle que remplissent alors les agents du commerce dans l'organisation des rapports ville-campagne et lèvent le voile sur les liens multiples entre les diverses parties de l'axe laurentien.

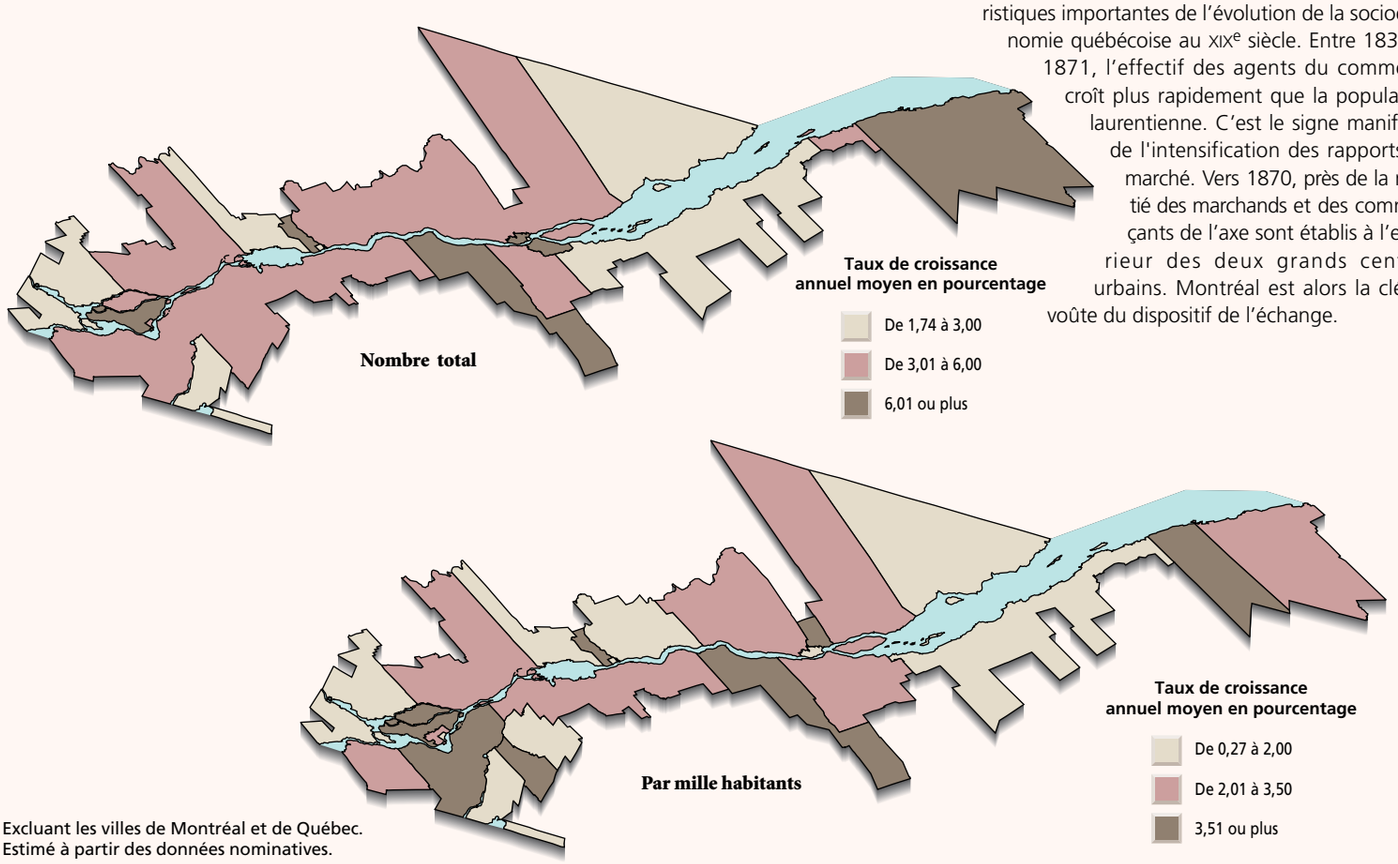
MARCHANDS ET HÉBERGEMENT : LES RELAIS DE L'ÉCHANGE

LE MAGASIN DUPUIS FRÈRES, RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL, 1877.
***Canadian Illustrated News*, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, Charles De Volpi, 1963, p. 270.**

L'EXTENSION DU MAILLAGE MARCHAND

1 UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DE L'EFFECTIF

Taux de croissance des marchands et des commerçants, 1831-1871

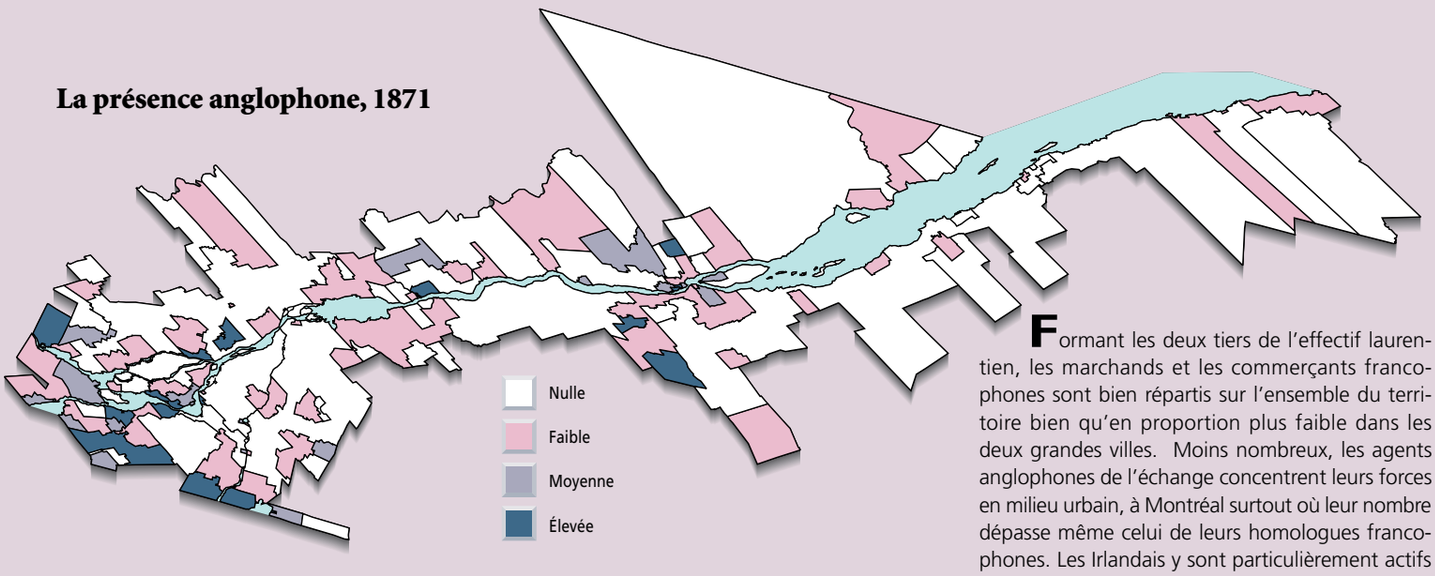


Excluant les villes de Montréal et de Québec.
Estimé à partir des données nominatives.

La montée du commerce est l'une des caractéristiques importantes de l'évolution de la socioéconomie québécoise au XIX^e siècle. Entre 1831 et 1871, l'effectif des agents du commerce croît plus rapidement que la population laurentienne. C'est le signe manifeste de l'intensification des rapports au marché. Vers 1870, près de la moitié des marchands et des commerçants de l'axe sont établis à l'extérieur des deux grands centres urbains. Montréal est alors la clé de voûte du dispositif de l'échange.

3 LA RÉPARTITION LINGUISTIQUE

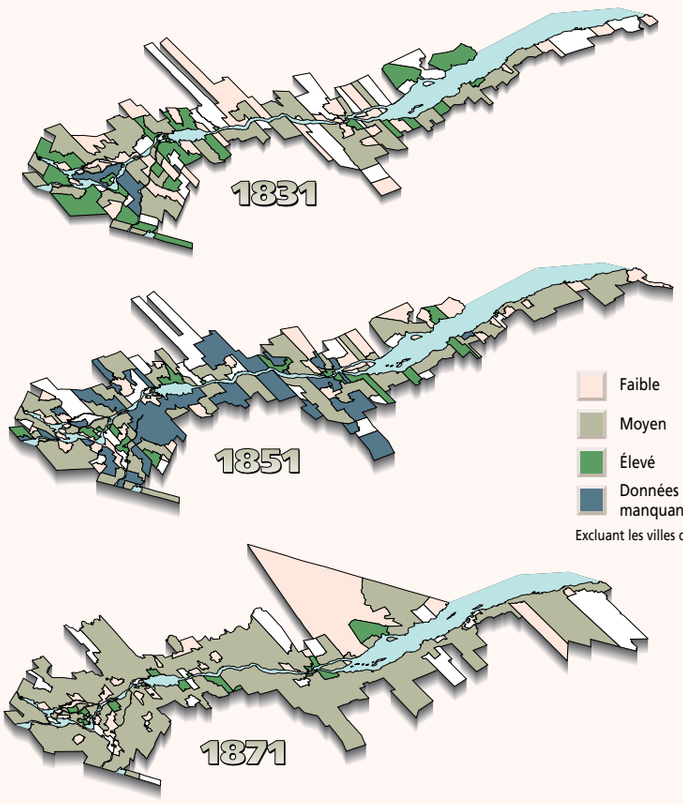
La présence anglophone, 1871



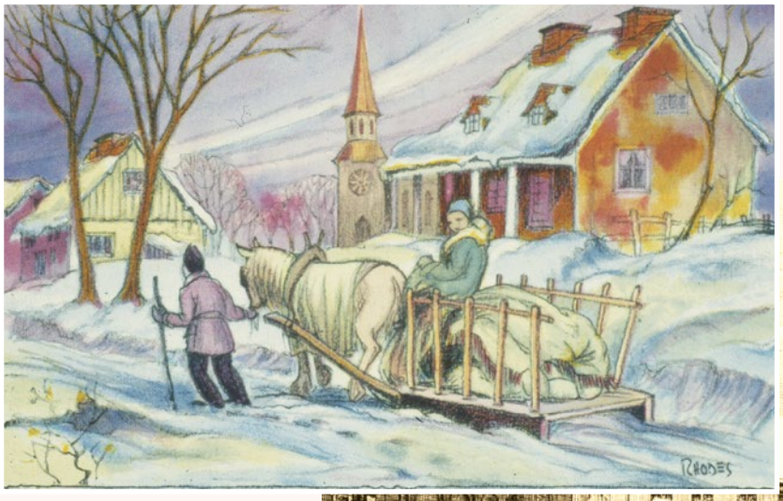
Formant les deux tiers de l'effectif laurentien, les marchands et les commerçants francophones sont bien répartis sur l'ensemble du territoire bien qu'en proportion plus faible dans les deux grandes villes. Moins nombreux, les agents anglophones de l'échange concentrent leurs forces en milieu urbain, à Montréal surtout où leur nombre dépasse même celui de leurs homologues francophones. Les Irlandais y sont particulièrement actifs dans le commerce de l'alimentation.

2 Une large diffusion et de fortes concentrations

Nombre de marchands et de commerçants par localités



Nombre de marchands et de commerçants par mille habitants



Baie-Saint-Paul « Going to market ».
Rhodes, Archives nationales du Québec, Québec, fonds Magella Bureau, album 29 (2).

Habitants au marché Sainte-Anne, vers 1880.
Canadian Illustrated News, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, Charles De Volpi, 1963, p. 293.

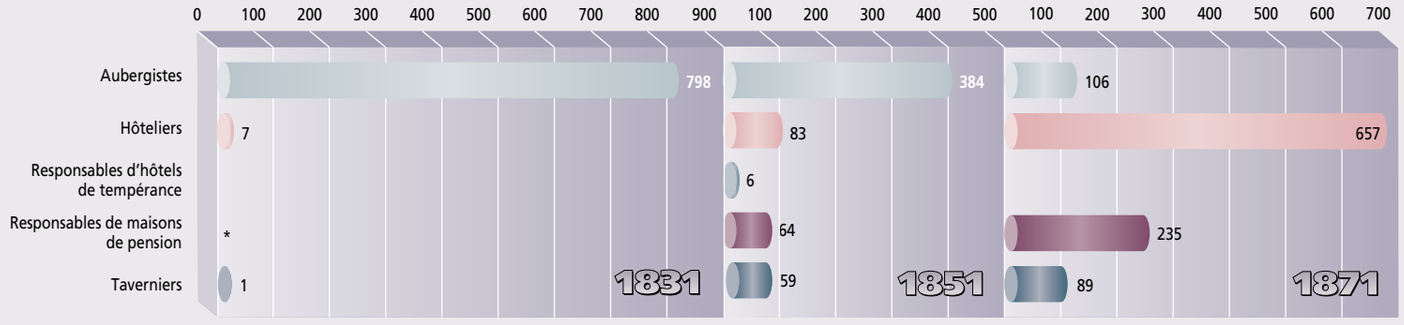
De l'auberge à l'hôtel

1 Des réalités changeantes

Au cours des décennies, le vocabulaire et la matérialité de l'hébergement ont évolué. Au début des années 1830, l'auberge constitue encore la pièce charnière du dispositif de l'hébergement. Elle est beaucoup moins présente vers 1870. Règne dorénavant l'hôtel sous sa forme moderne. Entretemps, on aura vu se multiplier les maisons de pension, à Montréal principalement.

White Horse Inn by Moonlight, milieu du XIXe siècle.
Cornelius Krieghoff, Musée des beaux-arts du Canada, Ottawa, 16702.

Évolution du nombre de mentions des métiers liés à l'hébergement



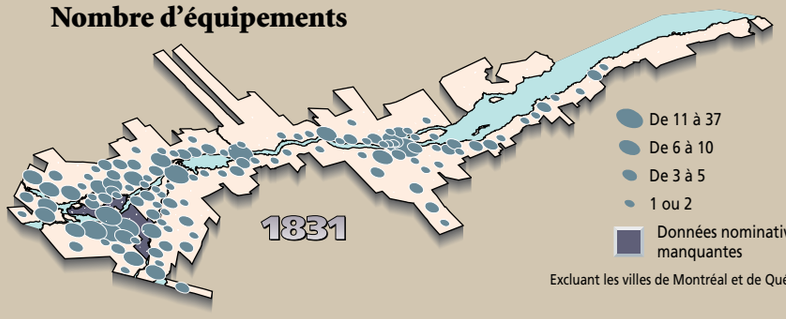
* Données non relevées pour 1831.

L'Hôtel Windsor, vers 1878.
Canadian Illustrated News, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, Charles De Volpi, 1963, p. 274.

2 Les établissements d'hébergement

Le nombre d'établissements a peu augmenté de 1831 à 1871. Mais, avec la poussée hôtelière, ils gagnent en volume, assurant de ce fait une plus grande capacité d'accueil des voyageurs. Montréal est le cœur du dispositif laurentien de l'hébergement, lequel s'est passablement alourdi au fil des ans dans la partie méridionale de l'axe.

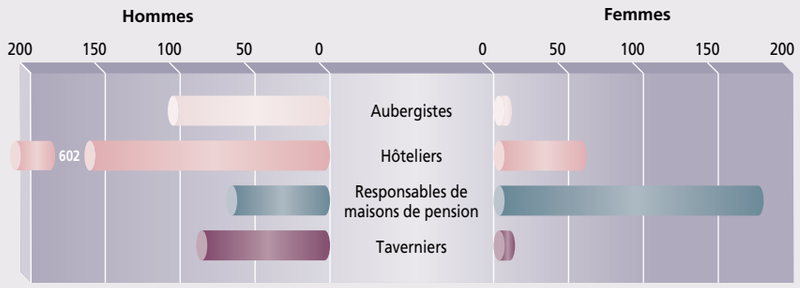
Nombre d'équipements



Excluant les villes de Montréal et de Québec.

3 La présence des femmes : l'exemple de 1871

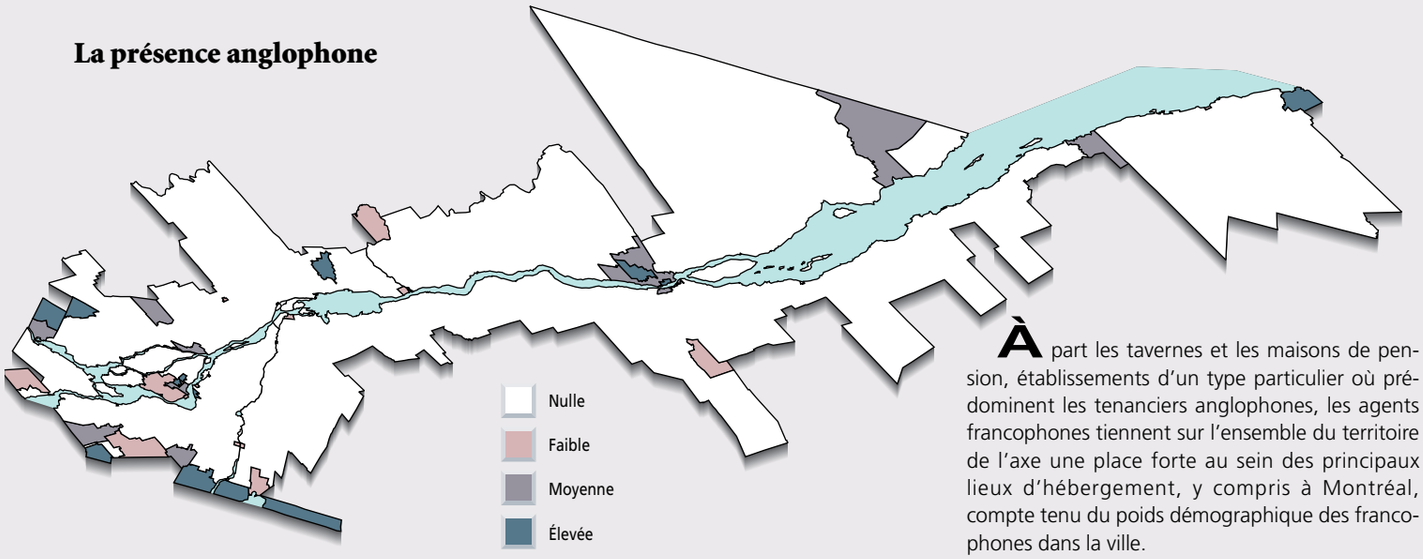
Répartition des responsables de lieux d'hébergement selon le sexe



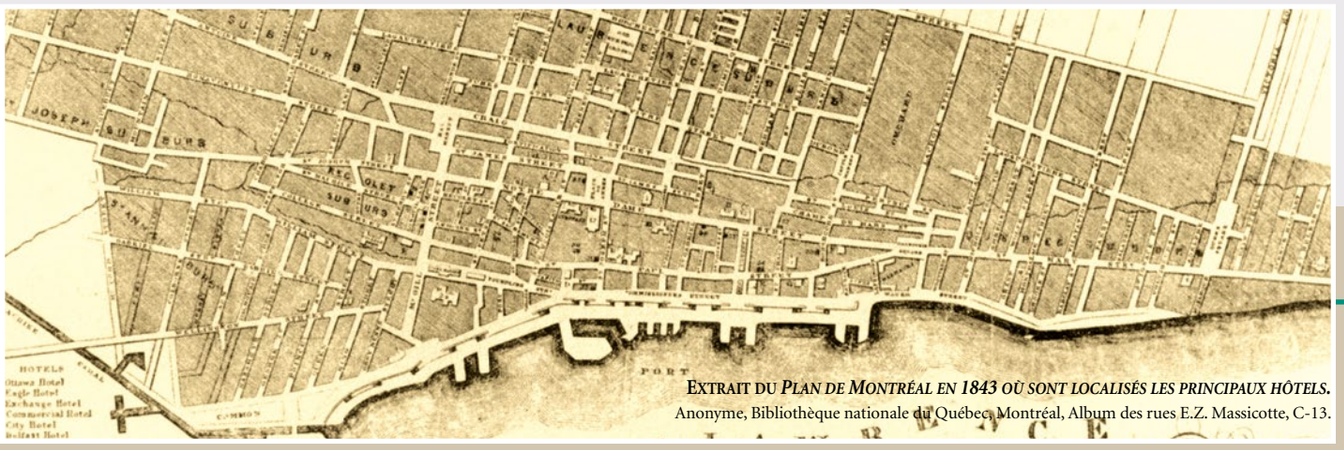
Un agent de l'hébergement sur cinq est une femme. En majorité, les tenancières habitent Montréal. De même, la plupart ont le statut de veuve. La maison de pension est le principal lieu d'activité de ces femmes. Dans les autres types d'établissements, leur présence reste plutôt discrète.

4 La répartition linguistique, 1871

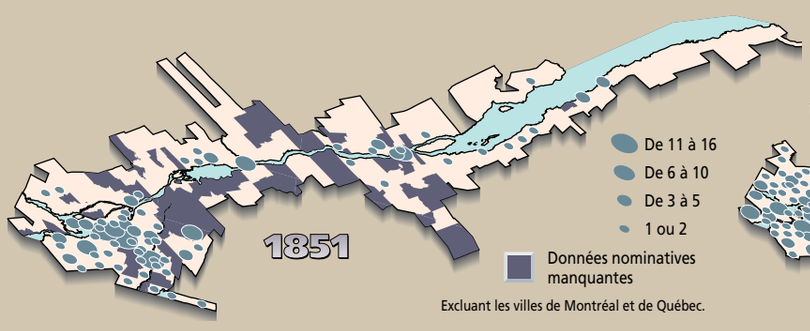
La présence anglophone



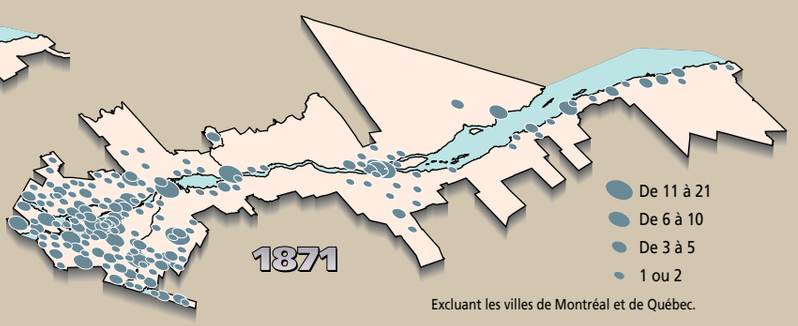
À part les tavernes et les maisons de pension, établissements d'un type particulier où prédominent les tenanciers anglophones, les agents francophones tiennent sur l'ensemble du territoire de l'axe une place forte au sein des principaux lieux d'hébergement, y compris à Montréal, compte tenu du poids démographique des francophones dans la ville.



EXTRAIT DU *PLAN DE MONTRÉAL EN 1843 OÙ SONT LOCALISÉS LES PRINCIPAUX HÔTELS.*
Anonyme, Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, Album des rues E.Z. Massicotte, C-13.



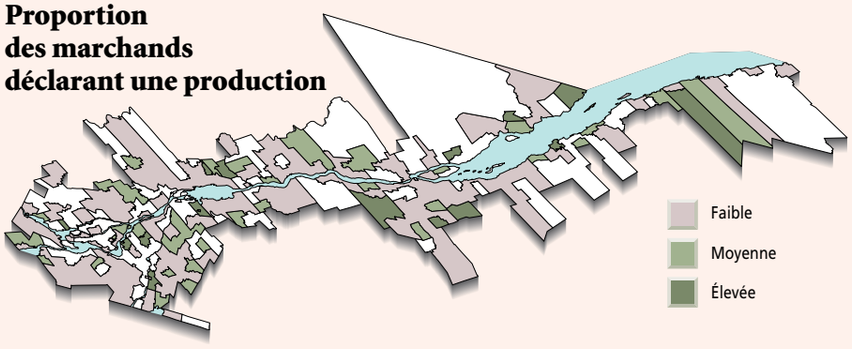
Excluant les villes de Montréal et de Québec.



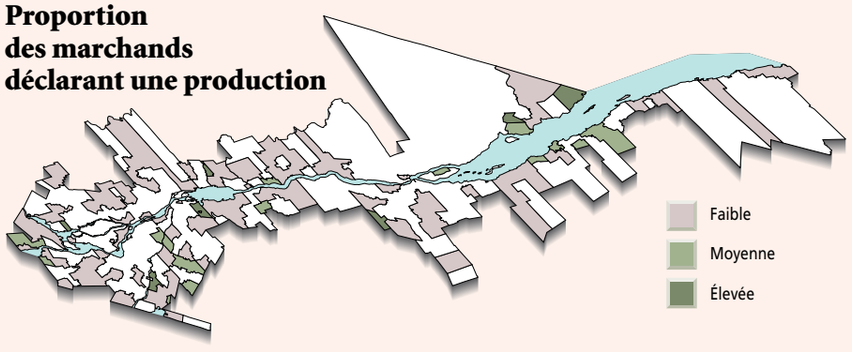
Excluant les villes de Montréal et de Québec.

Les marchands et l'agriculture

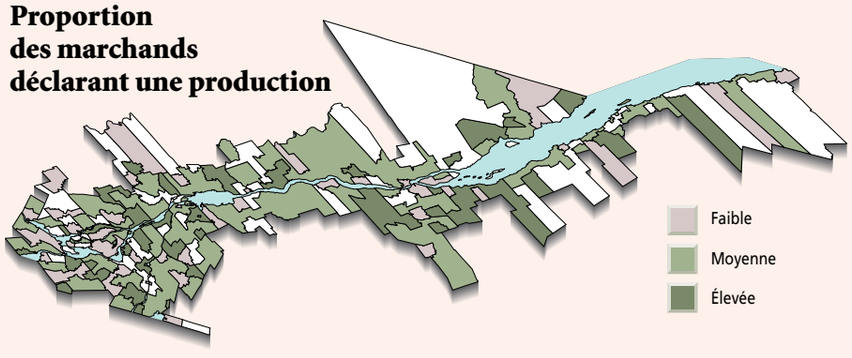
L'avoine



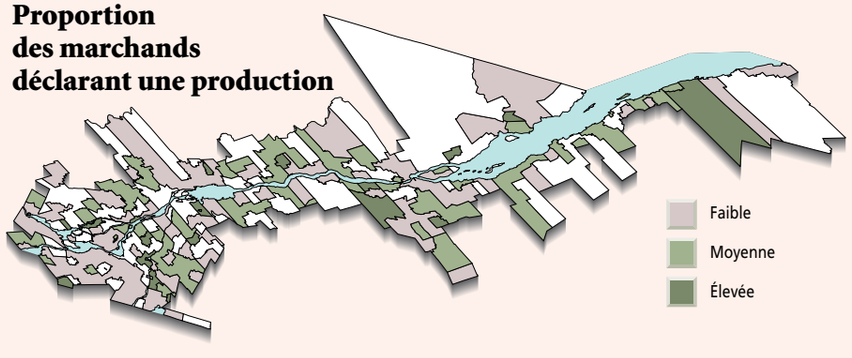
Le blé



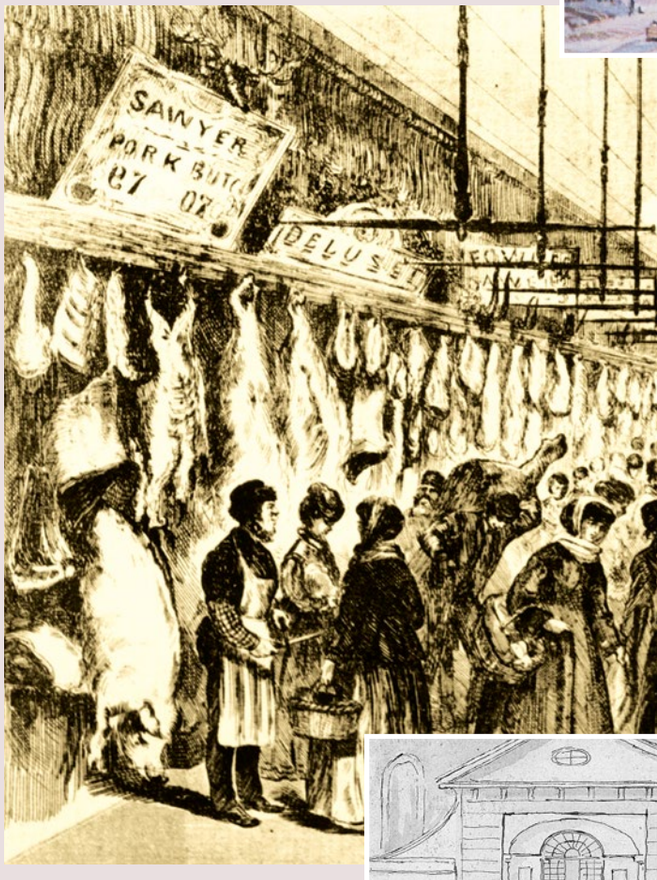
Les pommes de terre



Le foin



Les marchands et les commerçants de l'axe s'adonnent à d'importantes activités agricoles. Expression de la polyvalence qui caractérise le monde du commerce avant la montée de la grande industrie, ces activités témoignent de mouvements de spécialisation qui traversent l'agriculture québécoise et lèvent le voile sur les liens multiples entre les diverses parties du territoire laurentien.



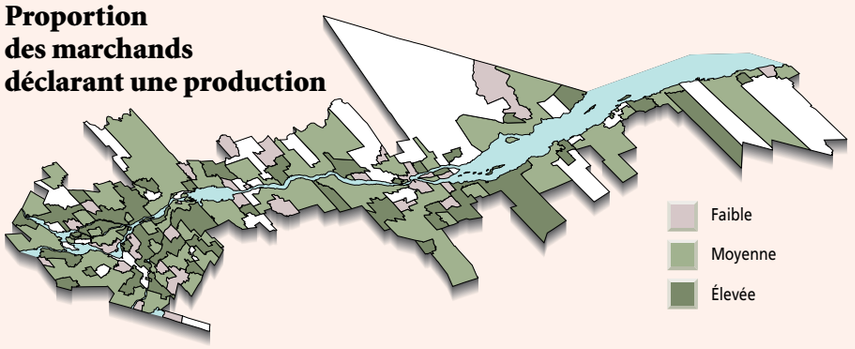
Scene in the Bonsecours Market on Christmas Eve, 1871.
Canadian Illustrated News,
Bibliothèque nationale du Québec, Montréal, album des rues E.Z. Massicotte, 7-104.

Upper Town Market, Quebec, 1870.
William Ogle Carlisle, Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal, M347.

La Place Victoria à Montréal en 1850.
Anonyme, Archives nationales du Québec, Québec,
fonds Magella Bureau, P547 Varias.

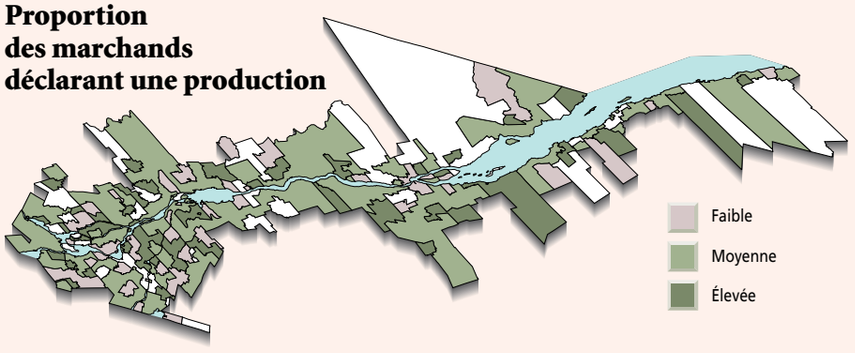
Les vaches laitières

Proportion des marchands déclarant une production



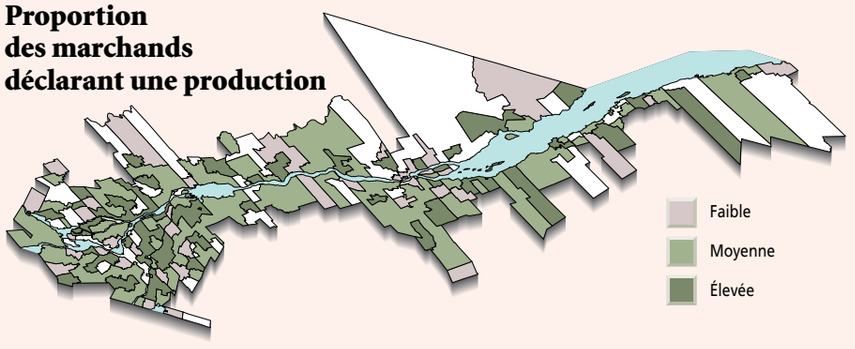
Le beurre

Proportion des marchands déclarant une production



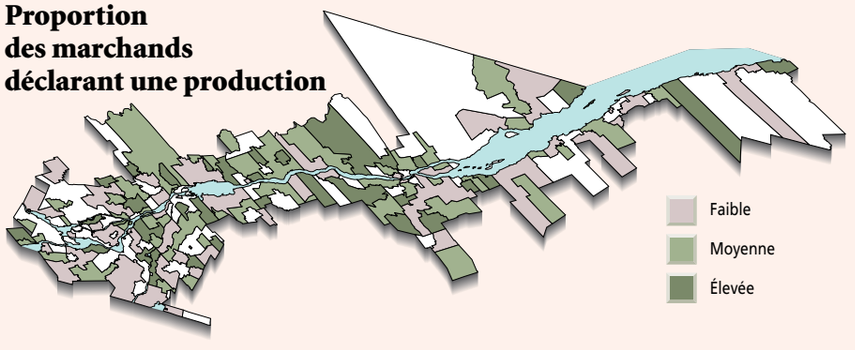
Le porc

Proportion des marchands déclarant une production



Le bois de chauffage

Proportion des marchands déclarant une production



Conclusion

Pour un nouveau regard sur la socioéconomie du XIX^e siècle

L'exploration des morphologies de base de la socioéconomie laurentienne nous a révélé un monde passablement différent des habituelles représentations : plus contrasté et changeant, plus structuré et cohésif aussi.

Le nombre d'habitants de l'axe s'accroît considérablement entre 1831 et 1871. Mais cette croissance démographique ne se traduit pas par la montée continue des densités humaines dans les campagnes. Loin de là, car la population trouve des moyens de lutter contre le surpeuplement de l'espace agraire. Alors que certains mouvements la poussent vers les terres neuves, d'autres l'attirent vers le village et vers la ville.

D'un point à l'autre du territoire laurentien, de forts contrastes sont observables dans les diverses productions agricoles. Et l'écart est considérable entre la situation des petits, des moyens et des gros exploitants. Deux mouvements traversent l'agriculture laurentienne, qui en accentuent la différenciation : l'un s'exprime par l'extension continue de l'écoumène, l'autre, par une concentration des activités autour des villes et des aires villageoises. La région de Montréal est le cœur de l'espace agraire laurentien. L'agriculture y est plus intensive et plus mécanisée, en somme, plus engagée dans les rapports de marché.

La montée en puissance du pôle montréalais, particulièrement après 1850, est l'un des aspects majeurs des transformations de la socioéconomie de l'axe. Dans cet espace diversifié et polarisé qu'est le territoire laurentien, le lac Saint-Pierre apparaît comme une charnière entre sa partie méridionale, plus insérée dans la dynamique urbaine, et sa partie septentrionale, plus rurale.

Sur tout le territoire de l'axe, la poussée industrielle a été notable, surtout après 1850, quand on assiste à une accélération de la croissance. Ici encore on décèle aisément deux mouvements, à vrai dire deux sentiers de croissance, qui marquent profondément le paysage industriel. Le premier est articulé autour de la fabrication et de la transformation ; il confère au monde urbain sa primauté et à Montréal sa centralité sur le territoire laurentien. L'autre s'appuie sur les industries rurales en plein foisonnement et, plus particulièrement, sur celles qui sont orientées vers l'exploitation des ressources. Entre 1830 et 1870, les activités liées à l'exploitation des ressources, le bois principalement, connaissent une importante expansion, surtout dans la partie rurale des régions de Trois-Rivières et de Québec. Ces deux sentiers de croissance pèsent lourd dans le processus de différenciation qui démarque la partie sud de l'axe, dominée par les activités urbaines, de sa partie nord, davantage tributaire des productions rurales. L'un des enseignements de notre étude des morphologies est précisément de faire ressortir la dynamique des industries rurales comme un autre aspect majeur de la socioéconomie laurentienne du siècle dernier.

Entre-temps, le monde marchand a étendu son maillage et renforcé ses positions sur le territoire, stimulé par la croissance démographique, par la poussée industrielle, par l'ouverture de l'agriculture au marché, ainsi que par l'extension et le perfectionnement des infrastructures de communication et l'amélioration des transports. Non seulement la cartographie nous aura-t-elle révélé d'étonnantes concentrations d'agents de l'échange, mais, plus important encore, elle aura également fait émerger tout un réseau de médiateurs de l'échange, déployé en largeur au sud de l'axe, profilé linéairement ailleurs. En outre, un coup de sonde nous aura permis d'entrevoir l'ampleur des activités entretenues par le monde marchand dans les productions agricoles et l'élevage. Nous aurons ainsi perçu un peu mieux la polyvalence des agents du commerce qui, manifestement, tirent un important parti de l'agriculture. Ce phénomène encore mal connu offre d'ailleurs un exemple saisissant des rapports de complémentarité aussi nombreux que complexes qui unissent les différentes composantes du territoire de l'axe.

Si éclairante soit-elle, cette exploration des morphologies de l'axe reste pour plusieurs raisons un exercice incomplet. Utile pour reconnaître les structures, elle laisse néanmoins dans la pénombre les ressorts intimes des dynamismes qui président aux changements. Une synthèse équilibrée et solidement étayée de l'histoire socioéconomique du Québec au siècle dernier demeurera encore pendant nombre d'années hors d'atteinte, tellement les tâches à accomplir avant d'y arriver sont nombreuses et délicates. Nous espérons que d'autres chercheurs, par des entreprises semblables à la nôtre, pourront compléter le référenciel de base que nous avons commencé à cons-

truire, en l'améliorant, en y ajoutant d'autres indicateurs et en cherchant à l'étendre en amont et en aval de la période que nous avons étudiée.

1. MIEUX CONNAÎTRE LE PROCESSUS DE CROISSANCE

Les nouveaux acquis sont précieux, mais il n'en reste pas moins que l'on connaît encore mal le processus de croissance au siècle dernier. Et beaucoup d'interrogations qui ont préoccupé le milieu scientifique au cours des décennies antérieures sont toujours d'actualité. En voici quelques-unes.

Comment s'effectue dans le temps la jonction entre les facteurs exogènes et endogènes qui dynamisent l'ensemble de la socioéconomie, qui déterminent donc le processus de croissance ? Quels sont les rythmes de cette croissance ? Comment s'opère sa diffusion dans l'espace ? Comment les formes économiques anciennes et les formes nouvelles se côtoient-elles, s'épaulent-elles, se concurrencent-elles et se succèdent-elles ? Selon quelles modalités l'agriculture s'articule-t-elle au marché ? Comment et à quelle cadence les activités de production industrielle apparaissent-elles, disparaissent-elles, se diffusent-elles et se concentrent-elles, dessinant des configurations et des textures changeantes, dans le temps et l'espace ? Comment s'effectue le passage d'une fabrication de type ancien à une production industrielle redéfinie par le capital, la technique, la mobilisation et l'organisation du travail ? Quel rôle jouent le crédit et le monde marchand dans la dynamisation et l'intégration de la socioéconomie en évolution ? Comment, dans ce processus, l'intervention étatique se profile-t-elle, question importante dans un contexte historique où la construction de l'appareil étatique est en elle-même une donnée essentielle à notre compréhension de la socioéconomie ? Comment lire la dynamique démographique au regard du processus de croissance de la socioéconomie, sans oublier, évidemment, le problème de l'exode ? Enfin, comment la socioéconomie québécoise du siècle dernier se compare-t-elle à celles qui l'environnent, celles de l'Ontario et de la Nouvelle-Angleterre, par exemple ?

2. TRADITION OU MODERNITÉ : LA MODERNISATION AU SIÈCLE DERNIER, UN PROBLÈME MAL POSÉ

Pendant longtemps et, pour plusieurs auteurs, il en est toujours ainsi si on en juge par le contenu de publications récentes, on tenait le tournant de 1850 pour l'une des charnières cardinales de l'histoire de la société québécoise, qui aurait partagé le temps historique en deux rythmes : un premier plus lent avant le milieu du siècle, un second plus rapide dans sa deuxième moitié, et caractérisant les grandes structures économiques et sociales ainsi que le fonctionnement de la socioéconomie selon deux profils : un premier plus simple, plus ancien aussi ou plus traditionnel avant le mitan du siècle, un second plus complexe et plus moderne par la suite. Il peut paraître commode, dans une perspective de longue durée, en l'occurrence du début du Régime français jusqu'à nos jours, de fixer autour de 1850 un point important d'inflexion et d'accélération des tendances. Mais cette décision comporte un grave défaut, celui de donner à une très courte période beaucoup plus de portée que n'en justifient les faits observables. Nous dirons plus nettement que le fait de synthétiser ainsi l'évolution de la société québécoise conduit à une simplification excessive du mouvement évolutif et empêche de bien saisir le déroulement des différents processus historiques et leur interaction. Par conséquent, il est nécessaire d'adopter une périodisation plus fine et plus signifiante.

Nous nous représentons le XIX^e^ siècle québécois comme deux longs mouvements de civilisation, celle-ci étant entendue au sens général du fonctionnement des sociétés et des modes d'existence des individus, et qui, l'un et l'autre, traversent tout le siècle. D'un côté, nous observons le mode de vie profondément enraciné dans les siècles précédents et qui incarne un rapport à la terre où dominent les activités agraires. Ce mouvement, qui conserve sa vitalité au siècle dernier, est pourtant rejoint dès les premières décennies par un autre, incarné celui-là par la montée urbaine et villageoise, elle-même alimentée par la croissance démographique, l'essor de l'industrie et des activités commerciales. Ce second mouvement qui, vers 1840-1850, devient dominant dans l'organisation de la socioéconomie et dans l'intégration du territoire, accentue sa portée tout au long de la seconde partie du siècle. Vu sous cet angle, le XIX^e^ siècle est donc d'abord pour nous celui de l'affirmation urbaine et villageoise. Mais nous ne cherchons nullement à opposer ce deuxième mouvement au premier. C'est plutôt leur mise en rapport qui nous préoccupe, car nous avons la conviction que la dynamique de la socioéconomie du Québec au siècle dernier repose sur les liens réciproques qu'entretiennent ces deux mouvements dans un état d'équilibre qui apparaît changeant au fur et à mesure qu'on avance dans le siècle.

Si nous nous accordons avec Jean-Pierre Wallot et Gilles Paquet pour reconnaître dans la dernière décennie du XVIII^e^ siècle et celle qui inaugure le siècle suivant une période décisive où s'amorcent de profonds changements de structure et d'organisation, nous n'appuyons pas pour autant la thèse de la modernisation qu'ils ont proposée pour expliquer cette charnière de l'histoire du Québec. Cette thèse nous semble trop radicale, à la fois par la rupture qu'elle annonce et le caractère global qu'on lui a attribué. Nous croyons qu'il faut poser autrement la question des transformations de la socioéconomie au XIX^e^ siècle.

L'idée de modernisation, comme ce processus global énoncé par Wallot et Paquet, suggère une orientation univoque dont l'aboutissement serait à terme l'écrasement du traditionnel par le moderne. Nous cherchons plutôt à expliquer la modification de la socioéconomie à travers le rapport tradition-modernité, selon une approche non linéaire et qui ne dresse pas en un combat décisif, encore moins au siècle dernier que plus tard, le moderne contre le traditionnel.

Ces deux notions, tradition et modernité, ne s'excluent pas mutuellement. La première s'entend généralement comme une accumulation de connaissances mémorisées, puis transmises d'une génération à l'autre. La seconde correspond à un état d'esprit, à une vision du monde et à des pratiques inspirés des progrès de la science et de la technique[1]. Nous disons avec Raffestin et Bresso que l'une n'est pas le contraire de l'autre[2]. Ainsi retrouve-t-on toujours des éléments de modernité dans la tradition et des éléments de tradition dans la modernité. Dans la réalité sociale du Québec au siècle dernier, les deux modes d'expression se côtoient, s'interpénètrent, s'appuient l'un sur l'autre et s'opposent, tout à la fois, alimentant un mouvement incessant d'adaptation qu'on appelle le changement.

Appréhendée sous cet angle, la modernisation – c'est-à-dire finalement, au nom du progrès, l'actualisation concrète d'un principe de renouvellement des institutions, des structures économiques, des pratiques sociales aussi bien qu'économiques – n'a donc rien d'un phénomène homogène au contour parfaitement défini. Elle se présente plutôt comme un mouvement tendanciel, résultante de la mise en rapport d'éléments de modernité et de tradition. Un mouvement qui, de surcroît, se diffuse inégalement dans le temps et l'espace. Et nous nous gardons bien d'établir un rapport trop étroit entre croissance et modernisation, deux phénomènes composites et toujours complexes. Une modernisation n'engendre pas nécessairement une croissance et une croissance ne mène pas nécessairement à une modernisation.

Dans leur récente et brève synthèse d'histoire socioéconomique du Québec, Dickinson et Young[3] ont caractérisé la période qui s'étend à peu près des années 1810 aux années 1880 comme celle de la transition vers une société de type industriel. Nous recourons également à la notion de transition pour exprimer le sens des transformations de la socioéconomie québécoise au cours de la même période. Nous y voyons une longue phase de mise en place de toute une armature économique composée d'une nébuleuse de petites productions et d'équipements productifs de plus grande dimension, dans les villes mais aussi en milieu rural, les derniers tendant à devenir plus nombreux avec les décennies, en même temps que des changements qualitatifs accompagnent la multiplication des établissements et des biens produits : élargissement des échelles de production, modification des procédés de travail, adoption de nouvelles techniques, etc. Mais, à nos yeux, cette longue phase reste encore fortement caractérisée par une certaine mixité de formes anciennes et nouvelles, qui, cohabitent à toutes les périodes qu'on peut circonscrire durant le siècle. Leur proportionnalité et leurs rapports réciproques sont toutefois changeants d'un moment à l'autre, ce qui donne à la socioéconomie une composition qui évolue constamment. À cet égard, notre position se rapproche de celle que Gérard Bouchard définit dans un article récent[4] où il cherche à montrer comment, au siècle dernier, les formes préindustrielles coexistent avec des formes proto-industrielles et industrielles.

Pour nous, cependant, les années 1880 ne signalent pas encore le Québec comme une société de type industriel. Elles inaugurent plutôt la dernière étape du long passage vers ce type de socioéconomie. Cette étape est celle de l'industrialisation massive, celle de la grande usine moderne, qui s'affirme durant les dernières décennies du XIX^e^ siècle et qui s'accélère au cours des premières décennies du nouveau siècle. S'il faut situer une profonde et globale mutation dans ce long processus d'industrialisation, les deux premières décennies du XX^e^ siècle en fournissent la trame temporelle au terme de laquelle le Québec est devenu à tous égards une société industrielle. À telle enseigne qu'au moment de la crise des années 1930, la morphologie générale du Québec contemporain est déjà bien dessinée.

En somme, nous nous représentons la société québécoise du siècle dernier comme traversée par un mouvement de modernisation, qui est inégalement diffusé dans le temps et l'espace, sans rupture abrupte, sans révolution pour tout dire[5]. C'est sous cet angle que nous aimerions scruter un jour, entre autres choses, le contexte dans lequel prend forme le vaste mouvement d'émigration qui a entraîné hors du Québec plusieurs centaines de milliers de ses habitants au cours des dernières décennies du XIX^e^ siècle. Ce phénomène relève d'un ensemble de facteurs, notamment le décalage entre la croissance démographique et les progrès de l'économie. En effet, nous continuons de penser que l'exode n'est pas le signe de l'immobilisme de l'économie, mais plutôt l'expression d'une société en voie d'urbanisation rapide et de plus en plus insérée dans l'économie continentale. Il semble bien, par ailleurs, vu la place importante occupée par les industries rurales dans la socioéconomie, que la longue crise qui a frappé l'exploitation forestière du Québec à compter du milieu des années 1870, a eu un effet amplificateur sur le mouvement d'exode. Cette crise s'est résorbée au prix d'une profonde restructuration axée sur la grande industrie des pâtes et papiers. Mais déjà cet épisode nous fait entrer dans le XX^e^ siècle.

Notes

Introduction

1. Voir entre autres Marcel Trudel, *Le régime seigneurial* et *Les débuts du régime seigneurial au Canada* ; Richard Colebrook Harris, *The Seigneurial System in Early Canada* ; Jean-Claude Lasserre, *Le Saint-Laurent, grande porte de l'Amérique* (cet ouvrage fournit les principaux repères bibliographiques relatifs à l'histoire du fleuve).
2. Sur l'œuvre québécoise de Blanchard, voir notamment Serge Courville et Normand Séguin, « Spatialité et temporalité chez Blanchard : propos d'heuristique ».
3. Sur cet aspect de la problématique de la région dans le contexte québécois, voir Normand Séguin, « De la région au rapport spatial : l'espace comme catégorie de l'analyse historique », dans Fernand Harvey (dir.), *La région culturelle*.
4. Sur le rapport Durham, voir Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, « La vallée du Saint-Laurent à l'époque du rapport Durham : économie et société ».
5. L'approche du *staple* est annoncée au cours des années 1920 par W.A. Mackintosh en réaction à une vision de l'histoire canadienne trop centrée sur la dimension constitutionnelle. Elle sera approfondie par de grands travaux, notamment ceux de Harold A. Innis (entre autres, *The Fur Trade in Canada : An Introduction to Canadian Economic History*). Au cours des années 1960, l'approche du *staple* est portée au niveau d'un modèle d'analyse de la croissance économique, notamment par Melville H. Watkins, « A Staple Theory of Economic Growth », et par Gordon W. Bertram, « Economic Growth in Canadian Industry, 1870-1915 : The Staple Model and the Take-Off Hypothesis ». Pour une remise en contexte de cette approche et un regroupement de textes charnières, voir William Thomas Easterbrook et Melville H. Watkins (dir.), *Approaches to Canadian Economic History*.
6. L'ouvrage fera l'objet en 1970 d'une nouvelle édition, non remaniée, sous le titre abrégé de *The Empire of the St. Lawrence*. L'auteur écrivait dans la préface à cette seconde édition une phrase on ne peut plus claire quant au sens qu'on doit donner à l'ensemble de son œuvre : « I should perhaps be inclined to modify slightly, here and there, some views expressed in this book ; but the idea of the St. Lawrence as the inspiration and basis of a transcontinental, east-west system, both commercial and political in caracter, is still central in my interpretation of Canadian history. » En 1969, Creighton, revenant sur ses travaux antérieurs, commentait les échecs qui ponctuent les différents « empires » du Saint-Laurent dans « The Decline and Fall of the Empire of the St. Lawrence ».
7. Sa thèse est publiée en 1966, sous le titre *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*.
8. Jean-Claude Lasserre, *Le Saint-Laurent, grande porte de l'Amérique*.
9. Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Le Bas-Canada au début du XIXe siècle : une hypothèse » ; « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socioéconomique du Québec : une hypothèse » ; « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments pour une réinterprétation ».
10. Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, *Le Bas-Canada au tournant du XIXe siècle : restructuration et modernisation*.
11. Jean-Pierre Wallot *et al.*, « Civilisation matérielle au Bas-Canada : les inventaires après décès ».
12. Sur les positions de Ouellet, on lira, entre autres, ses grands bilans historiographiques suivants : « La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale » et « L'historiographie québécoise des années 1980 ».
13. Serge Courville, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique » (première et deuxième parties) ; « Le marché des subsistances ».
14. Parmi leurs travaux, voir entre autres ceux de Marvin R. McInnis, « Perspectives on Ontario Agriculture, 1815-1930 » et de Douglas McCalla, *Planting the Province : The Economic History of Upper Canada, 1784-1870*. Cet ouvrage majeur, que nous tenons pour l'un des plus importants publiés à ce jour sur l'histoire économique canadienne, se présente comme un effort d'analyse équilibrée des différents facteurs externes et internes qui structurent l'espace ontarien et en orientent l'économie durant le premier siècle. À maints égards, nos propres travaux, en particulier sur l'économie agraire et la montée de l'industrie, s'harmonisent avec les positions de cet historien. On trouvera sous la plume de Robert C.H. Sweeny une critique récente et particulièrement sévère des fondements et de l'héritage historiographique de l'approche du *staple*, « The Staples as the Significant Past : A Case Study in Historical Theory and Method », dans Terry Goldie, Carmen Lambert et Rowland Lorimer (dir.), *Discours théoriques / Canada, Theoretical Discourse*.

Chapitre 1 : Population et habitat

1. Ces données comprennent les populations amérindiennes (quelques milliers d'habitants), qu'il n'est pas toujours possible de bien distinguer dans les recensements du XIXe siècle, bien qu'elles soient généralement réunies en villages, mais qui peuvent représenter une importante part de la population locale, à comptabiliser dans le rapport population-ressources. Elles sont regroupées pour la plupart dans la région de Montréal, au sud du lac Saint-Pierre et au nord de Québec. À ce sujet, voir Serge Courville, *Entre ville et campagne*.
2. Les données qui suivent proviennent de Jacques Henripin et Yves Perron, « La transition démographique de la province de Québec », dans Hubert Charbonneau (dir), *La population du Québec : études rétrospectives*.
3. Gérard Bouchard et Richard Lalou, « La surfécondité des couples québécois depuis le XVIIe siècle : essai de mesure d'interprétation ».
4. Rappelons que, tout au long du XIXe siècle, se dessine au Québec un long mouvement d'émigration vers les États-Unis et ailleurs au Canada. Sensible déjà dès les premières décennies, il prend de l'ampleur dans la seconde moitié du siècle et, surtout, après les années 1870. Les pires décennies, à cet égard, restent 1880-1889 et 1890-1899, quand plusieurs centaines de milliers d'individus quittent la province. À ce sujet, voir Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*.
5. Sur cette question, voir Jean-Claude Robert, « Urbanisation et population : le cas de Montréal en 1861 ».
6. Sur cette montée villageoise, voir Serge Courville, *Entre ville et campagne*.
7. Sur la montée du fait urbain au Québec, voir entre autres Serge Courville, *Entre ville et campagne* ; Jean-Paul Martin, « Villes et régions du Québec au XIXe siècle » ; Louis Trotier, « La genèse du réseau urbain du Québec ».
8. Louise Dechêne, « La croissance de Montréal au XVIIIe siècle ».
9. À ce sujet, voir Raoul Blanchard, *L'Ouest du Canada français*, tome I : *Montréal et sa région*. Voir aussi Jean-Claude Marsan, *Montréal en évolution* ; Jean-Claude Robert, « Montréal : l'histoire », dans Jean-Pierre Duquette (dir.), *Montréal 1642-1992* ; Jean-Claude Robert, *Atlas historique de Montréal*.

10. Pour Jean-Paul Martin, par exemple, Montréal devient le centre de la colonie entre 1800 et 1820. Pour Alan F. Artibise et Gilbert A. Stelter, ce transfert de centralité s'effectue au cours des années 1830 : en 1840, Montréal est clairement établie comme centre économique des Canadas. David-Thierry Ruddel va dans le même sens, en rappelant qu'en 1820 Québec est encore le centre colonial le plus important en Amérique du Nord, en raison de son importance dans le commerce du bois. Enfin, distinguant entre différents types de centralité (militaire, commerciale, administrative, etc.), François Drouin montre que le processus lui-même de transfert est façonné de 1791 à 1821 et qu'il est lié à la transformation des échanges régionaux ainsi qu'à l'amélioration des moyens de communication et de transport dans la vallée du Saint-Laurent.
11. Notre approche étant spatiale, les présentations qui suivent sont basées sur le regroupement des localités recensées par secteurs géographiques, pour tenir compte des changements survenus dans le dessin de leurs limites administratives entre les différents recensements.
12. À ce sujet, voir Gérard Bouchard, « La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux XIXe et XXe siècles » ; Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle* ; Jacques Mathieu, « Mobilité et sédentarité : stratégies familiales en Nouvelle-France ».
13. Serge Courville, « Le marché des subsistances ».
14. Afin de pouvoir comparer les données de recensement entre elles, nous avons regroupé par tranches d'âge comparables à celles de 1831 les données de 1851 et de 1871. Sont donc considérées comme « jeunes » les personnes de moins de 14 ans au recensement de 1831, de moins de 15 ans au recensement de 1851 et de moins de 16 ans au recensement de 1871. Sont considérés comme « adultes » les hommes de 14 à 59 ans et les femmes de 14 à 44 ans en 1831 ; les hommes et les femmes de 15 à 59 ans en 1851 ; les hommes et les femmes de 16 à 59 ans en 1871. Enfin, sont considérés comme « personnes âgées » les hommes de 60 ans ou plus et les femmes de 45 ans ou plus en 1831 ; les hommes et les femmes de 60 ans ou plus en 1851 ; les hommes et les femmes de 61 ans ou plus en 1871.

Chapitre 2 : Les bases matérielles de l'échange

1. Larry McNally, « Routes, rues et autoroutes », dans Norman R. Ball (dir.), *Bâtir un pays*.
2. 45 George III, chap. 11, « Acte concernant le chemin à barrières ou de Péage de Montréal à Lachine ».
3. 55 George III, chap. 8, « Octroi pour quelques chemins spécifiques ».
4. *Journal de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1816, Annexe F, Comité sur les communications intérieures.
5. 2 Guillaume IV, chap. 44.
6. Par exemple, la loi 3 Victoria, chap. 31, s'applique au chemin à péage de l'île de Montréal.
7. Stephen Kenny, « « Cahots » and Catcalls : An Episode of Popular Resistance in Lower Canada at the Outset of the Union ».
8. 9 Victoria, chap. 37.
9. 18 Victoria, chap. 100, « Acte des Municipalités et Chemins ».
10. L'expression est de Jean-Claude Lasserre, dans son ouvrage sur le Saint-Laurent.
11. Samuel Phillips Day, *English America : Or Pictures of Canadian Places and People* ; pour une reconstitution contemporaine, voir Jean Bélisle, *À propos d'un bateau à vapeur*.
12. *Niles Weekly Register*, July 12, 1834, p. 332 : « Such is the competition on the St. Lawrence, that emigrants are carried in the steamboats from Quebec to Montreal (180 miles) for 25 cents ! »

Chapitre 3 : L'espace agraire

1. Comme d'autres variables, celles-ci comportent une certaine marge d'erreur, plus élevée dans la première moitié du siècle que dans la seconde, et davantage en 1831 qu'en 1851. Celle-ci est due, pour l'essentiel, au sous-enregistrement des superficies occupées ou exploitées, qui ne sont pas toujours indiquées ni bien inscrites dans les copies publiées des retours statistiques. La région la plus touchée est celle de Trois-Rivières, où cette information manque pour plusieurs localités. Plutôt que d'en présumer l'étendue, à partir par exemple du minimum d'acres en culture dans le cas des superficies occupées, nous avons préféré les ignorer dans nos traitements, afin de ne pas fausser les comparaisons entre localités.
2. Serge Courville, « Le marché des subsistances ».
3. Voir, entre autres, Fernand Ouellet ; voir aussi les répliques de Gilles Paquet et de Jean-Pierre Wallot, et celles de Robert Armstrong.
4. Voir Louise Dechêne, *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français* ; Thomas Wien, « Visites paroissiales et production agricole au Canada vers la fin du XVIIIe siècle », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles.*
5. Voir Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850.*
6. Les calculs qui suivent sont basés sur les déclarations individuelles de recensement. Seules sont considérées ici les personnes qui déclarent une récolte ou un élevage pour chacune des variables à l'étude. En 1831, leur nombre oscille de 32 500 à 43 608 ; en 1851, il va de 1 835 à 52 550 ; en 1871, de 1 693 à 97 251.
7. Sur les orientations de l'agriculture dans les secteurs proches des villes, voir Jean-Claude Robert, « Activités agricoles et urbanisation dans la paroisse de Montréal, 1820-1840 », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles* ; sur l'organisation générale du territoire agricole dans la région de Montréal, voir Serge Courville, « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique ».
8. Sur les rapports entre forêt et agriculture au XIXe siècle, voir René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie*.
9. Serge Courville, « Le marché des subsistances ».
10. Serge Courville, « Le marché des subsistances ».
11. Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, p. 192 et suivantes.
12. Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, p. 197. Sur les différences entre l'agriculture du Québec et celle de l'Ontario, voir John McCallum, *Unequal Beginnings : Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*.

Chapitre 4 : La poussée industrielle

1. Nous n'abordons pas ici la question des formes juridiques des entreprises rurales du XIXe siècle. Nous ne mettons pas non plus en lumière les paramètres qui permettraient de distinguer leurs bases artisanales de leurs bases authentiquement capitalistes, ni ne cherchons à appréhender les voies de passage qui pourraient les mener du premier état au second. En clair, nous ne traitons pas de la vie de ces entreprises au sens large ni du rapport capital / travail dont elles participent. Sur cette dimension fondamentale, nous nous contentons pour le moment de renvoyer les intéressés à l'excellente thèse que Jean-Pierre Kesteman a consacrée au développement du capitalisme au siècle dernier dans le district de Saint-François, en Estrie.
2. À ce propos, voir Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle* et, plus particulièrement, le texte de Jocelyn Morneau, France Normand et Claude Bellavance, « Les « équipements », recensement 1851 ».
3. À ce sujet, voir Serge Courville, *Entre ville et campagne.*
4. Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada*.
5. Rappelons qu'il faut employer ici le terme « équipement » avec prudence, car il est évident que les relevés faits à partir des recensements publiés n'ont jamais le raffinement de ceux qui sont relevés dans les listes nominatives. Compte tenu de la distinction entre établissement et équipement, les recensements publiés ne reflètent qu'imparfaitement la réalité, sans parler des erreurs et des incongruités nombreuses qui entachent les informations qu'on y trouve.
6. Sur les caractéristiques et le mode d'organisation de ce dossier, voir le texte déjà cité de Jocelyn Morneau, France Normand et Claude Bellavance, « Les « équipements », recensement 1851 ».
7. Cette importante différence entre les nombres tient principalement à deux facteurs. D'abord, nos catégories constituées à partir des listes nominatives recouvrent l'ensemble des activités de production ; ensuite, notre notion d'équipement permet de tenir compte de chacune des unités de production et non seulement des établissements.
8. Serge Courville, *Entre ville et campagne*.

9. Pour établir cet indice, nous avons d'abord calculé pour chacune des unités de recensement la proportion (en pourcentage) dans laquelle se trouvent les dix catégories d'équipements. Par exemple, trois ateliers de vêtements sur dix équipements dans telle localité représentent 30 %, soit un premier pourcentage par localités. Par ailleurs, nous avons aussi calculé par catégories la proportion d'équipements détenue par une localité relativement à l'ensemble du pays laurentien. Par exemple, 3 ateliers de vêtements sur 59 dans l'axe laurentien représentent 5 %, soit un second pourcentage par localités. Nous avons ensuite établi un rapport entre ces deux pourcentages, ce qui nous a donné un indice de concentration par localités, lequel a ensuite été regroupé par classes (5), puis cartographié pour découvrir les aires de plus grande densité de chacune de nos dix catégories d'équipements.

Chapitre 5 : Les dispositifs de l'échange

1. Voir les éléments bibliographiques présentés en complément de ce chapitre dans la section « Bibliographie ».
2. Copie du recensement de 1831 de la paroisse de Notre-Dame de Montréal (comprenant la cité de Montréal), transcrite à partir de l'original.
3. Soit 116 épiciers, 42 colporteurs, 34 marchands, 136 marchands de détail, 29 marchands en gros. Voir Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, « La structure professionnelle de Montréal en 1825 ».
4. Cette comparaison entre le Bas et le Haut-Canada en 1851 a été effectuée à partir des données relatives aux titres professionnels anglais suivants : *bakers*, *booksellers and stationers*, *brokers*, *butchers*, *cattle dealers*, *chandlers*, *china and glass dealers*, *coal merchants*, *commission merchants*, *dairymen*, *dealers*, *flour merchants*, *fruiterers*, *grocers*, *hardware merchants*, *ice-dealers*, *leather merchants*, *lumber merchants*, *merchants*, *milkmen*, *music sellers*, *pedlars*, *provision merchants*, *seed merchants*, *ship chandlers*, *stationers*, *storekeepers*, *tea dealers*, *traders*, *victualers*, *wine merchants, wooden ware merchants, wool merchants*.
5. Jean-Pierre Kesteman, « Une bourgeoisie et son espace : industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879 ».
6. Voir la liste des titres professionnels retenus, relativement à l'activité de l'hébergement, dans la section Aspects méthodologiques de l'étude.

Conclusion

1. Pour une réflexion plus étayée sur cette question en rapport avec le contexte québécois, voir Serge Courville, « Tradition et modernité, les significations spatiales ».
2. Claude Raffestin et Mercedes Bresso, « Tradition, modernité, territorialité ».
3. John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*. Gérald Bernier et Daniel Salée ont aussi eu recours à la notion de transition dans leur récent ouvrage intitulé *Entre l'ordre et la liberté*.
4. Gérard Bouchard, « Trois chemins de l'agriculture au marché ».
5. Nous avons exprimé cette idée pour une première fois dans notre article commun de 1990 consacré à la vision durhamienne de la société bas-canadienne. À ce sujet, voir Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, « La vallée du Saint-Laurent à l'époque du rapport Durham : économie et société ».

Aspects méthodologiques de l'étude

LES FONDS DE CARTE

Les fonds de carte qui ont servi de base à la cartographie des données ont été réalisées à partir de l'information contenue dans les listes nominatives et les agrégés de recensement (toponymie, descriptions, etc.), ainsi que dans diverses autres sources dont on trouvera un aperçu dans nos travaux antérieurs (documentation officielle, archives diocésaines, archives cartographiques, cartes cadastrales, livres de renvoi, histoires locales, etc.).

Comme les périmètres des localités recensées changent d'un recensement à l'autre, il fallait en effet retracer ces changements pour en obtenir des bases sûres de traitement. Une grande partie de ce travail avait déjà été réalisé, pour la région de Montréal notamment. Il a donc suffi de l'étendre aux autres régions, pour retracer le dessin des subdivisions de recensement aux dates des trois principaux dénombrements : ceux de 1831, de 1851-1852 et de 1871.

Ce travail a été effectué en retraçant d'abord les itinéraires des commissaires enquêteurs, puis l'information relative aux découpages civils issus des découpages religieux, puisqu'au XIX^e^ siècle, et plus particulièrement dans la vallée du Saint-Laurent, le dessin des territoires recensés épouse très souvent celui des paroisses érigées canoniquement ou reconnues civilement.

Une fois compulsée, l'information a d'abord été cartographiée manuellement sur fond de carte cadastrale au 1 : 200 000, puis numérisée grâce au logiciel Cartier, développé à l'Université Laval. De là, elle a été transférée sur Lambert, également conçu à l'Université Laval, pour ajuster la projection, puis placée sur Modèle, logiciel élaboré par l'Université du Québec à Montréal pour la cartographie assistée par ordinateur.

Les fonds de cartes présentés ici (cartes des subdivisions de recensement, p. 134, 136 et 138) présent le dessin des diverses localités de l'axe laurentien. On y constatera des changements importants entre les différents recensements, qui ne nuisent pas à la cartographie annuelle des données, mais qui interdisent des comparaisons dans le temps (calculs de variation, de croissance, etc.).

Pour pallier cette difficulté, il a fallu réunir les localités dans des groupes dont les limites n'étaient pas modifiées entre les différents dénombrements. On en retrouvera le dessin dans les figures suivantes, avec le numéro de groupe correspondant (cartes des groupes, p. 134, 136 et 138).

De même, pour simplifier la lecture de quelques phénomènes, nous avons cru utile de regrouper certaines informations par régions et par grands secteurs géographiques. On en trouvera également les contours dans les cartes des secteurs géographiques, p. 134, 136 et 138.

Enfin, pour alléger encore davantage la présentation des données, nous avons regroupé les localités ou les groupes dont les valeurs appartenaient à la même classe, afin d'obtenir un tableau plus expressif des tendances observées au XIX^e^ siècle.

Fond de carte (1831)

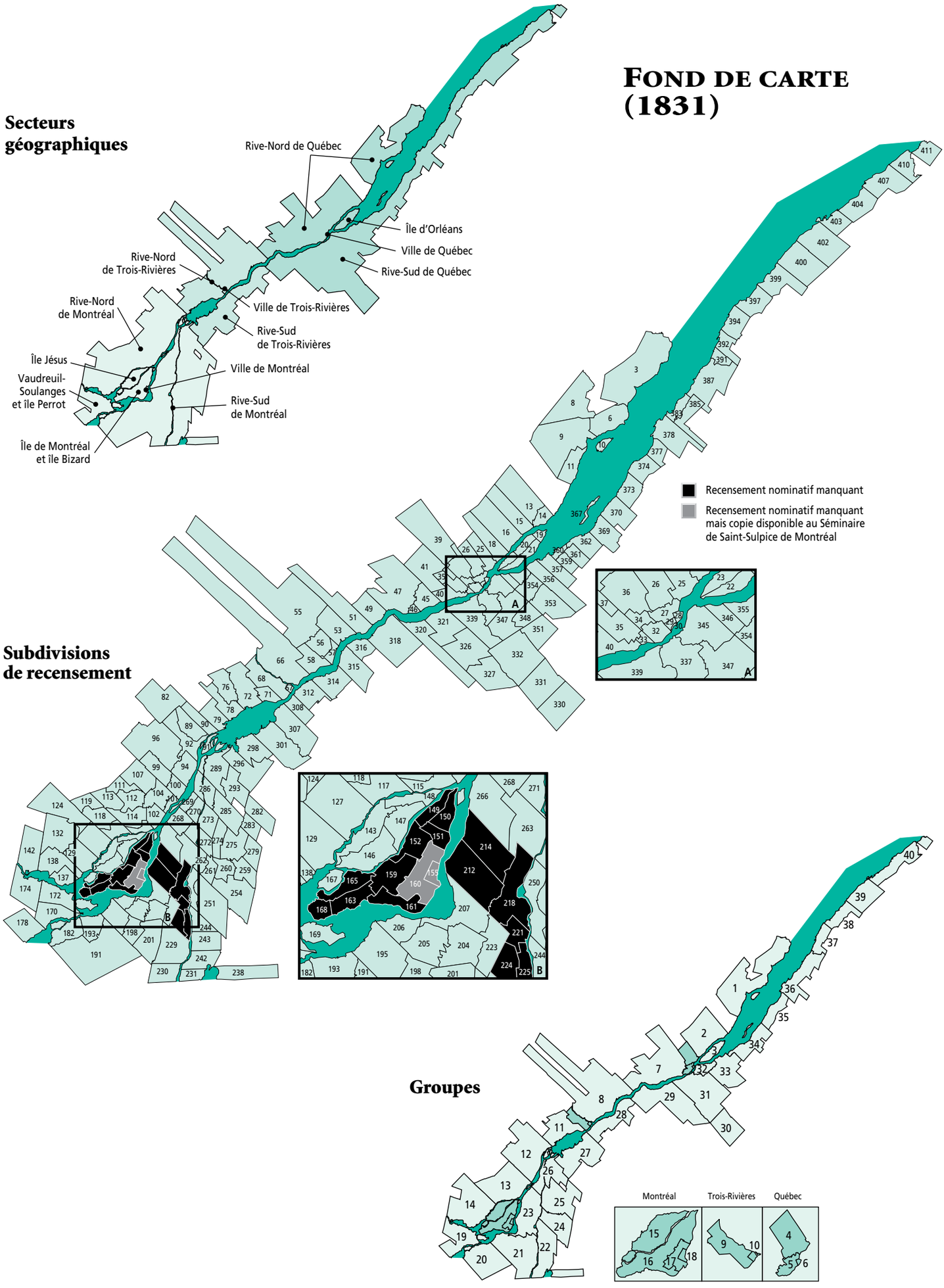


Tableau de correspondance, 1831*

Numéro de localité	Groupe	Subdivision ou localité
3	1	St. Etienne de la Malbaie
6	1	Eboulements
8	1	St. Urbain
9	1	Baie St. Paul
10	1	Isle aux Coudres
11	1	St. François Xavier de la petite Rivière
13	2	St. Féréol
14	2	St. Joachim
15	2	Ste. Anne
16	2	Château Richer
18	2	L'Ange Gardien
19	3	Saint-François
20	3	Sainte-Famille
21	3	Saint-Jean
22	3	Saint-Laurent
23	3	Saint-Pierre
25	4	Beauport (et Lac Beauport)
26	4	Charlesbourg
27	5	Petite Rivière St. Charles (par. St. Roch)
28	6	Ville de Québec (et faubourgs)
29	5	Banlieues Saint-Jean et Saint-Louis
30	5	L'Anse des Mères à Sillery
32	5	Ste. Foi (comté de Québec)
33	5	Ste. Foy (comté de Portneuf)
34	7	L'Ancienne Lorette (comté de Québec)
35	7	Ancienne Lorette (comté de Portneuf)
36	7	Saint-Ambroise (comté de Québec)
37	7	St. Ambroise (comté de Portneuf)
39	7	Valcartier
40	7	St. Augustin
41	7	Ste. Catherine de Fossambeault
45	7	Pte aux Trembles
46	7	St. Jean Baptiste des Ecureuils
47	7	Cap Santé
49	7	Deschambeault
51	8	St. Charles des Grondines
53	8	Ste. Anne de Lapérade
55	8	St. Stanislas de la Rivière des Envies
56	8	Ste. Geneviève
57	8	Batiscan
58	8	Champlain
66	8	Cap de la Madeleine
67	10	Ville de Trois Rivières
68	9	Trois Rivières
71	11	Pointe du Lac ou Fief Tonnancour
72	11	Ste. Anne de Yamachiche
76	11	St. Léon le Grand
78	11	Rivière du Loup
79	11	Maskinongé
82	12	Brandon et Lac Maskinongé
89	12	St. Cuthbert
90	12	St. Barthelemy
91	12	Isle du Pas
92	12	Berthier
94	12	Lanoraie
96	12	Ste. Elizabeth et Kildare
99	12	St. Paul Village d'Industrie et Kildare
100	12	Lavaltrie
101	13	St. Sulpice
102	13	Repentigny
104	13	L'Assomption
107	13	St. Jacques
111	13	St. Ours du St. Esprit
112	13	St. Roch
113	13	St. Lin
114	13	St. Henry de Mascouche
115	13	St. Charles de Lachenaie
117	13	Seigneurie de Terrebonne
118	13	Ste. Anne des Plaines
119	13	New-Glascow
124	14	Continuation des Mille Isles
127	14	Ste. Thérèse
129	14	St. Eustache
132	14	Ste. Scholastique
137	14	Mission du Lac des Deux Montagnes
138	14	St. Benoit
142	14	Seigneurie d'Argenteuil
143	15	Ste. Rose en l'Isle Jésus
146	15	St. Martin en l'Isle Jésus
147	15	Saint Vincent de Paul
148	15	St. François de Sales en l'Isle Jésus
149	16	Rivière des Prairies
150	16	Pointe-aux-Trembles
151	16	Longue Pointe
152	16	Sault-aux-Récollets
155	18	Montréal (Cité)
159	16	Saint-Laurent
160	17	Montréal (paroisse)
161	16	Lachine
163	16	Pointe-Claire
165	16	Sainte-Geneviève
167	16	Ile Bizard
168	16	Sainte-Anne
169	19	Seigneurie de l'Isle Perrot
170	19	Seigneurie de Soulanges
172	19	Seigneurie de Vaudreuil
174	19	Seigneurie de Rigaud
178	19	Seigneurie de la Nouvelle Longueuil
182	20	St. Timothée
191	20	Ste. Martine
193	20	St. Clément
195	21	St. Joachim
198	21	St. Rémy
201	21	Saint-Edouard (seigneuries et canton)
204	21	St. Philippe
205	21	St. Constant
206	21	Village du Sault St. Louis
207	23	La Nativité de Notre Dame et partie de St. Antoine
212	23	Longueuil
214	23	Boucherville
218	23	Chambly
221	21	Saint-Luc
223	21	Ste Marguerite de Blairfindie et partie de St. Luc
224	21	Blairfindie
225	21	Saint-Jean
229	21	Seigneurie de Deléry ou St-Cyprien
230	21	Seigneurie de Lacolle
231	22	Seigneurie de Foucault
238	22	Seigneurie de St. Armand
242	22	Seigneurie de Noyan
243	22	Seigneurie de Sabrevois
244	22	St. Athanase
250	22	St. Mathias
251	22	Ste. Marie
254	24	St. Césaire
259	24	St. Pie
260	24	St. Damase
261	24	St. Jean-Baptiste
262	24	St. Hilaire
263	23	Belœil
266	23	Ste. Anne de Varennes
268	23	St. François Xavier de Verchères
269	26	Contrecœur
270	26	St. Antoine
271	23	St. Marc
272	25	St. Charles
273	25	St. Denis
274	25	La Présentation
275	25	St. Hyacinthe
279	25	Paroisse future de St. Dominique
282	25	St. Hugues
283	25	St. Simon
285	25	St. Jude
286	26	St. Ours
289	26	Sorel
293	26	Seigneurie de Barrow
296	27	Yamaska
298	27	St. François
301	27	Baie St. Antoine
307	27	Nicolet
308	28	St. Grégoire
312	28	Bécancour
314	28	St. Edouard de Gentilly
315	28	St. Pierre les Becquets
316	28	St. Jean
318	29	Lotbinière
320	29	Seigneurie de Ste. Croix
321	29	St. Antoine de Tilly
326	29	St. Gilles
327	29	St. Sylvestre
330	30	St. François
331	30	St. Joseph
332	31	Ste. Marie
337	31	Saint Jean Chrysostôme
339	31	Saint Nicolas
345	32	Saint Joseph Pointe Lévi
346	32	Saint Joseph de la pointe Lévy
347	31	Saint Henri
348	31	Saint Anselme
351	31	Ste. Claire
353	33	Saint Gervais
354	33	Saint Charles
355	32	Saint Etienne de Beaumont
356	33	Saint Michel
357	33	Saint Vallier
359	33	Saint François Rivière du Sud
360	34	Berthier
361	34	St. Pierre de la Rivière du Sud
362	34	St. Thomas
367	34	Ile-aux-Grues, Grosse-Ile, Ile-au-Canot et Ile-aux-Oies
369	34	Cap St. Ignace
370	34	L'Islet Notre Dame de Bonsecours
373	35	St. Jean Port Joly
374	35	St. Roch des Aulnets
377	35	Ste. Anne
378	36	Rivière Ouelle
383	36	St. Louis des Kamouraskas
385	36	St. Paschal
387	36	St. André
391	37	Fief Terrebois
392	37	Rivière du Loup
394	37	Kakouna
397	38	L'Ile verte
399	38	Trois Pistoles
400	39	St. Simon
402	39	St. Fabien
403	40	Seigneurie du Bic
404	40	Seigneurie de Rimouski
407	40	Ste. Luce
410	40	Ste. Flavie
411	40	Mitis

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Fond de carte (1851)

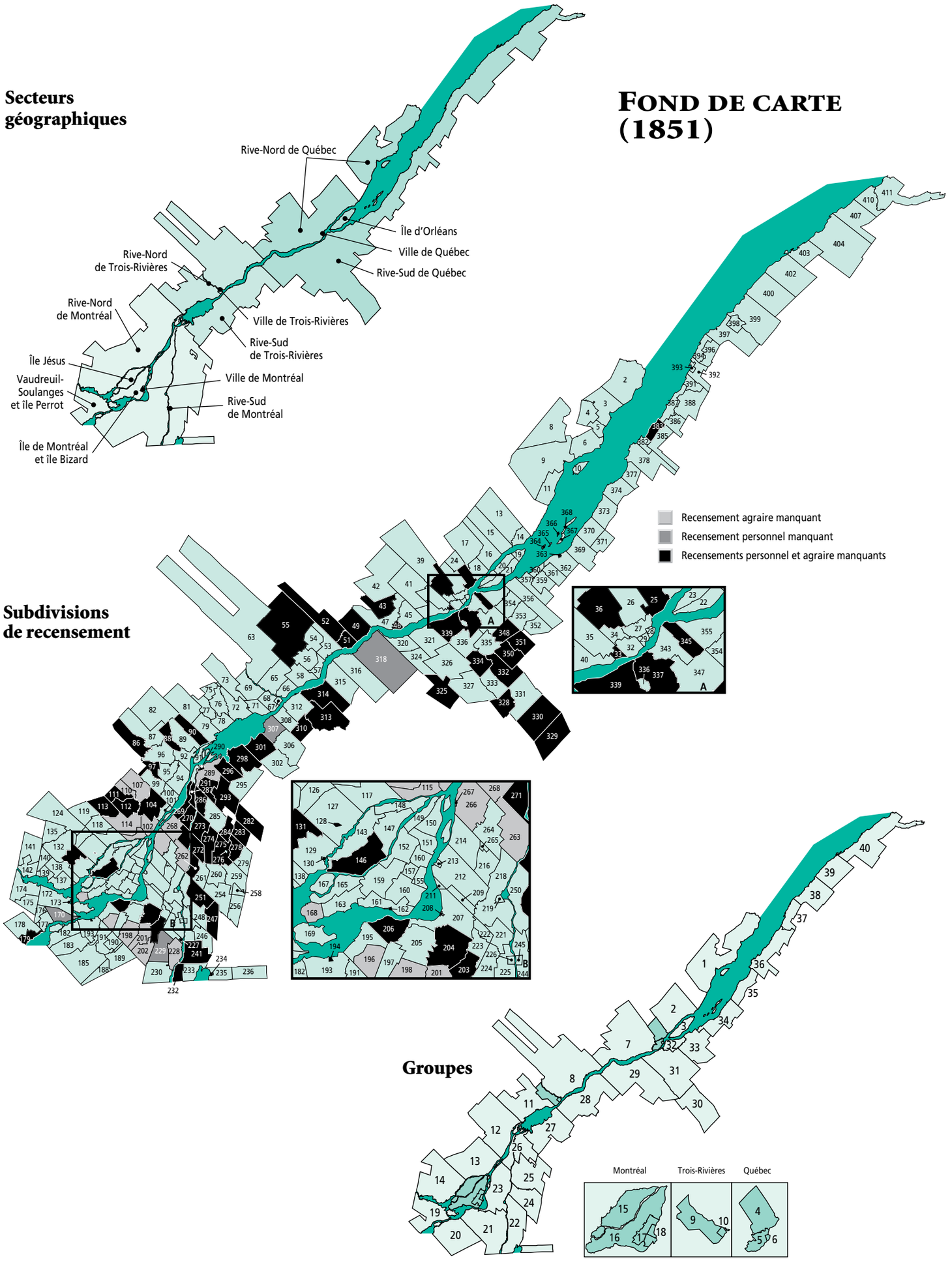
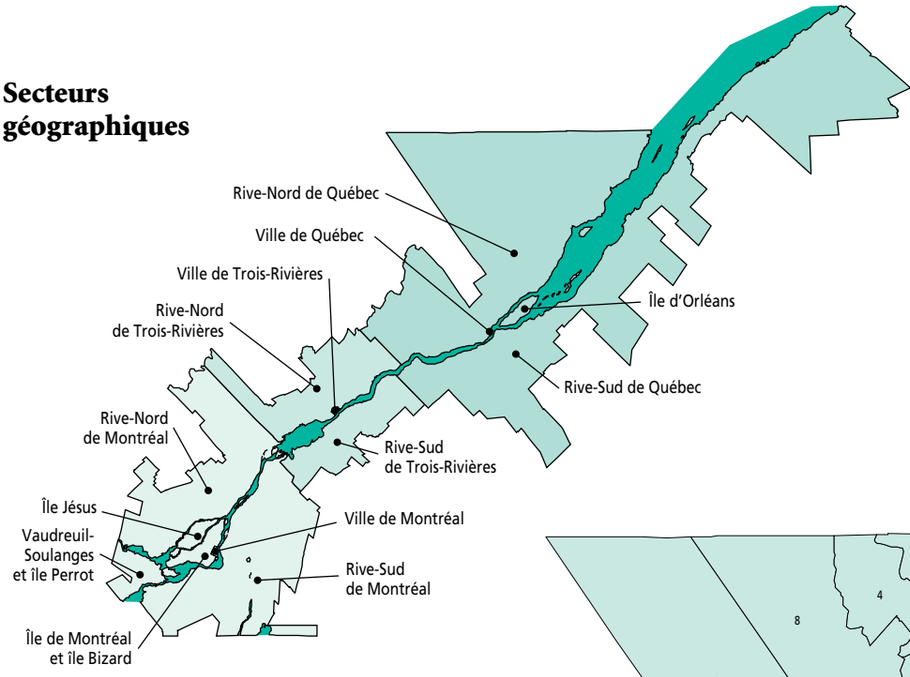


Tableau de correspondance, 1851*

Numéro de localité	Groupe	Subdivision ou localité
2	1	St. Fidèle
3	1	Malbaie
4	1	Ste. Agnès
5	1	St. Irénée
6	1	Eboulements
8	1	St. Urbain
9	1	Baie St. Paul
10	1	Isle aux Coudres
11	1	Petite Rivière
13	2	St. Féréol
14	2	St. Joachim
15	2	Ste. Anne
16	2	Château Richer
17	2	Laval
18	2	Ange Gardien
19	3	St. François
20	3	Ste. Famille
21	3	St. Jean
22	3	St. Laurent
23	3	St. Pierre
24	4	St. Dunstan
25	4	Beauport
26	4	Charlesbourg
27	5	St. Roch et l'hôpital général
28	6	Cité de Québec
29	5	Notre Dame
32	5	Ste. Foye (comté de Québec)
33	5	Partie de Ste. Foye (comté de Porneuf)
34	7	Ancienne Lorette (comté de Québec)
35	7	Ancienne Lorette et partie de St. Ambroise (comté de Porneuf)
36	7	St. Ambroise et Sauvages (comté de Québec)
39	7	St. Gabriel
40	7	St. Augustin
41	7	Ste. Catherine
42	7	St. Raymond
43	7	St. Bazile
45	7	Pointe aux Trembles
46	7	Ecureuils
47	7	Cap Santé
49	7	Deschambault
51	8	Grondines
52	8	St. Casimir
53	8	Ste. Anne Lapérade
54	8	St. Prosper
55	8	St. Stanislas et St. Narcisse
56	8	Ste. Geneviève, Batiscan
57	8	St. François Xavier, Batiscan
58	8	La Visitation, Champlain
63	8	Chantiers (Radnor et les parties concédées de Batiscan et du Cap)
65	8	St. Maurice
66	8	Cap de la Madeleine
67	10	Ville de Trois-Rivières (prison, écoles et ursulines)
68	9	Paroisse des Trois-Rivières
69	9	St. Étienne, Fief
71	11	Pointe du Lac
72	11	Yamachiche
73	11	St. Barnabé
75	11	St. Paulin
76	11	St. Léon
77	11	Ste. Ursule
78	11	Rivière du Loup
79	11	Maskinongé
81	11	St. Didace
82	12	St. Gabriel
86	12	Daillebout
87	12	St. Félix
88	12	St. Norbert
89	12	St. Cuthbert
90	12	St. Barthélemy
91	12	Isle du Pads
92	12	Berthier
94	12	Lanoraie
95	12	St. Thomas
96	12	Ste. Élizabeth
97	12	St. Charles Borromée
99	12	St. Paul
100	12	Lavaltrie
101	13	St. Sulpice
102	13	Repentigny
104	13	L'Assomption
105	13	L'Assomption, Village
107	13	St. Jacques
110	13	St. Alexis
111	13	St. Esprit
112	13	St. Roch
113	13	St. Lin
114	13	St. Henri, Mascouche
115	13	Lachenaie
117	13	Terrebonne
118	13	Ste. Anne
119	13	Lacorne
124	14	St. Jérôme
126	14	St. Janvier
127	14	Paroisse de Ste. Thérèse
128	14	Village de Ste. Thérèse
129	14	Paroisse de St. Eustache
130	14	Village de St. Eustache
131	14	St. Augustin
132	14	Ste. Scholastique
135	14	St. Colomban
137	14	Mission du Lac
138	14	St. Benoit
139	14	St. Placide
140	14	St. Hermas
141	14	Lachûte
142	14	St. André
143	15	Ste. Rose
146	15	St. Martin
147	15	St. Vincent de Paul
148	15	St. François de Sales
149	16	St. Joseph, Rivière des Prairies
150	16	Enfant Jésus, Pointe aux Trembles
151	16	St. François, Longue Pointe
152	16	Sault aux Récollets
155	18	Cité de Montréal
157	17	St. Louis, Village
159	16	St. Laurent
160	17	Montréal
161	16	St. Michel, Lachine
162	16	Village de Lachine
163	16	St. Joachim, Pointe Claire
165	16	Ste. Geneviève
167	16	St. Raphaël
168	16	Ste. Anne
169	19	Isle Perrot
170	19	St. Joseph
172	19	Vaudreuil
173	19	Village de Vaudreuil
174	19	Rigaud
175	19	Ste. Marthe
176	19	St. Clet
177	19	St. Ignace
178	19	St. Polycarpe
179	19	St. Zotique
182	20	St. Timothée
183	20	St. Louis de Gonzague
185	20	St. Malachie
188	20	Russelltown
189	20	St. Jean Chrysostôme
190	20	St. Urbain
191	20	Ste. Martine
193	20	St. Clément
194	20	Village de Beauharnois
195	21	Chateauguay
196	21	Ste. Philomène
197	21	St. Isidore
198	21	St. Rémi
201	21	St. Edouard
202	21	Sherrington
203	21	St. Jacques le Mineur
204	21	St. Philippe
205	21	St. Constant
206	21	Sault St. Louis et les « sauvages »
207	23	Laprairie
208	23	Laprairie, Village
209	23	Partie de Laprairie
211	23	Partie de Longueuil (comté de Chambly)
212	23	Partie de Longueuil (comté de Laprairie)
213	23	Village de Longueuil
214	23	Boucherville
216	23	St. Bruno
218	23	Paroisse de Chambly et le collège
219	23	Village du canton de Chambly
221	21	Partie de St. Luc (comté de Chambly)
222	21	Partie de St. Luc (comté de Laprairie)
223	21	Partie de L'Acadie (comté de Laprairie)
224	21	Partie de L'Acadie (comté de Chambly)
225	21	Paroisse de St. Jean
226	21	Village de St. Jean
227	21	Partie de St. Valentin (comté de Chambly)
228	21	St. Valentin (comté de Laprairie)
229	21	St. Cyprien
230	21	St. Bernard, Lacolle
232	22	St. Thomas de Foucault
233	22	St. George, Manoir de Caldwell
234	22	Phillipsburg, Village
235	22	St. Armand, Ouest
236	22	St. Armand, Est
241	22	St. George, Henryville
244	22	St. Athanase
245	22	Christieville
246	22	St. Alexandre et partie de ND des Anges
247	22	Ste. Brigitte
248	22	St. Grégoire
250	22	St. Mathias
251	22	Ste. Marie
254	24	St. Césaire
256	24	L'Ange Gardien
258	24	Abbotsford
259	24	St. Pie
260	24	St. Damase
261	24	St. Jean Baptiste
262	24	St. Hilaire
263	23	Belœil
264	23	Ste. Julie
265	23	Partie de Ste. Julie
266	23	Varennes
267	23	Varennes (village)
268	23	Verchères
269	26	Contrecœur
270	26	St. Antoine
271	23	St. Marc
272	25	St. Charles
273	25	St. Denis
274	25	La Présentation
275	25	St. Hyacinthe, Paroisse
276	25	St. Hyacinthe, Ville
278	25	Ste. Rosalie
279	25	St. Dominique
282	25	St. Hugues
283	25	St. Simon
284	25	St. Barnabé
285	25	St. Judes
286	26	Paroisse de St. Ours
287	26	Village de St. Ours
289	26	St. Pierre, Sorel
290	26	William Henry
291	26	Ste. Victoire
293	26	St. Aimé
295	27	St. David
296	27	St. Michel
298	27	St. François et les « sauvages »
301	27	La Baie
302	27	St. Zéphirin
306	27	Ste. Monique
307	27	Nicolet
308	28	St. Grégoire
310	28	St. Célestin
312	28	Bécancour
313	28	Ste. Gertrude
314	28	Gentilly
315	28	St. Pierre les Becquets
316	28	St. Jean Deschaillons
318	29	Lotbinière
320	29	Ste. Croix
321	29	St. Antoine
324	29	St. Flavien
325	29	Ste. Agathe
326	29	St. Gilles
327	29	St. Sylvestre
328	30	St. Frédéric
329	30	St. George
330	30	St. François
331	30	St. Joseph
332	31	Ste. Marie
333	31	St. Elzéar
334	31	St. Bernard
335	31	St. Isidore
336	31	St. Lambert
337	31	St. Jean Chrysostôme
339	31	St. Nicolas
343	32	Notre Dame de la Victoire
345	32	St. Joseph, Pointe Lévi
347	31	St. Henri
348	31	St. Anselme
350	31	Ste. Marguerite
351	31	Ste. Claire
352	33	St. Lazare
353	33	St. Gervais et Protais
354	33	St. Charles
355	32	St. Etienne de Beaumont et une partie de la Pointe Lévy
356	33	St. Michel
357	33	St. Valier
359	33	St. François Rivière du Sud et une partie de St. Pierre
360	34	L'Assomption de Berthier
361	34	St. Pierre, Rivière du Sud (et armé)
362	34	St. Thomas
363	34	Village de Montmagny
364	34	Grosse Isle
365	34	Isle Ste. Marguerite
366	34	Isle aux Canots
367	34	Isle aux Grues
368	34	Isle aux Oies
369	34	Cap St. Ignace
370	34	L'Islet
371	34	St. Cyrille
373	35	St. Jean Port Joli
374	35	St. Roch
377	35	Ste. Anne
378	36	Rivière Ouelle
382	36	St. Denis
383	36	St. Louis
385	36	St. Paschal
386	36	Ste. Hélène
387	36	St. André
388	36	St. Alexandre
391	37	Rivière du Loup
392	37	Rivière du Loup
393	37	Fraserville
394	37	Kacouna, St. George
396	37	St. Arsène
397	38	Isle Verte
398	38	St. Eloi
399	38	Trois Pistoles et Boisbouscache
400	39	St. Simon
402	39	St. Fabien
403	40	Ste. Cécile, Bic
404	40	Rimouski, Macpès et Neigette
407	40	Ste. Luce et Neigette
410	40	Ste. Flavie et St. Joseph
411	40	Métis et le Chemin de Kemp

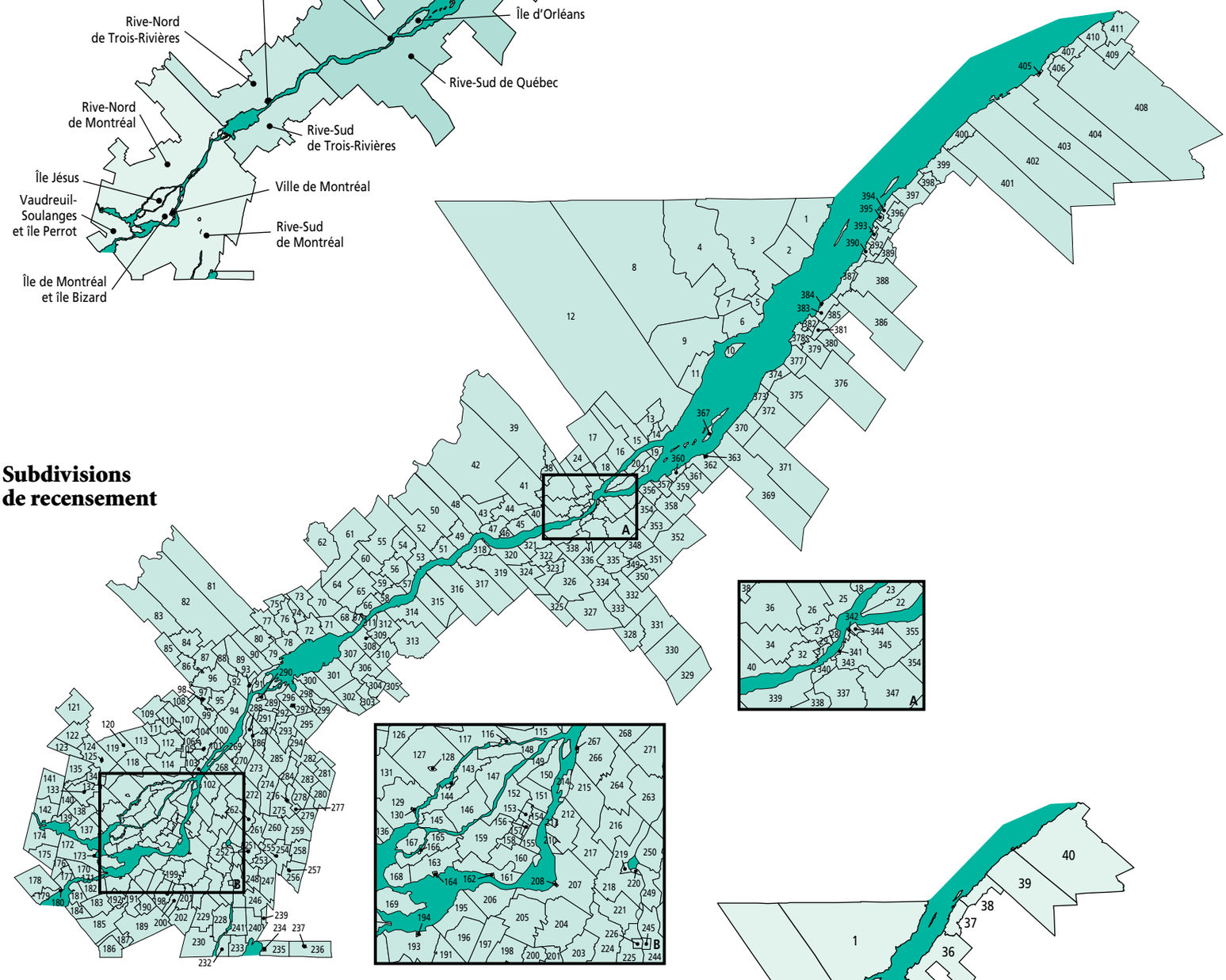
*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Secteurs géographiques



FOND DE CARTE (1871)

Subdivisions de recensement



Groupes

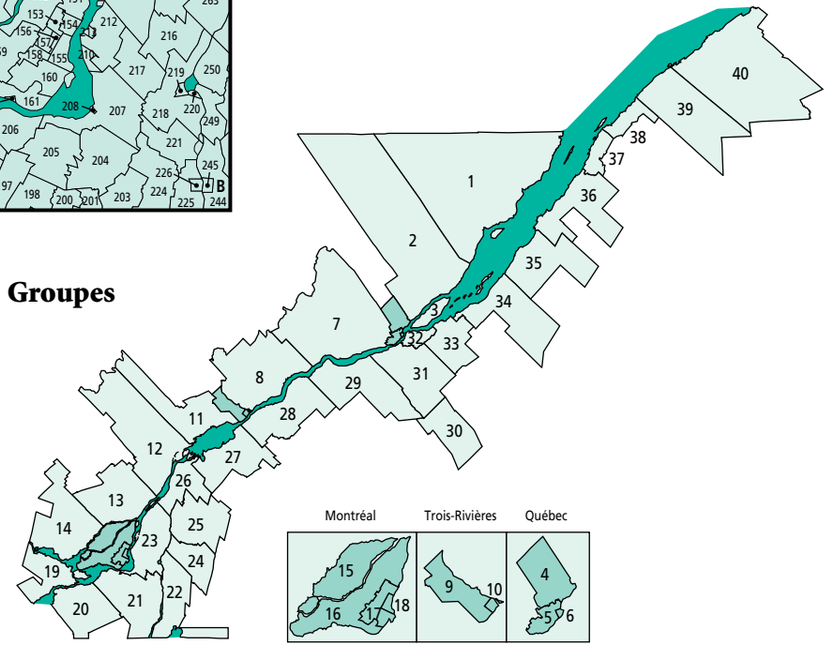


Tableau de correspondance, 1871*

Numéro de localité	Groupe	Subdivision ou localité
1	1	St. Siméon
2	1	St. Fidèle
3	1	Malbaie
4	1	Ste. Agnès
5	1	St. Irénée
6	1	Les Éboulements
7	1	Settrington
8	1	St. Urbain
9	1	Baie St. Paul
10	1	Isle aux Coudres
11	1	Petite Rivière
12	2	St. Tite
13	2	St. Féréol
14	2	St. Joachim
15	2	Ste. Anne
16	2	Château Richer
17	2	Laval
18	2	L'Ange Gardien
19	3	St. François
20	3	Ste. Famille
21	3	St. Jean
22	3	St. Laurent
23	3	St. Pierre
24	4	St. Dunstan
25	4	Beauport
26	4	Charlesbourg
27	5	St. Roch Nord et Sud
28	6	Cité de Québec
29	5	Banlieues
31	5	St. Columban
32	5	Ste. Foy
34	7	L'Ancienne Lorette
36	7	La Jeune Lorette
38	7	Valcartier
39	7	St. Gabriel Ouest
40	7	St. Augustin
41	7	Ste. Catherine
42	7	St. Raymond
43	7	St. Bazile
44	7	Neuville
45	7	Pointe aux Trembles
46	7	Les Écureuils
47	7	Cap Santé
48	7	Portneuf
49	7	Deschambault
50	7	St. Alban
51	8	Les Grondines
52	8	St. Casimir
53	8	Ste. Anne de la Pérade
54	8	St. Prosper
55	8	St. Stanislas
56	8	Ste. Geneviève
57	8	St. François Xavier
58	8	La Visitation
59	8	St. Luc
60	8	St. Narcisse
61	8	St. Tite
62	8	Ste. Flore
64	8	Mont Carmel
65	8	St. Maurice
66	8	Cap de la Magdeleine
67	10	Ville de Trois-Rivières
68	9	Paroisse des Trois Rivières
70	9	St. Étienne
71	11	Pointe du Lac
72	11	Yamachiche
73	11	St. Barnabé
74	11	St. Sévère
75	11	St. Paulin
76	11	St. Léon
77	11	Ste. Ursule
78	11	Rivière du Loup
79	11	Maskinongé
80	11	St. Justin
81	11	St. Didace
82	12	St. Gabriel, St. Damien et arrière
83	12	Ste. Émilie et Tracy
84	12	St. Jean
85	12	Ste. Béatrice
86	12	Ste. Mélanie
87	12	St. Félix de Valois
88	12	St. Norbert
89	12	St. Cuthbert
90	12	St. Barthélémy
91	12	Isle du Pads
92	12	Paroisse de Berthier
93	12	Ville de Berthier
94	12	Lanoraie
95	12	St. Thomas
96	12	Ste. Elizabeth
97	12	St. Charles Borromée
98	12	Joliette
99	12	St. Paul
100	12	Lavaltrie
101	13	St. Sulpice
102	13	Repentigny
103	13	St. Paul
104	13	Paroisse de l'Assomption
105	13	Village de l'Assomption
106	13	L'Épiphanie
107	13	St. Jacques
108	13	St. Liguori
109	13	Ste. Julienne
110	13	St. Alexis
111	13	St. Esprit
112	13	St. Roch
113	13	St. Lin
114	13	St. Henri
115	13	St. Charles
116	13	Ville de Terrebonne
117	13	Paroisse de Terrebonne
118	13	Ste. Anne
119	13	Ste. Sophie
120	13	New-Glasgow
121	14	Ste. Adèle
122	14	St. Sauveur
123	14	Mille Isles
124	14	Paroisse de St. Jérôme
125	14	Village de St. Jérôme
126	14	St. Janvier
127	14	Paroisse de Ste. Thérèse
128	14	Village de Ste. Thérèse
129	14	Paroisse de St. Eustache
130	14	Village de St. Eustache
131	14	St. Augustin
132	14	Paroisse de Ste. Scholastique
133	14	Village de Ste. Scholastique
134	14	St. Canut
135	14	St. Columban
136	14	St. Joseph
137	14	Lac des Deux Montagnes
138	14	St. Benoit
139	14	St. Placide
140	14	St. Hermas
141	14	St. Jérusalem
142	14	St. André
143	15	Paroisse Ste. Rose
144	15	Village de Ste. Rose
145	15	Ste. Dorothée
146	15	St. Martin
147	15	St. Vincent
148	15	St. François
149	16	Rivière des Prairies
150	16	Pointe aux Trembles
151	16	Longue Pointe
152	16	Sault au Récollet
153	17	Côte de la Visitation
154	17	Hochelaga
155	18	Cité de Montréal
156	17	St. Jean Baptiste
157	17	Côteau St. Louis
158	17	Côte des Neiges
159	16	St. Laurent
160	17	Paroisse de Montréal
161	16	Paroisse de Lachine
162	16	Village de Lachine
163	16	Paroisse de la Pointe Claire
164	16	Village de la Pointe Claire
165	16	Paroisse de Ste. Geneviève
166	16	Village de Ste. Geneviève
167	16	Isle Bizard
168	16	Ste. Anne
169	19	Isle Perrot
170	19	Les Cèdres
171	19	Soulanges
172	19	Paroisse de Vaudreuil
173	19	Village de Vaudreuil
174	19	Rigaud
175	19	Ste. Marthe
176	19	St. Clet
177	19	St. Ignace
178	19	St. Polycarpe
179	19	St. Zotique
180	19	Côteau Landing
181	20	Ste. Cécile
182	20	St. Timothée
183	20	St. Louis
184	20	St. Stanislas
185	20	St. Malachie
186	20	Franklin
187	20	St. Antoine
189	20	St. Jean Chrysostôme
190	20	St. Urbain
191	20	Ste. Martine
192	20	St. Étienne
193	20	St. Clément
194	20	Beauharnois
195	21	St. Joachim
196	21	Ste. Philomène
197	21	St. Isidore
198	21	Paroisse de St. Rémi
199	21	Village de St. Rémi
200	21	St. Michel
201	21	St. Édouard
202	21	Sherrington
203	21	St. Jacques
204	21	St. Philippe
205	21	St. Constant
206	21	Sault St. Louis
207	23	Paroisse de Laprairie
208	23	Village de Laprairie
210	23	St. Lambert
212	23	Paroisse de Longueuil
213	23	Village de Longueuil
214	23	Paroisse de Boucherville
215	23	Village de Boucherville
216	23	St. Bruno
217	23	St. Hubert
218	23	Paroisse de Chambly
219	23	Village de Chambly
220	23	Bassin de Chambly
221	21	St. Luc
224	21	L'Acadie
225	21	Paroisse de St. Jean
226	21	Ville de St. Jean
228	21	St. Valentin
229	21	St. Cyprien
230	21	Lacolle
232	22	St. Thomas
233	22	St. George
234	22	Philipsburg
235	22	St. Armand Ouest
236	22	St. Armand Est
237	22	Frelighsburg
239	22	Notre Dame des Anges
240	22	St. Sébastien
241	22	Henriville
244	22	St. Athanase
245	22	Iberville
246	22	St. Alexandre
247	22	Ste. Brigitte
248	22	St. Grégoire
249	22	Richelieu
250	22	St. Mathias
251	22	Ste. Marie
252	22	Marieville
253	22	Ste. Angèle
254	24	Paroisse de St. Césaire
255	24	Village de St-Césaire
256	24	L'Ange Gardien
257	24	Canrobert
258	24	Abbotsford
259	24	St. Pie
260	24	St. Damase
261	24	St. Jean Baptiste
262	24	St. Hilaire
263	23	Belœil
264	23	Ste. Julie
266	23	Paroisse de Varennes
267	23	Village de Varennes
268	23	Paroisse de Verchères
269	26	Contrecœur
270	26	St. Antoine
271	23	St. Marc
272	25	St. Charles
273	25	St. Denis
274	25	La Présentation
275	25	Paroisse de St. Hyacinthe
276	25	Cité de St. Hyacinthe
277	25	St. Hyacinthe le Confesseur
278	25	Ste. Rosalie
279	25	St. Dominique
280	25	St. Liboire
281	25	Ste. Hélène
282	25	St. Hugues
283	25	St. Simon
284	25	St. Barnabé
285	25	St. Jude
286	26	Paroisse de St. Ours
287	26	Village de St. Ours
288	26	St. Roch
289	26	Paroisse de Sorel
290	26	Ville de Sorel
291	26	Ste. Victoire
292	26	St. Robert
293	26	St. Aimé
294	26	St. Marcel
295	27	St. David
296	27	Yamaska
297	27	St. Michel
298	27	St. François
299	27	St. Pie
300	27	Pierreville
301	27	La Baie
302	27	St. Zéphirin
303	27	Ste. Brigitte
304	27	Ste. Perpétue
305	27	St. Léonard
306	27	Ste. Monique
307	27	Nicolet
308	28	St. Grégoire
309	28	Larochelle
310	28	St. Célestin
311	28	Ste. Angèle
312	28	Bécancour
313	28	Ste. Gertrude
314	28	Gentilly et Blandford
315	28	St. Pierre les Becquets
316	28	St. Jean Deschaillons
317	29	Ste. Emilie
318	29	Lotbinière
319	29	St. Édouard
320	29	Ste. Croix
321	29	St. Antoine
322	29	St. Apollinaire
323	29	St. Agapit
324	29	St. Flavien
325	29	Ste. Agathe
326	29	St. Giles
327	29	St. Sylvestre
328	30	St. Frédéric
329	30	St. Georges
330	30	St. François
331	30	St. Joseph
332	31	Ste. Marie
333	31	St. Elzéar
334	31	St. Bernard
335	31	St. Isidore
336	31	St. Lambert
337	31	St. Jean Chrysostôme
338	31	St. Étienne
339	31	St. Nicholas
340	31	Etchemin
341	32	Ville de Lévis
342	32	Bienville
343	32	Notre Dame de la Victoire
344	32	Lauzon
345	32	St. Joseph
347	31	St. Henri
348	31	St. Anselme
349	31	Ste. Hénédine
350	31	Ste. Marguerite
351	31	Ste. Claire
352	33	St. Lazare
353	33	St. Gervais
354	33	St. Charles
355	32	Beaumont
356	33	St. Michel
357	33	St. Vallier
358	33	St. Raphaël
359	33	St. François
360	34	Berthier
361	34	St. Pierre
362	34	St. Thomas
363	34	Montmagny
367	34	Isle aux Grues
369	34	Cap St. Ignace, Bourdages, Patton et Talon
370	34	L'Islet et St. Eugène
371	34	St. Cyrille, Lessard, Beaubien, Arago et Leverrier
372	35	St. Aubert et Fournier
373	35	St. Jean Port Joli
374	35	St. Roch
375	35	Ste. Louise et Ashford
376	35	St. Onésime, Ixworth et Chapais
377	35	Ste. Anne
378	36	Rivière Ouelle
379	36	St. Pacôme
380	36	Mont Carmel
381	36	St. Philippe
382	36	St. Denis
383	36	Kamouraska
384	36	Village de Kamouraska
385	36	St. Paschal
386	36	Ste-Hélène, Bungay et Chabot
387	36	St-André et Notre Dame du Portage
388	36	St-Alexandre, Parke et St. Antonin
389	37	St. Antonin
390	37	Notre Dame du Portage
392	37	Rivière du Loup
393	37	Fraserville
394	37	Paroisse de Cacouna
395	37	Village de Cacouna
396	37	St. Arsène
397	38	Isle Verte
398	38	St. Eloi
399	38	Trois Pistoles
400	39	St. Simon
401	39	St. Mathieu de Rioux
402	39	St. Fabien
403	40	Ste. Cécile du Bic
404	40	Paroisse de St. Germain de Rimouski
405	40	Ville de Rimouski
406	40	St. Anaclet
407	40	Ste. Luce
408	40	St. Donat
409	40	Ste. Angèle de Mérici
410	40	Ste. Flavie
411	40	Métis

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

CHAPITRE 1 : POPULATION ET HABITAT

La saisie des mouvements de population au XIX^e^ siècle à partir des données de recensement impose diverses contraintes liées au caractère des données. Aux problèmes de sous-enregistrement ou de sur-enregistrement s'ajoutent ceux que posent les erreurs de calcul et de transcription des données par les copistes et les commissaires enquêteurs de l'époque. En outre, à partir de 1851, il arrive fréquemment que le nombre total de personnes recensées varie selon les tableaux. Quant aux données par âge et par sexe, ou celles qui concernent le statut matrimonial des déclarants, elles sont souvent tout aussi ambiguës, leur total ne correspondant pas toujours au total de population enregistré dans les agrégés de recensement ou dans leur version nominative.

Dans nos travaux, nous nous sommes basés sur les agrégés de recensement, sauf pour nos études de cas où les données proviennent des listes nominatives. Comme l'information des recensements n'est pas toujours comparable dans le temps (en 1831, par exemple, les données sont relevées par ménage, tandis qu'en 1851 et 1871 le relevé est individuel), il nous a fallu les regrouper par grandes catégories, ce qui nous a fait perdre une certaine précision, mais qui nous a permis par contre de reconnaître des tendances et des structures qui n'ont pas eu ici à souffrir des lacunes inhérentes à certains recensements, celui de 1851 notamment pour lequel il manque plusieurs listes nominatives.

Nous avons voulu que la spatialisation des données tienne compte des poids locaux et régionaux. Cela nous a conduits à replacer l'information dans ses différents contextes par des calculs effectués tantôt par régions, tantôt par sous-régions et tantôt par localités, et à la comparer à celle de l'ensemble du territoire laurentien, en tenant compte, si nécessaire, de la part de la population vivant dans les agglomérations villageoises.

Enfin, comme il s'agissait surtout d'explorer le monde rural, nous avons exclu de certains traitements la population des grands centres urbains, qui n'a été prise en compte que pour faire saisir son importance relative dans le paysage humain de la vallée laurentienne.

CHAPITRE 2 : LES BASES MATÉRIELLES DE L'ÉCHANGE

Les routes

Les renseignements sur l'évolution du réseau routier s'appuient en partie sur les travaux d'Ivanhoé Caron, sur l'examen des lois et sur celui des procès-verbaux des grand voyers colligés par Pierre-Georges Roy. Pour la cartographie, cinq sources ont été retenues. La première, la carte militaire du général Murray de 1760-1762, n'appartient pas véritablement à la période observée. Toutefois, comme nous voulions saisir une évolution, il nous a semblé intéressant de faire le point sur l'état du réseau routier au moment de la Conquête, soit avant le grand mouvement d'expansion de la population qui, de la région de Québec et des rives du Saint-Laurent, se prolongera vers la plaine de Montréal et vers l'intérieur des terres. La carte de Murray convenait bien à ce genre d'analyse, d'autant plus qu'elle a été effectuée par un personnel militaire rompu aux techniques de représentation cartographique (le corps d'ingénieurs de l'armée britannique). La deuxième source est constituée des deux cartes publiées par Joseph Bouchette en 1815 et en 1831. La première arrive à point nommé pour notre reconstitution. Toutefois, plus complète que la précédente, celle de 1831 précise l'extension du réseau routier à la veille des rébellions de 1837-1838, sans les simplifications apportées à la carte de William Sax de 1829, dessinée pourtant en réponse à une demande de l'Assemblée législative pour l'amélioration des chemins. La troisième source est moins riche. Il s'agit de l'atlas de Thomas Devine de 1853, dont l'intérêt n'est pas négligeable mais qui ne donne qu'un aperçu des grands axes de communication au milieu du XIX^e^ siècle, sans l'information détaillée fournie par les autres documents. Quant à l'état du réseau routier à la fin de la période, il est précisé par les cartes régionales du département des Terres de la couronne à Québec et du département des Mines à Ottawa. De tous, ce sont les outils les plus fiables. Toutefois, comme ceux qui précèdent, ils gagnent à être complétés par des cartes à plus grande échelle, travail actuellement en cours pour la région de Montréal, mais qui n'est pas encore achevé. En effet, comme il n'existe pas de distinction sur les cartes entre les principales voies de trafic et les chemins d'hiver ou les chemins de chantiers, il n'est pas encore possible de bien saisir la dynamique des communications terrestres dans la vallée du Saint-Laurent. Pour ce faire, il faudrait pouvoir hiérarchiser le système de routes et distinguer celles qui paraissent plus fréquentées de celles qui ne servent que sur une base saisonnière ou à des fins particulières. Rappelons que les chemins d'hiver pouvaient couper à travers champs dans certaines conditions. Les seules informations disponibles sur le sujet proviennent de la carte de Devine qui ne montre que l'armature principale du réseau routier. C'est pourquoi il nous faudra compléter notre information, pour en arriver éventuellement à une catégorisation des chemins. Quoi qu'il en soit, c'est à partir de cette documentation que nous avons élaboré notre exploration du réseau routier laurentien au XIX^e^ siècle.

Méthodologiquement, le travail a consisté à reporter manuellement, sur fond de carte topographique à l'échelle de 1 : 200 000, l'information contenue dans les documents précités, en dessinant chaque segment de chemin en fonction de son orientation ainsi que des repères physiques et humains fournis par les cartes (longueur, orientation, etc.). Il en est

résulté une cartographie à petite échelle du réseau routier qui montre l'évolution des infrastructures de communication de 1760 à 1880-1896. Les limites des cartes anciennes comme documents de référence sont connues : silences divers qui masquent certains développements, problèmes d'échelle et de représentation des données, décalage entre le moment de la cartographie et les évolutions en cours, etc. Pour une lecture critique de ce genre de document appliquée à la cartographie ancienne canadienne, voir les travaux de Claude Boudreau.

La navigation

Les sources utilisées sont les cartes dressées sous la direction du capitaine Henry Wolsey Bayfield. Son travail s'échelonne sur une trentaine d'années et des délais séparent les levés de la publication des cartes proprement dite. Les plus anciennes publications de la carte de Bayfield sont conservées à la section des cartes des Archives nationales du Canada (série des *Admiralty Charts*). Toutes les sections ont été publiées entre 1837 et 1838, sauf une partie du port de Québec, publiée en 1829, et le secteur entre Le Bic et L'Isle-Verte, qui date de 1848. La section en amont de Québec jusqu'à Batiscan est manquante. Il est donc impossible de dresser un inventaire des principaux équipements côtiers avant 1840. La seconde publication de la même série est datée des environs de 1860 et comprend les corrections apportées à la première édition.

Ces cartes contiennent toutes les indications habituelles des cartes marines : profondeur, composition des fonds, parcours et vitesse des courants, heure et hauteur des marées, etc. Parce qu'il s'agit d'une voie fluviale, elles présentent également une description particulièrement riche du découpage et des principaux éléments qui composent le paysage côtier. Elles signalent les quais et, s'il y a lieu, les mouillages les plus sûrs.

Le chemin de fer

Les cartes de l'évolution des chemins de fer ont été faites à partir de deux sources principales. La première est la liste des chemins de fer construits au Canada avant 1931 (M.L. Bladen, « Construction of Railways in Canada to the Year 1885 », *Contributions to Canadian Economics,* V (1932) : 43-58 ; « Construction of Railways in Canada. Part II : From 1885 to 1931 », *Contributions to Canadian Economics,* VI (1934) : 61-103) et la seconde date de 1937 (*A Statutory History of Railways of Canada, 1836-1937,* Ottawa, Department of Transport, 1937). Le supplément cartographique qui accompagne cette dernière publication s'est avéré fort utile pour repérer les tracés de certaines voies.

CHAPITRE 3 : L'ESPACE AGRAIRE

Saisir l'évolution de l'agriculture à partir des recensements du XIX^e^ siècle impose d'avoir recours à deux types de données, celles des copies publiées de recensement, afin d'en tirer des vues d'ensemble, et celles des listes nominatives, pour en extraire des informations qui permettent de comprendre et d'interpréter les données générales fournies par les agrégés de recensement.

Aux difficultés rapportées pour les données de population et pour les enquêtes sur le développement industriel et les dispositifs de l'échange (problèmes d'addition, de sur- ou de sous-enregistrement de données, listes manquantes ou incomplètes, etc.) se sont ajoutées celles des unités de poids et de mesure qui sont loin d'être semblables d'une localité à l'autre, et qui introduisent parfois des biais importants dans les perceptions qu'on peut obtenir des chiffres publiés ou colligés par les copistes.

Pour uniformiser l'information, il a donc fallu d'abord décrypter celle qu'offraient les listes nominatives, puis les examiner pour les ramener à des unités comparables pour toutes les localités observées. Ainsi, les arpents ont été transformés en acres, les minots en boisseaux de Winchester, les tonnes de foin en bottes, les barils, *hundredweight* et *short hundredweight,* quintaux, quarts, en livres.

Les tableaux suivants donnent un aperçu des travaux qu'il a fallu effectuer pour ce travail d'uniformisation. Il indique, pour chaque localité étudiée, le ou les types de poids et mesures consignés par les recenseurs du XIX^e^ siècle.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité, 1831*

Comté	Localité	Unité
Beauce	Saint-François	Minots, arpents
	Saint-Joseph	Minots, arpents
	Sainte-Claire	Minots, arpents
	Sainte-Marie	Minots, arpents
Beauharnois	Saint-Clément	Minots, arpents
	Saint-Timothée	Minots, arpents
	Sainte-Martine	Minots, arpents
Bellechasse	Berthier	Minots, arpents
	Saint Charles	Minots, arpents
	Saint Etienne de Beaumont	Minots, arpents
	Saint François Rivière du Sud	Minots, arpents
	Saint Gervais	Minots, arpents
	Saint Joseph de la pointe Lévy	Minots, arpents
	Saint Michel	Minots, arpents
	Saint Vallier	Minots, arpents
Berthier	Berthier	Minots, arpents
	Brandon et Lac Maskinongé	Boisseaux, acres
	Isle du Pas	Minots, arpents
	Lanoraie	Minots, arpents
	Lavaltrie	Minots, arpents
	Saint-Barthelemy	Minots, arpents
	Saint-Cuthbert	Minots, arpents
	Saint-Paul Village d'Industrie et partie de Kildare	Minots, arpents
	Sainte-Elizabeth et partie de Kildare	Minots, arpents
Chambly	Blairfindie	Minots, arpents
	Boucherville	Minots, arpents
	Chambly	Minots, arpents
	Longueuil	Minots, arpents
	Saint-Jean	Minots, arpents
	Saint-Luc	Minots, arpents

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité, 1831 (suite)*

Comté	Localité	Unité
Champlain	Batiscan	Minots, arpents
	Cap de la Madeleine	Minots, arpents
	Champlain	Minots, arpents
	Saint-Stanislas de la Rivière des Envies	Minots, arpents
	Sainte-Anne de Lapérade	Minots, arpents
	Sainte-Geneviève	Minots, arpents
Deux-Montagnes	Ile Bizard	Minots, arpents
	Mission du Lac des Deux Montagnes	Minots, arpents
	Seigneurie d'Argenteuil	Minots, arpents
	Saint-Benoit	Minots, arpents
	Saint-Eustache	Minots, arpents
	Sainte-Scholastique	Minots, arpents
Dorchester	Saint Anselme	Minots, arpents
	Saint Henri	Minots, arpents
	Saint Jean Chrysostôme	Minots, arpents
	Saint Joseph Pointe Lévi	Minots, arpents
	Saint Nicolas	Minots, arpents
Kamouraska	Fief Terrebois	Minots, arpents
	Rivière Ouelle	Minots, arpents
	Saint-André	Minots, arpents
	Saint-Louis des Kamouraskas	Minots, arpents
	Saint-Paschal	Minots, arpents
	Sainte-Anne	Minots, arpents
L'Acadie	Saint-Edouard et Sherrington	Minots, arpents
	Seigneurie de Deléry ou St-Cyprien	Minots, arpents
	Seigneurie de Lacolle	Minots, arpents
Lachenaie	Saint-Charles de Lachenaie	Minots, arpents
	Saint-Henry de Mascouche	Minots, arpents
	Saint-Lin	Minots, arpents
	Saint-Ours du Saint-Esprit	Minots, arpents
	Saint-Roch	Minots, arpents
Laprairie	La Nativité de Notre Dame et partie de Saint-Antoine	Minots, arpents
	Saint-Constant	Minots, arpents
	Saint-Joachim	Minots, arpents
	Saint-Philippe	Minots, arpents
	Saint-Rémy	Minots, arpents
	Ste Marguerite de Blairfindie et partie de Saint-Luc	Minots, arpents
	Village du Sault Saint-Louis	Minots, arpents
L'Assomption	L'Assomption	Minots, arpents
	Repentigny	Minots, arpents
	Saint-Jacques	Minots, arpents
	Saint-Sulpice	Minots, arpents
L'Islet	Cap Saint-Ignace	Minots, arpents
	Ile-aux-Grues, Grosse-Ile, Ile-au-Canot et Ile-aux-oies	Minots, arpents
	L'Islet, Notre Dame de Bonsecours	Minots, arpents
	Saint-Jean Port Joly	Minots, arpents
	Saint-Pierre de la Rivière du Sud	Minots, arpents
	Saint-Roch des Aulnets	Minots, arpents
	Saint-Thomas	Minots, arpents
Lotbinière	Lotbinière	Minots, arpents
	Seigneurie de Sainte-Croix	Minots, arpents
	Saint-Antoine de Tilly	Minots, arpents
	Saint-Gilles	Minots, arpents
	Saint-Jean	Minots, arpents
	Saint-Sylvestre	Minots, arpents
Missisquoi	Seigneurie de Saint-Armand	Boisseaux, acres
Montmorency	Château Richer	Minots, arpents
	L'Ange Gardien	Minots, arpents
	Saint-Féréol	Minots, arpents
	Saint-Joachim	Minots, arpents
	Sainte-Anne	Minots, arpents
Montréal	Lachine	Minots, arpents
	Longue Pointe	Minots, arpents
	Montréal (Cité)	Minots, arpents
	Montréal (paroisse)	Minots, arpents
	Pointe-aux-Trembles	Minots, arpents
	Pointe-Claire	Minots, arpents
	Rivière des Prairies	Minots, arpents
	Saint-Laurent	Minots, arpents
	Sainte-Anne	Minots, arpents
	Sainte-Geneviève	Minots, arpents
	Sault-aux-Récollets	Minots, arpents
Nicolet	Bécancour	Minots, arpents
	Nicolet	Minots, arpents
	Saint-Edouard de Gentilly	Minots, arpents
	Saint-Grégoire	Minots, arpents
	Saint-Pierre les Becquets	Minots, arpents
Orléans	Saint-François	Minots, arpents
	Saint-Jean	Minots, arpents
	Saint-Laurent	Minots, arpents
	Saint-Pierre	Minots, arpents
	Sainte-Famille	Minots, arpents
Portneuf	Ancienne Lorette	Minots, arpents
	Cap Santé	Minots, arpents
	Deschambeault	Minots, arpents
	Pte aux Trembles	Minots, arpents
	Saint-Ambroise	Minots, arpents
	Saint-Augustin	Minots, arpents
	Saint-Charles des Grondines	Minots, arpents
	Ste. Foy	Minots, arpents
	Saint-Jean Baptiste des Ecureuils	Minots, arpents
	Sainte-Catherine de Fossambeault	Minots, arpents
Québec	Banlieues Saint-Jean et Saint-Louis	Minots, arpents
	Beauport et Lac Beauport	Minots, arpents
	Charlesbourg	Minots, arpents
	L'Ancienne Lorette	Minots, arpents
	L'Anse des Mères à Sillery	Minots, arpents
	Petite Rivière Saint-Charles	Minots, arpents
	Saint-Ambroise	Minots, arpents
	Sainte-Foi	Minots, arpents
	Valcartier	Minots, arpents
	Québec (ville et faubourgs)	Minots, arpents
Richelieu	Seigneurie de Barrow	Minots, arpents
	Sorel	Minots, arpents
	Saint-Charles	Minots, arpents
	Saint-Denis	Minots, arpents
	Saint-Jude	Minots, arpents
	Saint-Ours	Minots, arpents
Rimouski	Kakouna	Minots, arpents
	L'Ile verte	Minots, arpents
	Mitis	Minots, arpents
	Rivière du Loup	Minots, arpents
	Seigneurie de Rimouski	Minots, arpents
	Seigneurie du Bic	Minots, arpents
	Saint-Fabien	Minots, arpents
	Saint-Simon	Minots, arpents
	Sainte-Flavie	Minots, arpents
	Sainte-Luce	Minots, arpents
	Trois Pistoles	Minots, arpents
Rouville	Seigneurie de Foucault	Minots, arpents
	Seigneurie de Noyan	Minots, arpents
	Seigneurie de Sabrevois	Minots, arpents
	Saint-Athanase	Minots, arpents
	Saint-Hilaire	Minots, arpents
	Saint-Jean-Baptiste	Minots, arpents
	Saint-Mathias	Minots, arpents
	Sainte-Marie	Minots, arpents
Saguenay	Baie Saint-Paul	Minots, arpents
	Eboulements	Minots, arpents
	Isle aux Coudres	Minots, arpents
	Saint-Etienne de la Malbaie	Minots, arpents
	Saint-François Xavier de la petite Rivière	Minots, arpents
	Saint-Urbain	Minots, arpents
Saint-Maurice	Maskinongé	Minots, arpents
	Pointe du Lac ou Fief Tonnancour	Minots, arpents
	Rivière du Loup	Minots, arpents
	Saint-Léon le Grand	Minots, arpents
	Sainte-Anne de Yamachiche	Minots, arpents
	Trois Rivières (paroisse)	Minots, arpents
	Trois Rivières (ville)	Minots, arpents
Saint-Hyacinthe	La Présentation	Minots, arpents
	Paroisse future de Saint-Dominique	Minots, arpents
	Saint-Césaire	Minots, arpents
	Saint-Damase	Minots, arpents
	Saint-Hugues	Minots, arpents
	Saint-Hyacinthe	Minots, arpents
	Saint-Pie	Minots, arpents
	Saint-Simon	Minots, arpents
Terrebonne	Continuation des Mille Isles	Minots, arpents
	New-Glascow	Boisseaux, acres
	Saint Vincent de Paul	Minots, arpents
	Seigneurie de Terrebonne	Minots, arpents
	Saint-François de Sales en l'Isle Jésus	Minots, arpents
	Saint-Martin en l'Isle Jésus	Minots, arpents
	Sainte-Anne des Plaines	Minots, arpents
	Sainte-Rose en l'Isle Jésus	Minots, arpents
	Sainte-Thérèse	Minots, arpents
Vaudreuil	Seigneurie de l'Isle Perrot	Minots, arpents
	Seigneurie de la Nouvelle Longueuil	Minots, arpents
	Seigneurie de Rigaud	Minots, arpents
	Seigneurie de Soulanges	Minots, arpents
	Seigneurie de Vaudreuil	Minots, arpents
Verchères	Belœil	Minots, arpents
	Contrecœur	Minots, arpents
	Saint-Antoine	Minots, arpents
	Saint-François Xavier de Verchères	Minots, arpents
	Saint-Marc	Minots, arpents
	Sainte-Anne de Varennes	Minots, arpents
Yamaska	Baie Saint-Antoine	Minots, arpents
	Saint-François	Minots, arpents
	Yamaska	Minots, arpents

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1851*

Comté	Localité	Avoine	Blé	Pommes de terre	Foin	Beurre	Fromage	Bœuf	Lard
Beauharnois	Russelltown	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	(tonnes)	Livres	Livres	(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Clément	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Saint-Jean Chrysostôme	Minots	Minots	Minots	Tonnes	Livres	Livres	(barils)	Barils (barils)
	Saint-Louis de Gonzague	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	(livres)	(quintaux)
	Saint-Malachie	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Tonnes	Livres	Livres	Barils *Hundredweight*	Barils *Hundredweight*
	Saint-Timothée	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(barils) (livres)	(quintaux)
	Saint-Urbain	Minots	Minots	Minots	Tonnes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Martine	Minots	Minots	Minots	Tonnes / (bottes)	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres (livres)
Bellechasse	L'Assomption de Berthier	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Charles	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres (livres)
	Saint-Etienne de Beaumont et partie de la Pointe Lévy	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-François Rivière du Sud et partie de Saint-Pierre	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres (livres)	(livres)
	Saint-Gervais et Protais	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(livres)	Livres (livres) Quintaux
	Saint-Lazare	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres (livres)	Livres (livres)
	Saint-Michel	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres (livres)	Livres (livres)
	Saint-Valier	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres (livres)
Berthier	Berthier	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Barils
	Isle du Pads	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Livres
	Lanoraie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux / (livres)	Quintaux / (livres)
	Lavaltrie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Cuthbert	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	–	–
	Saint-Félix	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Quintaux
	Saint-Gabriel	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Paul	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Thomas	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Élizabeth	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	(quintaux)	Barils Quintaux (quintaux)
Chambly	Boucherville	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Paroisse de Chambly	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Paroisse de Saint-Jean	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres
	Partie de L'Acadie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Quintaux
	Partie de Laprairie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	Livres
	Partie de Longueuil	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	Livres
	Partie de Saint-Luc	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux
	Partie de Saint-Valentin	Minots	Minots	Minots	Bottes	–	–	Livres	Livres
	Partie de Sainte-Julie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres		(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Bruno	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Village de Longueuil	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	–	Livres
	Village du canton de Chambly	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
Champlain	Cap de la Madeleine	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	La Visitation, Champlain	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Saint-François Xavier, Batiscan	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Barils (barils)
	Saint-Maurice	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres Quintaux	Quarts (Quarts)
	Saint-Prosper	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres (livres)	(livres)
	Sainte-Anne Lapérade	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Barils
	Sainte-Geneviève, Batiscan	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
Deux-Montagnes	Lachûte	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes	Livres	Livres	Livres	Livres
	Mission du Lac	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	–	Quintaux
	Paroisse de Saint-Eustache	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-André	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes	Livres	Livres	*Hundredweight*	*Hundredweight*
	Saint-Benoit	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Colomban	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Bottes	Livres	Livres	*Hundredweight*	*Hundredweight*
	Saint-Hermas	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres (livres)
	Saint-Placide	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Raphaël	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Scholastique	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Village de Saint-Eustache	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Livres
Dorchester	Notre Dame de la Victoire	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres (livres)	(livres)
	Saint-Elzéar	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	–	Quintaux
	Saint-Henri	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Isidore	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux (quintaux)
	Saint-Joseph	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Lambert	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
Huntingdon	Châteauguay	Minots	Minots	Minots	Bottes Tonnes	Livres	Livres	Livres	Barils Livres
	Laprairie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	–
	Partie de L'Acadie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	(quintaux)
	Partie de Longueuil	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	–	–
	Partie de Saint-Luc	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	(quintaux)

Légende

Unité :	Unité indiquée dans les listes nominatives
(unité) :	unité probable
Unité [1] / (unité [2]) :	probablement une autre unité [2] que l'indication [1]

Unité	Équivalence
1 baril	200 livres
1 botte	16 livres
1 boisseau	1 boisseau de Winchester
1 *hundredweight (short hundredweight)*[1]	112 livres (100 livres)
1 livre	1 livre avoirdupois
1 minot	1,107 boisseau
1 quintal	112 livres
1 quart	28 livres
1 *short hundredweight*[2]	100 livres
1 tonne longue	2 240 livres

1. L'unité de mesure *hundredweight (CWT)* s'applique indistinctement au *hundredweight* de 112 livres, le plus commun, et au *short hundredweight* de 100 livres.
2. Nous indiquons *short hundredweight* lorsque nous avons une indication qu'il s'agit du *hundredweight* de 100 livres.

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1851* (suite)

Comté	Localité	Avoine	Blé	Pommes de terre	Foin	Beurre	Fromage	Bœuf	Lard
Huntingdon (suite)	Saint-Bernard, Lacolle	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Tonnes	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres (livres)
	Saint-Constant	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Cyprien	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Isidore	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	(quintaux)
Kamouraska	Rivière du Loup	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Rivière Ouelle	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Alexandre	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux (quintaux et livres)	Livres Quintaux
	Saint-André	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Denis	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Bottes	Livres	–	(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Pascal	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils Quarts	Barils Quarts
	Sainte-Anne	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres	Livres
	Sainte-Hélène	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux (quintaux et livres)	Quintaux et livres / (quintaux et livres)
L'Islet	Cap Saint-Ignace	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Isle aux Canots	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Isle aux Grues	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Isle aux Oies	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	L'Islet	Minots	Minots	Minots	Bottes (bottes)	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Cyrille	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Jean Port Joli	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Pierre, Rivière du Sud	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Quintaux
	Saint-Roch	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Thomas	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils	Barils
	Village de Montmagny	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils	Barils
Lotbinière	Lotbinière	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Saint-Antoine	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux) (livres)	Quintaux (quintaux) (livres)
	Saint-Flavien	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Gilles	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux
	Saint-Jean Deschaillons	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Saint-Sylvestre	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Bottes	Livres	Livres	*Hundredweight* *Hundredweight /* *(short hundredweight)* Quintaux (quintaux) *(short hundredweight* et livres)	*Hundredweight* *Hundredweight /* *(short hundredweight)* Quintaux (quintaux) *(short hundredweight* et livres)
	Sainte-Croix	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres (livres) Quintaux (quintaux)	Livres (quintaux)
Missiscoui	Phillipsburg, Village	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	(tonnes)	Livres	Livres	*Hundredweight*	*Hundredweight*
	Saint-Armand, Est	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes	Livres	Livres	*Hundredweight* Livres	*Hundredweight* Livres
	Saint-Armand, Ouest	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes	Livres	Livres	Barils	Barils
Montmorency	Ange Gardien	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(livres)	(livres)
	Château Richer	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(livres)	(livres)
	Laval	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(livres)	(livres)
	Saint-Féréol	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-François	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Jean	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Joachim	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Laurent	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Pierre	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Anne	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Famille	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
Montréal	Enfant Jésus, Pointe aux Trembles	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(quintaux)	(quintaux)
	Montréal	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Livres
	Sault aux Récollets	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	Quintaux
	Saint-François, Longue Pointe	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Joachim, Pointe Claire	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Joseph, Rivière des Prairies	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	Quintaux (quintaux)
	Saint-Laurent	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	(quintaux)	(quintaux)
	Saint-Louis, Village	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	(bottes)	Livres	–	(livres)	(livres)
	Saint-Michel, Lachine	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils (barils)	*Hundredweight*
	Sainte-Geneviève	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Village de Lachine	Boisseaux Minots	Boisseaux	Boisseaux Minots	Bottes	Livres	Livres	*Hundredweight*	*Hundredweight*
Nicolet	Bécancour	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Nicolet	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Saint-Grégoire	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Pierre les Becquets	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Livres Quintaux
	Sainte-Monique	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
Portneuf	Ancienne Lorette et partie de Saint-Ambroise	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux (quintaux)
	Cap Santé	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(barils)	(barils)
	Pointe aux Trembles	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	(quintaux)	(quintaux)

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1851* (suite)

Comté	Localité	Avoine	Blé	Pommes de terre	Foin	Beurre	Fromage	Bœuf	Lard
Portneuf (suite)	Saint-Augustin	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Saint-Raymond	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	(bottes)	Livres	Livres	Barils	Barils Livres Quintaux
	Sainte-Catherine	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Bottes	Livres	–	*Hundredweight* Quintaux	*Hundredweight* Quintaux
Québec	Ancienne Lorette	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Barils	Barils
	Charlesbourg	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Livres Quintaux (quintaux)
	Notre Dame	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	(bottes)	–	–	–	–
	Saint-Dunstan	Boisseaux	–	Boisseaux	Bottes	–	–	–	–
	Saint-Gabriel	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Bottes	Livres	*Hundredweight*[1] Livres	*Hundredweight (hundredweight)*	*Hundredweight (hundredweight)*
	Saint-Roch	Minots	–	–	–	–	–	–	–
	Sainte-Foye	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
Richelieu	Saint-Judes	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	*Hundredweight* Quintaux
Rimouski	Fraserville	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Barils (barils)	Barils
	Isle Verte	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres (livres)	Livres (livres)
	Kacouna, Saint-George	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Métis et le Chemin de Kemp	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Bottes (bottes)	Livres	Livres	Barils	Barils (barils)
	Rimouski, Macpès et Neigette	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils	Barils
	Rivière du Loup	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Barils	Barils
	Saint-Arsène	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres (livres)	(livres)
	Saint-Eloi	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Livres (livres)	(livres)
	Saint-Fabien	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Simon	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Livres	Livres
	Sainte-Cécile, Bic	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(barils)	(barils)
	Sainte-Flavie et Saint-Joseph	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils	Barils
	Sainte-Luce et Neigette	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Barils	Barils
	Trois Pistoles et Boisbouscache	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	–	(livres)
Rouville	Christieville	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Alexandre et partie de Notre-Dame des Anges	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	Quintaux
	Saint-Athanase	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Barils	Barils
	Saint-George, Manoir de Caldwell	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes	Livres	Livres	*Hundredweight*	*Hundredweight*
	Saint-Grégoire	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Livres	Livres
	Saint-Jean Baptiste	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Mathias	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	–	Livres
Saguenay	Baie Saint-Paul	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(barils)	(barils) (livres)
	Éboulements	Minots	Minots	Minots	Bottes (bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux (quintaux) Quarts
	Isle aux Coudres	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quarts
	Malbaie	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quarts	Quarts
	Petite Rivière	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quarts	Quarts
	Saint-Fidèle	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Barils	Barils
	Saint-Irénée	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	–	Quintaux
	Saint-Urbain	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Agnès	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
Saint-Hyacinthe	Abbotsford	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes	Livres	Livres	(*Hundredweight*, *quarter* et livres)	(*Hundredweight*, *quarter* et livres)
	L'Ange Gardien	Minots	Minots	Minots	(tonnes)	Livres	–	(livres)	(livres)
	Saint-Césaire	Minots	Minots	Minots	Bottes (bottes)	Livres	Livres	Barils (barils)	Barils
	Saint-Damase	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Saint-Dominique	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(quintaux)	Quintaux
	Saint-Hyacinthe, Ville	Minots	Minots	Minots	–	–	–	–	Quarts
	Saint-Pie	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
Saint- Maurice	Maskinongé	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(livres)	(livres)
	Paroisse de Trois-Rivières	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Quintaux	Quintaux
	Pointe du Lac	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Livres
	Rivière du Loup	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(barils)	(barils)
	Saint-Barnabé	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Didace	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	–	Livres
	Saint-Étienne, Fief	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	–	–
	Saint-Léon	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(barils)	(barils)
	Saint-Paulin	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Livres	Livres
	Sainte-Ursule	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux (quintaux)	Quintaux (quintaux)
	Ville de Trois-Rivières	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(barils)	(barils) Livres
	Yamachiche	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	(livres) Quintaux	Quintaux
Terrebonne	Lacorne	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Bottes	Livres	Livres	(livres)	Livres
	Paroisse de Sainte-Thérèse	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres	Livres
	Saint-François de Sales	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres	Livres
	Saint-Janvier	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres	Livres
	Saint-Jérôme	Minots	Minots	Minots	Bottes (bottes)	Livres	Livres	Livres Quintaux	Livres Quintaux
	Saint-Vincent de Paul	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	–	Livres	Livres
	Sainte-Anne	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Rose	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	(livres)	(Livres)
	Terrebonne	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres	Livres

1. Cette unité est mentionnée par un seul déclarant.

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1851* (suite)

Comté	Localité	Avoine	Blé	Pommes de terre	Foin	Beurre	Fromage	Bœuf	Lard
Vaudreuil	Isle Perrot	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Livres	Livres
	Rigaud	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Livres
	Saint-Clet	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Saint-Ignace	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Livres	Livres
	Saint-Joseph	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Barils	Quintaux
	Saint-Polycarpe	Minots	Minots	Minots	Bottes	Livres	Livres	Quintaux	Quintaux
	Sainte-Marthe	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	(bottes)	Livres	Livres	*Hundredweight / (short hundredweight)* Quintaux	Livres (livres)
	Vaudreuil	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Boisseaux Minots	Bottes	Livres	Livres –	Barils Livres	Livres
	Village de Vaudreuil	Minots	Minots	–	(bottes)	Livres	–	Barils	Barils
Verchères	Sainte-Julie	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	(quintaux)	(quintaux)
Yamaska	Saint-David	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	Quintaux	Barils
	Saint-Zéphirin	Minots	Minots	Minots	(bottes)	Livres	–	*Hundredweight*	Quintaux

Légende

Unité : Unité indiquée dans les listes nominatives

Unité	Équivalence
1 botte	16 livres
1 boisseau	1 boisseau de Winchester
1 minot	1,107 boisseau
1 tonne	2 000 livres

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1871*

Comté	Localité	Blé de printemps	Blé d'automne	Avoine	Pommes de terre	Foin
Argenteuil	Saint-André	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Saint-Jérusalem	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Mille Isles	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
Bagot	Saint-Pie	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Dominique	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Rosalie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Simon	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Hugues	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Hélène	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Liboire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Beauce Est	Saint-Elzéar	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Marie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes Tonnes
	Saint-Frédéric	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Joseph	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-François	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Georges	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Beauharnois	Saint-Clément	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Beauharnois	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Étienne	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Timothée	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Louis	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Cécile	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Stanislas	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Bellechasse Nord	Beaumont	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Charles	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Gervais	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Michel	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Raphaël	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Vallier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Bellechasse Sud	Saint-Lazare	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Berthier	Lavaltrie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Lanoraie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Berthier	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Ville de Berthier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Isle du Pads	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Barthélémy	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Cuthbert	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Norbert	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Gabriel, Saint-Damien et arrière	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Chambly	Saint-Lambert	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Longueuil	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Longueuil	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Hubert	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Chambly	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Chambly	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Bassin de Chambly	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Bruno	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Boucherville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Boucherville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Champlain Nord	Mont Carmel	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Narcisse	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Stanislas	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Tite	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Flore	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Champlain Sud	Cap de la Magdeleine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Maurice	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	La Visitation	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Luc	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-François Xavier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Geneviève	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Anne de la Pérade	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Prosper	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Charlevoix	Petite Rivière	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Isle aux Coudres	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Baie Saint-Paul	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Urbain	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Les Éboulements	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Settrington	Minots	–	Minots	Minots	Bottes

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1871* (suite)

Comté	Localité	Blé de printemps	Blé d'automne	Avoine	Pommes de terre	Foin
Charlevoix (suite)	Saint-Irénée	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Agnès	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Malbaie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Fidèle	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Siméon	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Châteauguay	Saint-Joachim	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Philomène	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Martine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Urbain	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean Chrysostôme	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Antoine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Malachie	Minots	–	Minots	Minots	Tonnes
Comté de Lévis	Saint-Henri	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean Chrysostôme	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Etchemin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Nicholas	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Étienne	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Lambert	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Comté de Québec	Saint-Columban	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Foy	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	L'Ancienne Lorette	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	La Jeune Lorette	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Charlesbourg	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Beauport	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes Tonnes
	Saint-Dunstan	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Valcartier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Gabriel Ouest	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Deux-Montagnes	Saint-Placide	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Lac des Deux Montagnes	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Joseph	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Eustache	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Saint-Eustache	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Augustin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Benoit	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Hermas	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Sainte-Scholastique	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Sainte-Scholastique	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Canut	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Columban	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
Dorchester Est	Saint-Anselme	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Claire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Dorchester Ouest	Saint-Bernard	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Isidore	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Hénédine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Marguerite	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Hochelaga	Paroisse de Montréal	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Côte des Neiges	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean Baptiste	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Côteau Saint-Louis	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Hochelaga	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Longue Pointe	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Pointe aux Trembles	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Rivière des Prairies	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sault au Récollet	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Côte de la Visitation	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Huntingdon Est	Franklin	Minots	–	Minots	Minots	Tonnes
Iberville	Henriville	Minots	–	Minots	Minots	Tonnes
	Saint-Athanase	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Iberville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Grégoire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Brigitte	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Alexandre	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Sébastien	Minots	–	Minots	Minots	Tonnes
Jacques Cartier	Paroisse de Lachine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Lachine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Laurent	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de la Pointe Claire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de la Pointe Claire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Anne	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Sainte-Geneviève	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Sainte-Geneviève	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Isle Bizard	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Joliette	Saint-Paul	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Charles Borromée	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Joliette	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Thomas	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Elizabeth	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Félix de Valois	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Mélanie	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Béatrice	Minots	–	Minots	Minots	Minots
	Sainte-Émilie et Tracy	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Kamouraska	Sainte-Anne	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Onésime, Ixworth et Chapais	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Rivière Ouelle	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Pacôme	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Denis	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Philippe	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Mont Carmel	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Kamouraska	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Kamouraska	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Paschal	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	St-André et Notre Dame du Portage	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Ste-Hélène, Bungay et Chabot	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	St-Alexandre, Parke et Saint-Antonin	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1871* (suite)

Comté	Localité	Blé de printemps	Blé d'automne	Avoine	Pommes de terre	Foin
Laprairie	Paroisse de Laprairie	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Laprairie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Philippe	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jacques	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Constant	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Isidore	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sault Saint-Louis	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
L'Assomption	Saint-Charles	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Henri	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Lin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Roch	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Paul	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Repentigny	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Sulpice	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de l'Assomption	Minots	–	Minots	Minots	Minots
	Village de l'Assomption	Minots	–	Minots	Minots	Minots
	L'Épiphanie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Laval	Sainte-Dorothée	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse Sainte-Rose	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Sainte-Rose	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Martin	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Vincent	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-François	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
L'Islet	L'Islet et Saint-Eugène	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean Port Joli	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Aubert et Fournier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Roch	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Cyrille, Lessard, Beaubien, Arago et Leverrier	Minots		Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Louise et Ashford	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Lotbinière	Saint-Jean Deschaillons	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Emilie	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Lotbinière	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Édouard	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Croix	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Flavien	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Antoine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Apollinaire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Agapit	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Agathe	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Giles	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Sylvestre	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Maskinongé	Maskinongé	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Rivière du Loup	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Justin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Ursule	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Léon	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Didace	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Paulin	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Missisquoi	Saint-Thomas	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Saint-Georges	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Saint-Armand Ouest	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Philipsburg	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Saint-Armand Est	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Frelighsburg		–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
	Notre Dame des Anges	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
Montcalm	Saint-Jacques	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Liguori	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Alexis	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Esprit	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Julienne	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Montmagny	Berthier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Thomas	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Montmagny	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Cap Saint-Ignace, Bourdages, Patton et Talon	Minots		Minots	Minots	Bottes
	Saint-François	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Pierre	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Isle aux Grues	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Montmorency	Saint-Laurent	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Pierre	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Famille	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-François	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	L'Ange Gardien	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Laval	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Château Richer	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Anne	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Joachim	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Féréol	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Tite	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Montréal Centre	Ouest (Cité de Montréal)	–	–	–	–	–
	Centre (Cité de Montréal)	–	–	–	–	–
	Est (Cité de Montréal)	–	–	–	–	–
Montréal Est	Saint-Louis (Cité de Montréal)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes Tonnes
	Saint-Jacques (Cité de Montréal)	–	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Marie (Cité de Montréal)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Montréal Ouest	Sainte-Anne (Cité de Montréal)	–	–	–	Boisseaux	Tonnes
	Saint-Antoine (Cité de Montréal)	Boisseaux		Boisseaux	Boisseaux	Bottes
	Saint-Laurent (Cité de Montréal)	–	–	–	Boisseaux	Bottes

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1871* (suite)

Comté	Localité	Blé de printemps	Blé d'automne	Avoine	Pommes de terre	Foin
Napierville	Paroisse de Saint-Rémi	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Saint-Rémi	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Michel	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Édouard	Minots	–	Minots	Minots	Minots
	Sherrington	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Bottes
		Minots		Minots	Minots	
	Saint-Cyprien	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Nicolet	Nicolet	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Grégoire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Larochelle	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Angèle	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Bécancour	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
						Tonnes
	Sainte-Gertrude	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Gentilly et Blandford	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Pierre les Becquets	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Célestin	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Monique	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Perpétue	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Brigitte	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Léonard	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Portneuf	Les Grondines	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Casimir	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Deschambault	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Alban	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Portneuf	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Cap Santé	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Les Écureuils	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Bazile	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Raymond	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Pointe aux Trembles	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Neuville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Augustin	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Catherine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Québec Centre	Palais (Cité de Québec)	–	–	–	Minots	–
	Saint-Jean (Cité de Québec)	–	–	–	–	–
	Saint-Louis (Cité de Québec)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Montcalm (Cité de Québec)	–	–	Minots	Minots	Bottes
	Banlieue (Banlieue)	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Québec Est	Quartier Saint-Roch (Cité de Québec)	–	–	–	–	–
	Jacques Cartier (Cité de Québec)	–	–	Minots	–	Bottes
	Saint-Roch Sud (Saint-Roch)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Roch Nord (Saint-Roch)	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
Québec Ouest	Saint-Pierre (Cité de Québec)	–	–	–	–	–
	Champlain (Cité de Québec)	–	–	–	Minots	–
	Montcalm (Cité de Québec)	–	–	Minots	Minots	Bottes
	Banlieue Sud (Banlieue)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Richelieu	Saint-Roch	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Ours	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Saint-Ours	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Victoire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Sorel	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Ville de Sorel	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Robert	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Aimé	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Marcel	Minots	–	Minots	Minots	Tonnes
Rimouski Est	Sainte-Flavie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Angèle de Mérici	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Métis	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Rimouski Ouest	Saint-Simon	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Mathieu de Rioux	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Fabien	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Cécile du Bic	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Germain de Rimouski	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Ville de Rimouski	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Anaclet	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Luce	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Donat	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Rouville	Richelieu	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Mathias	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Hilaire	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jean Baptiste	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Marie	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Marieville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Angèle	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Césaire	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Saint-Césaire	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Abbotsford	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	L'Ange Gardien	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Canrobert	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Saint-Hyacinthe	Saint-Damase	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	La Présentation	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Charles	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Denis	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Jude	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Barnabé	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Hyacinthe	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Cité de Saint-Hyacinthe	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Hyacinthe le Confesseur	Minots	–	Minots	Minots	Bottes

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Types de poids et mesures consignés par les recenseurs, selon la localité et le type de production, 1871* (suite)

Comté	Localité	Blé de printemps	Blé d'automne	Avoine	Pommes de terre	Foin
Saint-Jean, Québec	Lacolle	Boisseaux	–	Boisseaux	Boisseaux	Tonnes
		Minots		Minots	Minots	
	Saint-Valentin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	L'Acadie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Jean	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Ville de Saint-Jean	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Luc	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Saint-Maurice Sud	Pointe du Lac	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Yamachiche	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Sévère	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Barnabé	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Étienne	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Soulanges	Saint-Zotique	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Polycarpe	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
						Tonnes
	Saint-Clet	Minots	Minots	Minots	Minots	Tonnes
	Saint-Ignace	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Côteau Landing	Minots	–	Minots	Minots	Tonnes
	Les Cèdres	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Soulanges	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Témiscouata	Notre Dame du Portage	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Rivière du Loup	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Fraserville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Cacouna	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Cacouna	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Isle Verte	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Eloi	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Trois Pistoles	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Antonin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Arsène	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Terrebonne	Ville de Terrebonne	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Terrebonne	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Sainte-Thérèse	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Sainte-Thérèse	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Janvier	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Anne	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Sophie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	New-Glasgow	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Saint-Jérôme	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Village de Saint-Jérôme	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Sauveur	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Adèle	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Trois-Rivières	Saint-Philippe (Ville de Trois-Rivières)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Louis (Ville de Trois-Rivières)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Ursule (Ville de Trois-Rivières)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Notre Dame (Ville de Trois-Rivières)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse des Trois Rivières	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Vaudreuil	Isle Perrot	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Vaudreuil	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
						Tonnes
	Village de Vaudreuil	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Rigaud	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Marthe	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Verchères	Paroisse de Varennes	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Village de Varennes	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Sainte-Julie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Belœil	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Marc	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Paroisse de Verchères	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Contrecœur	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Antoine	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Ville de Lévis	Saint-Laurent (Ville de Lévis)	–	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Lauzon (Ville de Lévis)	Minots		Minots	Minots	Bottes
	Notre Dame (Ville de Lévis)	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Bienville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Lauzon	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Notre Dame de la Victoire	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Joseph	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
Yamaska	Saint-Michel	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Yamaska	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-François	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Pierreville	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	La Baie	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Zéphirin	Minots	–	Minots	Minots	Bottes
	Saint-Pie	Minots	Minots	Minots	Minots	Bottes
	Saint-David	Minots	–	Minots	Minots	Bottes

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

CHAPITRE 4 : LA POUSSÉE INDUSTRIELLE

Notre source principale, les recensements canadiens, ne permet pas de cerner aussi bien qu'on l'eût souhaité les transformations de l'appareil de production au cours des quatre décennies couvertes par notre étude. La comparaison entre les données de 1831, de 1851 et celles de 1871 est hasardeuse sous plusieurs aspects. L'éventail des informations recueillies s'est considérablement élargi d'un recensement à l'autre. De plus, les données n'ont pas été consignées de la même manière. Enfin, si nous disposons de la totalité des listes nominatives de 1871, de nombreuses listes de 1831 et, surtout, de 1851 sont manquantes, notamment celles qui se rapportent à Montréal. Un lot d'informations incomplètes, des imprécisions, des confusions entachent chacun des recensements.

Il est toutefois possible, à l'aide de quelques variables, de brosser à grands traits un portrait de la base productive non agricole de l'axe laurentien entre 1831 et 1871, et d'entrevoir l'ampleur de certains changements survenus durant cette période.

Commentaires relatifs aux données de 1831 et de 1851

Le recensement de 1831 ne mentionne encore que les grands équipements : les moulins à farine et à scie, les fonderies et les distilleries, par exemple. Pour cette première année de référence de notre étude, nos relevés sont fondés sur les agrégés du recensement, dont les données ont toutes été normalisées depuis nos premières versions.

Le recensement de 1851 est plus riche d'informations. Non seulement il fait état des grands équipements, mais aussi des ateliers et des boutiques. Encore là, les données ont été normalisées. Toutefois, comme on l'a vu, un grand nombre de listes nominatives sont manquantes. Il nous a donc fallu recourir à la version publiée du recensement pour établir quelques repères à l'échelle du territoire de l'axe et établir des comparaisons entre l'année 1851 et l'année 1831, sur la base des grands équipements mentionnés dans les agrégés du recensement de 1831. Quant aux traitements effectués à partir des listes nominatives du recensement de 1851, ils ont fait l'objet d'une présentation détaillée sous la signature de Jocelyn Morneau, France Normand et Claude Bellavance.

Commentaires relatifs aux données de 1871

Pour 1871, nous avons utilisé le fichier CANIND 1871 élaboré par Elizabeth Bloomfield, Gerald Bloomfield et Peter McCaskell à partir des listes nominatives du recensement. Celui-ci contient, en principe, l'ensemble des informations du relevé industriel effectué au Québec. Nous avons simplement rendu le fichier compatible avec notre stratégie d'enquête en lui greffant des codes qui assurent le repérage, le classement et la cartographie des informations, selon nos propres critères. Nous avons utilisé ce fichier comme source, sans recourir, il est important de le préciser, aux normes de classement introduites par les responsables de CANIND 1871 en vue du traitement des informations. Nous avons préféré nous en tenir aux catégories que nous avons définies dans nos travaux antérieurs, en particulier pour rendre possible la comparaison avec l'année 1851.

Nous avons soumis le contenu du fichier à une analyse de structure et effectué une série de tests ponctuels pour en vérifier la conformité avec les listes nominatives (voir Michel Boisvert, Jocelyn Morneau et France Normand, *Rapport : critique du recensement de 1871 et évaluation du fichier CANIND71*), ce qui nous a permis de repérer ici et là des informations mal saisies et de les corriger au besoin. Au cours du traitement, nous avons repéré d'autres anomalies et apporté les corrections nécessaires au fichier. Au total, toutefois, nos interventions sur le contenu du fichier ont été peu nombreuses, en grande partie parce que nous avons limité nos traitements à certaines données. Un usage extensif du fichier exigerait une vérification systématique, en particulier pour corriger nombre de transcriptions erronées de noms et de prénoms de personnes, et autres dénominations.

Bien que l'information soulève certains problèmes, le nombre de travailleurs nous est apparu comme la variable la moins risquée pour caractériser le plus largement possible les activités de production en 1871.

D'abord, on devrait prendre en considération la durée variable des opérations au cours de l'année. Certains équipements, tels les moulins à carder et à fouler, fonctionnent durant quelques semaines, d'autres, telles les scieries, durant plusieurs mois, et d'autres encore, tels les ateliers de vêtements ou les cordonneries, durant presque toute l'année. Dans plusieurs cas où des équipements distincts se trouvent dans un même lieu de travail, une petite scierie aménagée à même un moulin à farine par exemple, rien n'interdit de penser que le fonctionnement de ces équipements est assuré par les mêmes individus qui les utilisent en alternance. Par ailleurs, dans le cas des grandes scieries, le nombre de travailleurs comprend souvent le personnel attaché à des tâches connexes au sciage, comme le flottage des pièces de bois. Parfois, le nombre de travailleurs se rapporte à plusieurs équipements sans plus de précision. Seuls les équipements présentant ce dernier type de difficulté ont été éliminés de nos calculs. Aussi, pour diverses raisons, ne doit-on considérer que comme un ordre de grandeur le nombre de 54 499 travailleurs retracés à l'échelle de l'axe.

Nous estimons néanmoins qu'on peut tirer de ces données relatives à la main-d'œuvre des indices valables pour faire ressortir les grandes structures de l'économie et mettre ainsi en perspective, sur une base comparative, les régions et les secteurs géogra-

phiques de l'axe. Pour aller plus loin dans l'analyse de l'appareil productif, il faudra examiner cas par cas les différents équipements de manière à mieux tenir compte des conditions réelles du travail.

Nous n'avons pas retenu, dans ce panorama de l'appareil productif de l'axe, les valeurs monétaires inscrites par le recenseur (comme le capital investi, la masse salariale ou les chiffres de production), pourtant essentielles pour caractériser convenablement le régime de production, parce qu'elles posent au chercheur encore plus de problèmes que les informations relatives à l'emploi. On arrivera à traiter ces autres variables au prix d'un énorme effort de validation, unité par unité et, selon notre hypothèse, en opérant des sélections représentatives d'établissements et d'équipements dont on contrôlera les données de manière satisfaisante. Sans ce travail méticuleux, les interprétations de l'appareil de production québécois de cette période n'auront guère de fondement. Il reste beaucoup à faire avant qu'on puisse offrir une vision acceptable des diverses dimensions de l'économie québécoise au XIX^{e} siècle.

En 1871, la catégorie « activités diverses » s'est enrichie de très nombreuses mentions qui n'avaient même pas été signalées en 1851. C'est la plus hétérogène de nos catégories. Y figurent toutes les unités mentionnées par les recenseurs sous la rubrique industrielle et qui n'ont pas trouvé place dans nos neuf autres catégories. Nous n'avons pas éliminé d'unités parmi celles qui ont été retracées dans ce vaste ensemble hétéroclite, faute d'informations pour mener convenablement cette opération. Nous avons toutefois subdivisé la catégorie « activités diverses » en sept sous-catégories afin de mieux faire ressortir certaines activités qui caractérisent fortement le milieu urbain de la seconde moitié du siècle. À l'évidence, plusieurs comportent une importante fonction de service ; tel est le cas du studio du photographe ou de l'atelier artistique, par exemple. D'autres se présentent comme des organisations vouées à l'exécution de grands travaux d'utilité publique. D'autres encore ont un rapport étroit avec la construction et l'entretien d'immeubles, par exemple l'atelier du plombier. Nous avons fait en sorte que les intitulés de sous-catégories soient à cet égard explicites quant aux domaines présumés d'activité.

Équipements selon la taille (nombre de travailleurs) par secteurs et par catégories, 1871

	Moins de 10	De 10 à 49	De 50 à 99	100 ou plus	Non défini	10 ou plus	Total
bois	23	2				2	25
cuir	12	1				1	13
fer et métal	27					0	27
alimentation	14					0	14
vêtement	11	2				2	13
textile	7					0	7
matériel de transport	6					0	6
minéraux non métalliques	4					0	4
activités diverses							
productions animales et végétales	1					0	1
indéfinies	2					0	2
Île Jésus	107	5	0	0	0	5	112
bois	50	3				3	53
cuir	45	1	1			2	47
fer et métal	63	7	1	1	1	9	73
alimentation	23	4				4	27
vêtement	4					0	4
textile	3					0	3
matériel de transport	21	3				3	24
minéraux non métalliques	5	4		1		5	10
produits chimiques	4					0	4
activités diverses							
photographie, arts et ornementation	1					0	1
imprimerie, reliure, etc.	2					0	2
productions animales et végétales	7		1			1	8
indéfinies	21					1	3
Île de Montréal et île Bizard	230	23	3	2	1	28	259
bois	56	1				1	57
cuir	28					0	28
fer et métal	52					0	52
alimentation	21					0	21
vêtement	4					0	4
textile	8					0	8
matériel de transport	16					0	16
minéraux non métalliques	9	1	1			2	11
produits chimiques	6					0	6
activités diverses							
photographie, arts et ornementation	1					0	1
productions animales et végétales	1					0	1
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	202	2	1	0	0	3	205
bois	452	9	1	1	1	11	464
cuir	189	4	1			5	194
fer et métal	226	1				1	22
alimentation	149	1				1	150
vêtement	36	2				2	38
textile	53	1				1	54
matériel de transport	67	2				2	69
minéraux non métalliques	102				2	0	104

Équipements selon la taille (nombre de travailleurs) par secteurs et par catégories, 1871 (suite)

	Moins de 10	De 10 à 49	De 50 à 99	100 ou plus	Non défini	10 ou plus	Total
produits chimiques	52					0	52
activités diverses							
bâtiments et grands travaux		1				1	1
photographie, arts et ornementation	2					0	2
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	3					0	3
imprimerie, reliure, etc.	2					0	2
productions animales et végétales	3					0	3
indéfinies	2					0	2
Rive-Nord de Montréal	1 338	21	2	1	3	24	1 365
bois	371	6			5	6	382
cuir	339	3	1			4	343
fer et métal	444	8			4	8	456
alimentation	199	3				3	202
vêtement	116	9				9	125
textile	65	5	2			7	72
matériel de transport	160	4	1		1	5	166
minéraux non métalliques	68	4				4	72
produits chimiques	22					0	22
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	3	2				2	5
photographie, arts et ornementation	9					0	9
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	11					0	11
imprimerie, reliure, etc.	4	3				3	7
productions animales et végétales	8					0	8
pharmacopée, instruments médicaux et santé	2					0	2
indéfinies	13	2		3	1	5	19
Rive-Sud de Montréal	1 834	49	4	3	11	56	1 901
bois	104	55	5		1	60	165
cuir	94	36	7	16		59	153
fer et métal	101	33	9	9		51	152
alimentation	71	26	2	2		30	101
vêtement	173	59	12	6	2	77	252
textile	13	3	1			4	17
matériel de transport	22	12	3	1		16	38
minéraux non métalliques	8	16	2	1		19	27
produits chimiques	4	1		1		2	6
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	2	2	2			4	6
photographie, arts et ornementation	35	6	1			7	42
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	24	9				9	33
imprimerie, reliure, etc.	18	16	6	1		23	41
productions animales et végétales	31	10	1	2		13	44
pharmacopée, instruments médicaux et santé	16	5				5	21
indéfinies	32	9	2		1	11	44
Ville de Montréal	748	298	53	39	4	390	1 142
bois	35					0	35
cuir	21					0	21
fer et métal	21					0	21
alimentation	7					0	7
vêtement	8					0	8
textile	5					0	5
matériel de transport	27					0	27
minéraux non métalliques	3	1				1	4
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	2					0	2
Île d'Orléans	129	1	0	0	0	1	130
bois	284	9	4	1		14	298
cuir	103	7	2			9	112
fer et métal	174	2	2			4	178
alimentation	128					0	128
vêtement	4					0	4
textile	67	1				1	68
matériel de transport	67	1	1	1		3	70
minéraux non métalliques	149	3	1			4	153
produits chimiques	8					0	8
activités diverses							
bâtiments et grands travaux		1	1	3		5	5
photographie, arts et ornementation	2					0	2
productions animales et végétales	12	1	1			2	14
indéfinies	6	4				4	10
Rive-Nord de Québec	1 004	29	12	5	0	46	1 050
bois	644	9	8	5	21	22	687
cuir	331	2			1	2	334
fer et métal	466	9		1	2	10	478
alimentation	245				1	0	246
vêtement	55					0	55
textile	95	1			1	1	97
matériel de transport	137	4	3	3	1	10	148
minéraux non métalliques	46	3				3	49
produits chimiques	33	1				1	34
activités diverses							
photographie, arts et ornementation	1					0	1
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	7				1	0	8
imprimerie, reliure, etc.	2					0	2
productions animales et végétales	10					0	10
indéfinies	7	2				2	9
Rive-Sud de Québec	2 079	31	11	9	28	51	2 158
bois	51	17	1	1		19	70

Équipements selon la taille (nombre de travailleurs) par secteurs et par catégories, 1871 (suite)

	Moins de 10	De 10 à 49	De 50 à 99	100 ou plus	Non défini	10 ou plus	Total
cuir	79	20	5	3		28	107
fer et métal	58	12	1			13	71
alimentation	43	6	1			7	50
vêtement	74	15	1			16	90
textile	3					0	3
matériel de transport	15	9	1	3	1	13	29
minéraux non métalliques	2	1				1	3
produits chimiques	1		1			1	2
activités diverses							
bâtiments et grands travaux			1			1	1
photographie, arts et ornementation	13					0	13
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	13					0	13
imprimerie, reliure, etc.	10	13	1			14	24
productions animales et végétales	9	2				2	11
pharmacopée, instruments médicaux et santé	1					0	1
indéfinies	12	1				1	13
Ville de Québec	384	96	12	8	1	116	501
bois	172	4	2	4		10	182
cuir	111	2	1			3	114
fer et métal	101	1		2	1	3	105
alimentation	60					0	60
vêtement	25	7	3	1		11	36
textile	26	1				1	27
matériel de transport	47	2				2	49
minéraux non métalliques	16	1				1	17
produits chimiques	6					0	6
activités diverses							
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	2					0	2
imprimerie, reliure, etc.	1					0	1
productions animales et végétales	1					0	1
indéfinies	3					0	3
Rive-Nord de Trois-Rivières	571	18	6	7	1	31	603
bois	100	6	1	2	1	9	110
cuir	65					0	65
fer et métal	87	1				1	88
alimentation	52					0	52
vêtement	11					0	11
textile	17				2	0	19
matériel de transport	31	2				2	33
minéraux non métalliques	15	4				4	19
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	1					0	1
photographie, arts et ornementation	1					0	1
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	2					0	2
productions animales et végétales	35					0	35
Rive-Sud de Trois-Rivières	417	13	1	2	3	16	436
bois	14	1		2		3	17
cuir	18	2				2	20
fer et métal	18	3				3	21
alimentation	29					0	29
vêtement	24	5	2			7	31
textile	2					0	2
matériel de transport	7					0	7
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	1					0	1
photographie, arts et ornementation	1					0	1
imprimerie, reliure, etc.	2	1				1	3
productions animales et végétales	1					0	1
pharmacopée, instruments médicaux et santé	1					0	1
indéfinies	3					0	3
Ville de Trois-Rivières	121	12	2	2	0	16	137
Total de tous les secteurs	**9 164**	**598**	**107**	**78**	**52**	**783**	**9 999**

Main-d'œuvre selon la taille des équipements (nombre de travailleurs) par secteurs et par catégories, 1871

	Moins de 10	De 10 à 49	De 50 à 99	100 ou plus	Non défini	10 ou plus	Total
bois	43	23				23	66
cuir	22	26				26	48
fer et métal	47					0	47
alimentation	23					0	23
vêtement	27	53				53	80
textile	7					0	7
matériel de transport	33					0	33
minéraux non métalliques	10					0	10
activités diverses							
productions animales et végétales	2					0	2
indéfinies	5					0	5
Île Jésus	219	102	0	0	0	102	321
bois	111	51				51	162
cuir	69	24	80			104	173
fer et métal	95	186	61	262	0	509	604
alimentation	53	75				75	128
vêtement	6					0	6
textile	4					0	4

Main-d'œuvre selon la taille des équipements (nombre de travailleurs) par secteurs et par catégories, 1871 (suite)

	Moins de 10	De 10 à 49	De 50 à 99	100 ou plus	Non défini	10 ou plus	Total
matériel de transport	42	47				47	89
minéraux non métalliques	16	92		117		209	225
produits chimiques	11					0	11
activités diverses							
photographie, arts et ornementation	1					0	1
imprimerie, reliure, etc.	7					0	7
productions animales et végétales	24		58			58	82
indéfinies	14	38				38	52
Île de Montréal et île Bizard	453	513	199	379	0	1 091	1 544
bois	105	10				10	115
cuir	37					0	37
fer et métal	78					0	78
alimentation	43					0	43
vêtement	12					0	12
textile	15					0	15
matériel de transport	27					0	27
minéraux non métalliques	22	12	84			96	118
produits chimiques	10					0	10
activités diverses							
photographie, arts et ornementation	1					0	1
productions animales et végétales	6					0	6
Vaudreuil-Soulanges et île Perrot	356	22	84	0	0	106	462
bois	689	178	60	215	0	453	1 142
cuir	327	117	54			171	498
fer et métal	362	28				28	390
alimentation	263	11				11	274
vêtement	111	30				30	141
textile 8	6	19				19	105
matériel de transport	155	23				23	178
minéraux non métalliques	154				0	0	154
produits chimiques	77					0	77
activités diverses							
bâtiments et grands travaux		10				10	10
photographie, arts et ornementation	4					0	4
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	3					0	3
imprimerie, reliure, etc.	6					0	6
productions animales et végétales	10					0	10
indéfinies	7					0	7
Rive-Nord de Montréal	2 254	416	114	215	0	745	2 999
bois	768	94			0	94	862
cuir	664	71	89			160	824
fer et métal	761	196			0	196	957
alimentation	388	32				32	420
vêtement	350	204				204	554
textile	133	77	114			191	324
matériel de transport	375	52	54		0	106	481
minéraux non métalliques	171	63				63	234
produits chimiques	30					0	30
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	10	37				37	47
photographie, arts et ornementation	17					0	17
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	20					0	20
imprimerie, reliure, etc.	27	47				47	74
productions animales et végétales	15					0	15
pharmacopée, instruments médicaux et santé	6					0	6
indéfinies	31	72		480	0	552	583
Rive-Sud de Montréal	3 766	945	257	480	0	1 682	5 448
bois	407	1 137	350		0	1 487	1894
cuir	349	827	476	3 883		5 186	5 535
fer et métal	384	710	594	1 441		2 745	3 129
alimentation	276	466	155	339		960	1 236
vêtement	616	1 204	763	1 536	0	3 503	4 119
textile 50	45	94				139	189
matériel de transport	79	176	204	790		1 170	1 249
minéraux non métalliques	45	396	110	150		656	701
produits chimiques	20	10		370		380	400
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	15	55	100			155	170
photographie, arts et ornementation	96	75	51			126	222
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	87	151				151	238
imprimerie, reliure, etc.	90	391	394	147		932	1 022
productions animales et végétales	139	185	84	950		1 219	1 358
pharmacopée, instruments médicaux et santé	69	62				62	131
indéfinies	108	176	170		0	346	454
Ville de Montréal	2 830	6 066	3 545	9 606	0	19 217	22 047
bois	51					0	51
cuir	30					0	30
fer et métal	29					0	29
alimentation	9					0	9
vêtement	9					0	9
textile	12					0	12
matériel de transport	40					0	40
minéraux non métalliques	416					16	20
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	2					0	2
Île d'Orléans	186	16	0	0	0	16	202
bois	491	192	235	526		953	1 444
cuir	227	126	170			296	523
fer et métal	265	25	177			202	467
alimentation	230					0	230
vêtement	7					0	7
textile	80	30				»30	110

Main-d'œuvre selon la taille des équipements (nombre de travailleurs) par secteurs et par catégories, 1871 (suite)

	Moins de 10	De 10 à 49	De 50 à 99	100 ou plus	Non défini	10 ou plus	Total
matériel de transport	117	36	54	100		190	307
minéraux non métalliques	272	68	60			128	400
produits chimiques	13					0	13
activités diverses							
bâtiments et grands travaux		11	90	420		521	521
photographie, arts et ornementation	2					0	2
productions animales et végétales	47	18	50			68	115
indéfinies	20	119				1191	39
Rive-Nord de Québec	1 771	625	836	1 046	0	2 507	4 278
bois	995	298	505	820	0	1 623	2 618
cuir	541	25			0	25	566
fer et métal	631	161		100	0	261	892
alimentation	404				0	0	404
vêtement	118					0	118
textile	140	12			0	12	152
matériel de transport	246	71	204	316	0	591	837
minéraux non métalliques	108	36				36	144
produits chimiques	42	12				12	54
activités diverses							
photographie, arts et ornementation	1					0	1
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	13				0	0	13
imprimerie, reliure, etc.	9					0	9
productions animales et végétales	17					0	17
indéfinies	9	65				65	74
Rive-Sud de Québec	3 274	680	709	1 236	0	2 625	5 899
bois	175	332	97	120		549	724
cuir	286	333	359	1 286		1 978	2 264
fer et métal	153	197	52			249	402
alimentation	138	128	51			179	317
vêtement	251	233	65			298	549
textile	16					0	16
matériel de transport	43	133	80	495	0	708	751
minéraux non métalliques	16	12				12	28
produits chimiques	5			124		124	129
activités diverses							
bâtiments et grands travaux			75			75	75
photographie, arts et ornementation	36					0	36
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	32					0	32
imprimerie, reliure, etc.	22	281	57			338	360
productions animales et végétales	52	43				43	95
pharmacopée, instruments médicaux et santé	8					0	8
indéfinies	34	30				30	64
Ville de Québec	1 267	1 722	836	2 025	0	4 583	5 850
bois	298	89	100	781		970	1 268
cuir	178	32	56			88	266
fer et métal	170	10		400	0	410	580
alimentation	99					0	99
vêtement	43	115	192	100		407	450
textile	43	20				20	63
matériel de transport	94	27				27	121
minéraux non métalliques	37	12				12	49
produits chimiques	10					0	10
activités diverses							
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	3					0	3
imprimerie, reliure, etc.	7					0	7
productions animales et végétales	1					0	1
indéfinies	5					0	5
Rive-Nord de Trois-Rivières	988	305	348	1 281	0	1 934	2 922
bois	216	95	50	295	0	440	656
cuir	103					0	103
fer et métal	125	21				21	146
alimentation	89					0	89
vêtement	31					0	31
textile	32				0	0	32
matériel de transport	71	65				65	136
minéraux non métalliques	93	41				41	134
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	1					0	1
photographie, arts et ornementation	2					0	2
horlogerie, bijouterie et autres travaux fins du métal	2					0	2
productions animales et végétales	76					0	76
Rive-Sud de Trois-Rivières	841	222	50	295	0	567	1 408
bois	38	20		400		420	458
cuir	75	47				47	122
fer et métal	57	41				41	98
alimentation	44					0	44
vêtement	106	102	122			224	330
textile	6					0	6
matériel de transport	16					0	16
activités diverses							
bâtiments et grands travaux	5					0	5
photographie, arts et ornementation	1					0	1
imprimerie, reliure, etc.	10	10				10	20
productions animales et végétales	2					0	2
pharmacopée, instruments médicaux et santé	1					0	1
indéfinies	16					0	16
Ville de Trois-Rivières	377	220	122	400	0	742	1 119
Total de tous les secteurs	**18 582**	**11 854**	**7 100**	**16 963**	**0**	**35 917**	**54 499**

CHAPITRE 5 : LES DISPOSITIFS DE L'ÉCHANGE

En ce qui a trait aux marchands et aux commerçants, pour chaque année témoin (1831, 1851 et 1871), nous proposons d'abord un ordre de grandeur de leur effectif à l'échelle du territoire québécois, en détachant la situation des deux grands centres urbains, Québec et Montréal. Ensuite, à l'aide des listes nominatives de recensement, nous examinons les dispositifs de l'échange sur le territoire délimité de l'axe laurentien. Ces trois états se comparent difficilement entre eux. Cela tient essentiellement aux recensements qui se présentent selon une facture et un contenu changeants, sans compter les difficultés intrinsèques que chacun pose à un traitement méthodique. Le portrait de 1871 est nettement plus complexe que ceux de 1831 et 1851, et ce, pour plusieurs raisons, notamment parce que ce recensement est mieux fait que les précédents, davantage détaillé et, chose très importante, parce que les listes nominatives en ont été préservées presque intégralement. Ce n'est pas le cas des recensements de 1831 et 1851 dont un bon nombre de listes sont perdues à jamais.

Nous épargnerons au lecteur les trop nombreuses considérations méthodologiques qui ont jalonné l'élaboration de ces trois états des dispositifs de l'échange. N'en seront retenus que les éléments qui éclairent directement la démarche et la réalité historique.

Le caractère très général des mentions professionnelles relevées sur les listes nominatives, l'absence d'information sur les activités des individus recensés, la dualité linguistique qui a cours sur une part importante du territoire et les pratiques langagières propres aux anglophones et aux francophones de l'époque, l'arbitraire des regroupements de données effectués par les responsables des recensements en vue de la publication des documents officiels, voilà autant de raisons qui invitent à la prudence dans cette saisie des contours du commerce interne.

Le flou qui entoure la terminologie des recensements, sur les listes nominatives aussi bien que dans les documents publiés, reste sans aucun doute l'un des problèmes les plus sérieux qui se posent à quiconque entreprend d'esquisser, à l'aide de ces instruments, les dispositifs de l'échange au siècle dernier. Quelle réalité retrouve-t-on derrière tel titre professionnel, ancien ou nouveau ? A-t-il été proposé par le recensé lui-même ou s'agit-il d'une déduction du recenseur ? Si tel est le cas, les recenseurs répartis sur tout le territoire ont-ils interprété dans le même sens les déclarations des recensés ? Le problème se complique encore à cause de la dualité linguistique. Quelle équivalence établir entre telle expression anglaise et telle appellation française ? Il appert que nombre de francophones ont été recensés par un préposé anglophone et vice versa ; en pareil cas, dans quelle mesure la déclaration du recensé a-t-elle été fidèlement rendue par le recenseur ? Ainsi, en 1871, 171 personnes d'origine irlandaise sont présentées sous le vocable français marchand, 101 sous commerçant, 46 sous épicier ; quant aux personnes d'origine française, 206 sont présentées sous le vocable anglais *merchant,* 148 sous celui de *grocer,* 120 sous *trader* (voir à l'Appendice 1 la présentation détaillée des marchands et des commerçants de l'axe, par origine et par titre professionnel).

D'inégale ampleur, de qualité diverse aussi quant à la facture et au contenu, les trois recensements de référence comportent leur part d'ambiguïtés et d'imperfections.

Les tableaux publiés des recensements sont le résultat d'un double effort d'harmonisation des informations recueillies et d'adaptation linguistique, l'anglais servant de norme. De plus, il est patent que les responsables des recensements ont cherché en 1851 à ajuster leur grille de classement des professions à la situation du Haut-Canada et, en 1871, à celle de l'Ontario. Mais les bases font défaut qui auraient permis de reconstituer d'une manière rigoureuse les regroupements qu'ils ont effectués à partir des listes nominatives. Présentés de surcroît dans une terminologie française problématique, ajoutant aux difficultés sémantiques qui déjà émaillent les listes nominatives, ces regroupements par trop arbitraires donnent une vision passablement déformante de la réalité du commerce interne.

Sur les listes nominatives, la vaste majorité des francophones adonnés au commerce sont désignés simplement comme marchands ou commerçants, plus souvent marchands d'ailleurs que commerçants. En fait, on constate que la terminologie utilisée par les anglophones pour rendre compte des activités liées au commerce est manifestement d'un usage plus varié et sans doute se révèle-t-elle en cela plus indicative que la terminologie française.

Rien sur les listes nominatives ne permet de distinguer les individus recensés sous le titre de marchand de ceux qui le sont sous celui de commerçant. Il y a même tout lieu de croire que les deux termes s'employaient souvent l'un pour l'autre. Il n'est pas plus aisé d'y distinguer un négociant d'un marchand ou d'un commerçant. D'ailleurs, les actes notariés d'époque montrent que ces trois appellations ont pu servir à décrire une même réalité. Mais, quoi qu'il en soit, les responsables des recensements ont éprouvé des difficultés à situer dans leurs tableaux de synthèse les individus désignés par le terme français commerçant. Ils ne les ont pas intégrés à la catégorie des marchands. En 1851, on les retrouve parmi les *storekeepers* et *traders* ; en 1871, ils figurent parmi les *traders* et *dealers*. À défaut de pouvoir mieux les distinguer, nous avons cru qu'il était préférable d'aborder marchands, négociants et autres commerçants à l'intérieur d'un même ensemble. À l'exception cependant

de ceux qui se rattachent à l'alimentation (à savoir les épiciers et assimilés), car nous avons le sentiment que les informations pour ce secteur du commerce sont davantage indicatives de la réalité vécue, tant chez les francophones que chez les anglophones. Ils feront pour cela l'objet d'un traitement à part.

Certains individus adonnés au commerce se sont identifiés grâce à une spécialité, par exemple marchand de foin. Mais, rien ne les obligeant à le faire, nombre d'autres exerçant une activité spécialisée se sont simplement présentés comme marchands ou commerçants, sans plus. On retiendra donc que les données extraites des listes nominatives de recensement sous-estiment le nombre d'individus s'adonnant à des activités commerciales spécialisées. Et il serait hasardeux pour cela de proposer une interprétation de la spécialisation des activités commerciales appuyée sur une base aussi incertaine. Entre autres, cela mènerait à une comparaison biaisée entre francophones et anglophones, étant donné la double tradition qui marque les pratiques langagières des deux groupes linguistiques en présence.

Plusieurs individus recensés comme marchands ou commerçants entretenaient des activités de production, tant agricole qu'industrielle. C'est le cas de concessionnaires forestiers et de propriétaires de scierie identifiés sur les listes nominatives comme marchands ou commerçants de bois. Nous avons tenu compte de ces cas particuliers dans notre analyse, sans toutefois les soustraire de l'effectif du commerce. Pour mieux percevoir le phénomène de la pluriactivité dans la sphère du commerce interne, il faudrait traiter cas par cas la situation de plusieurs milliers d'individus, travail long et complexe qui nécessiterait le recours à des sources complémentaires. Nous y avons renoncé dans le contexte de la présente étude. Rien par ailleurs sur les listes nominatives ne permet non plus de distinguer avec suffisamment de netteté les individus qui participaient au grand commerce extérieur, sauf un très petit nombre parmi eux, comme les gros marchands et les commerçants de bois, encore une fois. Ont été éliminés de ce relevé, en principe, les clercs, commis et autres travailleurs salariés, pour ne retenir que les responsables présumés des commerces : propriétaires, gérants ou tenanciers. Présumés, parce que les rapports de propriété et le niveau de responsabilité des individus dans un établissement ne sont pas directement révélés par les recensements. Dans le Québec du milieu et du troisième tiers du siècle dernier, c'est par milliers déjà que se comptaient les clercs et les commis. Au reste, sur les listes nominatives, peu d'individus sont proprement associés à des activités commerciales. Ici encore, il aurait été bien hasardeux, sans plus d'informations, de vouloir intégrer cette catégorie de travailleurs à l'effectif du commerce.

Notre dénombrement comporte une marge d'incertitude. Elle tient pour une part au choix de titres professionnels qui a présidé au dénombrement des individus. On pourrait discuter, par exemple, de l'opportunité d'inclure dans la sélection les laitiers et *milkmen* ou encore les *storemen,* comme nous l'avons fait. Sont-ils salariés ou autonomes ? La réponse ne peut être tranchée, puisqu'ils pouvaient être l'un ou l'autre. Le même problème se pose pour d'autres intitulés professionnels. Mais ces cas douteux sont en proportion trop faible pour modifier de façon importante l'ordre de grandeur de l'effectif du commerce interne que nous avançons.

Enfin, disposant de listes nominatives complètes du recensement de 1871, nous avons vérifié la présence dans l'axe laurentien de deux groupes de petits producteurs qui s'adonnaient régulièrement à des activités commerciales, ceux des bouchers et des boulangers, mais ils ne sont pas compris dans le dénombrement de l'effectif du commerce interne. Il n'entrait pas dans nos objectifs d'examiner la situation de tous les groupes de petits producteurs (et ils sont nombreux) qui, par leurs activités, participaient au commerce. Les boulangers et les bouchers ont été retenus en raison de leur étroite intégration au circuit de l'échange. On en conclura donc que nous appliquons une notion d'emblée limitative du dispositif du commerce interne, pour nous en tenir à sa partie centrale représentée par les agents directs du commerce.

Quant à l'hébergement, les trois états dressés pour 1831, 1851 et 1871 sont eux aussi très inégaux en raison des caractéristiques et des lacunes des recensements ; ils doivent donc également être interprétés avec prudence.

Entre 1831 et 1871, le vocabulaire et la matérialité même de l'hébergement ont évolué. Au début des années 1830, l'auberge constitue encore la pièce charnière du dispositif de l'hébergement. Elle semble beaucoup moins présente dans le paysage laurentien du début des années 1870 où règne dorénavant l'hôtel sous sa forme moderne. L'efficacité accrue des nouveaux transports a abrégé les temps de parcours et modifié jusqu'aux modalités de déplacement d'un lieu à l'autre, supprimant nombre de relais auparavant obligés. En même temps, il semble que les établissements ont changé d'échelle, l'hôtel accueillant plus de personnes à la fois que l'ancienne auberge. Et, sous la poussée urbaine, le dispositif de l'hébergement est un peu plus varié en 1871 qu'il ne l'était en 1831 ; car, entre-temps, on a vu se multiplier les maisons de pension, dans les principaux centres urbains en particulier et à Montréal surtout.

Tel établissement désigné en 1871 comme hôtel est-il substantiellement différent de l'auberge des décennies antérieures ou s'agit-il d'un établissement de type ancien maintenant désigné sous une appellation adaptée au goût du jour ? Et quant au titre d'hôtelier, correspond-il à une récente réalité professionnelle ou cache-t-il chez certains une nouvelle manière de nommer

l'activité professionnelle qu'on désignait autrefois sous le vocable aubergiste ? Telle taverne offre-t-elle le gîte ? Les personnes liées aux activités d'hébergement sont-elles propriétaires de l'établissement en question ? En assument-elles plutôt la gérance ou y tiennent-elles un rôle subalterne ? On ne saurait répondre d'une manière tranchée à ces questions. Aussi évitera-t-on de supposer un lien direct entre le nombre d'individus repérés et celui des établissements offerts à la population. On a pu observer, en effet, que les chiffres sont significativement différents. Nos relevés faits à partir des listes nominatives visent en principe à cerner le personnel dirigeant présumé, formé de patrons-propriétaires et de mandataires. Présumé, comme dans le cas des marchands et des commerçants, parce que les inscriptions des recensements sont imprécises, ne révélant pas directement le rapport de propriété ni le type de responsabilité. Notre dénombrement comporte donc ici encore une certaine part d'imprécision.

Qu'ils souffrent d'évidentes déformations et qu'ils aient une portée limitée, ces trois états du commerce interne et de l'hébergement nous paraissent néanmoins expressifs de l'équilibre interne de la socioéconomie québécoise au siècle dernier et de sa transformation. Nous avons établi qu'entre 1831 et 1871 le nombre de marchands et de commerçants du Bas-Canada s'est élevé d'environ 2 000 à plus de 8 200, ce qui indiquerait une multiplication par quatre des agents de l'échange tandis que la population progressait d'un peu plus du double, passant de 510 000 à 1 200 000 habitants. Cette croissance accélérée de l'effectif marchand et commerçant atteste à coup sûr une vigoureuse intensification des échanges sur tout le territoire, plus importante même que celle que nous avions pressentie dans nos travaux antérieurs. Toutefois, paradoxe apparent, si on se rapporte aux données publiées des recensements, l'effectif des responsables des établissements d'hébergement ne paraît pas avoir augmenté entre-temps. Il aurait même régressé. Dans les tableaux qu'ils ont dressés, les responsables du recensement du Bas-Canada en 1831 n'ont pas estimé le nombre d'individus liés à l'activité de l'hébergement. On peut seulement s'en faire une idée imparfaite grâce aux listes nominatives incomplètes qui restent accessibles, où 798 aubergistes et une demi-douzaine d'hôteliers ont pu être retracés sur le territoire de l'axe laurentien.

Vingt ans plus tard, les tableaux publiés du recensement de 1851 font état de 83 hôteliers et de 384 aubergistes, par rapport à 254 hôteliers et à 1 216 aubergistes dans le Haut-Canada. En 1871, les responsables du recensement ont repéré au Québec 81 aubergistes et 1 353 hôteliers, de même que 519 aubergistes et 4 124 hôteliers en Ontario. Ainsi, non seulement le nombre des hôteliers et des aubergistes du Bas-Canada en 1851 et du Québec en 1871 serait en deçà de celui de 1831, mais il ne représenterait qu'une très faible proportion du nombre correspondant du Haut-Canada au milieu du siècle et de l'Ontario au début du régime confédératif : environ le tiers en 1851 et près de 11 % en 1871. En considérant les chiffres de 1871 ou ceux de 1851, l'écart qu'ils marquent entre les deux entités politiques est considérable. Sans doute les tableaux publiés des recensements de 1851 et de 1871 sous-estiment-ils le nombre d'agents évoluant dans les activités de l'hébergement au Bas-Canada et au Québec. Seuls sont repérables sur les listes nominatives les individus coiffés d'un titre professionnel indicatif ou qui se déclarent propriétaires d'un établissement d'hébergement ; échappent au recensement tous les autres (et on peut les croire nombreux) qui hébergent des passants sans se réclamer d'une pratique professionnelle liée à l'hébergement ni faire état de la propriété d'un établissement spécialisé. Il n'est pas interdit, par ailleurs, de penser que les chiffres du Haut-Canada en 1851 et ceux de l'Ontario en 1871 ont été gonflés par l'incorporation de groupes d'individus peu représentés ou absents des tableaux relatifs au Bas-Canada et au Québec.

APPENDICE 1
Marchands, 1831*

Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus
grocer	55	marchand de vin	1
épicier	81	marchande d'épicerie	2
épicière	2	peintre et marchand d'épicerie	1
marchand d'épicerie	64		
		Alimentation	**206**
commerçant	178	marchand de cuir	1
commerçant-marchand	1	marchand, MPP	1
commerçante	9	marchand-pigiste	1
commerce	3	marchand de fer	1
cultivateur-marchand	3	marchand tailleur	3
journalier-marchant	1	marchande	44
lumber merchant	1	marchant-aubergiste	2
marchand	1 118	*merchant*	7
marchand d'huile	1	négociant	63
marchand de bois	8	négociante	3
marchand de cuir	1	*trader*	19
		Autres activités	**1 469**
		TOTAL	**1 675**

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

APPENDICE 2
Marchands, 1851*

Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus
baker & grocer	1	*grocer-aubergiste*	1	grosseur	2	marchand épicier	3
commerçant de lait	1	*grocer-tavern*	1	hotellier et *grocer*	1	marchand grosseur	1
commerçant de lait	7	*grocer-wine and spirit marchand*	1	*joiner & grocer*	1	marchand-boulanger	1
épicier	27	*grocerie*	6	marchand bois *grocer*	1	marchand-épicier	1
épicière	2	*groceries*	2	marchand boulanger	1	merchant *grocer*	1
flour merchant	1	*grocery*	3	marchand de farine	1	petite grocerie	1
green grocer	1	groceur	7	marchand de viande	1	vendeur de lait	10
grocer	154	grocie	1	marchand epicier	1	vendeur de lait	5
grocer-hardware store	1	grosserie	1				
						Alimentation	**250**
bateau proprietor and trader	1	*fancy goods*	1	marchand de bois	7	*Mst Draper*	1
china store	1	*fancy store*	1	marchand de grains	2	négociant	40
chinastore	1	forgeron-marchand	1	marchand de lit	1	négociante	1
coal dealer	2	garde magasin	1	marchand et cultivateur	1	*pedlar*	9
colporteur	12	*grocer-hardware store*	1	marchand hotellier	1	*pedler*	7
commerçant	1	*grocer in wool*	1	marchand tanneur	4	pedleur	1
commerçant	390	*hardware*	2	marchand, cultivateur	2	petit colporteur	1
commerçant	1	*hardware store*	1	marchand, neg.	1	retailleur	1
commerçant de bois	7	journalier & commerçant	1	marchand-agriculteur	2	*ship builder-merchant*	1
commerçant de chevaux	1	journaliste-libraire	1	marchand-aubergiste	1	*store*	2
commerçant marchand	1	libraire	2	marchand-cultivateur	2	*store keeper*	20
commerçant-navigateur	1	*lumber merchant*	1	marchande	48	*store keeper-cooper*	1
commerçante	14	magasin	1	marchande publique	2	*store man*	1
cordonnier-marchand	2	*march*	3	marchant	5	*storekeeper*	5
coster	1	marchand	970	marchante	1	*store keeper*	1
cultivateur marchand	4	marchand	1	*marcht*	1	*tabaconist*	4
cultivateur-marchand	3	marchand à commission	1	mercantile	1	tabaconiste	4
dealer	17	marchand agriculteur	1	*merch*	1	*trader*	102
draper	1	marchand aubergiste	1	*merchand*	4	*trader & cult.*	1
dry good pedlar	1	marchand bois	4	*merchant*	153	*trader & farmer*	1
dry goods marchant	1	marchand bois *grocer*	1	*merchant tailor*	1	tradeur	4
dry goods merchant	1	marchand cultivateur	5	*mercht*	1	trador	1
dry goods store	1						
						Marchands et commerçants	**1 918**
						TOTAL	**2 168**

APPENDICE 3
Marchands, 1871*

Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus	Titre	Nombre d'individus
apple dealer	1	*flour store keeper*	1	groceur	21	*pork trader*	1
apple store	1	*fruit dealer*	23	*labourer and grocer*	1	*produce dealer*	2
boulanger-épicier	1	*fruit merchant*	2	laitier	53	*produce merchant*	6
boulangerie	1	*fruit shop*	2	marchand de bière	1	*provision trader*	1
candy store	1	*fruit store*	3	marchand de bonbons	1	*small grocer*	2
carpenter et grocer	1	*fruit store keeper*	1	marchand de farine	2	*stevedore and grocer*	1
coffee and spice merchant	1	*fruit trader*	3	marchand de fruit	2	*storeman et grocer*	2
commerçant de lait	3	fruitier	2	marchand de rasade	2	*tea broker*	1
commerçant en rasade	3	*grocer*	398	*market trader*	2	vendeur de bière	1
commerçant et boucher	2	*grocer and baker*	1	*milk dealer*	1	vendeur de lait	12
épicerie	1	*grocer et tavern keeper*	2	*milk-vender*	5	*victualler*	2
épicier	281	*grocer store*	1	*milkman*	29	*wholesale grocer*	2
epicier et boulanger	1	*grocery*	7	*milkwoman*	1	*wine & spirit merchant*	1
fish merchant	2	*grocery keeper*	1	poissonnier	3	*wine merchant*	8
flour merchant	1						
						Alimentation	**914**
book seller	7	*dry goods store*	2	*lumber merchant*	17	*merchant clothier*	1
brocanteur	2	*earthenware dealer*	1	*marble dealer*	1	*merchant dry goods*	1
broker	53	*fancy store*	2	marchand	2 375	*merchant et tailor*	19
cattle dealer	2	*fancy store keeper*	1	marchand à commission	2	*merchant-grocer*	1
chandler	23	*fancy storeman*	1	marchand ambulant	5	*music dealer*	4
clothing store	1	*fancy toys shop*	1	marchand barbier coiffeur	1	négociant	60
coal dealer	2	*fancy-goods dealer*	1	marchand de bétail	1	notaire et marchand	1
coal oil dealer	1	*farmer et merchant*	1	marchand de bois	41	*oil merchant*	1
coal-oil store	1	*farmer et storekeeper*	2	marchand de bois et cultivateur	1	*pedlar*	27
colporteur	35	*farmer et trader*	1	marchand de chaussures	5	*picture dealer*	1
colporteur biblique	1	*firewood dealer*	1	marchand de cuir	6	*prov. merchant*	2
colporteur et cultivateur	1	fleuriste	3	marchand de fer	5	quincaillerie	1
colporteur industriel	1	forgeron et marchand	1	marchand de fleur	1	*ragdealer*	1
colporteuse	1	*fur merchant*	2	marchand de musique	1	*ship broker*	3
comiss. merchant	8	garde magasin	4	marchand de pianos	1	*ship-chandler*	6
commerçant	1 732	*general broker*	1	marchand de tabac	4	*shoe merchant*	1
commerçant cultivateur	4	*general trader*	4	marchand des forges	1	*shoes store*	2
commerçant de bois	24	*grain buyer*	1	marchand et boulanger	2	*shop of dry goods*	2
commerçant de chaussures	3	*grain merchant*	1	marchand et bourgeois	1	*small trader*	5
commerçant de chevaux	4	*grain shipper*	1	marchand et cordonnier	3	*small ware dealer*	1
commerçant de chiffon	1	*hard horse merchant*	1	marchand et cultivateur	7	*spar dealer*	1
commerçant de fourrure	1	*hardware*	6	marchand et ferblantier	1	*store*	4
commerçant et hôtelier	3	*hardware merchant*	4	marchand et hôtelier	3	*store keeper*	70
commercial traveller	43	*hay buyer*	1	marchand et manufacture de chaussures	1	*storeman*	312
commis voyageur	15	*hay dealer*	1	marchand et peintre	1	tabacconiste	66
commission merchant	13	*horse buyer*	1	marchand et tailleur	9	tanneur et commerçant	1
contractor & trader	1	*horse dealer*	6	marchand et tanneur	2	*timber merchant*	1
cordonnier et marchand	1	*horse trader*	8	marchand meublier	1	*tobacco shop*	1
crockery merchant	1	hôtelier commerçant	7	marchand public	3	*tobacconist*	82
cultivateur colporteur	1	hôtelier et marchand	2	marchand publique	3	*trader*	345
cultivateur et marchand	5	*huckster*	18	marchand tailleur	2	*trader in toys*	1
cultivateur-commerçant	4	*importer*	1	marchand-épicier	48	*wholesale clothier*	1
dealer	15	*lead & saw merchant*	1	marchand-voyageur	1	*wholesale merchant*	1
docteur et marchand	1	*leather merchant*	5	marchande et maître de poste	1	*wood dealer*	7
dry goods	12	libraire	31	marchant de charbon	1	*wood merchant*	16
dry goods dealer	1	*lumber dealer*	2	*merchand et proprietor*	1	*wool broker*	1
dry goods merchant	13	*lumber merchant*	9	*merchant*	890	*wool merchant*	1
						Marchands et commerçants	**6 673**
						TOTAL	**7 587**

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

APPENDICE 4
Hébergement, 1851*

Titre	Nombre d'individus	Nombre Titre	d'individus
auberge	4	*inn keeper et balcksmith*	1
aubergiste	102	*innkeeper*	5
boarding house	3	maison de pension	10
boardinghouse	1	maison pension	1
carter tavern	1	marchand aubergiste	1
grocer-aubergiste	1	marchand hotellier	1
grocer-tavern	1	marchand-aubergiste	1
hotel	8	propriétaire hotel	1
hotel de tempérance	2	*t. keeper*	1
hotel de tempérence	1	*tavern*	5
hotel keeper	19	*tavern keeper*	16
hotelier	4	taverne	1
hotelkeeper	4	*temp h. keeper*	1
hotellier	44	*temp hotel*	1
hotellier et *grocer*	1	*temperance inn*	1
hotellière	1	teneur maison pension	3
housekeeper	1		
in keeper	1		
inn keeper	28		
		TOTAL	**277**

APPENDICE 5
Hébergement, 1871*

Titre	Nombre d'individus	Nombre Titre	d'individus
cordonnier et hôtelier	1	hôtelier et boucher	1
cultivateur et hôtelier	5	hôtelier et cultivateur	3
hotel	8	hôtelier et marchand	2
hôtelier	484	hôtelier-boulanger	2
hôtelier commerçant	7	*hotelkeeper*	144
		Hôteliers	**657**
aubergiste	80		
inn keeper	26		
		Aubergistes	**106**
bar keeper	12	tavern	1
billiard saloon keeper	1	tavern keeper	41
saloon	2	tavernier	1
saloon keeper	31		
		Taverniers	**89**
boarding house	58	labourer et house keeper	1
boarding house keeper	43	maison de pension	61
boarding mistress	4	private boarding house keeper	2
house keeper	65	St-Lawrence house keeper	1
		Responsables maisons de pension	**235**
		TOTAL	**1 087**

APPENDICE 6
Liste des bouchers et assimilés, 1871*

Titre	Nombre d'individus	Nombre Titre	d'individus
boucher	762	commerçant et boucher	2
boucher et cordonnier	1	cultivateur et boucher	4
boucher-charcutier	1	hôtelier et boucher	1
butcher	282	*pork-butcher*	1
butcher et carpenter	1		
		TOTAL	**1 055**

APPENDICE 7
Liste des boulangers et assimilés, 1871*

Titre	Nombre d'individus	Nombre Titre	d'individus
baker	176	*grocer and baker*	1
boulanger	810	hôtelier-boulanger	2
boulanger-épicier	1	marchand et boulanger	2
boulangerie	1	pâtissier	33
confiseur	83	pâtissier et confiseur	3
confiseur et pâtissier	2	pâtissier et boulanger	1
epicier et boulanger	1		
		TOTAL	**1 116**

*Le texte respecte la graphie de nos sources.

Bibliographie

SOURCES

Nous ne présentons ici que nos sources principales. On trouvera une présentation plus détaillée de celles-ci dans nos travaux antérieurs.

Manuscrites

Archives nationales du Canada

Recensements du Bas-Canada

1784 Rapport sur les archives canadiennes (1889 : 25-38)

1825 bobines C-717 à C-718

1831 bobines C-719 à C-724

Recensements du Canada-Uni

1842 bobines C-725 à C-733

1851-1852 bobines C-1111 à C-1156

1861 bobines C-1232 à C-1331

Recensements du Canada

1871 bobines C-10029 à C-10040, C-10049 à 10071, C-10075 à C-10083, C-10091 à C-10093, C-10346 à C-10348, C-10350 à C-10354, C-10356 à C-10368 et C-10393 à C-10395

Cartographiques

BAYFIELD, H.W. (1858-1859), *River St. Lawrence, above Quebec,* 13 cartes, Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

BAYFIELD, H.W. (1859a), *River St. Lawrence above Quebec, stone Island to Lanoraie,* 4 planches, Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

BAYFIELD, H.W. (1859b), *River St. Lawrence, Quebec Harbour,* 1 planche, Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

BOUCHETTE, Joseph (1815), *This topographical map of the province of Lower Canada, sheewing its divisions into districts, counties, seigneuries and townships, with all the land reserved both for the Crown and the clergy, ec., ec., engraved by J. Walker and Son, London, W. Faden, Aug. 12, 1815,* Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

BOUCHETTE, Joseph (1831a), *To His Most Excellent Majesty King William IV. This topographical map of the districts of Quebec, Three Rivers, St. Francis and Gaspe, Lower Canada, exhibiting the new civil divisions of the districts into counties pursuant to a recent act of the provincial legislature ; […], dedicated by His Majesty's most devoted and loyal Canadian subject, Joseph Bouchette,* Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

BOUCHETTE, Joseph (1831b), *To His Most Excellent Majesty King William IV. This topographical map of the district of Montreal, Lower Canada, exhibiting the new civil divisions of the district into counties pursuant to a recent act of the provincial legislature ; dedicated by His Majesty's most devoted and loyal Canadian subject, Joseph Bouchette,* Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

DEVINE, Thomas (c. 1853), *Atlas Consisting of 43 Maps of Counties of Lower Canada and 42 of Upper Canada,* s.l.

MINISTÈRE DES MINES ET DES RELEVÉS GÉOLOGIQUES (1898), *Eastern Townships*.

MURRAY, James *et al., Plan of Canada or the Province of Quebec from the Uppermost Settlements to the Island of Coudre as Surveyed by Order of His Excellency Governor Murray in the year of 1760, 61 & 62,* 44 feuillets, Collection nationale de cartes et plans, Ottawa, Archives nationales du Canada.

TACHÉ, Jules (1880-1895), *Carte régionale de la province de Québec […],* 6 planches, département des Terres de la Couronne (copie disponible à la cartothèque de l'Université Laval).

Informatiques

BLOOMFIELD, Elizabeth, Gerald T. BLOOMFIELD et Peter MCCASKELL (1991), *Canadian Industry in 1871 Project (CANIND71*), Guelph, University of Guelph, Department of Geography.

Imprimées

Bas-Canada, *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada* (1792-1837).

Canada-Uni, *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas* (1840-1867).

Canada, *Journaux de la Chambre des communes du Canada* (1867-1881).

Québec, *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec* (1867-1881).

« Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada, 1831 », *Journaux de la Chambre d'assemblée de la province du Bas-Canada* (1832), Appendice Oo.

« Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844) », *Journaux de l'Assemblée de la province du Bas-Canada* (1846), Appendice D.

Canada-Uni, *Recensement des Canadas, 1851-1852*, 2 vol., Québec, J. Lovell, 1853 et 1855.

Canada-Uni, *Recensement des Canadas, 1860-1861*, 2 vol., Québec, S.B. Foote, 1863 et 1864.

Canada, *Recensement du Canada, 1870-1871*, 5 vol., Ottawa, I.B. Taylor et Maclean, Roger & Co., 1873-1878.

Canada, *Recensement du Canada, 1880-1881*, 4 vol., Ottawa, Maclean, Roger & Co., 1882-1885.

Canada, *Documents de la session du Canada*, 1867-1881.

Québec, *Documents de la session du Québec*, 1867-1881.

BOUCHETTE, Joseph (1832), *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*, Londres, Longman, Rees, Orme, Brown, Green and Longman.

BOUCHETTE, Joseph (1815), *Description topographique de la province du Bas-Canada*, Londres, William Faden, rééd. Montréal, Éditions Élysée, 1978.

CUGNET, François-Joseph (1775), *Traité de la Police qui a toujours été suivie en Canada, aujourd'hui Province de Quebec, depuis son établissement jusqu'à la conquête, tiré des différens règlemens, jugemens et ordonnances d'Intendans, à qui par leur commission, cette partie du gouvernement était totalement attribuée, à l'exclusion de touts autres juges, qui n'en pouvaient connaitre qu'en qualité de leurs subdélégués*, Québec, Guillaume Brown.

Niles Weekly Register, 12 juillet 1834.

« Report of Commissioners of Enquiry into the Municipal Institutions of Lower Canada », Charles Prestwood Lucas (éd.) (1912), *Lord Durham's Report on the Affairs of British North America*, Oxford, Clarendon Press, vol. III, p. 131-237.

ROY, Pierre-Georges (1923-1932), *Inventaire des procès-verbaux des grands voyers conservés aux archives de la province de Québec*, 6 vol., Beauceville, L'Éclaireur.

Statuts du Bas-Canada.

Statuts du Canada.

BIBLIOGRAPHIE

ALTMAN, Morris (1994), « The Evolution of Plan Size in Canadian Manufacturing, 1870-1910 », *Canadian Historical Review*, LXXV, 4, p. 557-585.

ARCHAMBEAULT, chanoine J.-B.-O., *Monographie de la paroisse de Sainte-Rosalie*, Saint-Hyacinthe, Société d'histoire régionale de Saint-Hyacinthe, Documents Maskoutains n° 5, 20 décembre 1939, 175 p.

ARMSTRONG, Robert (1984a), « The Efficiency of Quebec Farmers in 1851 », *Histoire sociale / Social History*, XVII, 33, p. 149-163.

ARMSTRONG, Robert (1984b), *Structure and Change : An Economic History of Quebec*, Toronto, Gage Publishing Limited.

BAILLY, Antoine S., *et al.* (1984), *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Masson.

BAKER, Victoria A. (1982), « La navigation à vapeur sur le Saint-Laurent », dans Victoria A. BAKER et Diana DUTTON (dir.), *De la voile à la vapeur : la construction de navires dans les environs de Québec et de Montréal / From Sail to Steam : Ships and Shipbuilding in the Regions of Quebec and Montreal,* Saint-Lambert, Musée Marsil de Saint-Lambert, n.p.

BÉLANGER, Jules, Marc DESJARDINS, Yves FRENETTE et Pierre DANSEREAU (1981), *Histoire de la Gaspésie*, Montréal, Boréal Express.

BÉLISLE, Jean (1994), *À propos d'un bateau à vapeur*, LaSalle, Hurtubise HMH.

BENOÎT, Jean (1986), « Le développement des mécanismes de crédit et la croissance économique d'une communauté d'affaires. Les marchands et les industriels de la ville de Québec au XIX^e siècle », thèse de doctorat en histoire, Québec, Université Laval.

BERNARD, Jean-Paul, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT (1976), « La structure professionnelle de Montréal en 1825 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30, 3, p. 383-415.

BERNIER, Gérald, et Daniel SALÉE (1995), *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX^e siècle*, Montréal, Boréal.

BERTRAM, Gordon W. (1963), « Economic Growth in Canadian Industry, 1870-1915 : The Staple Model and the Take-Off Hypothesis », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, XXIX, 2, p. 159-184.

BERVIN, George (1991), *Québec au XIX^e siècle. L'activité économique des grands marchands*, Sillery, Septentrion.

BERVIN, George (1984), « Les sources archivistiques : leur utilisation dans l'étude de la bourgeoisie marchande bas-canadienne (1800-1830) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38, 2, p. 203-222.

BERVIN, George (1983), « Aperçu sur le commerce et le crédit à Québec, 1820-1830 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36, 4, p. 527-551.

BISCHOFF, Peter (1992), « Tensions et solidarité : la formation des traditions syndicales chez les mouleurs de Montréal, Hamilton et Toronto, 1851 à 1893 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université de Montréal.

BISCHOFF, Peter (1989), « Des forges du Saint-Maurice aux fonderies de Montréal : mobilité géographique, solidarité communautaire et action syndicale des mouleurs, 1829-1881 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 1, p. 3-29.

BLANCHARD, Raoul (1960), *Le Canada français : province de Québec, étude géographique*, Paris, Arthème Fayard.

BLANCHARD, Raoul (1953), *L'Ouest du Canada français,* tome 1 : *Montréal et sa région*, Montréal, Beauchemin.

BLANCHARD, Raoul (1950), *La Mauricie*, Trois-Rivières, Bien public.

BLANCHARD, Raoul (1947), *Le Centre du Canada français, « Province de Québec »*, Montréal, Beauchemin.

BLANCHARD, Raoul (1935), *L'Est du Canada français, « Province de Québec »*, 2 vol., Montréal, Beauchemin.

BLOOMFIELD, Elizabeth, et Gerald T. BLOOMFIELD (1989), *Creating CANIND71 : Procedures for Making the 1871 Census Machine-Readable*, Guelph, University of Guelph, Department of Geography.

BLOUIN, Claude (1980), « La mécanisation de l'agriculture entre 1830 et 1890 », dans Normand SÉGUIN (dir.), *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, p. 93-111.

BOISVERT, Michel (1995), « Les paramètres socioculturels de l'industrie textile au Bas-Canada au XIX^e siècle », dans Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, *Espace et culture*, p. 305-319.

BOISVERT, Michel (1993), « La production textile dans l'axe laurentien au XIX^e siècle (1842-1861) », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

BOISVERT, Michel, Jocelyn MORNEAU et France NORMAND (à paraître), *Rapport : critique du recensement de 1871 et évaluation du fichier CANIND71*, Québec et Trois-Rivières, Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières, Centre interuniversitaire d'études québécoises.

BOUCHARD, Gérard (1994), « Trois chemins de l'agriculture au marché. Capitalisme, proto-industrialisation, co-intégration. Réflexion à partir de l'exemple du Saguenay (Québec) », *Histoire et sociétés rurales*, 2, p. 69-90.

BOUCHARD, Gérard (1990), « L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950 : l'évolution de la technologie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 3, p. 353-380.

BOUCHARD, Gérard (1988), « Co-intégration et reproduction de la société rurale. Pour un modèle saguenayen de la marginalité », *Recherches sociographiques*, XXIX, 2-3, p. 283-310.

BOUCHARD, Gérard (1986), « La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises aux XIX^e et XX^e siècles. Construction d'un modèle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 1, p. 51-71.

BOUCHARD, Gérard, et Richard LALOU (1993), « La surfécondité des couples québécois depuis le XVII^e siècle : essai de mesure d'interprétation », *Recherches sociographiques*, XXXIV, 1, p. 9-44.

BOUDREAU, Claude (1994), *La cartographie au Québec, 1760-1840*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

BOUDREAU, Claude (1986), *L'analyse de la carte ancienne, essai méthodologique. La carte du Bas-Canada de 1831 de Joseph Bouchette*, Québec, Centre d'études sur la langue, les arts et les traditions populaires des francophones en Amérique du Nord (CELAT).

BRADBURY, Bettina (1995), *Familles ouvrières à Montréal. Âge, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal.

BRIÈRE, Roger (1967a), « Géographie du tourisme au Québec », thèse de doctorat en géographie, Montréal, Université de Montréal.

BRIÈRE, Roger (1967b), « Les grands traits de l'évolution du tourisme au Québec », *Bulletin de l'Association des géographes de l'Amérique française*, 11, p. 83-95.

BROUILLETTE, Sylvie (1991), « Les marchés publics à Montréal, 1840-1860 », mémoire de maîtrise en études québécoises, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières.

BURGESS, Joanne (1987), « Work, Family and Community : Montréal Leather Craftsmen, 1790-1831 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

BURGESS, Joanne (1977), « L'industrie de la chaussure à Montréal : 1840-1870. Le passage de l'artisanat à la fabrique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31, 3, p. 187-210.

CARON, Ivanhoé (1933), « Historique de la voirie dans la province de Québec », *Bulletin des recherches historiques*, XXXIX, 4, p. 198-215 ; 5, p. 278-300 ; 6, p. 362-380 ; 7, p. 438-448 ; 8, p. 463-482.

COURVILLE, Serge (1995), *Introduction à la géographie historique*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

COURVILLE, Serge (1994), « Cartographier le passé », *Présentations à la Société royale du Canada*, vol. 47, p. 87-112.

COURVILLE, Serge (1993), « Tradition et modernité, les significations spatiales », *Recherches sociographiques*, XXXIV, 2, 1993, p. 211-231.

COURVILLE, Serge (1990), *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

COURVILLE, Serge (1988), « Le marché des subsistances. L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830 : une perspective géographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2, p. 193-239, II-2, III-9, III-10.

COURVILLE, Serge (1987), « Un monde rural en mutation : le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle, *Histoire sociale / Social History*, XX, 40, p. 237-258.

COURVILLE, Serge (1980), « La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique », *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 62, p. 193-224 ; 24, 63, p. 385-428.

COURVILLE, Serge (dir.) (1988), Jacques CROCHETIÈRE, Philippe DESAULNIERS et Johanne NOËL, *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861). Répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1993), « Un nouveau regard sur le XIXe siècle québécois : l'axe laurentien comme espace central », *Interface*, janvier-février, p. 23-31.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.) (1992), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1991), « The Spread of Rural Industry in Lower Canada, 1831-1851 », *Revue de la Société historique du Canada / Journal of the Canadian Historical Association*, p. 43-70.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1990a), « Population et espace rural au Bas-Canada : l'exemple de l'axe laurentien dans la première moitié du XIXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2, p. 243-262.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1990b), « Le Saint-Laurent, artère de vie : réseau routier et métiers de la navigation au XIXe siècle », *Cahiers de géographie du Québec*, 34, 92, p. 181-196.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1990c), « La vallée du Saint-Laurent à l'époque du rapport Durham : économie et société », *Revue d'études canadiennes / Journal of Canadian Studies*, 25, 1, p. 78-95.

COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1988), « La vie de relation dans l'axe laurentien au XIXe siècle : l'exemple du lac Saint-Pierre », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4, p. 347-359.

COURVILLE, Serge, et Normand SÉGUIN (1989), *Le monde rural québécois au XIXe siècle*, Ottawa, Société historique du Canada, brochure historique n° 47.

COURVILLE, Serge, et Normand SÉGUIN (1986), « Spatialité et temporalité chez Blanchard : propos d'heuristique », *Cahiers de géographie du Québec*, 30, 80, p. 293-298.

CREIGHTON, Donald G. (1969), « The Decline and Fall of the Empire of the St. Lawrence », *Communications historiques / Historical Papers*, p. 14-25.

CREIGHTON, Donald G. (1956), *The Empire of the St. Lawrence*, Toronto, Macmillan Company of Canada Limited.

CROCHETIÈRE, André (1989), « Hiérarchie socio-professionnelle des villages au Bas-Canada durant la première moitié du XIXe siècle : le cas de l'aire seigneuriale », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

DAY, Samuel Phillips (1864), *English America : Or Pictures of Canadian Places and People*, Londres, T. Cantley Newby.

DECHÊNE, Louise (1994), *Le partage des subsistances au Canada sous le Régime français*, Montréal, Boréal.

DECHÊNE, Louise (1986), « Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIXe siècle », dans Joseph GOY et Jean-Pierre WALLOT (dir.), *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises, XVIIe-XXe siècles*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en sciences sociales, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 189-202.

DECHÊNE, Louise (1974), *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle*, Paris et Montréal, Plon.

DECHÊNE, Louise (1973), « La croissance de Montréal au XVIIIe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 27, 2, p. 163-179.

DECHÊNE, Louise (1968), « Les entreprises de William Price, 1810-1850 », *Histoire sociale / Social History*, I, 1, p. 16-52.

DESAULNIERS, Philippe (1992), « Du manuscrit à la carte », dans Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, p. 79-89.

DESAULNIERS, Philippe (1987), « La cartographie des découpages administratifs anciens du territoire québécois : méthodologie d'une recherche. La région de Montréal (1825-1861) », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

DESROSIERS, Claude (1987), « La clientèle d'un marchand général en milieu rural à la fin du XVIIIe siècle : analyse des comportements de consommation », dans François LEBRUN et Normand SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, en collaboration avec les Presses universitaires de Rennes 2, p. 151-158.

DESROSIERS, Claude (1984), « Un aperçu des habitudes de consommation de la clientèle de Joseph Cartier, marchand général à Saint-Hyacinthe à la fin du XVIIIe siècle », *Communications historiques / Historical Papers*, p. 91-110.

DESSUREAULT, Christian (1989), « Crise ou modernisation. La société rurale maskoutaine durant le premier tiers du XIXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 3, p. 359-387.

DESSUREAULT, Christian (1985), « Les fondements de la hiérarchie sociale au sein de la paysannerie. Le cas de Saint-Hyacinthe, 1760-1815 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université de Montréal.

DEVER, Alan R. (1976), « Economic Development and the Lower Canadian Assembly, 1828-1840 », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université McGill.

DICKINSON, John A., et Brian YOUNG (1992), *Brève histoire socio-économique du Québec*, Sillery, Septentrion.

DROUIN, François (1983), « Québec 1791-1821 : une place centrale ? », mémoire de maîtrise en histoire, Québec, Université Laval.

DRUMMOND, Ian M. (1987), *Progress without Planning : The Economic History of Ontario from Confederation to the Second World War*, Toronto, University of Toronto Press.

DUBUC, Alfred (1990), « Montréal et les débuts de la navigation à vapeur sur le Saint-Laurent », dans Marcel BELLAVANCE (dir.), *La grande mouvance*, Sillery, Septentrion, p. 15-41.

EASTERBROOK, William Thomas, et Melville H. WATKINS (dir.) (1967), *Approaches to Canadian Economic History*, Toronto, McClelland and Stewart Limited.

Edward Hazen's Panorama of Victorian Trades & Professions (1837), Philadelphia, published by Uriah Hunt, rééd., Watkins Glen, New York, Century House, [s.d.]

FAUCHER, Albert (1973), *Québec en Amérique au XIXe siècle. Essai sur les caractères économiques de la Laurentie*, Montréal, Fides.

FORTIN, Jean-Charles, *et al.* (1993), *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

GAFFIELD, Chad (dir.) (1994), *Histoire de l'Outaouais*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

GAGNON, France (1992a), « Du cheval au rail : l'évolution des circuits touristiques québécois au XIXe siècle », dans Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, p. 101-133.

GAGNON, France (1992b), « L'infrastructure touristique appréhendée à travers les guides touristiques et les annuaires : rapport de recherche », dans Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, p. 153-181.

GAMELIN, Alain, *et al.* (1984), *Trois-Rivières illustrée*, Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du trois cent cinquantième anniversaire de Trois-Rivières.

GAUDREAU, Guy (1986), « L'exploitation des forêts publiques (1842-1905) : cadre juridique, mode d'appropriation et évolution des récoltes », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

GENTILCORE, R. Louis (dir.) (1993), *Atlas historique du Canada*, volume II : *La transformation du territoire, 1800-1891*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

GERVAIS, Gaétan (1980), « Le commerce de détail au Canada (1870-1880) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 4, p. 521-556.

GIRARD, Camil, et Normand PERRON (1989), *Histoire du Saguenay–Lac-Saint-Jean*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

GIRARD, Denise (1994), « Stratégies marchandes dans la vallée du Richelieu, 1825-1850, à partir des activités de Eustache Soupras et Thimoté Franchère, marchands de Saint-Mathias », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

GLAZEBROOK, George P. de T. (1938), *A History of Transportation in Canada*, Toronto, Ryerson Press.

GOSSAGE, Peter (1991), « Family and Population in a Manufacturing Town : Saint-Hyacinthe, 1854-1914 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

GREER, Allan (1985), *Peasant, Lord and Merchant : Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840*, Toronto, University of Toronto Press.

HAGGETT, Peter (1979), *Geography : A Modern Synthesis*, New York, Harper & Row.

HAGGETT, Peter (1973), *L'analyse spatiale en géographie humaine*, Paris, Armand Collin.

HAMELIN, Jean (dir.) (1976), *Histoire du Québec*, Toulouse et Saint-Hyacinthe, Privat.

HAMELIN, Jean, et Yves ROBY (1971), *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides.

HARDY, René (1995), *La sidérurgie en milieu rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIXe siècle*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval.

HARDY, René, Pierre LANTHIER et Normand SÉGUIN (1987), « Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle : l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du XIXe siècle », dans François LEBRUN et Normand SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, en collaboration avec les Presses universitaires de Rennes 2, p. 239-253.

HARDY, René, et Normand SÉGUIN (1984), *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*, Montréal, Boréal Express et Musée national de l'homme.

HARE, John, Marc LAFRANCE et David-Thierry RUDDEL (1987), *Histoire de la ville de Québec, 1608-1871*, Montréal, Boréal et Musée canadien des civilisations.

HARRIS, Richard Colebrook (1968), *The Seigneurial System in Early Canada. A Geographical Study*, 2e édition, Madison, University of Wisconsin Press, et Québec, Les Presses de l'Université Laval.

HARRIS, Richard Colebrook (dir.) (1987), *Atlas historique du Canada*, volume I : *Des origines à 1800*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

HARRIS, Richard Colebrook, et John WARKENTIN (1974), *Canada before Confederation. A Study in Historical Geography*, Toronto, Oxford University Press.

HENRIPIN, Jacques, et Yves PERRON (1973), « La transition démographique de la province de Québec », dans Hubert CHARBONNEAU (dir.), *La population du Québec : études rétrospectives*, Montréal, Boréal Express, p. 23-44.

HODGETTS, John Edwin (1955), *Pioneer Public Service. An Administrative History of the United Canadas, 1841-1867*, Toronto, University of Toronto Press.

INNIS, Harold A. (1962), *The Fur Trade in Canada : An Introduction to Canadian Economic History*, Toronto, University of Toronto Press.

INWOOD, Kris (dir.) (1993), *Farm, Factory and Fortune : New Studies in the Economic History of the Maritime Provinces*, Fredericton, Acadiensis Press.

ISBISTER, John (1977), « Agriculture, Balanced Growth, and Social Change in Central Canada since 1850 : An Interpretation », *Economic Development and Cultural Change*, 25, 4, p. 673- 697.

JEAN, Bruno (1985), *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec.

KEEFER, Thomas Coltrin (1972), *Philosophy of Railroads and Other Essays*, introduction de H.V. Nelles, Toronto, University of Toronto Press.

KENNY, Stephen (1984), « « Cahots » and Catcalls : An Episode of Popular Resistance in Lower Canada at the Outset of the Union », *Canadian Historical Review*, LXV, 2, p. 184-208.

KESTEMAN, Jean-Pierre (1985), « Une bourgeoisie et son espace : industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

LABERGE, Alain (dir.) (1993), *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

LACHANCE, Johanne (1991), « Charlesbourg, 1831-1871 : contribution à l'étude des relations villes-campagnes », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

LAFLEUR, Jean (1988), « Capital marchand et transition vers le capitalisme : étude sur les marchands montréalais au cours du premier tiers du XIXe siècle », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université de Montréal.

LAROSE, Christine (1995), « Relations des riverains avec le lac Saint-Pierre, 1825-1871 », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

LASSERRE, Jean-Claude (1980), *Le Saint-Laurent, grande porte de l'Amérique*, Montréal, Hurtubise HMH.

LAURIN, Serge (1989), *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

LAVOIE, Yolande (1981), *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Éditeur officiel du Québec.

LECLERC, Jean (1990), *Le Saint-Laurent et ses pilotes, 1805-1860*, Montréal, Leméac.

LEHOUX, Mireille, François GUÉRARD et Claude BELLAVANCE (1992), « Les « marchands », recensement 1851 », dans Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, p. 279-295.

LETARTE, Jacques (1971), *Atlas d'histoire économique et sociale du Québec, 1851-1901*, Montréal, Fides.

LEWIS, Frank D., et R. Marvin MCINNIS (1984), « Agricultural Output and Efficiency in Lower Canada, 1851 », *Research in Economic History*, 9, p. 45-87.

LEWIS, Frank D,. et R. Marvin MCINNIS (1980), « The Efficiency of the French-Canadian Farmer in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, XL, 3, p. 497-514.

LINTEAU, Paul-André (1992), *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal.

LINTEAU, Paul-André (1981), *Maisonneuve ou comment des promoteurs fabriquent une ville, 1883-1918*, Montréal, Boréal Express.

LINTEAU, Paul-André, et Alan F.J. ARTIBISE (1984), *L'évolution de l'urbanisation au Canada : une analyse des perspectives et des interprétations*, Winnipeg, University of Winnipeg, The Institute of Urban Studies.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT (1989), *Histoire du Québec contemporain*, tome I : *De la Confédération à la crise (1867-1929)*, nouvelle édition refondue et mise à jour, Montréal, Boréal.

LITTLE, John Irvine (1991), *Crofters and Habitants. Settlers Society, Economy, and Culture in A Quebec Township, 1848-1881*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

LITTLE, John Irvine (1989), *Nationalism, Capitalism, and Colonization in Nineteenth-Century Quebec. The Upper St. Francis District*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

MACKINTOSH, W.A. (1923), « Economic Factors in Canadian History », *Canadian Historical Review*, IV, 1, p. 12-25.

MARSAN, Jean-Claude (1974), *Montréal en évolution. Historique du développement de l'architecture et de l'environnement*, Montréal, Fides.

MARTIN, Jean (1995), « Scieurs et scieries au Bas-Canada, 1830-1870 », thèse de doctorat en géographie, Québec, Université Laval.

MARTIN, Jean (1992a), « Colonisation et commerce des produits forestiers : l'exemple du canton Bagot au Saguenay au milieu du XIXe siècle », *Histoire sociale / Social History*, XXV, 50, p. 359-377.

MARTIN, Jean (1992b), « L'organisation de la navigation sur le Saint-Laurent : le développement des infrastructures de transport fluvial entre 1840 et 1860 d'après les *British Admiralty Charts* », dans Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, p. 201-217.

MARTIN, Jean (1990), « De l'agriculture à l'industrie : les communautés de scieurs au Saguenay, 1840-1880 », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

MARTIN, Jean-Paul (1975), « Villes et régions du Québec au XIXe siècle. Approche géographique », thèse de doctorat, Strasbourg, Université Louis-Pasteur.

MATHIEU, Jacques (1987), « Mobilité et sédentarité : stratégies familiales en Nouvelle-France », *Recherches sociographiques*, XXVIII, 2-3, p. 211-227.

MCCALLA, Douglas (1993), *Planting the Province : The Economic History of Upper Canada, 1784-1870*, Toronto, University of Toronto Press.

MCCALLUM, John (1980), *Unequal Beginnings : Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*, Toronto, University of Toronto Press.

MCILWRAITH, Thomas F. (1970), « The Adequacy of Rural Roads in the Era before Railways : An Illustration from Upper Canada », *Le Géographe canadien / The Canadian Geographer*, XIV, 4, p. 344-360.

MCINNIS, Marvin R. (1992), « Perspectives on Ontario Agriculture, 1815-1930 », *Canadian Papers in Rural History*, VIII, p. 17-127.

MCINNIS, Marvin R. (1982), « A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century », *Canadian Papers in Rural History*, III, p. 9-49.

MCINNIS, Marvin R. (1981), « Some Pitfalls in the 1851-1852 Census of Agriculture of Lower Canada », *Histoire sociale / Social History*, XIV, 27, p. 219-231.

McKenzie, Ruth (1982), « Henry Wolsey Bayfield », *Dictionnaire biographique du Canada*, volume XI : *De 1881 à 1890*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, p. 59-62.

McNally, Larry (1988), « Routes, rues et autoroutes », dans Norman R. Ball (dir.), *Bâtir un pays. Histoire des travaux publics au Canada*, Montréal, Boréal.

Morneau, Jocelyn (1995), « Aspects de la vie de relation de deux entités de la région du lac Saint-Pierre au XIXe siècle : Berthierville et Louiseville », dans Serge Courville et Normand Séguin, *Espace et culture*, p. 319-331.

Morneau, Jocelyn (1990), « Louiseville en Mauricie au XIXe siècle : la croissance d'une aire villageoise », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2, p. 223-241.

Morneau, Jocelyn (1988), « Industries rurales, agriculture et monde villageois : le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1831-1900 », mémoire de maîtrise en études québécoises, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières.

Morneau, Jocelyn, France Normand et Claude Bellavance (1992), « Les « équipements », recensement 1851 », dans Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin (dir.), *Le pays laurentien au XIXe siècle*, Cahier I, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, p. 245-277.

Noël, Françoise (1992), *The Christie Seigneuries : Estate Management and Settlement in the Upper Richelieu Valley, 1760-1854*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

Normand, France (1995), « Batellerie fluviale et espace relationnel : le cas du port de Québec à la fin du XIXe siècle », dans Serge Courville et Normand Séguin, *Espace et culture*, p. 331-343.

Normand, France (1990), « La navigation intérieure à Québec au dernier quart du XIXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 3, p. 323-351.

Normand, France (1988), « Navigation intérieure et faits d'échange à Québec au dernier quart du XIXe siècle », mémoire de maîtrise en études québécoises, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières.

Norrie, Kenneth, et Douglas Owram (1991), *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Harcourt, Brace, Jovanovich.

Ommer, Rosemary E. (dir.) (1990), *Merchant Credit and Labour Strategies in Historical Perspective*, Fredericton, Acadiensis Press.

Otis, Yves (1985), « Familles et exploitations agricoles : quatre paroisses de la rive sud de Montréal, 1852-1871 », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

Ouellet, Fernand (1992), « L'historiographie québécoise des années 1980 », dans Biblioteca della Ricerca, Cultura Straniera, 43, *Canada IERI E OGGI 3, Atti Dell'8° convegno internazionale di studi canadesi*, Torre Canne (Brindisi) / 25-28 aprile 1990, Associazione italiana di studi canadesi, p. 51-79.

Ouellet, Fernand (1985), « La modernisation de l'historiographie et l'émergence de l'histoire sociale », *Recherches sociographiques*, XXVI, 1-2, p. 11-83.

Ouellet, Fernand (1980), « Libéré ou exploité ! Le paysan québécois d'avant 1850 », *Histoire sociale / Social History*, XIII, 26, p. 339-368.

Ouellet, Fernand (1966), *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal, Fides.

Owram, Douglas (1979), *Construire pour les Canadiens. Histoire du ministère des Travaux publics*, Ottawa, Travaux publics Canada.

Owram, Douglas (1978), « « Management by Enthusiasm » : The First Board of Works of the Province of Canada, 1841-1846 », *Ontario History*, LXX, 3, p. 171-188.

Paquet, Gilles, et Jean-Pierre Wallot (1988), *Le Bas-Canada au tournant du XIXe siècle : restructuration et modernisation*, Ottawa, Société historique du Canada, brochure historique n° 45.

Paquet, Gilles, et Jean-Pierre Wallot (1982), « Sur quelques discontinuités dans l'expérience socio-économique du Québec : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4, p. 483-521.

Paquet, Gilles, et Jean-Pierre Wallot (1972), « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments pour une ré-interprétation », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 2, p. 185-237.

Paquet, Gilles, et Jean-Pierre Wallot (1971), « Le Bas-Canada au début du XIXe siècle : une hypothèse », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 25, 1, p. 39-61.

Perron, Normand (1993), *Système de poids et de mesures et conversion en système international d'unités (SI)*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Perron, Normand (1980), « Genèse des activités laitières, 1850-1960 », dans Normand Séguin (dir.), *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express, p. 113-140.

Plamondon, François (1995), « Les seigneurs et l'espace : les conditions de la censive au tournant du XIXe siècle (1788-1843) », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

Poudrier, Maryse (1990), « Les transformations de l'agriculture au Bas-Canada dans la première moitié du XIXe siècle : l'exemple de Sainte-Thérèse-de-Blainville », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

Poulin, Pierre (1995), « Les journaliers dans la vallée laurentienne : l'exemple de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme entre 1831 et 1842 », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

Pouyez, Christian, Yolande Lavoie *et al*. (1983), *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations au Saguenay, XVIe-XXe siècles*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec.

Pronovost, Claude (1988), « L'économie marchande au Bas-Canada : le bourg de Terrebonne dans la première moitié du XIXe siècle », mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université de Montréal.

Pronovost, Claude, et Lise Saint-Georges (1988), « L'identification des marchands ruraux dans six paroisses de la plaine de Montréal, 1831 à 1861 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2, p. 241-251.

Raffestin, Claude, et Mercedes Bresso (1982), « Tradition, modernité, territorialité », *Cahiers de géographie du Québec*, 26, 68, p. 185-198.

Robert, Jean-Claude (1994), *Atlas historique de Montréal*, Montréal, Art global, Libre Expression.

Robert, Jean-Claude (1992), « Montréal : l'histoire », dans Jean-Pierre Duquette (dir.), *Montréal 1642-1992*, Montréal, HMH, p. 11-59.

Robert, Jean-Claude (1987), « Activités agricoles et urbanisation dans la paroisse de Montréal, 1820-1840 », dans François Lebrun et Normand Séguin (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, en collaboration avec les Presses universitaires de Rennes 2, p. 91-100.

Robert, Jean-Claude (1982), « Urbanisation et population : le cas de Montréal en 1861 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4, p. 523-535.

Robert, Jean-Claude (1977), « Montréal, 1821-1871. Aspects de l'urbanisation », thèse de doctorat de 3e cycle, Paris, Écoles des Hautes Études en sciences sociales.

Robert, Jean-Claude (1975), *Du Canada français au Québec libre. Histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion.

Robert, Jean-Claude (1972), « Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village d'Industrie (Joliette) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 3, p. 375-395.

Ruddel, David-Thierry (1981), « Quebec City, 1765-1831 : The Evolution of a Colonial Town », thèse de doctorat en histoire, Québec, Université Laval.

Rudin, Ronald (1994), « La quête d'une société normale : critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, 3, 2, p. 9-42.

Rudin, Ronald (1977), « The Development of Four Quebec Towns, 1840-1914 : A Study of Urban and Economic Growth in Quebec », thèse de doctorat en histoire, Toronto, Université York.

Saint-Hilaire, Marc (1995), « Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960 », thèse de doctorat en géographie, Québec, Université Laval.

Saint-Pierre, Diane (1994), *L'évolution municipale du Québec des régions. Un bilan historique*, Sainte-Foy, Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ).

Samson, Roch (1986), « Une industrie avant l'industrialisation : le cas des forges du Saint-Maurice », *Anthropologie et sociétés*, 10, 1, p. 85-107.

Sandwell, R.W. (1994), « Rural Reconstruction. Towards A New Synthesis in Canadian History », *Histoire sociale / Social History*, XXVII, 53, p. 1-32.

Schulze, David (1984), « Rural Manufacture in Lower Canada : Understanding Seigneurial Privilege and the Transition in the Countryside », *Alternate Routes : A Critical Review*, 7, p. 134-167.

Séguin, Normand (1994), « De la région au rapport spatial : l'espace comme catégorie de l'analyse historique », dans Fernand Harvey (dir.), *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 69-75.

SÉGUIN, Normand (1982), « L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4, p. 537-562.

SÉGUIN, Normand (1977), *La conquête du sol au XIXe siècle*, Sillery, Boréal Express.

SÉGUIN, Normand (dir.) (1980), *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*, Montréal, Boréal Express.

SÉVIGNY, Paul-André (1984), « Le commerce du blé et la navigation dans le Bas-Richelieu avant 1849 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38, 1, p. 5-21.

SÉVIGNY, Paul-André (1983), *Commerce et navigation sur le canal Chambly : aperçu historique*, Ottawa, Parcs Canada.

STELTER, Gilbert A., et Alan F.J. ARTIBISE (1977), « Cities in the Wilderness – Canadian Urban History before 1850 », dans Gilbert A. STELTER et Alan F.J. ARTIBISE (dir.), *The Canadian City. Essays in Urban History*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, p. 5-16.

SWEENY, Robert C.H. (1994), « The Staples as the Significant Past : A Case Study in Historical Theory and Method », dans Terry GOLDIE, Carmen LAMBERT et Rowland LORIMER (dir.), *Discours théoriques / Canada, Theoretical Discourse*, Montréal, Association d'études canadiennes, p. 327-349.

SWEENY, Robert C.H. (1990), « Paysan et ouvrier : du féodalisme laurentien au capitalisme québécois », *Sociologie et sociétés*, XXII, 1, p. 143-161.

SWEENY, Robert C.H. (1985), « Internal Dynamics and the International Cycle : Questions of the Transition in Montreal, 1821-1828 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université McGill.

SWEENY, Robert C.H., Grace Laing HOOG et Richard RICE (1988), *Les relations ville / campagne : le cas du bois de chauffage*, Montréal, Université McGill, Groupe de recherche sur l'histoire des milieux d'affaires de Montréal.

TACHÉ, Joseph-Charles (1856), *Le Canada et l'Exposition universelle de 1855*, Toronto, John Lovell.

TAYLOR, George Rogers (1968), *The Transportation Revolution 1815-1860*, réimpression, New York, Harper & Row.

TAYLOR, Graham D., et Peter A. BASKERVILLE (1994), *A Concise History of Business in Canada*, Toronto, Oxford University Press.

THIBEAULT, Régis (1988), « Les transformations de l'agriculture au Saguenay, 1852-1971 », mémoire de maîtrise en études régionales, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi.

TOMBS, Laurence Chalmers (1926), *National Problems of Canada : The Port of Montreal*, Toronto, Macmillan.

TREMBLAY, Robert (1992), « Du forgeron au machiniste : l'impact social de la mécanisation des opérations d'usinage dans l'industrie de la métallurgie à Montréal, de 1815 à 1860 », thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université du Québec à Montréal.

TROTIER, Louis (1968), « La genèse du réseau urbain du Québec », *Recherches sociographiques*, IX, 1-2, p. 23-32.

TRUDEL, Marcel (1974), *Les débuts du régime seigneurial au Canada*, Montréal, Fides.

TRUDEL, Marcel (1956), *Le régime seigneurial*, Ottawa, Société historique du Canada, brochure historique n° 6.

TULCHINSKY, Gerald J.J. (1977), *The River Barons : Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation, 1837-1853*, Toronto, University of Toronto Press.

VILLENEUVE, Lynda (1992), « La socio-économie de Charlevoix au début des années 1830 », mémoire de maîtrise en géographie, Québec, Université Laval.

WALLOT, Jean-Pierre, *et al.* (1983), « Civilisation matérielle au Bas-Canada : les inventaires après décès », numéro spécial du *Bulletin d'histoire de la culture matérielle / Material History Bulletin*, 17.

WATKINS, Melville H. (1963), « A Staple Theory of Economic Growth », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, XXIX, 2, p. 141-158.

WIEN, Thomas (1987), « Visites paroissiales et production agricole au Canada vers la fin du XVIIIe siècle », dans François LEBRUN et Normand SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVIIe-XXe siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, en collaboration avec les Presses universitaires de Rennes 2, p. 183-194.

WILLIS, John (1995), « On and Off the Islands of Montréal, 1815-1867 : The Transport Background of Town-Country Relations in the *plat pays* of Montréal », dans Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN, *Espace et culture*, p. 343-355.

WILLIS, John (1987), *The Process of Hydraulic Industrialisation on the Lachine Canal, 1840-1880 : Origins, Rise and Fall*, Environnement Canada, Parks, 2 vol.

WYLIE, William (1984-1985), « Nebulous Substance : The Portrayal of Iron and Steel Employment in the Printed Census Reports of British North America », *Archivaria*, 19, p. 122-136.

WYNN, Graeme (1981), *Timber Colony : A Historical Geography of Early Nineteenth Century New Brunswick*, Toronto, University of Toronto Press.

Liste des figures

CHAPITRE 1 : POPULATION ET HABITAT

Figure 1 : Croissance démographique au XIX^e siècle 7

Figure 2 : Évolution des taux de natalité, de mortalité et de croissance naturelle au Bas-Canada, 1816-1870 8

Figure 3 : Évolution de la proportion des non-catholiques dans les principales villes de l'axe laurentien (en % de la sous-région) 8

Figure 4 : Évolution de la proportion de non-catholiques (en % de la localité) 9

Figure 5 : Évolution du taux de croissance annuel moyen dans les principales villes de l'axe laurentien, 1784-1871 11

Figure 6 : Évolution du taux de croissance annuel moyen dans les 13 secteurs de l'axe laurentien, 1784-1871 12

Figure 7 : Expansion de la population laurentienne, 1831-1871 13

Figure 8 : Taux de croissance de la population rurale sans les populations villageoises, 1831-1851 13

Figure 9 : Population et densité dans la région de Montréal, 1831-1871 14

Figure 10 : Nombre moyen de personnes par maison habitée par régions, 1831-1871 15

Figure 11 : Structure de la population laurentienne, 1831-1871 (en % de l'axe) 16

Figure 12 : Population totale et proportion de population non villageoise dans les cinq localités de l'échantillon 18

Figure 13 : Évolution de la densité brute de population, 1831-1871 19

Figure 14 : Structure des ménages (en % de l'axe) 19

CHAPITRE 3 : L'ESPACE AGRAIRE

Figure 1 : Augmentation du nombre d'acres occupées ou possédées et extension des défrichements, 1831-1871 49

Figure 2 : Taux de croissance des superficies occupées, boisées et exploitées 50

Figure 3 : Évolution de la proportion de terroirs mis en valeur dans les trois grandes régions de l'axe laurentien, 1831-1871 (en % de la superficie occupée) 50

Figure 4 : Proportion de terres exploitées et densité de population, 1831-1871 51

Figure 5 : Proportion de terres de plus de 50 acres dans les 13 secteurs de l'axe laurentien, 1851-1871 51

Figure 6 : Production des champs dans l'axe laurentien 52

Figure 7 : Élevage dans l'axe laurentien 52

Figure 8 : Production totale de blé dans la vallée du Saint-Laurent (en boisseaux) et répartition par régions 54

Figure 9 : Production de blé dans l'axe laurentien 54

Figure 10 : Superficies en pâturages par régions (en % de l'axe) 55

Figure 11 : Taux de croissance annuels moyens des producteurs 57

Figure 12 : Proportion de très petits déclarants selon le type de production (en % de l'axe) 57

Figure 13 : Proportion de déclarants au-dessus de la moyenne selon le type de production (en % de l'axe) 58

Figure 14 : Nombre moyen de moutons par déclarant 59

Figure 15 : Comparaison entre la production moyenne par déclarant et le nombre de producteurs de laine, d'étoffe foulée et de flanelle, 1851 61

CHAPITRE 4 : LA POUSSÉE INDUSTRIELLE

Figure 1 : Évolution du nombre total d'équipements dans l'axe laurentien, 1831-1851 80

Figure 2 : Équipements par régions, 1831 (en % de l'axe) 81

Figure 3 : Équipements par régions, 1851 (en % de l'axe) 81

Figure 4 : Équipements et population rurale (en % de l'axe) 83

Figure 5 : Nombre d'équipements, 1871 87

Figure 6 : Équipements selon la taille, 1871 (nombre de travailleurs) 88

Figure 7 : Main-d'œuvre s'activant auprès d'équipements de dix travailleurs ou plus, par catégories, 1871 (en %) 89

Figure 8 : Nombre de travailleurs par mille habitants, par secteurs, 1871 89

Figure 9 : Équipements utilisant la vapeur, 1871 (puissance en chevaux-vapeur, par secteurs) 89

Figure 10 : Équipements servant à la production d'instruments aratoires 92

CHAPITRE 5 : LES DISPOSITIFS DE L'ÉCHANGE

Figure 1 : Marchands et commerçants, 1831 103

Figure 2 : Prépondérance rurale dans l'hébergement, 1831 103

Figure 3 : Agents de l'hébergement, 1831 104

Figure 4 : Marchands et commerçants du Bas et du Haut-Canada, 1851 (selon les tableaux publiés du recensement, principales catégories) 105

Figure 5 : Marchands et commerçants, 1851 106

Figure 6 : Agents de l'hébergement, 1851 107

Figure 7 : Marchands et commerçants de Québec et de Montréal, 1871 (par mille habitants, selon les tableaux publiés du recensement) 108

Figure 8 : Marchands et commerçants, 1871 110

Figure 9 : Distribution des gros producteurs, 1871 112

Figure 10 : Bouchers et boulangers, 1871 114

Figure 11 : Agents de l'hébergement, 1871 115

Liste des tableaux

CHAPITRE 1 : POPULATION ET HABITAT

Tableau 1 : Taux comparés de fécondité et de natalité au Québec et dans les régions voisines 8

Tableau 2 : Maisonnées moyennes 18

Tableau 3 : Non-membres d'une famille, 1851 18

Tableau 4 : Importance de la population féminine (en % de l'axe) 19

CHAPITRE 3 : L'ESPACE AGRAIRE

Tableau 1 : Production agricole dans l'axe laurentien (en % de la province) 52

Tableau 2 : Production par habitant (sans les extrêmes) 53

Tableau 3 : Rendements agricoles 53

Tableau 4 : Élevage, 1831-1871 (en % de l'axe) 55

Tableau 5 : Produits dérivés (en % de l'axe) 56

Tableau 6 : Moyenne et maximum par déclarant 57

Tableau 7 : Répartition de la production dans l'axe laurentien par types de producteurs (en %) 58

Tableau 8 : Élevage ovin, 1831-1851 60

Tableau 9 : Production de laine, d'étoffe foulée et de flanelle, 1851 60

CHAPITRE 4 : LA POUSSÉE INDUSTRIELLE

Tableau 1 : Équipements, 1831 79

Tableau 2 : Population de l'axe laurentien 79

Tableau 3 : Équipements, 1851 80

Tableau 4 : Unités de production dans l'axe laurentien, 1851 82

Tableau 5 : Équipements les plus répandus, par secteurs, 1871 90

Tableau 6 : Équipements les plus répandus, nombre de travailleurs, par secteurs, 1871 91

CHAPITRE 5 : LES DISPOSITIFS DE L'ÉCHANGE

Tableau 1 : Marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1831 102

Tableau 2 : Agents de l'hébergement de l'axe laurentien, 1831 103

Tableau 3 : Marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1851 105

Tableau 4 : Comparaison entre les données des listes nominatives et celles des listes publiées, 1851 106

Tableau 5 : Marchands et commerçants au Québec et en Ontario, 1871 (selon les tableaux publiés des recensements, principales catégories) 107

Tableau 6 : Marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1871 109

Tableau 7 : Exemples de productions végétales et animales des marchands et commerçants de l'axe laurentien, 1871 111

Tableau 8 : Agents de l'hébergement de l'axe laurentien, 1871 115

Composé en minion
et achevé d'imprimer en septembre 1995
sur les presses de l'imprimerie La Renaissance
à Sainte-Foy